



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 22 mars 2022**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 22 mars 2022

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Attractivité - Soutien au peuple ukrainien - Versement d'une aide d'urgence au Fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) - Approbation - Autorisation de signature
2. Environnement - Stratégie de collecte, tri, valorisation, sensibilisation, réduction des déchets et politique zéro déchet - Approbation
3. Cycles de l'eau - Vœu relatif à la création d'un Forum de l'eau
4. Environnement - Révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) - Arrêt du bilan de la concertation - Arrêt du projet de PCAET Solidaire 2021-2026 de Montpellier Méditerranée Métropole
5. Hors commission - Candidature Capitale Européenne de la Culture 2028 - Création de l'association « Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture » - Approbation
6. Solidarités - Plan "France Relance" - Contrat de relance du logement 2022 entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres de la Métropole concernées - Autorisation de signature
7. Aménagement durable - Transports en commun - Stratégie d'investissement patrimonial sur le réseau - Approbation
8. Aménagement durable - Exonération du droit de stationnement des taxis 2021 - Approbation
9. Hors commission - Coopération interterritoriale - Contrat de Réciprocité entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature
10. Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Syndicat du Bas Languedoc - Reprise de la compétence de distribution d'eau potable de la commune de Murviel-lès-Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
11. Ressources - Instauration du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation
12. Ressources - Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
13. Solidarités - Plan Logement d'abord - Convention d'objectifs 2022 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole - Attributions de subventions à diverses associations en charge de la réalisation des actions 2022 - Approbation - Autorisation de signature
14. Solidarités - Contrat de ville de Montpellier - Appel à projets 2022 - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature
15. Aménagement durable - Maîtrise Foncière - Délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur la Commune de Montpellier concernant les parcelles cadastrées LR 33, 34, 48, 79, 81 et 134 - Retrait partiel de la délégation à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et délégation à l'Établissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie sur les copropriétés du Pic Saint-Loup et de l'Espérou - Approbation
16. Aménagement durable - Convention d'occupation temporaire de l'Eco-cirque lieu-dit "Rastouble" à Montpellier - Remise gracieuse - Approbation
17. Aménagement durable - Ville de Montpellier - Modification n°14 du PLU de Montpellier - Approbation
18. Aménagement durable - Avis sur le projet de Schéma Régional des Carrières d'Occitanie (SRC) - Avis favorable sous réserve - Émission
19. Aménagement durable - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Avenant n°7 à la concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Approbation - Autorisation de signature
20. Aménagement durable - Commune de Pérols - Bilan de la concertation préalable à la modification de la ZAC Ode acte 1 - Modalités de participation du public par voie électronique - Approbation

21. Aménagement durable - Modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pérols - Dispense d'évaluation environnementale
22. Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du Château des Evêques de Montpellier et de son parc - Commune de Lavérune - Avis
23. Aménagement durable - Réalisation d'un giratoire sur la RM5 - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Commune de Pignan - Approbation
24. Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Objectifs et modalités de concertation préalable au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme dans le cadre de la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU pour la réalisation des accès multimodaux aux futurs lycée et halle de sports - Approbation
25. Aménagement durable - Commune de Pignan - Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pignan - Déclaration d'intérêt général, objectifs et modalités de la concertation au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme - Approbation
26. Aménagement durable - Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement d'installations électriques de type radars urbains sur le mobilier urbain entre Montpellier Méditerranée Métropole et le ministère de l'Intérieur - Autorisation de signature
27. Aménagement durable - Convention entre SNCF Réseau, l'État, la Ville de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole relative au financement complémentaire de l'étude préliminaire à la création d'un ouvrage et à la suppression du passage à niveau n°39 à Castelnau-le-Lez - Approbation
28. Aménagement durable - Concession d'Aménagement - Pignan - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint-Estève - Avis du Conseil de Métropole sur la modification du programme d'équipements publics de la ZAC - Convention de participation de l'aménageur - Approbation
29. Aménagement durable - Tramway Ligne 3 - Doublement de la voie unique actuelle entre Boirargues et le Parc des expositions - Création de deux nouvelles stations de desserte des secteurs du chemin du Mas Rouge et des Hauts de Lattes - Aménagement d'une communication sur la Place Ernest Granier vers le futur dépôt de Grammont - Approbation
30. Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Convention de financement et de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat et TaM pour les travaux des résidences ACM Habitat Val de Croze 7 & 8 à Montpellier - Autorisation de signature
31. Aménagement durable - Programme Savoir Rouler à Vélo auprès d'élèves de CM2 scolarisés sur le territoire de la Métropole - Attribution de subventions aux communes - Modification de la Délibération n°M2021-617 - Approbation
32. Aménagement durable - Convention d'attribution d'une subvention de fonctionnement au bénéfice de l'Association de Promotion de la Pratique Pédagogique de la Moto de l'Hérault - Autorisation de signature
33. Aménagement durable - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault - Nouveaux Statuts - Approbation
34. Environnement - Conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Approbation - Autorisation de signature
35. Environnement - Programme d'Agriculture Urbaine et préfiguration sur le site d'Aigoual Nord Quartier Mosson soutenu par le dispositif Quartiers Fertiles de l'ANRU - Convention cadre de partenariat entre ACM Habitat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
36. Environnement - Projet régional associatif Filières Légumineuses à Graines d'Occitanie (FILEG) visant à développer une filière légumineuse en Occitanie - Adhésion - Approbation
37. Environnement - Qualité de l'air - Adhésion à l'Alliance des collectivités pour la qualité de l'air - Approbation
38. Environnement - Adhésion à la charte d'engagement EcoWatt - Approbation
39. Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Classement du Réseau - Approbation

40. Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°7 - Autorisation de signature
41. Environnement - Concession pour le service public du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente - Avenant de prorogation du contrat de concession de la Ville de Montpellier et des conventions afférentes - Autorisation de signature
42. Environnement - Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Attribution de subventions - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
43. Environnement - Extension des consignes de tri - Plan Boost ECT des éco-organismes Citeo/Adelphe - Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
44. Environnement - MRBC Montpellier ReBuilding Center - Convention d'attribution de subvention d'investissement 2021 - Avenant - Approbation - Autorisation de signature
45. Cycles de l'eau - Ressources en eau - Convention de Recherche et Développement partagé relative à l'observation quantitative et qualitative de la ressource karstique du Lez, associant le laboratoire Hydrosiences, la Métropole et la Régie des Eaux - Année 2022 - Autorisation de signature
46. Cycles de l'eau - Plan de Gestion de la Ressource en Eau Lez-Mosson - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux, l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Syble et la Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA) du Salet sur la restitution d'un débit supplémentaire à la source du Lez pour assurer la pérennité des usages aval existants - Période 2022-2024 - Autorisation de signature
47. Cycles de l'eau - Convention opérationnelle de gestion environnementale des mesures compensatoires liées la Création de l'Usine de Production d'Eau Potable (UPEP) Valedéau entre la Régie des Eaux, Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie - Approbation
48. Cycles de l'eau - Convention de partenariat entre Montpellier SupAgro et Montpellier Méditerranée Métropole relatif au projet de Chaire Eau et Agriculture - Attribution d'une subvention correspondant à la deuxième année d'exécution de la convention - Approbation
49. Cycles de l'eau - Eau potable - Économies d'eau - Opération AquaMetro - Convention d'attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) de Montpellier - Autorisation de signature
50. Cycles de l'eau - Adhésion à la démarche "Territoires bio pilotes" de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique - Approbation
51. Cycles de l'eau - GEMAPI - Étude de la contribution des eaux souterraines aux crues de la Mosson - Convention de recherche et développement avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) - Avenant n°1 - Autorisation de signature
52. Cycles de l'eau - GEMAPI - Forum d'Information sur les Risques Majeurs « IRISES » - Convention de partenariat entre Idéal Connaissances et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
53. Animation du territoire - Appel à projets auprès des opérateurs artistiques et culturels dans le cadre de la Convention de Généralisation de l'Éducation Artistique et Culturelle - Lancement - Règlement - Approbation
54. Hors commission - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - Attribution de subventions - Premier semestre 2022 - Approbation
55. Animation du territoire - Partir en livre 2022 - Création de deux résidences-mission - Approbation
56. Animation du territoire - Convention de co-organisation entre le musée Fabre, le MO.CO et Artpress de la biennale "Après l'école, biennale artpress des jeunes artistes" édition 2022 - Autorisation de signature
57. Animation du territoire - Gratuité d'accès au musée Fabre - 12 et 13 mars 2022 - Collections permanentes et exposition "La Beauté en partage" - Approbation
58. Animation du territoire - Gratuité d'accès à l'exposition temporaire "Le voyage en Italie de Louis Gauffier" à l'occasion de la Nuit européenne des Musées - Approbation
59. Animation du territoire - Adhésions aux associations TRIPLANCAR, OCCITANIE MUSEES et BOUCLIER BLEU FRANCE - Approbation

60. Animation du territoire - Délégation de Service Public relatif à la gestion et l'exploitation de Planet Ocean - Avenant n°3 - Autorisation de signature
61. Solidarités - Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2021 - Approbation
62. Solidarités - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) - Bilan 2021
63. Solidarités - Délégation de compétence de l'Etat d'attribution des aides à la pierre - Conventions 2022-2027 - Autorisation de signature
64. Solidarités - Construction de 19 logements sociaux à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subventions à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Conventions - Autorisation de signature
65. Solidarités - Construction de 32 logements sociaux - Résidence "Saint-Vincent" - route de Saint-Vincent à Prades-le-Lez - Abrogation de la décision MD2020-529 - Attribution de subventions à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature
66. Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 85 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature
67. Solidarités - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Habitat" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
68. Attractivité - Accord de consortium Agence Spatiale Européenne (ESA) Business Incubation Center (BIC) Sud France - Renouvellement - Autorisation de signature
69. Attractivité - Actualisation du document type "Contrat d'Accompagnement" du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
70. Attractivité - Contrat-type d'incubation "French Tech Tremplin" - Approbation
71. Attractivité - Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature
72. Attractivité - Réinvestissement du Parc d'Activités Économiques "Lauze-Marcel Dassault" - Commune de Saint Jean de Védas - Prise en considération des études réalisées - Poursuite de la démarche de réinvestissement - Approbation
73. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Soutien aux manifestations" - Approbation - Autorisation de signature
74. Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
75. Ressources - Fonds de concours de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole pour le programme d'opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture - Convention - Approbation - Autorisation de signature
76. Ressources - Taux d'imposition des taxes directes pour 2022 - Adoption
77. Ressources - Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2022 - Adoption
78. Ressources - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Fixation du produit 2022 - Adoption
79. Ressources - Concession Cambacérès à Montpellier - Garantie de deux emprunts contractés par la SA3M - Approbation
80. Ressources - Tarifs du Montpellier International Business Incubator (MIBI) - Mise à jour - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation
81. Ressources - Tarifs du musée Henri Prades - Mise à jour - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation
82. Ressources - Tarifs du Parking Le Vicarello - Mise à jour - Modification de la délibération n°M2021-657 - Approbation

83. Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modification des services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature
84. Ressources - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
85. Ressources - Rémunération et compensation des astreintes - Modification de la liste des bénéficiaires - Approbation
86. Hors commission - Organisme Extérieur - Société Publique Locale (SPL) L'Or Aménagement - Création du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) LOA² - Adhésion de la SPL au GIE - Approbation
87. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Approbation
88. Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation
89. Hors commission - Composition des commissions métropolitaines - Approbation
90. Ressources - Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation
91. Ressources - Mandat SA3M pour l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque Emile Zola - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation
92. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
93. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
94. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
95. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
96. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement Économique" et "Contrat de Ville" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022 à 9h30

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es)/excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Clothilde OLLIER.

Secrétaire de séance :

Sophiane MANSOURIA.

Monsieur le Président

Bonjour à tous. Merci, chers collègues d'être présents pour ce Conseil de Métropole. Je vais tout de suite, avant de donner les informations, donner la parole à Sophiane MANSOURIA pour qu'il procède à l'appel. C'est le premier Conseil de Métropole où on est non masqués et où on voit les visages des uns et des autres, espérons que ça puisse durer.

Sophiane MANSOURIA procède à l'appel.

Monsieur le Président

L'appel est clos. Nous avons le quorum. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Quelques informations. Nous aurons à l'ordre du jour en première affaire une subvention pour l'Ukraine. L'occasion pour moi, en votre nom, de remercier les agents qui se sont portés volontaires pour porter l'aide humanitaire qui a été collectée dans les mairies des communes de la Métropole, à la Maison des relations internationales à Montpellier, dont je salue ici l'engagement de Clare HART. C'est arrivé à bon port et c'est utile de saluer aussi la mobilisation de tous et toutes pour l'accueil des réfugiés qui arrivent en nombre, d'abord à Montpellier, qui est le point d'entrée, et qui ensuite se répartissent à l'échelle départementale. La priorité absolue est la scolarisation des enfants et le soutien psychologique, qui est assuré par le Centre Hospitalier Universitaire (CHU). On aura une délibération là-dessus, mais je souhaite vraiment remercier les agents de notre Collectivité qui se sont parfaitement mobilisés dans ce convoi exceptionnel. Je sais qu'un autre est en cours vers la Pologne à cette heure-ci et, en fonction des besoins, évidemment, nous poursuivrons nos efforts avec les Organisations Non Gouvernementales (ONG).

Deuxième point qui sera dans ce Conseil : la volonté commune, avec Sète, de devenir capitale européenne de la culture. Hier, nos collègues de Sète, sous la présidence de François COMMEINHES, ont délibéré à l'unanimité pour s'engager dans cette démarche. Elle peut être profondément mobilisatrice à la fois pour tout l'engagement qui est le nôtre, en faveur de la culture, et puis après ces 2 ans très éprouvants, la culture nous rassemble et c'est un formidable challenge dans lequel nous nous engageons. D'autres le sont, mais nous sommes très mobilisés. En tout cas, quand on a évoqué cela en Conférence des Maires, les acquiescements étaient nombreux. Nous délibérerons là-dessus.

La semaine dernière, nous étions au Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) pour présenter différents projets sur le territoire, Ode à la Mer, la place des Industries Culturelles et Créatives (ICC), et d'autres choses. Nous l'avons fait en commun là encore, avec nos voisins, et je veux remercier ici le Maire de Lunel, Pierre SOUJOL, et le Maire de Frontignan, Michel ARROUY, où nous avons présenté les grands enjeux d'aménagement à l'échelle de l'aire urbaine. Nous avons un peu quitté le seul périmètre de la Métropole, mais nous avons parlé ensemble, pour mieux répartir la croissance démographique et être coordonnés pour créer de l'emploi. En effet, nos trois territoires sont à un quart d'heure de Train Express Régional (TER) et c'est bien une logique de bassin de vie. Si nous avons maintenant de très bonnes relations, État, Département, Région, il est très important que nous soyons en capacité de nouer une gouvernance territoriale apaisée, respectueuse. Nous allons le faire avec Sète autour de la culture et tant d'autres. Ça s'est illustré très concrètement au MIPIM à Cannes.

Sur les dossiers Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) qui sont de compétence métropolitaine, Madame la Directrice Générale, Madame MIALOT, que je veux remercier et qui a été nommée il y a deux mois, est venue à Montpellier voir nos dossiers. Nous sommes allés à Paris avec l'État plaider des aspects supplémentaires et nous avons reçu une bonne nouvelle, une dotation de l'ANRU pour le quartier de la Mosson qui augmente de 79 %, soit 50 millions d'euros en valeur absolue. L'exigence qui est posée par l'ANRU, c'est faire, et que ce soit perceptible des habitants. La destruction de la tour d'Assas sera un des éléments emblématiques. Le désamiantage va commencer d'ici la fin de l'année pour ensuite un grignotage.

Autre point d'actualité : aujourd'hui, vous l'avez vu dans la Ville, commencent les championnats du monde de patinage artistique. Monsieur ASSAF le rappelle régulièrement et à juste titre : c'est le seul événement

sportif international que la France accueille en cette année 2022. C'est à la fois un événement sportif avec les médaillés olympiques et la compétition. Même si elle est marquée par la géopolitique et le fait que, comme tant d'autres institutions, les sportifs russes n'ont pas été invités, compte tenu du contexte. Mais c'est aussi un élément fort de visibilité et de soutien à l'activité économique du territoire, puisqu'on accueille dans les hôtels, dans les restaurants, de très nombreuses délégations, et ça permet de mettre en visibilité Montpellier. En ce moment même, des scolaires de la Métropole assistent à des entraînements à la patinoire Végapolis.

Voilà pour les informations.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Je vous propose de prendre connaissance des décisions prises entre les deux conseils de Métropole.

Je voudrais quand même en porter une à votre connaissance : la réhabilitation de la piscine mythique à Montpellier, la Motte rouge. Mythique parce que tant d'habitants de la Métropole ont appris à nager sous l'égide du Montpellier Université Club (MUC) Natation et de son Président Yves JARROUSSE. La réouverture sera prévue en 2023. Je remercie ici le Président Philippe AUGÉ. Vous savez que Max LÉVITA siège au Conseil d'administration de l'Université, nous avons pu procéder à toutes les procédures juridiques qui nous permettent de réhabiliter cet équipement sportif, préparant la réhabilitation de la piscine Neptune. Dans un autre temps le lancement du bassin de plein air à l'est de la Métropole, la piscine de Castelnau-le-Lez. Voilà pour les décisions.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 22 MARS 2022

Monsieur le Président

Je vous propose d'approuver l'ordre du jour qui est modifié à la suite d'un envoi complémentaire le 18 mars, avec l'affaire 83 amendée et les affaires 92, 93, 94, 95, 96. Je vous propose de délibérer sur un ordre du jour comportant 96 affaires. Y a-t-il des oppositions ? Y a-t-il des abstentions ? Des refus de prendre part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour modifié comportant 96 affaires est adopté à l'unanimité.

Pour : 83 voix

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 25 JANVIER 2022

Monsieur le Président

Je mets également aux voix le procès-verbal du 25 janvier 2022. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

Le procès-verbal de la séance du 25 janvier 2022 est adopté à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 1 : ATTRACTIVITE - SOUTIEN AU PEUPLE UKRAINIEN - VERSEMENT D'UNE AIDE D'URGENCE AU FONDS D'ACTION EXTERIEURE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (FACECO) DU MINISTERE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ETRANGERES (MEAE) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Première délibération : subvention en soutien au peuple ukrainien d'un montant de 50 000 euros. La Ville de Montpellier, principale commune, votera elle-même 50 000 euros, et chaque commune peut délibérer à hauteur de ses moyens. Ce que nous proposons, c'est de les verser au Fonds d'Action Extérieure des Collectivités territoriales (FACECO) du ministère des Affaires étrangères. L'aide va aller principalement sur deux orientations : le soutien au Gouvernement légitime de l'Ukraine et le soutien aux réfugiés, en particulier

en Moldavie ; cet État est confronté à une situation absolument dramatique. Voilà où nous orientons les crédits. La plateforme FACECO du ministère des Affaires étrangères, c'est là où l'ensemble des collectivités territoriales versent les crédits, ce qui garantit aussi la transparence et le bon usage de l'argent public.

S'il n'y a pas de demande de prise de parole, nous espérons collectivement un soutien unanime, je mets aux voix cette délibération importante. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Cette unanimité, mes chers collègues, est un signal.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 2 : ENVIRONNEMENT - STRATEGIE DE COLLECTE, TRI, VALORISATION, SENSIBILISATION, REDUCTION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHET - APPROBATION

Monsieur le Président

Monsieur VASQUEZ est-il arrivé ? Non. Je suis un peu inquiet, parce qu'il s'agit de son affaire, et pas n'importe quelle affaire, mes chers collègues. Si vous en êtes d'accord, on va évidemment la rapporter, mais de par l'implication du Vice-Président, on attend son retour. Il y a visiblement une petite contrainte.

AFFAIRE N° 3 : CYCLES DE L'EAU - VŒU RELATIF A LA CREATION D'UN FORUM DE L'EAU

*Mmes Florence BRAU, Mylène FOURCADE et Coralie MANTION (avec le pouvoir de M. Manu REYNAUD) ainsi que MM. Jacques MARTINER et François VASQUEZ entrent en séance.
M. François RIO sort de séance.*

Monsieur le Président

On passe à la 3. En cette journée mondiale de l'eau, cher René [REVOL], ça te donne l'occasion de présenter le vœu que nous souhaitons porter sur la création d'un Forum de l'eau. Vas-y René [REVOL] et peut-être juste donner l'actualité du jour.

René REVOL

Monsieur le Président, chers collègues, effectivement, c'est la journée mondiale de l'eau tous les 22 mars. Nous avons tenu à marquer cette journée par notamment toute une communication sur ce qui est fait au niveau de l'eau et de l'assainissement au niveau de notre Métropole. Cet après-midi, nous irons inaugurer le réservoir de Montmaur qui apporte une sécurisation au niveau de la Métropole, et en particulier de Montpellier, à autour de 120 000 habitants.

La délibération qu'on vous propose aujourd'hui, lance un processus qui aboutira dans un an et qui démarre aujourd'hui par ce vœu. Le changement climatique fait de l'eau un enjeu essentiel – je ne développerai pas dans cette enceinte, on l'a souvent repris. C'est vraiment un dossier qui nous tient à cœur au niveau de ce territoire. Pitot et les Arceaux nous amènent de l'eau depuis le XVII^e siècle, Saint-Clément puis ensuite la source du Lez. L'agglomération de Montpellier n'a pas par elle-même la ressource en eau qui lui permet de vivre, et cela depuis le XVII^e siècle, il n'y a rien de neuf. Ce qui est neuf, c'est le changement climatique, et que cette ressource est aujourd'hui contrainte par un stress hydrique fort. Vous avez vu qu'aux mois de janvier et de février, après cet épisode de pluie récent qui était bienvenu, nous avons vécu les deux mois de sécheresse les plus élevés de toute l'histoire des relevés sur la région. Pas une goutte d'eau en janvier-février. Fin-février nous atteignons des niveaux de réserve qui étaient identiques à ceux qu'on atteignait l'été. Ce bouleversement du climat nous amène tous à mettre en œuvre des dispositifs de préservation de notre ressource, de sobriété dans l'usage de l'eau, en donnant la priorité aux usages les plus fondamentaux. Cette politique-là ne peut pas être faite sans les citoyens. C'est avec eux qu'il faut construire ce comportement collectif qui nous permettra de maîtriser cette ressource essentielle à la vie.

Nous avons proposé et décidé de mettre en place un vaste Forum de l'eau qui rassemblera tous les acteurs et tous les citoyens mobilisés à l'échelle de notre territoire pour assurer cette préservation de cette ressource. Ce Forum de l'eau aura plusieurs objectifs. Son premier objectif, c'est de remplir une fonction d'observatoire, c'est-à-dire de donner le maximum d'informations accessibles à tous sur l'eau, l'assainissement et le grand

cycle de l'eau également. Je précise que tout cela se fait en accord bien sûr avec ma chère collègue Véronique NEGRET, qui est impliquée dans ce dossier autant que moi. Cet observatoire, nous avons tenté de mettre en place déjà en 2015-2016. Aujourd'hui, il s'agit de lui donner une dimension beaucoup plus grande, premier aspect. Son deuxième aspect, c'est de mener des campagnes de mobilisation et de sensibilisation de tous les usagers, pour que nous puissions avec eux construire une politique d'économie de l'eau et de préservation de la ressource, tous les usages, en donnant la priorité bien sûr à l'accès de tous à l'eau potable, et d'organiser des ateliers, des actions.

J'insiste sur le fait que notre territoire est composé de plusieurs acteurs. Il y a bien sûr notre Collectivité, la Métropole, il y a bien sûr la Régie des eaux, mais nous avons aussi deux syndicats d'eau potable, le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et le Syndicat Bas Languedoc (SBL), qui ont d'autres communes qui font partie du même bassin versant que nous et qui parfois en font partie d'autres. Notre ressource est commune et les réserves en eau n'ont que faire de nos frontières administratives ; il faut donc nous rassembler. Il faut également faire représenter les intercommunalités et bien sûr les 31 communes, dans lesquelles il y a toujours beaucoup de gens mobilisés sur les questions de ressources en eau.

Je précise enfin pour dire que nous avons postulé pour un appel à projets de l'Agence de l'eau, qui est prête à soutenir les initiatives de participation citoyenne au niveau de l'eau. De la même manière que se mettent en place par exemple dans ma commune un conseil citoyen de la transition écologique, qui permet aux associations et aux citoyens de se mobiliser avec nous. Voire nous critiquer, s'ils considèrent que nous n'allons pas assez vite ou s'ils considèrent que nous nous orientons mal. Il ne faut pas avoir peur de ce débat démocratique qui est la seule manière pour nous d'organiser cette mobilisation collective.

Nous allons cofinancer cela avec des partenaires qui sont intéressés par la mise en place de ce Forum. Cela va déboucher sur le mois de mars 2023. Nous nous donnons un an pour le construire correctement et faire qu'à ce moment-là, Monsieur le Président vous invitera à ce premier Forum pour l'année 2023. Je le signale au passage, ce sera le centenaire du Congrès de l'eau. En effet, en 1923, toutes les communes de l'Hérault s'étaient rassemblées et avaient développé une politique de préservation de l'eau en essayant de mettre en place un système public de préservation de la ressource en eau. Pour ce centenaire, maintenant que nous rentrons dans le siècle de la transition écologique et des dérèglements climatiques, il est essentiel que nous nous saisissons tous de ce dossier. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président, cher René [REVOL]. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame RIBOT, Monsieur SULTAN, Madame NEGRET.

Catherine RIBOT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Cette semaine, du 21 au 26 mars, se tient à Dakar le Forum international de l'eau. Aujourd'hui – Monsieur REVOL l'a dit – mardi 22 mars est la journée internationale de l'eau. Au sein de la Métropole, Montpellier et 16 autres communes de la Métropole ont reçu en 2021 le label « *commune économe en eau* » par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC). En octobre 2020, encore une fois, avait été signée à Montpellier une convention avec l'UNESCO pour l'implantation d'un Institut méditerranéen de l'eau et de l'environnement. Le rôle de MUSE a permis d'identifier les actions, les projets capables d'accroître notre activité, notre visibilité à l'international. Notre bien commun, la ressource en eau, doit être protégée, et la Métropole sur ce point est en première ligne.

L'objectif de développement durable n°6 par exemple garantit l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement pour assurer une gestion durable des ressources en eau. Il y a plus de 2 milliards de personnes aujourd'hui qui n'ont accès ni à l'eau potable, ni à des systèmes d'assainissement fiables, ce qui contribue à faire de l'eau le premier vecteur de maladies. Chez nous, les sécheresses, les pollutions diffuses ou accidentelles, les usages destructeurs des milieux se multiplient, et cette ressource naturelle est en danger. Les atteintes à la ressource en eau sont potentiellement graves, dans leur qualité comme dans leur quantité. Montpellier Méditerranée Métropole a mené plusieurs actions pour pérenniser la ressource en eau, pour promouvoir la sobriété pour un accès équitable à tous, car avant-hier, dimanche, était la journée européenne pour la reconnaissance de l'écocide.

Pour cela, les élus écologistes de la Métropole s'associent vivement au vote du vœu qui est proposé aujourd'hui pour la création d'un Forum de l'eau. La mise en place d'une stratégie globale d'adaptation pour assurer la pérennité et la qualité de la ressource en eau souterraine et en eau superficielle est une nécessité. Ce

Forum de l'eau, effectivement, permettrait d'assurer l'indispensable dimension partenariale de cette politique publique en réunissant les acteurs, les parties prenantes de l'eau, et ce vœu manifeste l'attachement de notre Métropole, l'affirmation par les élus de la pleine conscience qu'ils ont de l'urgence environnementale. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame RIBOT. Monsieur SULTAN, puis Madame NEGRET.

Charles SULTAN

Monsieur le Président, mes chers collègues. Il y a un siècle, un savant français déclarait : « *L'eau, c'est la vie* ». Effectivement, une carence en eau entraîne chez le nouveau-né, le nourrisson, une mort irrémédiable en quelques heures.

Je souscris tout à fait à ce qui a été dit par Monsieur REVOL, mais il y a un point qui n'est pas évoqué : la qualité de l'eau. Plusieurs publications font état d'une contamination de l'eau de robinet par des pesticides, des métaux lourds, des nanoparticules et des médicaments. Je suggérais vendredi lors d'une réunion de préparation du Contrat Local de Santé (CLS) que la Ville s'intéresse un peu plus à la qualité et la concentration de l'eau en perturbateurs endocriniens. Nous allons démarrer au niveau de la Ville, pouvons-nous l'étendre à la Métropole ? C'est un problème sanitaire loin d'être négligeable et qui ne se limite pas à la Ville. Merci, Monsieur le Président et mes chers collègues de m'avoir entendu et, j'espère, écouté.

Monsieur le Président

Madame NEGRET.

Véronique NEGRET

Merci beaucoup. Je remercie René REVOL d'avoir cité mon nom au cours de la présentation de cette délibération. Effectivement, je suis particulièrement enthousiaste à l'idée du montage de ce Forum de préservation de la ressource en eau, parce qu'il va associer les citoyens. Je pense qu'il faut véritablement faire prendre conscience à la population que la ressource en eau, aussi bien dans sa quantité que dans sa qualité, est précieuse, qu'elle va se raréfier. Evidemment vous comprenez pourquoi je suis directement concernée dans ma délégation, puisque la ressource en eau vient des milieux aquatiques naturels. Nous allons devoir développer une culture de la sobriété aussi sur la question de l'eau. J'ai un peu l'impression qu'on bascule dans de la science-fiction, mais en fait c'est de ça dont il s'agit. Il faut maintenant faire prendre conscience à la population que nous allons devoir changer de mode de vie et être beaucoup plus sobres, y compris dans la consommation de l'eau. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame NEGRET. René [REVOL], un ou deux éléments de réponse.

René REVOL

Oui bien sûr. D'abord je vous remercie pour vos interventions. Merci, Monsieur SULTAN, vous avez totalement raison.

J'étais encore vendredi dernier au Comité de bassin Rhône Méditerranée et nous avons adopté à l'unanimité – il faut le souligner, c'est le seul des six bassins qui l'a fait à l'unanimité – un Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) qui va devenir un document opposable et contraignant, y compris pour l'urbanisation de nos territoires. Ce SDAGE contient un certain nombre de préconisations pour préserver la quantité d'eau qui doit nous rester – il y a effectivement un enjeu quantitatif comme je l'ai développé tout à l'heure. On prévoit qu'à l'horizon 2070, 20 à 25 % d'eau du Rhône va diminuer, et que donc la ressource de substitution que nous utilisons sur notre territoire va devenir plus difficile à utiliser, il faut en avoir conscience.

Mais il y a également la détérioration de la qualité de l'eau ; notre territoire est bien connu pour cette chose-là. C'est cette dégénérescence qualitative de l'eau qui nous amène notamment à arrêter le forage qui existait sur Sussargues ou qui existe sur le Flet à Villeneuve-lès-Maguelone. De concert avec Madame TOUZARD, nous avons mené une vraie politique au niveau des pratiques de surfaces notamment agricoles, dans un objectif de reconstitution de ces ressources. De la même manière, au niveau de la Régie des eaux, il y a un contrôle de la qualité extrêmement important. Il faut naturellement lutter contre tous les pesticides qui peuvent rester, etc.

J'aurai l'occasion de représenter ça ici, parce que l'usine que nous sommes en train de construire à Valédeau – le permis de construire est signé, on est dans la période de recours, les travaux démarrent dans un mois – a un traitement extrêmement perfectionné de l'eau, et commence à lutter contre les micropolluants qui existent de plus en plus, notamment d'origine médicamenteuse, et qui sont un vrai enjeu. Je pense que vous avez tout à fait raison de souligner ce point. Dans le Forum, Monsieur SULTAN et tous ceux qui sont intéressés, nous allons faire un atelier sur la question de la qualité de l'eau et des actions à mener pour améliorer cette qualité de l'eau. On a un beau chantier à mener dans les années qui viennent.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Effectivement, la création de ce Forum, c'est important parce que c'est notre capacité à coopérer avec le monde de la recherche – il y a déjà des choses très importantes, mais il nous faut intensifier – avec les autres Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou autres syndicats sur la maîtrise de la ressource, et impliquer le débat citoyen. Madame NEGRET, vous avez parfaitement raison : comme sur tout, nous entrons dans un temps de nécessaire sobriété. Il y a des comportements qui ne sont pas responsables par rapport à la ressource et c'est dans cet esprit-là aussi que nous irons vers la définition d'un tarif d'éco-responsabilité dans la gestion de l'eau dans les mois qui viennent.

Je propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 2 : ENVIRONNEMENT - STRATEGIE DE COLLECTE, TRI, VALORISATION, SENSIBILISATION, REDUCTION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHET - APPROBATION

Mme Patricia MIRALLES et M. RIO entrent en séance.

Mme Michèle CASSAR et M. Cyril MEUNIER (avec le pouvoir de Mme Florence AUBY) sortent de séance.

Monsieur le Président

Nous revenons à la délibération n°2 sur la stratégie de Métropole zéro déchet, qui sera présentée à deux voix, Monsieur VASQUEZ, Vice-Président, et Madame SERRANO. Je veux, l'un et l'autre, saluer l'action et tout le dialogue qu'ils ont noué avec l'ensemble des Maires de notre Métropole sur cet enjeu, qui est notre compétence, où nous devons opérer des choix importants qui reposent sur la responsabilité, sur la sensibilisation. Je cède tout de suite la parole à François [VASQUEZ] pour la présentation orale – la délibération est déjà suffisamment complète – et le cas échéant, évidemment, le débat, où il pourra compléter. Cher François [VASQUEZ].

François VASQUEZ

Merci Président. Bonjour à toutes et tous. J'aimerais commencer par une phrase de MONTESQUIEU : « *Aujourd'hui, nous recevons trois éducations contraires : celle de nos pères, celle de nos maîtres et celle du monde. Ce que nous dit la dernière renverse toutes les idées des premières* ». Je pense que cette citation de MONTESQUIEU est très explicite pour ce qui se passe de nos jours. Je viens d'entendre le Président parler de « *ressources à préserver* », de « *sobriété* », de « *prise de conscience* » par rapport aux enjeux, notamment climatiques et environnementaux. Il est évident que nous devons tirer toutes les leçons de celles que nous dicte le monde en règle générale, et notre environnement en particulier.

Pourquoi nous allons vous présenter notre stratégie zéro déchet pour la Métropole ? Dans un premier temps, ce que j'aimerais c'est pouvoir vous expliquer pourquoi elle est d'une absolue nécessité. C'est une politique évidemment de rupture par rapport à celle que nous avons pu voir être mise en place les décennies précédentes. Cette politique de rupture n'a pas de plan B. Nous avons une succession d'épées de Damoclès – que je décrirai plus loin – au-dessus de nos têtes et pour le mandat à venir. Les enjeux et les risques économiques et environnementaux ne sont pas à l'échelle d'une décennie, de deux décennies voire plus : ils sont à l'échelle de ce mandat. Ça, c'est pour signer le facteur d'urgence de notre politique.

Ce qu'il faut en retenir, c'est que cette politique, c'est une partition que chacun doit s'approprier, qu'on doit pouvoir jouer ensemble, parce que sinon cela n'aura pas de sens, pas d'efficacité et pas de résultat. Il faut que

vous sachiez que cette politique n'est pas une succession d'expérimentations : tout ce qui vous est proposé a été éprouvé par ailleurs. Les expérimentations dans la politique des déchets, c'était le passé. Quand on a fait une énorme usine de tri mécano-biologique, on a fait une expérimentation à ciel ouvert. Ce n'est pas du tout notre enjeu et notre but.

Vous savez, quand on parle de la politique des déchets, on doit parler des contrôles des coûts. Mais qui s'en est préoccupé jusqu'alors ? Il ne faudrait pas parler du passé et pourtant je pense qu'il faut parler du passé pour éviter de refaire les mêmes erreurs. Nous sommes passés dans la politique des déchets d'erreurs au mensonge, du mensonge au déni. Le fait d'éprouver des brevets industriels, avec ce que j'ai appelé pendant longtemps « *un esprit process* », provoquait le fait que tous nos déchets devaient passer par le même prisme. Notre politique est extrêmement multiple, vous verrez dans sa déclinaison qu'elle offre une multiplicité d'options, toutes dans le sens d'une optimisation économique, de l'enjeu environnemental et du respect de l'enjeu sanitaire et social. Les déchets ont été mis sous le tapis, on le sait. On piochait allègrement dans le budget général sans crainte ni vergogne. On faisait des mauvais choix qu'on revendiquait.

Maintenant, j'ai conscience d'une chose : c'est que notre politique se heurte à une première résistance, celle de ceux qui veulent que rien ne change. Ceux qui veulent que rien ne change ont déjà eu un mandat en termes de déchets, c'était le précédent. Maintenant nous allons changer la donne, nous allons modifier jusqu'à nos outils industriels. Jusqu'à présent la clé de voûte de notre système de déchets, c'était l'usine Amétyst. Or le mal était incurable parce qu'il était dans le remède même, il était dans la solution qu'on avait cru trouver à notre problématique des déchets.

Si je vous dis qu'il n'y a pas de plan B, c'est pour tout de suite clarifier une situation. Ce sujet étant depuis trop longtemps sous le tapis, il se prête plus que tout autre aux préjugés et aux présupposés – là on pourrait citer ROUSSEAU : « *La plupart des avis sont fondés sur des préjugés* ». Dans le domaine des déchets, c'est le cas, et certains pourraient penser que cette politique a une alternative. On pourrait très bien mettre à nouveau un incinérateur, développer une filière qu'on appelle maintenant Combustible Solide de Récupération (CSR), c'est-à-dire une filière déguisée d'incinération : on brûle les plastiques pour faire des chaufferies. Je veux que vous sachiez que ces options n'en sont pas : elles présentent le même type d'impasse qu'a présenté Amétyst en son temps en 2008. Ce n'est pas dans cette direction qu'il faut que notre Métropole s'engage. Notre Métropole doit s'engager sur une politique radicalement différente.

Cette politique est très complexe, mais pour vous montrer le niveau de gabegie, nous avons un exemple simple. Il y a encore 12 000 tonnes de verre dans notre poubelle grise. Si nous arrivions à extraire 5 000 tonnes sur ces 12 000 – c'est un pari qu'on peut relever – pour les mettre dans des points d'apports volontaires, nous économiserions chaque année 2 millions d'euros sur le traitement. Il faut qu'on se représente à chaque fois ce que représente, en coût économique, la transformation d'un geste civique, qui est de ne pas jeter son verre dans la poubelle grise. Bien sûr, tout l'enjeu que nous avons, c'est de donner tous les moyens à chacun de pouvoir effectuer tous ces gestes de tri dont nous reparlerons.

Je vous ai parlé d'épées de Damoclès successives – Damoclès n'en avait qu'une au-dessus de sa tête ; nous, on en a plusieurs. Alors autant les évoquer et autant les regarder en face, puisque je vous ai dit que ça va se passer sur ce mandat. Il y a une équation économique qui est intenable pour ce mandat, basée sur deux flambées : la flambée des tonnages et la flambée des coûts.

La flambée des tonnages, parce que nous allons prendre 25 000 nouveaux habitants avant la fin du mandat – ce sont 12 à 15 000 tonnes de déchets en plus. Et nous allons avoir la réforme du socle commun, c'est-à-dire qu'on va payer l'addition de l'échec d'Amétyst – depuis longtemps dénoncé, pour ceux qui ont suivi nos actions. Cette sanction, ça peut être 40 000 tonnes de compost Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) qui sortent actuellement, qui devront aller en décharge. La flambée des coûts des tonnages, ce sont donc 15 000 + 40 000 tonnes, et ça, ça n'arrive à aucune autre Métropole que la nôtre sur ce mandat. Gardons en tête la flambée des tonnages.

Passons à la flambée des coûts : c'est l'augmentation du prix des exutoires, c'est-à-dire la décharge et l'incinération, qui sont de plus en plus contraints. Autrement dit, les prestataires montent les prix, et cette flambée à la renégociation de tous les contrats pour la mise à l'enfouissement ou à l'incinération va flamber dans ce mandat. Mais ça n'est pas tout : la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) va flamber et l'État étrangle les collectivités en fin de chaîne. Si l'Etat n'a pas fait grand-chose sur la prévention des déchets ou pour aider à la mise en place de tarifications incitatives des déchets, il est bien présent pour augmenter les

taxes sur les incinérations, augmenter les taxes sur les décharges. Ce sera à coup de millions d'euros de surplus à verser par nos collectivités pour brûler et enfouir. Nous aurons une augmentation du coût des contrats de collecte dans ce mandat. Vous le savez : la Zone à Faibles Emissions (ZFE) impose des changements de motorisations nécessaires ; il faut y penser, en termes de coût. Nous aurons aussi une mutualisation que nous avons faite – qui a déjà été présentée sur la collecte de nettoyage – pour améliorer le service de nettoyage dans toutes les communes de la Métropole, elle va quand même créer un surcoût de 2,5 millions d'euros par an pour sa restructuration. Je pense que la liste des surcoûts et des risques économiques est assez claire pour tout le monde pour se rendre compte que nous allons faire face à un véritable tsunami.

Il y a une équation environnementale, et là je ne vais pas la développer par le menu. Tout le monde a bien conscience de la pollution que provoque notamment la politique de déchets – qui, ne l'oublions pas, commence à la production des biens de consommation, à leur consommation et à leur élimination. Cela crée des pollutions pour l'eau, pour les sols, pour l'air, directement ou indirectement, quand on enfouit, quand on brûle ou quand on transporte les déchets et qu'on les exporte très loin de notre Métropole. Il y a les impacts sur le climat que nous verrons tout à l'heure avec Isabelle [TOUZARD], et les plans pour le climat, bien évidemment. Il y a aussi la préservation des ressources naturelles. On s'aperçoit qu'il faut en finir avec cette folie du jetable, du plastique, de l'obsolescence programmée, du gaspillage alimentaire.

Une équation environnementale à laquelle nous ne pouvons pas échapper, comme à l'équation économique précitée. Nous allons nous apercevoir que, dans notre politique, le fait de trier les biodéchets, le fait de valoriser les déchets verts – qui avant étaient considérés comme des déchets et qui maintenant seront envisagés comme des ressources – vont permettre de rendre à nos sols la matière organique qui permettra de créer un amendement, de lutter contre le ruissellement et les inondations, de permettre des circuits courts pour l'alimentation au niveau agricole. N'oublions pas l'effet sur le climat d'une politique qui dépose quelques centimètres de compost sur les terres – ce qu'on appelle le 4 pour 1 000 – ça capte le carbone, ça stocke. N'oublions pas toutes les externalisations positives que va mener la politique de notre stratégie zéro déchet.

Je ne voudrais pas oublier l'équation solidaire et sociale. Il faut que vous sachiez que, à aucun moment il nous échappe de corrélér étroitement les problèmes des familles modestes avec notre politique. Ce sont toujours les plus modestes qui sont les plus impactés par les hausses des taxes. Si nous ne changeons pas de politique, il faudra irrémédiablement augmenter les taxes. Quand j'entends – et je pense que ça pourra même faire partie de l'objet de notre débat – qu'une tarification incitative, qui n'est pas une nouvelle taxe, pénalisera les milieux les plus défavorisés, je peux vous dire que c'est ne pas considérer l'attention que nous portons à l'équité dans l'établissement de cette taxe. Solidaire aussi, parce qu'il n'y a pas une politique de déchets qui créera plus d'emplois qu'il n'en a jamais créé d'ailleurs. N'oubliez pas que le traitement industriel des déchets, quand il crée 50 emplois, on en crée 500 à 600 avec une politique telle que la politique de la stratégie zéro déchet. C'est une politique qui permet de créer des emplois solidaires, d'insertion, pour les personnes en situation de handicap, et nous avons déjà commencer à le faire.

Cette politique, nous allons la mettre en place. Alors comment ? On a quatre objectifs et 100 mesures – je ne vais pas, bien évidemment, vous détailler les 100 mesures. Les quatre objectifs, on peut les décrire rapidement – à moins que le Président me donne l'intégralité de la séance, mais je ne pense pas – :

- Une optimisation de la collecte et de la captation des flux ;
- Une amélioration des performances de valorisation et de filières de traitement ;
- Une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée au changement de comportements ;
- Une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer.

Avant que l'on revienne avec Célia SERRANO, qui m'accompagne sur cette politique, sur tout le volet prévention, sensibilisation, économie circulaire – et que je veux remercier encore, avec les services, pour leur travail – c'est une politique de contrôle des coûts, de prévention des déchets, d'économie circulaire avec de la création d'emplois, de captation de flux, de redéfinition des outils industriels. Il va falloir transformer Amétyst, modifier, améliorer Demeter, créer des plateformes de compostage (deux à trois), créer des ressourceries sur la Métropole (trois à quatre), redéfinir le périmètre réglementaire du service public pour les déchets d'activité économique. Quand nous disons que c'est une politique pour tous, c'est une politique que chacun doit s'approprier, mais à laquelle tous doivent participer, et pas seulement les citoyens bien évidemment, les acteurs économiques aussi. Il est des déchets d'activité qui ne devraient pas être dans le service public. Il faut revoir ce cadre, et nous allons pouvoir l'évoquer. C'est une politique qui doit être exécutée, et pas seulement programmée – nous y reviendrons aussi. C'est une politique bien évidemment

d'investissement de chacune et chacun d'entre nous. Enfin une politique de mutualisation, car on ne traite pas les déchets de la Métropole à l'échelle de la Métropole. On ne traite pas à l'échelle de 500 000 habitants, mais au minimum à une échelle de 1 million d'habitants, et c'est pour ça que depuis que le Président m'a confié la délégation des déchets, j'ai commencé des contacts avec toutes les collectivités nous environnant, pour que nous mutualisions nos process, que nous nous mettions ensemble sur une politique de tri, notamment des biodéchets, pour qu'ensemble on puisse mutualiser des plateformes de compostage, des ressourceries et des projets. C'est à ce prix-là que nous réussirons à transformer radicalement les enjeux qui nous attendent.

Je vais donner la parole à Célia [SERRANO] sur la politique de prévention. Je voulais quand même que vous sachiez sur cette politique de prévention – qui comprend énormément d'éléments que Célia [SERRANO] va détailler – il ne suffit pas de réduire le bac gris. Vous voyez, j'ai mis une cravate noire encore une fois, puisque j'avais annoncé que je comptais porter le deuil du sac noir. Il ne suffit pas de le réduire, ce bac gris, parce qu'on s'est aperçu que les collectivités très ambitieuses, comme Besançon, qui avaient diminué de moitié leur bac gris, l'avaient en grande partie transféré dans d'autres flux. Quand on regardait l'équation générale des déchets, il n'y avait pas une baisse sensible. Vous allez me dire que c'est extrêmement vertueux déjà de le faire, parce que le bac gris, c'est ce qui nous coûte le plus cher. Ce qui est valorisé rapporte à la fois sur la matière et sur les éco-organismes, donc c'est déjà un grand respect et un grand mérite à Besançon d'avoir lancé cette politique il y a une quinzaine d'années. Mais ce n'est pas suffisant. Nous avons l'ambition d'emblée d'agir puissamment sur la prévention. Donc Célia [SERRANO], si tu veux bien, merci.

Célia SERRANO

Bonjour à toutes et tous. Pour sensibiliser, notre objectif est d'aller vers le maximum de personnes, informer, communiquer, faire preuve de pédagogie, partout et tout le temps. Il nous faut changer de comportement, il nous faut changer nos habitudes. Cela ne signifie pas renoncer, nous proposons des solutions constructives qui, si elles sont bien accueillies, changeront durablement notre consommation de déchets. À nous de permettre les bonnes conditions. Tout d'abord informer. Trouver la bonne information c'est aussi savoir de quoi il s'agit quand nous parlons de déchets. Qu'est-ce que nous mettons dans nos poubelles de couleurs ? Comment nos déchets sont collectés, transformés, ce qu'ils deviennent ? Un vaste plan de communication sera présenté ces prochaines semaines, mais d'abord faisons preuve de pédagogie.

Remettre du sens dans notre perception des déchets, c'est expliquer, remettre sur le devant de la scène ces déchets trop longtemps enfouis. Sensibiliser les futures générations est une nécessité. C'est déjà à l'œuvre dans les temps scolaires et nous souhaitons construire avec les communes des temps sur les centres de loisirs. Dans les restaurants scolaires, c'est sensibiliser les agents et les animateurs et les animatrices à jeter les restes alimentaires dans la poubelle orange pour que nous puissions capter des tonnes – parce que quand il s'agit de déchets, il s'agit de tonnes. Si ces déchets alimentaires sont envoyés dans la bonne poubelle, ils sont envoyés à Amétyst et deviendront une ressource, du compost. Quand les équipes le font ensemble, avec l'aide des enfants sur place, et ils y sont volontaires, nous le voyons déjà : l'objectif commun est atteint et la mission est remplie. C'est aussi travailler avec les prestataires pour réduire le gaspillage alimentaire à la source, et donner les moyens de continuer à la maison. Culpabiliser les gens, c'est non, œuvrer et trouver les solutions ensemble, c'est cela notre objectif. Les enfants ne peuvent pas éduquer les parents, nous souhaitons toucher les familles et plusieurs ateliers sont déjà en place. C'est également proposer les actions vers les commerçants, dans les marchés, dans les lieux de travail et dans nos maisons communes, dans nos événements aussi communs. Faire preuve de pédagogie, c'est expliquer qu'un gobelet en carton a un coût écologique supérieur à un gobelet en plastique. Il faut que tout le monde soit acteur de sa consommation.

C'est aussi proposer un système mutualisé d'écocup, par exemple avec les clubs sportifs. Nous allons proposer un système avec une écocup qui ne sera pas un objet de marketing et qui ne sera donc pas pris pour être oublié dans des tiroirs à la maison. Ces systèmes d'écocup auront un QR code qui, quand il sera flashé sur un site, donnera les informations de ce site, par exemple au match de handball. Le lendemain, si nous allons à un match de rugby, nous allons retrouver la même écocup, et si nous flashons le QR code nous aurons les informations du club de rugby. Partout nous ferons cette même mutualisation. Cette écocup, elle est avec un plastique durable et elle est refondable neuf fois, donc elle a une durée de vie quasi infinie. C'est ça aussi, proposer des solutions. Outre cette mutualisation, plusieurs actions sont prévues, notamment un vaste plan de communication et justement proposer des événements.

Changer les comportements, changer nos habitudes, c'est ne plus jeter et penser à donner une seconde vie. L'économie circulaire vise à passer d'une société du tout jetable – et c'est important de se confronter au jetable – basée sur une économie linéaire, qui est extraire, fabriquer, consommer, jeter, à cette économie

circulaire permettant de réduire la consommation de ressources et la production de déchets. Là aussi, faire preuve de pédagogie, expliquer, rassurer. C'est distribuer aux étudiantes boursières qui le souhaitent des protections périodiques lavables et durables. C'est proposer aux familles qui le souhaitent le recours aux couches lavables et sensibiliser à cet usage à travers des actions de sensibilisation auprès des crèches et des assistantes maternelles. Un bébé, de sa naissance à ses 2 ans et demi, produit une tonne de couches jetables ; en lavables, c'est entre 10 et 30 couches sur cette même période. Ici, on touche à une mesure de santé pour éviter la présence de perturbateurs endocriniens, à une mesure financière (les jetables sont trois fois plus coûteuses sur la période) et à un gain environnemental. Et non, personne ne revient en arrière. C'est ça aussi, faire preuve de pédagogie : c'est vous montrer que non, nous ne revenons pas en arrière. C'est soutenir Lezprit Réquipe, c'est soutenir MRBC, c'est permettre à la consigne, comme Oc'Consigne, Boc d'Oc ou LoopEat, de se développer.

Nous allons remettre du sens à nos pratiques, nous allons parler de notre consommation, nous allons proposer tous les outils et tous les moyens pour la réduire. Mais nous allons avoir besoin de tout le monde, de vous, collègues élus, pour communiquer auprès de vos concitoyens et concitoyennes, mais aussi faire preuve d'exemplarité ; de vous, journalistes pour relayer, expliquer, en parler ; de vous, acteurs économiques ; de vous, citoyens et citoyennes qui nous écoutez. Vous verrez : ça fonctionne. Lorsqu'on franchit le pas d'un composteur de quartier, lorsqu'on passe aux couches lavables, lorsqu'on achète dans une ressourcerie, lorsqu'on s'y met, ça fonctionne. Notre politique est solidaire et sociale, comme l'a dit François [VASQUEZ], parce que nous ne souhaitons qu'une seule chose : économiser à toutes les échelles. Ce ne sera pas facile, mais nous y avons toutes et tous à y gagner. C'est à nous, politiques, de convaincre, et c'est à nous, citoyens et citoyennes, de faire société. Dans ces temps obscurs, faisons société, faisons ensemble, et ensemble soyons fiers. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame SERRANO. Merci François [VASQUEZ] pour cette présentation. J'ouvre la discussion sur ce sujet, sur la délibération qui présente donc 100 actions très complètes. Madame DOULAIN, Madame GIMENEZ. Madame DOULAIN, vous avez la parole.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues, la réduction drastique de nos déchets sert d'objectif ambitieux et évidemment que l'on partage à 100 %, tout comme la grande majorité de nos collègues ici présents. C'est une excellente nouvelle. Vous nous soumettez aujourd'hui un document au vote, qui est une sorte de feuille de route opérationnelle de la stratégie zéro déchet, et je vous remercie pour ce travail. Je l'ai lu évidemment très attentivement et je vais structurer mon propos autour de deux axes : d'abord un rapport d'étonnement et ensuite des propositions.

Je commence d'abord par le rapport d'étonnement. Il n'est fait dans ce document aucune mention de l'objectif de diminution de 40 % sur nos poubelles grises, qui nous avait été présenté à plusieurs reprises dans la presse ou dans cette Assemblée. Il n'y a ensuite aucune mention véritable des moyens humains à mobiliser, notamment sur le volet prévention. Troisième aspect : il n'y a presque rien non plus sur les déchets du bâtiment – qui je le rappelle représentent tout de même deux tiers des déchets que l'on produit. Enfin, quatrième point : sur le sujet ô combien important et sensible, et vous l'avez dit, de la tarification incitative, il n'y a malheureusement dans ce document rien de précis. Ni sur le type de tarification, ni sur le financement, ni sur l'accompagnement, ni les mesures d'accompagnement social.

Ce qui m'amène au constat suivant : on est aujourd'hui face à un document qui est un plan, mais sans planification. C'est-à-dire qu'on a de bonnes intentions, mais aucun détail budgétaire ou calendaire, aucun objectif chiffré, aucun point intermédiaire, aucune cartographie. On a une succession de termes relativement vagues comme « rationaliser », « faciliter », « optimiser », mais aucune réponse à la seule question qui vaille : comment va-t-on faire pour atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés ? On partage l'objectif, mais la méthode, elle pose davantage de problèmes. Vous comprendrez bien que c'est compliqué, au bout de deux ans que vous exercez maintenant les responsabilités, d'en être selon nous à un niveau d'impréparation qui nous inquiète sincèrement.

Pour ne pas rester sur ces inquiétudes, j'ai quatre propositions concrètes à faire.

La première proposition, ce sont des moyens humains concrets pour la prévention. Je propose l'embauche immédiate d'une trentaine d'ambassadeurs du tri, de maîtres composteurs, qui soient capables très vite de

quadriller nos territoires avec des formations, des sensibilisations, du porte à porte, en allant vers les habitants, là où ils sont dans les quartiers, notamment dans les habitats denses pour commencer.

Deuxième proposition : assurer l'autonomie de la Métropole par une usine de traitement des déchets avec récupération de chaleur, comme à Lille, à Dijon ou à Grenoble. Aujourd'hui, vous l'avez dit, l'export de nos déchets par camion est non seulement une aberration écologique, mais en plus c'est extrêmement cher (19 millions par an) et avec l'envolée des prix du carburant, la situation va encore s'aggraver. Vous nous parlez de contrôle des coûts. J'ai l'impression que le compte n'y est pas. Pour limiter concrètement ce « *tourisme des déchets* », il faut accepter de traiter sur place ces déchets, tout en en profitant pour produire de la chaleur et chauffer nos logements. Si on fait le calcul, quatre ans d'export des déchets (80 millions d'euros), ça correspond au prix d'une unité de traitement des déchets flambant neuve.

Troisième proposition : structurer une filière locale du réemploi. Vous en parlez vaguement dans votre document, mais il n'y a rien de très précis, ou les objectifs sont vraiment en-deçà de ce qu'il faudrait faire. Je propose de créer une plateforme logistique de réemploi-réparation, d'attribuer davantage de foncier aux acteurs spécialisés de l'économie sociale et solidaire dans ce secteur, et de planifier l'installation d'une ressourcerie par quartier et par commune de la Métropole le plus vite possible.

Quatrième et dernière proposition : faire contribuer les plus gros producteurs de déchets de notre Métropole, à savoir les entreprises du BTP. Je propose d'instaurer systématiquement des règles de réduction et de réutilisation des déchets sur les nombreuses ZAC que la Métropole crée. J'ose espérer que ses excellentes relations avec le monde de l'immobilier permettront à Monsieur le Président d'avancer sur ce dossier.

Je sais qu'il y a au sein de votre majorité, Monsieur le Président, des personnes convaincues par cet objectif de zéro déchet. Je le suis également, mais comprenez-moi : c'est très compliqué en l'état de voter pour un plan sans planification. J'espère que vous pouvez entendre ces remarques et ces propositions. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame DOULAIN.

Christian ASSAF

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur ASSAF, s'il vous plaît. Madame GIMENEZ, vous avez la parole.

Clara GIMENEZ

Merci, Monsieur le Président. Tout d'abord, je voulais saluer le travail qui a été réalisé, et cette délibération de 17 pages témoigne de l'ampleur de l'ambition que nous avons sur ce sujet. Je veux saluer aussi le fait qu'on puisse en débattre aujourd'hui en Conseil de Métropole. C'est indispensable parce que la question des déchets est importante. Je veux saluer ici l'ensemble des personnels qui travaillent dans ce milieu-là et qui sont souvent maltraités, mal perçus. Ils sont pourtant essentiels, et on l'a vu notamment pendant la pandémie où eux ont continué à travailler, pour que les ordures ne s'entassent pas devant chez nous et ne créent pas de nuisances. Je pense vraiment qu'il faut qu'on travaille aussi à l'implication de ces salariés dans notre politique ambitieuse zéro déchet.

Ce n'est pas une surprise : les Communistes ont beaucoup travaillé la question des déchets, et depuis très longtemps, le travail qui a été mené par Michel PASSET – mon intervention s'inscrit dans cette lignée-là. Le groupe communiste, dès 2002, alertait sur la question de la méthanisation et les difficultés à faire fonctionner une usine de méthanisation qui était potentielle, et où on se positionnait fortement en faveur d'un incinérateur dès 2002.

J'en viens maintenant à la délibération. J'émet dès maintenant quelques réserves, qui sont liées à la supériorité supposée de l'efficacité du privé sur le public, qui apparaît à une ou deux reprises dans la délibération, où on pense que des opérateurs privés seraient plus compétents. Du coup j'ai quand même un vrai problème là-dessus, puisque les déchets ne doivent pas être selon nous une matière à profit. Néanmoins, cette question du mode de gestion, elle nous questionne et on ne se privera pas d'en reparler à l'occasion. Cette délibération relève plutôt du projet politique, et quand on rentrera dans l'opérationnel, on ne se privera pas d'une expression sur ce sujet.

On ne peut que partager l'ambition de développement durable. Selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), c'est « *permettre de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ». Donc c'est une évidence. Ceci dit, comme le dit mon ami et camarade Hervé MARTIN, « *l'écologie doit toujours passer au filtre de la lutte des classes* ». On y sera particulièrement attentifs au moment de la tarification incitative, et pareil, on interviendra sur le sujet puisque pour nous, encourager évidemment, pénaliser, non. Je sais que c'est une préoccupation que vous avez bien en tête, et on aura l'occasion d'en discuter prochainement.

Plus largement, et je sais que « *le meilleur déchet c'est celui qu'on ne produit pas* » : du coup, la question qui se pose, c'est la production. Comment on pose la question de la responsabilité des industriels dans la production de déchets, y compris des particuliers ? Comment culpabiliser l'étudiant qui jette du carton quand derrière il y a un industriel qui a choisi d'entourer les yaourts de cartons ? Comment culpabiliser le retraité qui achète une troisième télé en cinq ans quand celui qui l'avait fabriquée n'avait pas prévu qu'on puisse la réparer ? Ces questions-là sont indispensables et pour nous doivent être au cœur de la politique à mener. On doit pour cela s'appuyer sur le progrès des techniques, de la science et sur les travaux scientifiques. Je crois que ces travaux scientifiques doivent nous permettre à la fois de mieux recycler, de travailler sur les meilleures méthodes pour recycler les déchets, mais aussi mieux produire, notamment au travers de l'écoconception. Je pense qu'il est évidemment indispensable – c'est écrit dans la délibération, et je pense qu'il faut qu'on se le dise fortement aujourd'hui – que le monde scientifique doit contribuer massivement à notre ambition zéro déchet, doit être au cœur des préoccupations et autour de la table dans les discussions.

Plus largement, la question des déchets interroge largement notre modèle de société, le mode de production dans lequel nous sommes, et il pose des problématiques concrètes et quotidiennes pour tous les habitants du territoire. Je vais terminer par ça, nous pensons qu'il s'agit ici d'un réel choix de société et que notre Métropole pourra avoir l'ambition qu'elle veut sur la question des déchets, s'il n'y a pas une politique nationale et un nouveau choix de société qui est fait, on perdra. En tout cas on n'arrivera pas à l'objectif qui est fixé. Par exemple, si nous relocalisons la production sur le territoire national, alors on peut encadrer, contrôler, développer l'écoconception et mettre des normes à cette production. Si on réduit le temps de travail et si on augmente le pouvoir d'achat, alors on peut demander aux gens de faire des efforts supplémentaires. Les papas de nouveau-nés pourront prendre le temps d'utiliser des couches lavables et de les laver. Hervé [MARTIN] pourra aller acheter deux tielles dans son commerce de proximité au lieu d'en acheter six sous blisters dans la grande distribution. J'aurai le temps d'acheter la pièce qui empêche mon frigo de fonctionner au lieu d'en racheter un. En bref, nous partageons l'ambition qui est posée dans cette délibération. Nous pensons qu'il s'agit de choix politiques plus globaux, et nous serons toujours aux côtés de ceux qui se battent pour modifier ces choix-là, y compris nationaux, pour mettre en place un développement durable efficace, qui mette l'humain au cœur de ses préoccupations. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame GIMENEZ. Peut-être, Monsieur VASQUEZ, quelques éléments.

François VASQUEZ

Oui. Merci Clara [GIMENEZ] pour ton intervention. Je vais commencer par ça et je reviendrai après sur l'intervention d'Alenka [DOULAIN]. Clara [GIMENEZ], dire qu'en 2002 il ne fallait pas mettre un Traitement Mécano-Biologique (TMB) et mettre un incinérateur, je pense que je ne vais pas être beaucoup plus long sur la réponse, étant donné l'impasse que cela représente – on vient de le dire. La flambée des coûts de l'incinération va être une impasse à la fois économique et environnementale. Pardonnez-moi, mais ça montre une méconnaissance totale du sujet des déchets ! Quand vous traitez les déchets d'une Métropole et que vous choisissez un outil industriel pour remédier à cela, que faites-vous ? Vous dimensionnez un outil industriel. Que faites-vous quand vous dimensionnez un outil industriel ? Vous le surdimensionnez, c'est toujours le cas. Vous pouvez aller dans toutes les métropoles, vous pouvez étudier toutes les situations : les outils industriels sont surdimensionnés. Je l'ai dit en 2004-2005, Amétyst s'est ouvert en 2008 avec un tonnage de 210 000 tonnes : on n'a jamais dépassé 120 000 tonnes. Quand vous faites un incinérateur, Clara [GIMENEZ], on ne le fait jamais pour 50 000 tonnes, il faut qu'il soit rentable. On va le faire pour 100 000 tonnes. Quand on met un incinérateur pour 100 000 tonnes, qu'est-ce qu'on fait ? Pardonnez-moi l'expression vulgaire : on flingue toute politique de prévention et toute politique de tri. Pourquoi ? Parce qu'il faut nourrir le monstre que vous avez conçu, vous l'avez acheté, vous l'avez financé pour brûler 100 000 tonnes. Vous croyez qu'il va se contenter de quoi ? Autrement dit, vous paralysez l'idée même d'une politique de prévention, l'idée même du tri !

C'est ce que j'ai dénoncé en 2005 en disant que le TMB était une impasse, parce que le TMB l'a démontré : on a fait croire qu'on avait une structure qui allait trier et qui allait valoriser, et qu'est-ce qu'on a vu ? En 2010, on triait 9 kilos de biodéchets par habitant et par an et on n'en triait plus que 4 kilos en 2018. Amétyst a paralysé le geste de tri et est totalement contraire à la politique de tri des biodéchets qui, maintenant, est mise en avant par la politique nationale – c'est une obligation réglementaire. Pardonnez-moi mais, quand on dit « *on avait une solution en 2002, c'était l'incinérateur* », c'est un peu court.

J'entends parler après, Clara [GIMENEZ], de « *supériorité du privé* ». Je ne le vois à aucun moment, dans la stratégie qui est mise en place, où il est fait état de la « *supériorité du privé* ». La politique zéro déchet, c'est justement une politique qui se désengage des grands outils industriels, qui remet en premier plan toutes les initiatives comme le compostage de proximité ou la valorisation des biodéchets, qui sont des méthodes ancestrales, qui rendent à chacun le pouvoir sur la gestion de ses déchets. Dire qu'on a une « *supériorité du privé* », c'est encore une fois une absurdité !

Après j'entends parler à la fin qu'il faut « *faire confiance au monde scientifique* ». Mais qu'est-ce qu'on doit conclure ? Que veut dire qu'il faut « *faire confiance au monde scientifique* » ? Il faut voir les scientifiques des déchets, leur demander une nouvelle machine miracle pour nous valoriser les produits, les plastiques mélangés, les biodéchets mélangés aux toxiques, pour faire encore un produit qui soit bon pour la décharge et l'incinération ? C'est ça, l'intérêt scientifique ? Est-ce qu'on n'est pas en train de se mordre la queue, en revenant sur la solution industrielle du privé, et se remettre pieds et poings liés au lobby des déchets ?

J'entends parler après de « *comment culpabiliser les étudiants, les habitants* ». Mais il n'est jamais question de culpabiliser, il est question d'informer. C'est quand même incroyable que quand on pense à informer, à rendre à chacun à son rôle civique, on associe ça à une culpabilisation ! C'est quand même fabuleux. Je ne vois pas en quoi, en plus – parce que je sais que c'est toujours l'argument – des familles modestes seraient dans l'incapacité de comprendre l'intérêt d'un geste de tri ? Mais qu'est-ce que ça signifie ? Qu'il faut avoir un niveau supérieur d'études pour comprendre la nécessité de trier ? Quand j'entends parler aussi que nous allons « *stigmatiser* » ou « *faire payer la taxe aux milieux les plus modestes* » : je l'admets bien volontiers avec vous, que les personnes de milieux modestes ont d'autres préoccupations que le tri des déchets. Mais quand on donnera une compensation sociale et qu'on expliquera qu'avec le tri on fait baisser la facture, on va comprendre que chacun y gagnera, et particulièrement les milieux plus modestes, dans ces quartiers où les déchets sont un préjudice en termes de propreté et de salubrité. Quand on ne trie pas ses déchets, on les a sur les voiries, sur les chaussées, en bas des immeubles. Ceux qui sont les plus frappés par ça, ce sont les milieux modestes. J'avoue que je réagis assez mal quand on me parle de familles nombreuses – on était huit chez ma mère – et de familles modestes : je trouve que ce sont des arguments faciles. Je sais que nous sommes en période électorale et je le pardonne volontiers.

Maintenant, pour ce qui est de l'écoconception et de la consommation, bien évidemment, la meilleure façon de responsabiliser des producteurs. Quand vous poussez une politique, une stratégie zéro déchet jusqu'au bout – comme l'a fait Rossano ERCOLINI en Italie – vous vous apercevez qu'à la fin il ne vous reste quasiment plus rien dans le bac gris, 5-10 % de ce qui y est actuellement. Qu'est-ce qu'ils font les Italiens, ERCOLINI ? Ils regardent les déchets qui restent dans le bac gris et ils remontent aux producteurs en leur disant « *regardez, ceci se retrouve in fine, malgré toute ma politique, dans les refus* ». Ils arrivent à changer les modes de production. Mais il faut commencer par se responsabiliser aussi pour pouvoir agir en *feed-back*.

Je vais venir maintenant à Alenka [DOULAIN], qui était « *très inquiète* » sur l'établissement d'une politique. Il est bien évident – et je l'ai dit dans mon préambule – qu'il est indispensable de phaser, de mettre des échéanciers et des priorités. Nous n'allons pas décliner les 100 mesures de front, toutes au même niveau. Nous avons des priorités, elles sont clairement définies. Nous allons mettre des budgets, et il est vrai, Alenka [DOULAIN], qu'il faut des moyens humains pour les mettre en place. Il est vrai qu'il faut une mobilisation générale depuis les élus, les maires, les adjoints, les conseillers municipaux, les associations et les citoyens. C'est à ces deux conditions – les moyens humains et la responsabilisation de chacun – que nous y arriverons.

Mais pardon, Alenka [DOULAIN], quand j'entends que la solution serait la récupération de chaleur en local, c'est là que je m'aperçois que celui qui devait faire votre programme des déchets, c'était moi ! Et visiblement, vous ne m'avez pas remplacé... Parce que je ne sais pas qui vous a mis cette idée en tête que la solution des chaufferies CSR était une option, que la récupération de chaleur en proximité était écologique, sous prétexte d'éviter un transport. Est-ce que vous ne pensez pas, Alenka [DOULAIN], que si nous mutualisions les outils

déjà de production en locaux – nous avons un incinérateur à Sète, un autre à Lunel, qui brûlent essentiellement de l'eau, des matières organiques – si cela se met au tri des biodéchets, s'ils nous donnent leurs biodéchets pour les méthaniser dans Amétyst – que nous allons réformer – ils vont arrêter de brûler de l'eau et nous pourrons peut-être – je l'espère – leur donner nos déchets que nous n'aurons pas encore triés, incinérables, à incinérer en proximité, à Sète ou à Lunel, et non pas à Perpignan ?

Mais attention, Alenka [DOULAIN] : si on fait une chaufferie CSR, elle aura un tonnage minimum. Je reviens à ce que j'ai dit tout à l'heure sur le surdimensionnement : si on fait une usine CSR qui paraît tellement belle pour chauffer des plastiques, on va mettre un tonnage de 40 000 tonnes. Je le dis déjà : ça n'ira pas au-dessus, parce que les normes de rejet dans l'atmosphère ne le permettront pas en termes de pénalités. J'attire l'attention sur le fait que la filière CSR, comme je l'ai affirmé en 2005 sur la filière TMB compost, sera un échec économique et environnemental : je l'ai annoncé en 2005 pour Amétyst, tous les faits m'ont donné raison, deux rapports de la Cour des comptes dessus et la politique nationale par-dessus. Maintenant je vous annonce, et vous pouvez en prendre acte, que la filière CSR sera un échec économique et environnemental, dans lequel je ne veux pas engager Montpellier Méditerranée Métropole.

Brûler 40 000 tonnes de plastiques, Alenka [DOULAIN], ça veut dire refuser de baisser les plastiques. Il ne faut pas oublier qu'à partir du moment où on crée un outil pour cela, il dissuade la politique en amont. Je sais bien qu'au fond on se dit qu'il y a du pragmatisme à avoir, on sait qu'on ne va pas là, dans 4 ans, tout régler. Mais attention de ne pas commencer à nous tirer une balle dans le pied d'emblée, par un outil qui va déjà paralyser. À quoi ressemble un Vice-Président de Métropole qui lance la Métropole sur une politique zéro déchet et qui budgétise de l'incinération ? Je pose déjà cette question sur le principe. On veut donner du sens aux gestes de prévention et aux gestes de tri. Depuis le début jusqu'à la fin, il faut être cohérent par rapport à cela. Nous tirerons les conséquences et les conclusions de l'engagement, mais le virement de cap, s'il est puissamment réalisé par chacun, va être spectaculaire.

Je vais laisser peut-être le Président répondre sur les autres versants ? Mais je tiens à dire que le plan, c'est maintenant qu'il démarre. Les résultats, on ne pouvait pas les avoir hier.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Je vais apporter quelques éléments en complément sur cet enjeu. Les déchets, c'est la compétence exclusive de la Métropole. Nous l'avons souvent dit ici : nous sommes au pied du mur. Nous les exportons à la suite d'une décision passée, qui impacte lourdement les finances de la Métropole, nous avons l'obligation d'agir. C'est le sens de cette délibération qui pose 100 objectifs qui visent à nous aider collectivement à changer de paradigme.

Le chiffre qui a été donné tout à l'heure par Monsieur VASQUEZ, ces 5 000 tonnes de verre qui sont dans le gris, si on les met dans les points d'apport volontaire, ce sont 2 millions d'euros d'économie, et c'est plus vertueux d'un point de vue écologique, parce qu'aujourd'hui ils sont soit enterrés loin, soit incinérés, et cela prend du temps. Notre performance de recyclage du verre est très faible : c'est à peine – je parle sous ton contrôle – 55 % du verre que nous réussissons à recycler sur la Métropole.

Nous avons aujourd'hui une stratégie à redéfinir, parce que nous avons une usine, Amétyst, sur les biodéchets et c'est pour ça que nous proposons de revoir les modalités de collecte. C'est pour cela aussi – je reprends ce que tu as dit – que nous travaillons sur la coopération territoriale autour des déchets avec les autres intercommunalités ; c'est essentiel, le qui fait quoi. Nous pouvons prendre en charge du biodéchet, le valoriser avec Amétyst, et inversement, d'autres territoires peuvent prendre d'autres types de déchets. De la même manière, nous travaillons sur des ressourceries communes – je pense là à celle du Pic Saint-Loup. Bref, nous avons ces enjeux.

Nous devons prendre nos responsabilités, et dans la délibération, je pense qu'il faut assumer les choses. Dans les zones d'activités économiques, nous étions une des rares métropoles à collecter. Nous allons les inviter à se responsabiliser, ce sont des opérateurs autres qui assumeront cela. C'est un choix important, et d'ores et déjà ça nous aidera à valoriser le tri. Toutes les actions de sensibilisation vont être au rendez-vous. Nous-mêmes nous allons être une collectivité exemplaire dans les marchés publics avec le Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER). Nous avons signé un accord-cadre avec la filière du BTP. Bref, c'est un certain nombre d'actions qui nous permettent d'engager cette stratégie de réduction des déchets, plus de collecte du biodéchet, plus de jaune, et tout faire pour réduire la part du gris ; qui si elle est trop importante nous coûte et écologiquement est dramatique.

Nous avons pour cela cette feuille de route. François VASQUEZ et Célia SERRANO ont travaillé, nous, administration, sommes staffés. Je veux saluer ici le directeur, Vincent BIMBARD, qui aura la responsabilité de mettre en œuvre sa feuille de route. Lors des votes sur les tableaux des effectifs, nous avons créé 20 Equivalents Temps Plein (ETP) pour accompagner cette stratégie : ce n'est pas un petit choix en termes de moyens. Nous sommes d'ailleurs confrontés à quelques tensions de recrutement avec d'autres collectivités, il faut dire les choses de manière transparente, parce que tout ne se fait pas d'un claquement de doigts, sinon ce serait facile – les « *y a qu'à, faut qu'on* » sont légion. Nous allons également mobiliser nos bailleurs, pour accompagner toute la prévention autour du tri. ACM, Hérault Habitat notamment vont s'engager là-dessus, et partout, dans les communes, dans le parc social, s'organisent des lieux de compost comme pratiques sociales à valoriser. Tout comme nous allons réunir l'ensemble des syndicats pour les sensibiliser, une fois que les nouvelles modalités de collecte seront définies, parce que ce sont des acteurs. A travers ça je veux montrer que c'est tout le territoire qui doit être partie prenante d'une stratégie de réduction des déchets.

Dans ce document ne figure pas la proposition d'un incinérateur, comme vous l'avez évoqué Madame DOULAIN ; pour les raisons qui ont été dites par Monsieur VASQUEZ, nous ne faisons pas ce choix. D'ailleurs, si je proposais à cette Assemblée « *qui est candidat pour prendre un incinérateur ?* », je ne suis pas sûr qu'il y ait beaucoup de doigts qui se lèvent – non, non, le Maire de Lattes, il accompagne le développement de Maera, il porte déjà beaucoup de choix. Donc ça n'y figure pas.

La stratégie qui est la nôtre, c'est d'essayer résolument d'engager la réduction des déchets. Il y aura – et c'est dans la délibération – la mise en place d'une fiscalité incitative, avec une dimension sociale. Quel est son enjeu ? Aujourd'hui, que se passe-t-il ? Celui qui trie, qui fait l'effort, qui fait le jaune, qui écrit souvent à la Métropole et qui dit « *donnez-moi de manière plus précise les informations, où est le point d'apport volontaire ?* », etc. il paye la même chose que celui qui ne fait pas l'effort. Cette question de la responsabilisation face aux déchets ne peut pas être exclusivement celle des élus du Conseil de Métropole ; elle doit être collective. Nous aurons une délibération à prendre pour, progressivement, aller vers une fiscalité incitative. C'est un choix fort et nécessaire du territoire.

Nous aurons également comme enjeu sur cette question des déchets les coopérations avec les autres intercommunalités – ça a été évoqué. Ce sera stratégique et nous travaillons. Je ne dis pas que tout est réglé, mais nous travaillons.

Nous aurons aussi un enjeu – et je veux saluer les nombreux maires qui sont engagés là-dessus – à agir sur la délinquance environnementale, qui est un fléau. C'est quoi la délinquance environnementale ? Par exemple, nous avons dans la Métropole des déchetteries avec un programme de rénovation, des agents qui tiennent ces déchetteries, avec des horaires. Il y a des gens qui s'affranchissent des règles et qui, dans les vignes ou en certains endroits, déversent leurs déchets, polluant nos cours d'eau – nous en parlions tout à l'heure – et dégradant l'environnement. Ce n'est pas un phénomène propre à Montpellier, c'est un phénomène qui est propre au pays. Un phénomène qui a même tué un de nos collègues maires dans le Var l'année dernière, parce qu'il avait rappelé des règles élémentaires de vie en société. La question de la délinquance environnementale va donc nous mobiliser. Elle nous mobilise d'ores et déjà à travers la coopération entre nos polices municipales – et j'en remercie ici le Général LANIEL sur la zone gendarmerie. Un certain nombre de sanctions déjà, ont pu être posées, Monsieur le Maire de Fabrègues. C'est un délit.

La délinquance environnementale dans l'espace public, c'est quand on pose sa machine à laver ou son réfrigérateur sur l'espace public, et on attend qu'il y ait les bonnes poires de fonctionnaires qui viennent ramasser les déchets. Il existe des déchetteries, des lieux de recyclage, il existera de plus en plus de ressourceries. Des maires ont pris des dispositions d'amendes, de plus en plus élevées ; nous en prendrons au prochain Conseil municipal à Montpellier. On ne peut pas laisser cette impunité être un surcoût dans la gestion des déchets, une problématique dans le tri. La Métropole prend sa part, mais il faut qu'un certain nombre d'acteurs et – j'ose le terme – d'individus qui se responsabilisent. Au Conseil municipal de Montpellier, à l'image de Madame le Maire de Pignan ou d'autres d'ailleurs, nous allons délibérer pour que les amendes soient plus élevées, car c'est là un surcoût.

Les efforts de déchetteries, d'organisation qui sont les nôtres, ne rendent pas impossible de faire quelques kilomètres pour jeter convenablement ses déchets. C'est un fléau immense auquel nous sommes confrontés et qui participe d'une stratégie zéro déchet. Je voulais le dire un peu fort et la presse suit cela, mais c'est facile aussi de dire « *y a qu'à, faut qu'on* ». L'irresponsabilité de jeter n'importe où dans l'espace public, ça

participe à la dégradation de l'espace public, et nous aurons donc des dispositions là-dessus.

Peut-on donner un objectif chiffré ? On pourrait se challenger. Le choix qui est le nôtre, c'est de proposer l'ensemble de ces mesures, de donner des moyens importants à cette stratégie (20 ETP et d'autres pourront venir en renfort), de mobiliser l'ensemble des acteurs, des maires, de faire changer nos pratiques, de faire évoluer nos choix de fiscalité. C'est comme cela que nous allons faire. Comment ça va se vérifier ? Eh bien, tout simplement sur le budget des déchets et notre capacité à réduire l'anormalement lourde facture qui est la nôtre, et dont François VASQUEZ, courageusement, a dit que si nous ne faisons rien, elle va nous impacter encore plus. L'enjeu pour nous, c'est de trouver là des marges de manœuvre pour pouvoir dégager des marges financières à travers cette stratégie.

Bref, il y a un cap, il y a 100 actions identifiées – un peu plus en fait – il y a une feuille de route pour l'administration. Je crois d'ailleurs, mes chers collègues, que si parfois on a pu présenter des choix sur les déchets, jamais une telle feuille de route dans sa globalité n'a été présentée, ni même débattue avec chacun des maires et des acteurs concernés. C'est cela que nous proposons, avec Monsieur VASQUEZ et l'ensemble du bureau, à votre délibération.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 4 : ENVIRONNEMENT - REVISION DU PLAN CLIMAT EN PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET) - ARRET DU BILAN DE LA CONCERTATION - ARRET DU PROJET DE PCAET SOLIDAIRE 2021-2026 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Mme Michèle CASSAR et M. Cyril MEUNIER (avec le pouvoir de Mme Florence AUBY) entrent en séance.

Mme Julie FRECHE et M. Geniès BALAZUN sortent de séance.

M. Frédéric LAFFORGUE quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Nathalie LEVY.

M. François RIO quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Anne RIMBERT.

Monsieur le Président

Point suivant : plan climat, Madame TOUZARD. Je prends 3 minutes pour introduire ce sujet. C'est un énorme dossier, très important, qui lui compile l'ensemble des politiques publiques que nous menons et les objectifs que nous nous donnons durant le mandat pour contribuer aux efforts pour réduire les émissions de CO₂ à l'échelle de la Métropole. Je veux ici saluer ton travail, chère Isabelle [TOUZARD], d'ensemblère – je crois que le terme est celui-là – pour montrer que nos politiques publiques ne sont pas isolées, mais bien transversales, sur une stratégie qui est la réduction de nos émissions de CO₂.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, bonjour, à nouveau nous nous retrouvons ici pour ce plan climat. Je vous rappelle qu'on a adopté ensemble en juin 2021 la stratégie globale, qui nous permet aujourd'hui d'atteindre cette nouvelle étape, qui est celle d'adopter un projet de plan d'action à l'horizon 2026. En préalable, je vais le dire tout de suite – mais Michaël [DELAFOSSÉ] tu l'as dit – c'est l'énorme travail de fond et de fourmi qu'il faut produire pour arriver à élaborer ce plan d'action. Il touche de nombreuses politiques publiques, de nombreux services, et je veux vraiment remercier Isabelle LE VANNIER, son équipe, Émilie [SALLES], l'ensemble des Vice-Présidents et de leurs services, qui ont contribué à ce gros travail.

Je ne vais pas en faire des tartines, mais bon, vous le savez : la situation est grave. Juste quelques illustrations. L'augmentation des températures : vous le savez, on est déjà à + 1,2°C au niveau mondial – température globale, terrestre et océan. En réalité à Montpellier nous sommes déjà à + 2°C, au niveau de la température terrestre. La courbe que vous voyez là, elle s'arrête en 2020, vous pouvez aisément la prolonger jusqu'à 2050 : on va doubler si on ne fait rien. Si on veut que la courbe s'adoucisse pour atteindre nos fameux objectifs de + 2°C à l'horizon 2100 – qui nous permettent de continuer à vivre en évitant des crises majeures, et malheureusement on en connaît déjà quelques-unes – ça veut dire qu'il faut radicalement faire évoluer cette

courbe – on parlait de politique de rupture tout à l’heure. Ça nous touche directement sur le territoire de Montpellier, avec juste un scénario à + 3°C. La façon dont s’élève le niveau de la mer sur notre territoire, on voit que si on ne fait rien, de nombreuses parties de notre territoire seront sous l’eau, et elle s’approche bien de Près d’Arènes. Ça c’est + 3°C, ce n’est pas + 4°C, qui sera le scénario du laisser-faire – comme je vous en avais déjà parlé, on l’appelait « *le scénario TRUMP* » à l’époque.

Bien entendu, il y a une photo qui nous a tous vraiment traumatisés, avec le gel qu’on a connu cette année, en 2020, les 46°C à Vérargues. Vous avez tous dans vos communes vu ces bois de chêne et ces vignes brûler avec le fameux « *coup de chalumeau* » du vent, le sirocco qui avait soufflé. Toutes les projections montrent que ce qui nous attend en 2050 ce n’est pas 46°C, c’est 50°C si on ne fait rien ; et à 50°C, la situation devient vraiment très difficile. C’est sûr que ces évolutions sont imperceptibles, elles sont très progressives, on a du mal à les percevoir. Puis de temps en temps, on a des électrochocs qui nous font prendre conscience, mais la réalité elle est là.

Simplement, le plan climat, c’est quoi ? Ce sont deux objectifs principaux qui sont les objectifs réglementaires qu’on a comme Métropole. C’est mettre en place des stratégies d’atténuation, donc limiter notre impact sur le climat, nos émissions de gaz à effet de serre, mais c’est aussi des stratégies pour s’adapter. On pense notamment à nos populations, y compris aux agriculteurs. Vous savez que notre agriculture, notre viticulture, est fortement menacée aujourd’hui par le changement climatique. On pourrait même dire « *le bouleversement climatique* ». Ce sont toutes les lois, les encadrements réglementaires, la loi Transition Énergétique Pour la Croissance Verte (TEPCV), la loi LOM de 2019 qui nous a rajouté l’obligation de prendre en compte la question de la qualité de l’air et de la pollution dans notre plan climat – et ça c’est quelque chose, on va le voir, qui transparaît dans toutes nos fiches actions, pour chacune on a regardé comment on impactait, de façon bien entendu positive, la qualité de l’air.

Sur le territoire de Montpellier, on y ajoute quatre enjeux spécifiques à notre territoire, qu’on ne retrouvera pas forcément dans d’autres métropoles ou d’autres agglomérations en France :

- La préservation de la biodiversité, qui est exceptionnelle chez nous ;
- La protection des ressources naturelles et notamment l’eau ;
- Le fait de garantir la souveraineté alimentaire – alors je ne parle pas d’autonomie alimentaire, mais de souveraineté, c’est-à-dire la capacité à décider ;
- La souveraineté énergétique.

Pour tenir ces enjeux, on se met en termes de méthode quatre défis. C’est un plan climat solidaire, et ça transparaît dans de nombreuses politiques publiques. On a parlé des déchets tout à l’heure, la question des mobilités vraiment, avec par exemple la gratuité des transports, la question énergétique avec la lutte contre la précarité énergétique, la question alimentaire avec la lutte contre la précarité alimentaire. On veut en faire, de ce plan climat, non pas un plan climat « *contraint* », mais un plan qui permet cette inclusion et cette solidarité. On veut développer au travers de ce plan climat les coopérations avec les collectivités voisines, et il y a de nombreuses actions possibles, par exemple je pense à l’action sur le littoral. On veut sensibiliser et montrer l’exemple. Dans ce plan climat, il y a trois fiches action où la Métropole montre comment elle agit au niveau de ses bâtiments, avec son personnel, dans sa politique d’achat par exemple, pour être exemplaire. Et puis c’est un gros enjeu bien entendu de gouvernance et de cohérence des politiques publiques qui transparaît dans ce plan climat.

L’ambition, c’est celle de la loi énergie-climat de 2019, donc la neutralité carbone en 2050. Aujourd’hui bien entendu, si on rassemble tous nos gaz à effet de serre en équivalent CO₂, on émet aujourd’hui beaucoup plus que ce qu’on stocke – je passe sur les chiffres, qu’il s’agisse des mobilités, de la production d’énergie, des bâtiments, etc. Notre enjeu, c’est d’arriver d’un côté à pouvoir rétablir la balance, à diminuer nos émissions, il faut qu’on passe par exemple de 835 kilotonnes équivalent CO₂ pour les mobilités à 66 – vous imaginez un peu les enjeux, je ne vous passe pas tous les chiffres en revue – et puis il faudra aussi qu’en même temps on stocke du carbone, beaucoup plus que ce qu’on fait aujourd’hui. Il va falloir qu’on mette en place une stratégie de séquestration du carbone sur notre territoire, avec des végétaux, avec les sols, mais aussi avec les territoires voisins, et là on voit aussi les enjeux de collaboration qu’on a.

Où on en est ? Vous voyez cette flèche. Le Conseil de Métropole a lancé la dynamique de mise en place de ce nouveau plan climat depuis 2018 – puisqu’il en existait un bien entendu auparavant. On a revu la stratégie en juillet 2021. On est là au stade de l’adoption définitive du projet, donc qui nous engage, avec des mesures, avec des objectifs et des engagements de moyens, qu’on doit présenter à l’autorité environnementale et à

l'État. On va être regardés sur les 6 ans et ce sont des engagements fermes qu'on doit tenir. C'est un plan d'action, qui va être évalué au bout de 3 ans et au bout de 6 ans, ce qui permettra de réviser le plan climat et de partir dans un nouveau cycle. Il y aura un point d'étape, à horizon 2030, qui est réglementaire, et cette ambition de neutralité carbone en 2050. On est suivis pour tout ça, on a décidé de faire ce suivi et cette évaluation – je donnerai quelques éléments d'évaluation en fin de présentation, avec le label Cit'ergie. On arrête le projet aujourd'hui, il a été mis à disposition du public 2 mois, le projet de plan d'action précis, les 28 fiches, depuis février sur le site internet. On le présente à l'autorité environnementale dans 3 mois. Le Préfet donne son avis et ensuite une consultation classique, et nous reviendrons vers vous en fin d'année, je l'espère, pour l'approbation définitive de ce plan d'action.

Le diagnostic, la stratégie, le plan d'action, le plan d'action pour la qualité de l'air – puisqu'on doit le présenter spécifiquement avec les enjeux de santé publique derrière – et son évaluation environnementale : ce sont des documents qui sont à disposition du public. Vous les avez en annexe de la délibération. Dans les documents annexes, vous avez un bilan de la concertation qui a été menée. Cette concertation, elle est mise en œuvre depuis 2019 sur la phase diagnostic, sur la phase stratégique. Je ne reviens pas sur tous le bilan de concertation, il est dans le document. Simplement ici, les résultats les plus importants des dernières contributions que l'on a reçues et qui sont prises en compte dans le plan climat, c'est d'assurer la mixité fonctionnelle. C'est le volet urbanisme, et ça c'est quelque chose qui est inscrit dans l'orientation urbanisme de Coralie [MANTION]. Cette question de comment on peut arriver à terme à un bilan carbone neutre de nos futurs quartiers, non seulement dans leur construction mais aussi dans leur fonctionnement. Bien entendu l'usage du vélo, il y a de grosses propositions autour du renforcement du train, mais ce n'est pas dans notre compétence, tout ce qui est le développement d'énergies renouvelables, la transition vers l'agroécologie, la végétalisation dans l'espace public, l'évaluation. Cette évaluation va être assurée, elle est assurée *ex ante* maintenant, on va vous donner en fin de présentation des évaluations des gains en émissions de gaz à effet de serre, mais on aura aussi des évaluations *ex post* bien entendu, et la communication.

Je vous rappelle les politiques publiques qui contribuent à ce plan climat. Je remercie une fois de plus les Vice-Présidents qui font partie du Comité de pilotage du plan climat. 25 actions opérationnelles derrière ces politiques publiques. Comme je vous le disais, 3 fiches actions spécifiques qui engagent l'écoresponsabilité de la Collectivité autour de la commande publique, la formation, les déplacements, le plan lumière, etc. Ce serait très fastidieux de vous présenter les 28 fiches actions, vous le comprenez. Je vous présente juste une synthèse, un peu comme tu l'as fait François [VASQUEZ] pour la politique zéro déchet. Si vous avez des questions plus précises sur ces fiches actions, on se tient prêt, avec les Vice-Présidents concernés, bien entendu, mais juste pour vous donner des idées un peu de ces engagements.

Le volet mobilité, qui est piloté par Julie [FRÊCHE], c'est par exemple les 10 % de part modale de vélo, les 70 % des habitants desservis en tronc commun à l'horizon 2026 ou la gratuité des transports en commun. Ce sont des exemples, il y a bien d'autres actions qui sont les données. Là on retrouve ce volet solidaire par exemple sur la gratuité des transports.

Sur le volet souveraineté énergétique, un exemple, c'est de doubler la part d'énergies renouvelables produite sur notre territoire à l'horizon 2026 et on vise à l'horizon 2050 que 44 % de notre consommation soit en énergie renouvelable locale.

Pour le volet urbanisme, c'est par exemple l'évaluation carbone de tout projet d'aménagement à la fin du mandat, avec les opérateurs, ou la création d'un observatoire de l'artificialisation. Je ne reviens pas sur tout le travail qui est fait pour intégrer le plan climat. Notre Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) est un (PLUi) climat. La zéro artificialisation nette, bien entendu, est intégrée dans les documents de planification.

Sur le volet résilience, adaptation aux risques, piloté par Véronique NEGRET, par exemple étendre le dispositif « *ville en alerte* » à l'ensemble du territoire d'ici la fin du mandat ou de mettre en place un plan interterritorial avec les voisins pour la résilience de notre littoral. Ce sont des exemples là aussi.

Sur le volet biodiversité et rafraîchissement de la Ville, c'est par exemple la création d'un observatoire de la biodiversité pendant le mandat. Je pourrai rajouter aussi la mise en place d'une stratégie séquestration du carbone, et bien d'autres choses.

Sur le volet ressources en eau piloté par René [REVOL], c'est par exemple arriver à 85 % de rendement sur notre réseau d'eau potable, « *diminuer les fuites* » en quelque sorte, là aussi préserver la ressource en eau.

Sur les déchets, je n'y reviens pas, on en a parlé longuement. J'avais mis quelques exemples ici comme la tarification incitative, toujours dans cet objectif de solidarité. Et puis le plan zéro jetable, mais il y en a bien d'autres.

Sur le volet agroécologie et alimentation, j'ai mis comme exemple l'objectif de mobiliser 1 000 hectares pour l'agroécologie et le pastoralisme, 1 000 hectares sur des terrains communaux, métropolitains, mais aussi privés dans le cadre des associations foncières agricoles, pour pouvoir installer de nouveaux éleveurs et agriculteurs, ou accompagner ceux qui sont déjà installés vers cette transition agroécologique.

Sur le volet entreprise, c'est par exemple le pacte écologique qui est engagé avec les acteurs du BTP, et bien d'autres actions auprès des entreprises qui seront engagées avec Hind EMAD.

Enfin, pour finir, pour le volet rénovation énergétique, c'est par exemple arriver à rénover 13 500 logements à la fin du mandat, avec un objectif de 40 % d'économies d'énergie. Surtout, toujours ce volet solidaire en même temps, nous avons une forte précarité énergétique sur le territoire, plus forte que la moyenne nationale, et donc passer en moyenne de 15 % à 12 %. C'est tout un travail qu'il faut mener avec les acteurs sociaux, les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS), etc. Ce sont des exemples, il y en a beaucoup d'autres. On se tient à votre disposition, bien entendu.

Pour finir, comment ça doit se traduire, ce plan d'action horizon 2026 ? Simplement, c'est d'arriver, au niveau de nos émissions de gaz à effet de serre, en équivalent CO₂, à diminuer de 7 % les émissions dues à l'habitat, de 12 % celles dues au tertiaire – le tertiaire ce sont les bâtiments publics, les commerces, artisanat – on vise moins 2 % sur l'industrie – on est moins touché sur notre territoire par les questions d'émissions liées à bien entendu à l'industrie – concernant l'agriculture, quand même des objectifs de moins 10 %, sur les mobilités quotidiennes des résidents, moins 27 %, avec les plans mobilités. On y ajoute, par exemple avec la politique zéro déchet, fret et transits, des objectifs de 4 %. On y rajoute la contribution stratégie nationale bas carbone. C'est un petit peu technique, mais on prend en compte les évolutions sur notre territoire liées à la stratégie nationale. En tout cas, rien que par nos efforts à nous, on vise moins 11 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire à horizon 2026.

Ensuite, un autre indicateur important, c'est la consommation d'énergie finale en gigawatt-heure. On vise une réduction de 2 % d'ici 2026 sur l'habitat, de 9 % sur le tertiaire, 2 % sur l'industrie, 6 % sur les déchets, 7 % sur l'agriculture, et sur le gros volet des mobilités – vous savez que c'est 55 % de nos consommations d'énergie – on vise 26 % d'économie sur le mandat. Tous secteurs confondus, 10 % d'économie d'énergie sur le territoire grâce à ce plan d'action.

Enfin, dernier indicateur important, c'est la qualité de l'air. Nous sommes déjà sur des courbes vertueuses depuis 2018. Il y a eu de gros efforts quand même de faits sur la réglementation, sur les véhicules, etc., qui fait qu'on constate déjà des diminutions. Les principaux indicateurs, on les connaît bien, ce sont les émissions de NO_x et puis de particules fines. Réglementairement, on doit aussi ajouter d'autres indicateurs : le méthane, les composés volatils organiques, etc. Nos objectifs, c'est de poursuivre les courbes telles qu'elles sont indiquées sur le schéma – je n'entre pas dans les détails – et d'arriver par rapport à 2018, en 2026, à une diminution de 27 % des NO_x, de 6 % des particules fines, et puis les autres indicateurs également. En tout cas, en théorie je dirais, ce sont des calculs que l'on fait avec nos partenaires, et notamment l'ATMO avec lequel on est en train d'élaborer une convention, et qu'on arrive à ces résultats.

Concrètement, ça veut dire que pour arriver à tout ça, les engagements de moyens, c'est la Programmation Pluriannuelle d'Investissements (PPI) qui a déjà été présentée, dont on a extrait la contribution au plan climat, et qui représente 1,2 milliard sur le mandat en investissement, et 34 millions en fonctionnement. Bien entendu – comme tu l'as dit pour le plan déchets tout à l'heure, François [VASQUEZ] – la Métropole a certes des obligations réglementaires, mais l'atteinte de tous ces objectifs et bien d'autres ne pourra être faite qu'avec l'ensemble des acteurs du territoire et les communes. C'est bien pour cela que nous avons fait en fin d'année dernière, au dernier trimestre, le tour de tous les pôles territoriaux. On a rencontré toutes les communes pour connaître leur avis sur le plan d'action, mais aussi pour voir dans quelle mesure elles sont prêtes, elles aussi, sur leurs compétences, à s'engager dans le cadre du mandat. On a déjà recueilli de très forts engagements de nombreuses communes. On va le terminer ; il fallait qu'on passe cette étape, on va revenir vers vous, Messieurs et Mesdames les Maires, pour finaliser ce recensement de vos propres plans climat. Mais aussi bien entendu embarquer tous les acteurs des territoires, entreprises, associations, organismes, universités, hôpitaux,

etc., pour que tous ensemble on fasse face à ces gros enjeux. Je ne vais pas revenir dessus, une organisation interne aussi, je crois bien, au niveau de la Métropole, qui va permettre aussi cette transversalité qui est absolument nécessaire pour atteindre ces objectifs.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente, pour cette présentation. Je propose d'ouvrir la discussion, s'il y a des demandes de prise de parole. Madame DOULAIN, Monsieur REVOL et Madame FRÊCHE. Monsieur REVOL, allez-y. Ensuite, Madame DOULAIN et Madame FRÊCHE.

René REVOL

Je serai assez bref, parce que vu l'ampleur des politiques concernées, il y a de quoi en parler pendant des heures entre nous. Je voudrais saluer la méthode qui a été utilisée, pilotée par Isabelle [TOUZARD], qui est vraiment une méthode coopérative au niveau de toutes les délégations, tous les services. Autour de son service, tous les services ont dû travailler pour remplir ces objectifs. Je pense que c'est à saluer et à remercier. Ce n'est pas qu'une remarque convenue que je fais, c'est à mon avis une méthode de travail qui permet d'avancer.

La deuxième chose, c'est qu'à travers ça nous cherchons à mettre en place sur notre territoire une véritable planification écologique. Au printemps 2010, j'étais malheureusement déjà dans cette Assemblée, j'avais utilisé le terme « *planification écologique* », et je m'étais fait traiter d'horrible collectiviste par un Vice-Président de l'époque. Ces temps sont derrière nous, et maintenant devant l'enjeu climatique tout le monde a compris la nécessité de coordonner nos actions pour avoir des objectifs. La planification écologique, faut voir ce que c'est concrètement. Dans les années 60, il y avait un Commissaire au plan qui a dit « *il faut distinguer deux types de planification : le plan et les plan-plan* ». Ce qu'il appelait les « *plan-plan* », ce sont les grandes déclarations, les choses qu'on fait en l'air et puis qu'on n'applique pas. On en a eu un exemple récent avec l'accord de Paris de 2015. Les engagements qui ont été pris n'ont pas été respectés par la France, il faut quand même le savoir. La courbe que nous a montrée Isabelle [TOUZARD] est le résultat de ce non-respect. Il faut donc que maintenant, sur tous les territoires, on se donne des objectifs à court terme, pour pouvoir atteindre l'objectif à long terme. C'est pour ça que vous avez noté que c'est 2026 l'objectif, alors que si vous allez regarder les plans climat qui sont produits sur d'autres territoires et sur d'autres métropoles, on se donne l'horizon 2030, c'est-à-dire qu'on dit « *c'est l'autre mandat, ce n'est pas nous, pas nous tout de suite* » et on reporte à plus tard la nécessité de faire la rupture sur un certain nombre de sujets. Je voulais insister sur cet aspect, on se donne des objectifs.

Par exemple sur mon domaine, sur l'eau, tu as cité le rendement de l'eau, je vous propose que chaque année, dans le rapport annuel qu'on fera en fin d'année du fonctionnement de la Régie de l'eau, on vous dise par rapport à l'objectif, où on en est cette année et qu'est-ce qu'on a fait. Effectivement on n'utilisera pas de contrainte administrative, mais on a une sacrée contrainte aujourd'hui : c'est la contrainte citoyenne. C'est le fait que les gens nous regardent, nous interrogent, nous interpellent, et particulièrement la jeunesse à ce sujet. Il nous faut chaque année rendre des comptes sur chacun de ces éléments pour voir comment nous avançons, pas à pas, sur ce sujet. Je propose qu'on ait une méthode un peu identique à celle qu'on a discutée, je ne sais pas si vous vous en souvenez, sur la PPI. On a une PPI sur le mandat et chaque année on verra qu'est-ce qu'on a réalisé, sinon ça ne sert à rien, puisque la seule chose qui est valable c'est le budget annuel qu'on engage sur une année. Il faut qu'on ait cette méthode de compte rendu annuel de l'état où on en est pour avancer. Par exemple quand on se fixe l'objectif d'un rendement de l'eau qui doit aller vers les 90 % de rendement, c'est énorme comme objectif, il n'y a pas grand-monde qui l'atteint, surtout quand vous avez des zones semi-rurales, etc. Cet objectif-là, on se le fixe, il y a des investissements qui sont liés à cet objectif, et dès la fin de l'année on rendra compte de ce qui a été fait en 2022. Je pense que c'est ainsi qu'on peut faire une planification écologique citoyenne assez dynamique et efficace. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Grabels, Monsieur le Vice-Président. Madame DOULAIN. Puis Madame FRÊCHE et Madame VASSAS-MEJRI.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues. Vous nous présentez dans cette affaire notamment la clôture de la concertation autour du plan climat, qui avait commencé en juillet 2018. Ça fait 3 ans et depuis, pour nous, la copie n'a été revue qu'à la marge.

Certes, il y a des objectifs chiffrés, et je salue le travail qui a été fait en concertation avec les communes. Mais

depuis que la nouvelle majorité est en place, on a rajouté un qualificatif à ce plan climat, celui de « *solidaire* ». Malheureusement, pour nous, le contenu n'a pas été adapté par rapport à ça. J'étais intervenue en juillet dernier pour nous inviter, toutes et tous, à nous demander ce que serait justement une écologie au service de celles et ceux qui en ont le plus besoin ? J'avais demandé à ce que cette dimension sociale soit prise en compte avec des indicateurs concrets pour l'ensemble des thématiques déclinées par ce plan climat. J'ai vu celui sur la précarité énergétique, mais il me semble que beaucoup d'autres thématiques n'ont pas d'objectifs sur ce domaine. Pour nous il nous faut du concret aujourd'hui, parce qu'il ne faut pas que ce « *solidaire* » qui a été rajouté derrière « *plan climat* » finalement ne soit que du vent.

Qui plus est, en juin dernier, lors de mon intervention, nous étions loin du prix à la pompe à 2 euros le litre, et le gaz n'avait pas encore pris 40 %. L'actualité des dernières semaines nous montre en effet que la dépendance énergétique de notre pays, et *a fortiori* de notre Métropole, a des impacts locaux concrets pour nos concitoyens et nos concitoyennes. Nous sommes dans une situation de vulnérabilité. Ce que nous attendons de nos élus locaux, c'est de pallier cette impréparation. Il n'y a pas 36 000 solutions et je voulais souligner deux points, deux leviers qui me semblent importants et qui ne sont pas suffisamment développés.

Premièrement, il est temps de planifier cette transition – ça a été dit et je souscris aux paroles précédentes – mais avec des mesures d'accompagnement, compensatoires, pour éviter que ce soit les plus précaires qui payent pour cette crise écologique. Il ne peut pas y avoir d'écologie sans justice sociale, d'autant plus que ce sont aujourd'hui les plus riches qui émettent le plus de CO₂. Rien dans la présentation qui nous est faite ici, ou si peu, n'est mentionné avec des objectifs et des moyens clairs pour que notre collectivité tout simplement limite l'impact pour nos concitoyens les plus modestes. Il faut le dire, le plus souvent, ils sont les plus concernés, parce qu'ils sont dans des logements les plus mal isolés, parce qu'ils sont concernés par la malnutrition, la malbouffe, parce qu'ils sont parfois dans les territoires où on est le plus dépendant à l'automobile. Ce sont ceux qui auraient le plus besoin à ce qu'on développe vraiment des filières créatrices d'emplois non délocalisables dans le domaine de la transition écologique.

Je pourrais mentionner de très nombreux exemples qui montrent que, pour nous, vous ne conjuguez pas aujourd'hui assez l'objectif de justice sociale et d'impératifs écologiques. Pour ne prendre qu'un exemple, il y a le fait qu'on pourrait prioriser le développement du solaire photovoltaïque et thermique sur les toits des ménages les plus contraints dans leurs dépenses énergétiques. Mais l'exemple le plus criant est évidemment le fait que vous ayez refusé nos mesures d'accompagnement social dans le cadre de la ZFE, les mesures de bon sens que nous avons proposées. D'ailleurs, une consultation dont on n'a pas encore parlé, c'est celle justement sur la ZFE. Pour le coup elle a très bien fonctionné, avec beaucoup de retours, beaucoup plus que pour ce PCAET, et les résultats sont sans appel : entre 80 et 90 % d'avis défavorables à la ZFE. On voit bien ce qui ressort des contributions en ligne : tout le monde est d'accord sur l'objectif de réduire la pollution, mais par contre la ZFE, telle qu'elle va être mise en place et telles que sont mises en place beaucoup de mesures écologiques, est perçue comme socialement injuste. Les gens le voient et le sentent très bien qu'aujourd'hui, ce sont finalement ceux qui ont été repoussés à l'extérieur du centre-ville, ceux qui ont un travail avec des horaires décalés, qui n'ont pas d'autre choix que de prendre leur voiture et qui ne pourraient jamais, même avec les aides d'État, s'acheter un véhicule électrique, qui ne vont pas être appuyés, aidés, accompagnés. Mes ménages aisés, eux, y voient seulement une formalité supplémentaire, dans cette ZFE, pour pouvoir s'acheter un nouveau SUV.

Ce qui m'amène au deuxième aspect qui nous semble important : il faut écouter le bon sens populaire et il faut coconstruire avec les citoyens. A cet égard, pour nous, la feuille de route qui nous est présentée en termes d'évaluation, de suivi et de coconstruction, elle est vraiment insuffisante. J'étais déjà intervenue en juin dernier sur ce sujet. Pour moi, ce qui nous est présenté aujourd'hui ne s'est pas du tout amélioré sur ce point-là. Pourquoi c'est un impératif, de consulter les citoyens, de coconstruire ? Eh bien parce qu'il y a besoin d'écouter ces expertises d'usage. Il y a besoin que cette parole citoyenne soit appuyée pour faire face à une autre parole, qui elle est très structurée, celle des grands groupes et des lobbys, qui par contre, eux, sont très bons pour nous faire passer du *greenwashing*, des solutions de fausse écologie, qui vont dans leur intérêt. Il faut absolument qu'on puisse structurer cette parole citoyenne.

Ma question est donc simple. Pouvez-vous reconsidérer notre demande déjà exprimée de transformer le Conseil de développement en une vraie « *commission du futur* » ? C'est-à-dire pas un espace où on écoute des grandes messes descendantes ? Notre territoire, pour nous, il a besoin d'une autorité indépendante qui contrôle et qui évalue les beaux plans, les objectifs chiffrés et les rapports. Cette « *commission du futur* », elle doit être composée – et je l'ai déjà dit – pour partie de citoyens tirés au sort, qui n'ont comme seule boussole que

l'intérêt des générations futures, et non le renouvellement de leur mandat. À Lille par exemple, le haut-commissariat métropolitain pour le climat est en cours de création. Je ne comprends pas pourquoi ici, alors que sur le Forum de l'eau on a eu de belles paroles sur l'importance de la coconstruction avec l'ensemble des acteurs, on ne puisse pas le faire vraiment sur ce PCAET.

Je ne vais pas revenir évidemment sur les incohérences en termes de politique d'aménagement. Rien que dans ce Conseil, on va voter des affaires où, par exemple sur Ode à la mer, on renature quelques mètres carrés sur une zone, et puis par ailleurs on fanfaronne dans les médias sur la construction de la Liaison Intercommunale d'Évitement Nord (LIEN) qui va amener bétonisation et urbanisation au nord-ouest de Montpellier. Je ne vais même pas m'attarder là-dessus, parce que j'ai déjà fait savoir que j'avais un désaccord profond. Pour moi il y a aujourd'hui une stratégie schizophrénique sur ces sujets.

En tout cas, il faut bien retenir que l'écologie, ce n'est pas seulement planter des arbres là où ça nous arrange, c'est préparer l'avenir. C'est un outil qui est là au service du mieux-vivre et pour tout le monde. C'est un outil qui doit être là pour nous empêcher d'être livrés à nous-mêmes face aux tensions, aux risques, aux instabilités qui vont se multiplier. L'écologie ne peut se passer de justice sociale, elle ne peut se passer de construire les solutions avec les gens. Elle échouera sinon face à l'ampleur des défis qui sont les nôtres. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. La parole est à Madame FRÊCHE, ensuite à Madame VASSAS-MEJRI, et rapidement Monsieur DESSEIGNE. Allez.

Julie FRÊCHE

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Je voulais juste peut-être dire un mot sur la question majeure des politiques de rupture. Ici, dans le cadre du plan climat air énergie, la stratégie mobilité 2025 prend une part importante. D'ailleurs son postulat est bien de changer radicalement de paradigme, avec le choix radical, audacieux, courageux de la gratuité des transports, avec parallèlement l'augmentation de l'offre et de la qualité du service, avec un investissement de près de 1 milliard d'euros. Avec le prix de l'essence qui a dépassé depuis près de 15 jours 2 euros du litre, au-delà de la géopolitique qui nous rappelle notre dépendance vis-à-vis du pétrole et qui fragilise la souveraineté de la France, je crois que la gratuité des transports est une idée inspirante et qui permet aux collectivités de pouvoir concilier la justice sociale et la justice écologique. C'est une chance immense de concilier l'exigence environnementale et l'enjeu du pouvoir d'achat. Ainsi chacun participe finalement individuellement à la transition écologique. Je crois que la gratuité des transports est une des solutions à la crise que nous traversons.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Madame VASSAS-MEJRI.

Claudine VASSAS-MEJRI

Merci. Moi je voulais remercier Isabelle [TOUZARD] également pour ce travail et tous les services qui ont participé. Simplement, sur les plus fragiles, je reviens sur cette solidarité, sur le plan rénovation énergétique. On a vraiment une montée en puissance avec la délégation de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH). Les crédits qui augmentent fortement, les efforts de la Métropole qui permettent bien souvent au-delà de 40 % et une prime PCAET dont les plus fragiles sont, et le seront de mieux en mieux, pris en compte dans ces politiques. On rentre dans des actions concrètes et que chaque commune est très intéressée et impliquée dans ces actions liées au PCAET.

Je me demandais si on pouvait avoir un cadre commun où chaque commune s'inscrirait. Par exemple, je pense aux économies d'éclairage public. Pour donner l'exemple de Castries, on éteint de 1 h du matin à 5 h du matin. Je souhaiterais qu'on éteigne de minuit à 6 h. Je pense qu'au printemps, quand le jour se lève très tôt, on pourrait ne pas rallumer, parce que l'éclairage public s'allume mais il commence à faire jour. Au niveau technique c'est compliqué, il y a des réglages par commune, chaque commune a sa petite demande. On pourrait peut-être se mettre d'accord, les communes partantes pour ce type d'action sur un cadre commun. Ça faciliterait les choses techniquement et ça donnerait de la visibilité à cette action, et également des résultats concrets. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame VASSAS-MEJRI. Monsieur DESSEIGNE. Puis Madame TOUZARD répondra sur certains aspects.

Serge DESSEIGNE

Merci, Monsieur le Président. Juste insister sur les pages 2 et 6, tout ce qui nous a été montré dans le diaporama sur le plan résilience littorale. Je pense qu'il est important que la Métropole fasse très attention à cette question-là. On parle de travail, Madame DOULAIN : il y a un travail qui est engagé depuis 2019, avant même que nous arrivions ici, avec les EPCI littoraux dans le cadre du golfe d'Aigues-Mortes et de sa gouvernance – on y reviendra sans doute dans nos futurs Conseils de Métropole, puisque nous aurons à mettre en place cette gouvernance. Aujourd'hui, ce qui nous est présenté par Madame TOUZARD sur l'évolution de notre littoral fait et doit nous faire penser que le littoral n'est pas que la question de Villeneuve-lès-Maguelone, mais bien de notre Métropole et de l'ensemble des collectivités territoriales qui sont à côté de nous. Travailler à l'apaisement avec l'ensemble des acteurs, qu'ils soient économiques ou du tourisme, les pêcheurs, les vacanciers du loisir, du sport est quelque chose d'important. Je voulais souligner cet espace-là, il paraît peu important pour nous, pourtant il est majeur, puisque la première image qui nous a été proposée, c'est celle de l'élévation du niveau de la mer. Aujourd'hui, si vous aviez travaillé avec nous ces derniers mois, vous verriez qu'on parle d'un littoral et d'un paysage en danger. Quand on voit ce qui nous est proposé avec 3°C, on voit que la question se pose pour l'ensemble des territoires de notre Métropole. Merci.

Monsieur le Président

Merci Serge [DESSEIGNE]. Isabelle [TOUZARD], Madame la Vice-Présidente, pour apporter des éléments de réponse aux collègues.

Isabelle TOUZARD

René [REVOL], merci beaucoup pour tes encouragements. En effet, on a cet horizon 2026 qui est présenté, puisqu'il est vraiment opposable : on doit rendre des comptes sur cet horizon immédiat. Juste pour bien expliquer que les chiffres que j'ai indiqués en termes des émissions évitées de gaz à effet de serre et puis d'économie d'énergie, etc., s'inscrivent dans la courbe qui doit permettre d'atteindre les objectifs à l'horizon de 2050, qui est un peu notre cible finale.

Pour Madame DOULAIN, le volet solidarité, je crois au contraire qu'il est assez exceptionnel dans ce plan climat. On s'adresse à tous les besoins fondamentaux de nos concitoyens. L'eau c'est le besoin fondamental, sans eau, on ne vit pas plus que quelques heures ou quelques jours. C'est l'alimentation qu'on aborde ici, et on est l'une des rares intercommunalités à inscrire la question de la précarité alimentaire – avec toute l'action qu'on va mener avec nos partenaires associatifs pour expérimenter, au-delà de la simple solidarité alimentaire, le retour à la dignité et à la démocratie alimentaire sur le territoire de façon volontariste. L'eau, l'alimentation, ce qui vient après, c'est le logement. Sur cette précarité énergétique, quand même avec une ambition de 4 500 logements rénovés par an à la fin du mandat, avec des économies d'énergie de 40 %. Malheureusement le prix d'énergie en effet augmentant, ce ne seront peut-être pas des baisses de factures aussi importantes qu'on aurait voulues, mais au moins ce seront des dépenses évitées à cet horizon-là.

Il faut savoir qu'aujourd'hui sur notre territoire, on a un fort taux de pauvreté, on le sait tous. On est en train de faire le point dans le cadre de la politique alimentaire, de nombreux ménages ont l'alimentation comme variable d'ajustement en fin de mois, parce que leur facture énergétique notamment explose. En travaillant dans le cadre de ce plan climat, on travailla vraiment avec cette finalité de pouvoir d'achat pour les ménages les plus modestes. Bien entendu tout ce qui a été dit sur les mobilités, je n'y reviens pas. Sur la tarification écologique et solidaire de l'eau, comme on le disait tout à l'heure, là on intervient aussi en solidarité avec les ménages les plus modestes. Je ne reviens pas sur la politique liée aux déchets, etc. Je crois que vraiment, notre plan climat met en avant ce volet-là de façon quand même assez exemplaire.

Pour revenir sur ce que disait Claudine [VASSAS-MEJRI], il faut qu'on agisse ensemble, communes et Métropole, sur de nombreux volets auprès de nos concitoyens, notamment la rénovation énergétique. On va pouvoir se coordonner, puisque ça peut paraître compliqué, tout l'écosystème de la rénovation énergétique, mais il y a de grosses choses à faire ensemble. Juste pour revenir sur ces enjeux de rénovation – j'ai le grand plaisir d'être Présidente de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) – rien qu'à ce niveau, en quelques années, les équipes ont doublé, pour vous montrer un petit peu comment on met en place ces mesures d'accompagnement pour arriver à ces objectifs, et notamment aussi avec les communes, puisque l'ALEC travaille beaucoup avec les communes. Pour l'éclairage public, je ne vais pas m'étendre, moi aussi, dans ma

commune, on éteint. Je crois qu'on est 5 communes pour l'instant sur la Métropole ? 5 autres sont très intéressées. Je crois que c'est vraiment quelque chose qui prend. Une belle action qu'on pourra mener avec Frédéric LAFFORGUE et Bruno PATERNOT dans le cadre du plan lumière sur ce volet économie. Il y a l'extinction, il y a aussi le remplacement de toutes les ampoules par des LED qui se fait de façon progressive sur le territoire, mais assez rapide. On a aussi là des belles perspectives en vue.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente, pour votre travail, pour votre présentation, pour votre engagement. Ce sont des sujets qui vous sont chers, de longue date. Vous n'avez pas fait le choix par hasard de nous montrer la carte des vulnérabilités liées à la submersion marine en introduction, pour nous rappeler la gravité des enjeux. On doit contribuer aux efforts de réduction des émissions de CO₂, notre territoire doit être résilient et s'adapter, tout comme notre vignoble, avec l'autre image.

J'en profite d'ailleurs, notre collègue Serge DESSEIGNE va piloter la coordination avec les EPCI concernés par les enjeux du littoral, pour que là aussi il y ait du dialogue interterritorial et qu'on puisse penser ensemble ces défis à tout égard. Je suis désolé, je l'ai omis en introduction, pardonne-moi.

Nous nous donnons des objectifs clairs à l'horizon 2026 – Michel ROCARD était un adepte du plan, cher René [REVOL], que tu évoquais tout à l'heure. Ils seront évaluables, la Métropole se challenge – « *challenger* » n'est peut-être pas le bon mot – dans une stratégie qui met en œuvre l'accord de Paris – qui est le dernier accord international qui fixe les enjeux sur les émissions de CO₂ – et nous savons qu'il faudra aller plus loin si nous voulons atténuer les conséquences du changement climatique.

Pouvons-nous à notre échelle tout régler ? Certainement pas. Mais nous devons prendre notre part de manière résolue. L'approche qui est la nôtre, elle est la transition écologique et solidaire. Je veux le dire ici : quelle Métropole fait des choix aussi forts en matière de solidarité ? Madame FRÊCHE a rappelé la gratuité des transports : à 2 euros le litre, très clairement nous offrons là une alternative, tout en continuant à investir massivement. Nous avons fait le choix de proroger l'aide universelle à l'acquisition d'un vélo à assistance électrique (500 euros). La rénovation de chaque logement : c'est une mesure qui n'a pas eu la visibilité peut-être qu'elle méritait, qui est accompagnée d'une aide de la Métropole de 1 300 euros, en plus des dispositifs de l'ANAH, de la Région sur la rénovation thermique du logement. Nous nous engageons de manière résolue et solidaire. C'est la stratégie zéro déchet que nous avons portée. C'est le travail qui nous mobilise actuellement sur le PLUi, pour que la production de logements soit davantage du réinvestissement urbain, soit à proximité des sites de transport en commun, pour essayer de continuer à changer les pratiques. C'est la transformation de nos outils pour agir, parce qu'il y a les documents, mais il y a les outils pour les mettre en œuvre. Je veux ici saluer le travail de l'ALEC, qui ne cesse de monter en puissance, et le nombre de dossiers pour rénover les logements va de manière croissante. C'est la création d'une société publique de l'énergie au sein de la SA3M-SERM, pour pouvoir accompagner notre futur schéma directeur des énergies et répondre aux défis de la production solaire, qui est un levier d'action extrêmement important. C'est un outil qui a vocation à monter en puissance, avec comme objectif de faire autant en 4 ans que ce qui a été accompli en 30 ans – nous aurons l'occasion ici d'en reparler. C'est évidemment, dans l'organisation de la Métropole, une lisibilité sur la mise en œuvre du plan climat, et la mobilisation de l'ensemble des acteurs.

C'est vrai que chaque commune peut être partie prenante, et la contribution de Madame VASSAS-MEJRI en est une illustration sur la sobriété par rapport à la consommation d'énergie, sur la façon dont nous éclairons. Evidemment chaque commune doit être partie prenante, tout comme nous devons embarquer les entreprises dans ce plan climat. Aujourd'hui on le voit : elles sont prêtes à jouer le jeu à travers la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), les objectifs de développement durable. C'est ce que par exemple Grégory BLANVILLAIN appelle de ses vœux en tant que Président de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME). Il faut que nous puissions les accompagner dans ces démarches-là, parce qu'elles sont acteurs du changement, comme sur les déchets, elles doivent être partie prenante.

Comment allons-nous évaluer ? Eh bien, je vais être très simple et clair. Nous allons produire, rendre public des indicateurs sur les émissions de CO₂, sur la consommation d'eau, sur la consommation de déchets, sur notre production d'énergie par habitant de la Métropole. Ces indicateurs seront visibles sur un site internet et sur un espace grand public. L'enjeu c'est quoi ? Nous accompagnons et nous essayons d'accélérer ce changement, mais tout le monde doit en être partie prenante. Nous devons pouvoir objectiver les changements que les uns et les autres engagent, nous permettre d'avoir des résultats. René [REVOL], tu parlais des jeunes. Quand ces indicateurs seront publics, il faut imaginer la scène : un petit garçon ou une petite fille dira à son

papa ou sa maman « *cette année, nos émissions de CO₂, elles n'ont peut-être pas assez baissé* », et peut-être qu'on pourra se poser individuellement et collectivement la stratégie pour y parvenir. Il faut que le nombre de déchets produits par habitant soit connu, et que nous montrions collectivement notre capacité à les baisser.

Sinon, ces PCAET, ils peuvent apparaître comme des déclarations d'intention auprès de nos concitoyens, et au contraire il faut pouvoir les rendre partie prenante, il faut que les uns et les autres nous prenions conscience des changements que nous devons opérer. Nous avons de nombreux témoignages : « *j'ai rénové mon logement et la facture en énergie a diminué* », « *j'utilise le pôle d'échanges multimodal de Baillargues, la facture d'essence a baissé* », « *je me rends compte que je vais plus vite en transport en commun ou en vélo, Monsieur le Maire* ». Il faut que nous montrions cela, ça doit être une dynamique positive du territoire. Cette transition, elle est nécessaire, elle appelle sans doute à plus de sobriété, mais elle doit être vécue comme une sorte de défi collectif où on ne cultive pas les peurs, mais notre capacité à faire ensemble un futur désirable. C'est cela que nous essayons de poser ici comme stratégie.

Je voudrais enfin, Isabelle [TOUZARD] je crois que tu y seras sensible, avoir un mot pour une de tes très précieuses alliées, qui a aidé à écrire ce PCAET. Je sais qu'elle a fait des choix personnels importants, mais chère Isabelle LE VANNIER, je voulais très chaleureusement vous remercier. C'est un grand honneur pour la Métropole d'avoir des professionnels comme vous qui s'impliquent pour répondre aux enjeux, à la commande politique, aux intentions des élus, et qui avaient eu à cœur jusqu'à cette délibération de Conseil de Métropole de nous accompagner. Je voulais publiquement saluer votre travail, au nom de l'ensemble des élus, et assurément d'Isabelle [TOUZARD], vraiment saluer votre action. La Métropole, ce sont des choix politiques, mais ce sont aussi de très grands professionnels dont vous êtes, qui accompagnent leur mise en œuvre, et de cette tribune, très sincèrement bravo et merci. Vous pouvez l'applaudir.

Applaudissements.

Monsieur le Président

La meilleure illustration de vos applaudissements sera sans doute le vote de ce document. Il faut qu'on soit capables de le dire à tous nos collègues qui travaillent dans la Collectivité, qui ne comptent pas leurs heures, parfois au-delà de raison, pour essayer d'accompagner nos politiques publiques. Nous sommes des élus tous très exigeants, mais ils le sont encore plus pour mettre en œuvre.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Cette quasi-unanimité, Madame LE VANNIER, nous challenge tous pour l'avenir. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION - CANDIDATURE CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE 2028 - CREATION DE L'ASSOCIATION « MONTPELLIER 2028 - CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE » - APPROBATION

Mme Julie FRECHE et M. Geniès BALAZUN entrent en séance.

Mme Céline PINTARD, MM. Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT et Jean-Luc SAVY, sortent de séance.

Madame Agnès SAURAT quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Hervé MARTIN.

Monsieur le Président

Affaire n°5, mes chers collègues, il s'agit de délibérer sur notre candidature pour être capitale européenne de la culture, en partenariat avec nos voisins de Sète. Je veux d'ores et déjà dire que Monsieur PENSO et l'ensemble des élus à la culture de chacune de nos communes sont extrêmement mobilisés. C'est un projet qui peut être enthousiasmant pour le territoire, car la culture nous rassemble. Elle est aussi au cœur de notre territoire. Nous pensons qu'avec Sète nous avons tous les atouts : l'hospitalité pour les artistes – prendre le risque d'en citer quelques-uns, c'est en oublier des milliers – ils sont nombreux à s'installer ici et à avoir leurs ateliers. C'est s'engager autour de toutes les structures culturelles que nous soutenons. Rappelons que Montpellier Méditerranée Métropole, additionnée à la Ville, à vos communes, c'est la dépense en faveur de

la culture la plus importante par habitant de France. C'est le choix de la décentralisation en matière de culture.

La candidature que nous proposons, c'est résolument montrer que la culture permet d'habiter nos espaces, ceux du patrimoine, les espaces publics, et contribue également à leur transformation. Ici pour Montpellier et sa Métropole, on peut penser à la Mosson, à Sète, l'orientation de l'aménagement urbain autour du canal. Notre candidature, elle fait sens parce que nous sommes aussi le territoire le plus jeune de France, avec les étudiants, avec sa jeunesse qui se forme, qu'elle soit dans les écoles, dans les collèges, dans les lycées, et s'engager dans cette aventure, c'est assurément renouveler ce pacte séculaire entre le territoire et la jeunesse, sa créativité et sa capacité à inventer, mais aussi à s'approprier les politiques culturelles à travers l'éducation artistique et culturelle. Cette candidature, nous la voulons autour de la culture mais aussi autour des industries culturelles et créatives, qui sont un écosystème très foisonnant et qui de plus en plus dialogue. Voilà le sens de cette délibération qui peut-être appellera quelques questions ou manifestations de soutien. Le meilleur soutien c'est son engagement.

Comment ça va se passer ? Il y a un premier jury en décembre 2022, et ensuite un second courant 2023 pour identifier le territoire lauréat. On était avec Monsieur PENSO, Madame ROBIN et Monsieur BELLANGER à l'Opéra auprès de premiers acteurs culturels, ce qui a suscité un enthousiasme très fort. Le 31 nous inviterons l'ensemble des acteurs culturels avec François COMMEINHES, Maire de Sète, que je veux saluer dans cette démarche partenariale, pour pouvoir présenter les grands enjeux.

Je vous propose d'ouvrir la discussion. Madame SERRANO.

Célia SERRANO

Candidater, c'est proclamer nos intentions, de partage, de création, d'engager une réflexion commune, de coopération. Toutes ces intentions-là, le secteur culturel et artistique y excelle déjà. Candidater, c'est cette volonté de se fédérer autour d'un projet et l'éducation artistique et culturelle en sera un axe majeur. C'est construire avec tout le monde, enfants, acteurs culturels, professionnels, amateurs, artistes, politiques, habitants et habitantes d'un territoire sur tout ce que nous avons en commun et nous rassemble. Candidater, c'est revendiquer nos valeurs communes, l'Europe, ce qu'elle a de plus beau dans le partage, dans la circulation des idées, dans la circulation des héritages, qu'ils soient matériels et/ou surtout immatériels. Candidater, c'est nous réinterroger, c'est exploser nos habitudes, ce que nous sommes, et pailletter le ciel de nos identités, les mettre en synergie, les nourrir d'échanges, de propositions pour que, juste, nous mettions nos imaginaires en action, nous engagions l'innovation, l'audace et nous criions ensemble. Montpellier la cosmopolite, candidate avec Sète la singulière. Faisons part au rêve.

Monsieur le Président

Pour rêver, il faut de l'action, on va passer à l'action. C'est énormément de travail, cette affaire. Je veux le dire aussi et tout le monde va être partie prenante, parce que dans chacune des communes de la Métropole – c'est remarquable d'ailleurs – il y a une énergie en faveur de la culture.

Est-ce qu'il y a d'autres prises de parole ? Je propose de mettre aux voix. Votre vote, c'est un peu notre réponse à la pandémie, le désir d'Europe et d'avoir des choses à dire entre l'Europe et la Méditerranée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Ok. Adoptée à la quasi-unanimité, il existe toujours des voix tristes. Vous pouvez applaudir.

Applaudissements.

Monsieur le Président

Tout ne doit pas être tactique.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 6 : SOLIDARITES - PLAN "FRANCE RELANCE" - CONTRAT DE RELANCE DU LOGEMENT 2022 ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES MEMBRES DE LA METROPOLE CONCERNEES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes Tasnime AKBARALY, Marie MASSART, MM. Boris BELLANGER et Bruno PATERNOT sortent de séance.

Monsieur le Président

Madame VASSAS-MEJRI. France relance, contrat de relance du logement 2022 entre l'État, la Métropole et les communes membres.

Claudine VASSAS-MEJRI

Président, dans le cadre de ce plan France relance, cette année le gouvernement a souhaité modifier les modalités de versement de cette aide. L'année dernière le versement s'est fait directement entre l'État et les communes, il est désormais proposé la mise en place d'une contractualisation tripartite entre l'État, les EPCI et les communes, où les besoins en logement sont les plus tendus. Les communes qui sont classées en zone A et B1 sont ainsi éligibles sous conditions, notamment de ne pas être carencées au titre de l'obligation SRU et de construire suffisamment dense. Dans la Métropole, 23 communes sont concernées par ce classement et il y aurait 18 signataires pour cette convention. Ce sont 1 500 euros d'aide par logement et à l'échelle de la Métropole il y aurait près de 4 200 logements qui pourraient ouvrir droit à une aide pour les communes concernées, soit un montant prévisionnel de l'ordre de 6,2 millions d'euros, en fonction du nombre de logements prévus pour des permis qui ont été signés entre le 1^{er} septembre 2021 et le 31 août 2022.

Monsieur le Président

Merci, Madame la Vice-Présidente. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 7 : AMENAGEMENT DURABLE - TRANSPORTS EN COMMUN - STRATEGIE D'INVESTISSEMENT PATRIMONIAL SUR LE RESEAU - APPROBATION

Mmes Tasnime AKBARALY, Marie MASSART, MM. Boris BELLANGER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Bruno PATERNOT et Jean-Luc SAVY et entrent en séance.

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, MM. Laurent JAOUËL et Joël VERA sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n°7, très importante. Stratégie d'investissement pour maintenir le réseau de tramway loin des incidents. Madame FRÊCHE, vous présenterez au Conseil les montants qui vont être engagés, y compris les impacts pour les usagers, pour éviter que le tramway ne déraile, parce que c'est quand même de ça dont il s'agit.

Julie FRÊCHE

On a déjà parlé de l'investissement majeur dans le cadre de la stratégie mobilités 2025 : près de 1 milliard d'euros. Je crois qu'au-delà de la question des projets pour les mobilités, il s'agit avant tout de préserver, d'entretenir notre patrimoine existant. Aujourd'hui ce patrimoine nécessite des moyens importants pour assurer la sécurité des voyageurs. Finalement pendant trop longtemps ces dernières années les moyens, les projets neufs ont été mis en avant sans considérer que notre patrimoine transport devait *a minima* être maintenu et au mieux être modernisé au regard des nouveaux enjeux de la mobilité sur notre territoire.

Sur ce sujet, je crois qu'on peut pointer l'inaction et le manque de vision – tant sur les projets que sur le patrimoine mobilités – qui ont été préjudiciables et qui aujourd'hui provoquent des incidents d'exploitation qui sont de plus en plus nombreux sur le réseau. On peut parler notamment de nos opérations systématiquement curatives, notamment à la station Corum, sur la question de l'usure des rails, sur le crissement aussi des rails, qui génère des nuisances sonores notamment vis-à-vis des riverains des rails. Je pense aussi au pont de Lattes. La question aussi du changement de revêtement, le changement des rails, le

changement des appareils de voie. Il faut évidemment prendre ce sujet à bras-le-corps. Le dernier incident en date a fait l'objet d'un déraillement de la ligne 3 au niveau de l'arrêt Gambetta. Il apparaît très nettement que les autorités organisatrices de la mobilité de taille comparable à Montpellier Méditerranée Métropole consacrent une part beaucoup plus importante à l'entretien et à la maintenance de leurs réseaux de transport. La Chambre régionale des comptes a pointé à plusieurs reprises le sous-investissement, notamment dans le cadre du contrat de délégation qui a été adopté en 2018. Notre ambition elle doit se fonder sur un solide patrimoine d'infrastructures et de matériels, notamment au regard des enjeux mobilités.

Nous avons évidemment pris depuis notre arrivée aux responsabilités le temps de bâtir une véritable stratégie d'investissement et stratégie sur notre patrimoine transport qui dépasse aujourd'hui les 2 milliards d'euros. Une stratégie en trois points pour assurer la sécurité des usagers. D'abord, c'est une question d'entretien sur le réseau, qui nécessite des investissements lourds : 70 millions supplémentaires ont été injectés d'ici 2024. Il va y avoir, il faut le dire, des coupures importantes de réseau, mais nous allons réorganiser l'ensemble du réseau pour pénaliser le moins possible les usagers. Il y aura une information en temps réel qui sera délivrée par la TaM aux usagers, notamment sur les secteurs Corum, gare et Moularès, qui sont les trois points du réseau sur lesquels il y a le plus d'interconnexions entre différentes lignes de tramway, et où finalement les girations sur les voies provoquent le plus d'usure sur les rails. Nous allons opérer des changements de revêtements, des changements de rails et des changements des appareils de voies.

Deuxième point de la stratégie d'investissement patrimonial : les opérations de modernisation, en plus de ces opérations d'entretien, sur les bornes d'informations visuelles. On travaille avec Émilie CABELLO notamment, avec toutes les personnes qui œuvrent à la question de l'accessibilité universelle pour faciliter l'accès notamment aux réseaux de transport. Avec le comité de liaison, le travail est continu depuis que nous sommes arrivés aux responsabilités.

Troisième point de cette stratégie : c'est le programme ambitieux de renouvellement du parc de matériel roulant. Nous avons lancé le plus grand appel d'offres de France pour acquérir 77 nouvelles rames, 22 rames qui vont servir à l'exploitation de la ligne 5, 30 rames qui vont renouveler le parc de la ligne 1. Je rappelle que la ligne 1, c'est la première ligne du réseau de tramway, et c'est la ligne qui est la plus fréquentée de France après le réseau francilien : ce sont 140 000 voyageurs par jour. Effectivement les rames aujourd'hui doivent être renouvelées. Il y aura 8 rames supplémentaires pour soulager et venir améliorer la qualité du service et 17 rames qui ont été prévues dans le cadre de cet appel d'offres pour être à la hauteur des ambitions liées à l'augmentation de la fréquentation imputable à la gratuité des transports. D'autre part, on va aussi s'enrichir de 60 BusTrams électriques pour 45 millions d'euros. Ces investissements sur notre patrimoine transports sont indispensables pour assurer la sécurité de nos voyageurs.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE. C'est un sujet très important, parce que ce seront des travaux lourds, qui vont impacter le fonctionnement du réseau, mais nécessaires à la sécurité des voyageurs et des conducteurs d'une part, et d'autre part à l'efficacité du service, pour qu'on n'ait pas d'incidents techniques qui créent parfois ces désagréments, à la suite d'une panne ou un incident technique, le tramway a du retard.

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce sujet ? On peut mettre aux voix les investissements pour la sécurité du réseau. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 8 : AMENAGEMENT DURABLE - EXONERATION DU DROIT DE STATIONNEMENT DES TAXIS 2021 - APPROBATION

Mme Brigitte DEVOISSELLE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 8. Madame FRÊCHE, rapidement.

Julie FRÊCHE

Très rapidement, juste pour dire que les taxis font vraiment partie de la stratégie mobilités 2025. Le contexte

sanitaire a grevé sensiblement leur activité professionnelle. On avait déjà opéré une exonération sur le droit de stationnement en 2020. Aujourd'hui, vu la dureté et le prolongement de la crise sanitaire, il est proposé que les taxis du territoire fassent l'objet d'une exonération de la redevance de stationnement 2021, dans le prolongement de ce qui avait été fait en 2020.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix l'exonération des droits de redevance pour les taxis. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 9 : HORS COMMISSION - COOPERATION INTERTERRITORIALE - CONTRAT DE RECIPROCITE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE L'HERAULT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes Brigitte DEVOISSELLE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Céline PINTARD, MM. Laurent JAOUL et Joël VERA entrent en séance.

Mme Séverine MONIN, MM. Stéphane CHAMPAY, Cyril MEUNIER (avec le pouvoir de Mme Florence AUBY) et Mikel SEBLIN (avec le pouvoir de M. Yves BARRAL) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 9. Il s'agit du contrat de réciprocité entre la Métropole et la Communauté de communes de la vallée de l'Hérault. Dans le rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC), qui avait été rendu public courant 2020, il avait été pointé la nécessité de développer des contrats de réciprocité avec les autres intercommunalités. Nous avons engagé le dialogue avec nos voisins – on l'a un petit peu évoqué tout à l'heure sur la question des déchets, on l'a abordé tout à l'heure sur la question du littoral, on l'a évoqué en introduction avec Frontignan et Lunel.

Là nous formalisons un contrat de réciprocité avec la Communauté de communes de la vallée de l'Hérault, qui comporte de nombreux aspects liés au tourisme, au développement économique, aux mobilités. Je voudrais insister sur celui-là, car un des enjeux c'est de penser les questions de mobilités au-delà de l'autorité organisatrice des transports, c'est-à-dire la Métropole, et de travailler ensemble avec nos voisins. Nous travaillons à la mise en service d'un bus express entre Gignac et la station Occitanie pour essayer de soulager les déplacements automobiles sur l'A75 des gens qui se sont installés dans le cœur d'Hérault. Voilà un exemple très concret d'engagement dans ce contrat de réciprocité.

Il est évoqué aussi sur le plan de l'urbanisme la nécessité de pouvoir travailler ensemble dans une perspective où nos Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) ne sont pas qu'à l'échelle de la Métropole, mais soit une logique inter-SCoT, soit une logique commune. Bref, nous créons des ponts, des coopérations avec nos partenaires pour travailler dans le dialogue. Le document est très complet. Il pose aussi – ça a été un peu soulevé tout à l'heure – la question de la ZFE, qui impacte ceux qui sont à l'extérieur de la Métropole, et sur laquelle le Président SOTO s'engage. Bref, on balaye l'ensemble des sujets. Je vous indique que le Conseil de la communauté de la Vallée de l'Hérault a adopté ce document à l'unanimité.

Est ce qu'il y a des questions, des prises de parole ? Madame DOULAIN.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Même si je pourrais me réjouir de cet accord-cadre signé avec nos amis et voisins de la Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault, celui-ci nous laisse quand même un petit goût amer. Ses ambitions pour répondre aux besoins des habitants de nos deux territoires et par rapport aux enjeux de la décennie de la dernière chance ne sont pas à la hauteur.

Je vais aussi m'attarder sur la question de la mobilité, qui est un des points traités dans cet accord. On l'a redit : le contexte, le prix à la pompe, en tout cas cette question elle nous semble aujourd'hui urgente à régler, et ne rien dire ça nous paraît problématique. Dans cette délibération, vous faites référence à la mise en place du fameux Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) pour permettre la mise en place de ce car à haut niveau de

service – projet d’ailleurs dont on entend parler depuis maintenant 10 ans. On sait très bien que ce n’est pas personnellement de votre faute, mais quand même préciser que ce sont vos amis socialistes qui sont aux manettes depuis maintenant des décennies, tant à la Métropole, au Département qu’à la Région, et donc il faut quand même dire qu’aujourd’hui ce dossier a pris sacrément du retard. Malheureusement dans la délibération, on ne voit que comme objectif de dynamiser les études de faisabilité, sans aucun calendrier ni objectif chiffré. Pour nous, on est loin du compte pour les 13 000 personnes qui viennent aujourd’hui sur notre Métropole, dont 8 000 sur la Ville seule de Montpellier.

On pense évidemment que le car à haut niveau de service, ça peut être une bonne solution sur du moyen terme. Mais on propose également que, dès demain, on mette en place des mesures d’urgence. Il y en a une notamment qu’on pourrait actionner assez rapidement, pour réduire notamment la circulation automobile et l’autosolisme des personnes en provenance de ce territoire, avec la mise en place d’une voie réservée pour les bus et pour les voitures avec plus de deux passagers sur une partie de l’A75 qui arrive à Montpellier. Cette mesure, récemment permise par la loi LOM, a été mise en place en 2020 sur plusieurs autoroutes, notamment à Grenoble et à Lyon. Ça nous semble être un dispositif facilement actionnable et qui envoie un message clair aux habitants de ce territoire. Donc ça c’est à court terme.

Et puis on pense qu’il faut aussi se projeter sur le long terme, pour ça, il nous faut regarder du côté du train. Je propose d’illustrer concrètement cette proposition. Si on parle de 13 000 personnes qui doivent se rendre à Montpellier, ce sont en gros 35 trains avec 400 personnes, si on veut pouvoir les faire venir le matin et les faire revenir le soir. Ça veut dire un train toutes les 7 minutes de 6 h à 10 h et de 16 h à 20 h. Alors oui, tout le monde de ces 13 000 déplacements ne viendra pas forcément en train – si un jour il existe – mais néanmoins ça montre qu’une cadence de 15 minutes, par exemple, est tout à fait réaliste, vu le nombre de personnes qui sont aujourd’hui contraintes de prendre leur voiture, parce que les horaires des transports en commun ne sont pas suffisants ou pas adaptés, et parce qu’ils ne peuvent pas tous télétravailler. Cette solution, d’ailleurs, n’est pas farfelue, puisque la ligne existe déjà, celle qui reliait Montpellier et Lodève et qui a été sacrifiée quand on est tombés dans la croyance du tout voiture. Les tunnels, les aqueducs sont encore là, au milieu de la garrigue. C’est une solution qui doit aussi selon nous être actionnée, et c’est pour ça qu’on propose de rajouter à cette délibération le fait d’étudier la faisabilité de la remise en service de cette ligne. Pourquoi ? Parce que même si cette remise en service prendra énormément de temps, et on le sait, ces travaux d’infrastructure sont longs, pour qu’elle puisse l’être un jour, il faut le mettre à l’étude. Voilà le sens de notre proposition.

Monsieur le Président

Est-ce qu’il y a d’autres prises de parole sur ce sujet ? Plusieurs éléments. C’est le premier contrat de réciprocité que nous passons. L’enjeu est d’aller le plus vite possible sur cette desserte bus, et elle prend en compte la nécessité d’avoir des espaces qui sont dédiés, pour que ceux qui utilisent le pôle d’échanges multimodal possèdent un gain de temps. L’intention de Jean-François SOTO, elle est très claire : pouvoir aller le plus vite possible, tel que les réglementations et les process nous le permettent.

Ensuite, vous avez évoqué, Madame DOULAIN, un sujet qui est finalement le ferroviaire – c’est un gros sujet. On ne peut pas dire qu’on est le territoire le mieux doté par une étoile ferroviaire. On est même sous-doté par rapport à Lyon, Saint Etienne, Rouen, Nancy, Metz. On a surtout une ligne qui est saturée dans la partie Montpellier-Sète-Béziers – les choses se sont réglées sur la partie Nîmes-Montpellier. Nous avons quand même obtenu, vous pouvez le relever, le financement unanime de la Ligne à Grande Vitesse (LGV) qui, à terme, va nous permettre d’avoir les TER cadencés, le TER du littoral. Je dis « à terme », parce que tout ça est bien long. La France des procédures a un peu tendance à dévorer la France des projets, mais ça permettra à terme de pouvoir cadencer Béziers-Montpellier en TER. Nous avons ensuite ouvert une discussion avec la SNCF, son Président Jean-Pierre FARANDOU. Nous avons signé un accord-cadre, le premier, entre la Métropole et la SNCF pour aborder cette question d’une desserte en forme d’étoile, qui pourrait être faite soit en train – je prends ici les TER Nîmes-Montpellier et Béziers-Montpellier – et qui peut aussi s’opérer en bus, puisque la SNCF exploite ce type de réseau, comme la Région avec liO.

Pour être très franc, en termes de choix d’investissements, nous avons plutôt intérêt à identifier des lignes en site propre de bus, de rapidité, d’efficacité, que de nous engager là dans des investissements qui seraient extrêmement importants – vous évoquez l’ancienne ligne – qui seraient colossaux et qui se feraient au détriment d’autres projets. C’est d’ailleurs le choix que nous faisons à l’intérieur de la Métropole sur le BusTram Castries-Vendargues-Esplanade de l’Europe, qui sera entièrement en site propre en utilisant l’ancienne ligne de chemin de fer, et le réseau cyclable – nous en reparlerons au mois de juin. Cela coûte au minimum 20 fois moins cher en termes d’investissement et ça nous permet d’aller très vite pour la réaliser.

On est sur ces arbitrages-là. Vous voyez, le cadencement du TER du littoral sur Montpellier-Béziers, si on prend les calendriers les plus optimistes, on est à 2032. Vous avez employé un terme : « *urgence* ». L'urgence, sur le lien avec Lodève – nous en parlerons dans un autre contrat de réciprocité – ce sera probablement autour du bus. Si on se lance dans les investissements d'anciennes lignes de chemin de fer, ce sont des montants colossaux en termes d'investissement, et si ce sont ces choix-là qui sont faits, c'est au détriment d'autres. Dans les temporalités il faut privilégier ce qui permet d'offrir une alternative rapide : le bus.

Qu'il me soit permis de faire écho à un dispositif : toutes les entreprises de la Métropole peuvent s'inscrire à Klaxit en faveur du covoiturage. Avec Madame FRÊCHE, ce vendredi, nous avons communiqué la décision quasi-unanime de soutien au covoiturage ; depuis, on a 1 200 inscrits supplémentaires. Les entreprises implantées sur la Métropole sont invitées à participer, et là on a aussi une réponse pour lutter contre l'autosolisme d'une part, et agir sur la protection du pouvoir d'achat, donc le prix de l'essence, d'autre part.

Voilà les réponses, le dialogue qui a été dans le contrat de réciprocité. L'enjeu c'est d'avoir des délibérations qui ne soient pas des vœux pieux, mais qui permettent de passer en phase opérationnelle à court-moyen terme. Peut-être qu'à un moment le débat de l'ancienne ligne de chemin de fer reviendra, mais le niveau des investissements n'est pas soutenable, ou en tout cas, il n'y aurait que ça et pas d'autres choses. La question, c'est bien cette stratégie globale.

Je propose de la mettre aux voix. Oui ? Monsieur MARTIN, pardon.

Hervé MARTIN

Juste très brièvement, sur le sujet, parce que quand même, ça veut bien dire que si l'État, par la loi, nous oblige à faire une ZFE – dont on connaît les conséquences sociales – c'est parce qu'il a désinvesti à une époque dans le rail et qu'il refuse d'investir à nouveau dans le rail : cela nous amène à faire circuler des bus. Les décisions d'État sont totalement contradictoires, les injonctions sont contradictoires et ce sont du coup toujours les mêmes qui payent. À un moment donné, il faut le souligner fortement.

Monsieur le Président

Monsieur MARTIN, vous faites écho à un débat électoral en cours, mais qui pose une question importante : la nécessité que la ZFE fasse l'objet d'un accompagnement clair et volontariste de l'État, comme il l'a fait avec des dénominations « *jupettes* », « *balladurettes* » et autres primes qui furent très importantes. Il faudra que dans la prochaine loi de finances il y ait un accompagnement social très fort pour accompagner à la conversion des véhicules, à la fois dans la Métropole mais aussi dans les intercommunalités concernées.

Je vous propose de passer aux voix. Allez-y, Monsieur MARTIN, en une phrase.

Hervé MARTIN

Déjà Monsieur VASQUEZ tout à l'heure a répondu à Clara GIMENEZ que c'était un débat électoral. Je ne fais pas un débat électoral, c'est un débat de fond. On ne peut pas nous renvoyer systématiquement sur un débat électoral quand on pose de vraies questions de fond.

Monsieur le Président

Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

De la même façon que tout à l'heure, je pense qu'on pourrait tous se dire collectivement qu'à un moment donné, sans se mentir, il faudra bien décider de quand on pose la date de construction d'un incinérateur ! La science fait des progrès. De la même façon, il faut se poser la question de quand l'État se décidera à investir sur le rail, au lieu de nous proposer du bus et une ZFE payée par les plus pauvres.

Monsieur le Président

Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Ce n'est pas électoral ; c'est du fond.

Monsieur le Président

Le « *débat électoral* », pour moi, ce n'est pas péjoratif. C'est un vrai choix démocratique qui est proposé dans trois semaines. On a tous intérêt à inviter nos concitoyens à voter, quand on entend qu'il y a près de 32 % de gens qui envisagent de s'abstenir sur l'élection la plus importante. Il y a des choix à faire et il faut que les gens puissent voter sur leur conviction, s'exprimer. Là on est au cœur d'un des sujets de choix. Ne prenez pas ça comme cela, non, au contraire. Moi je compte bien, en notre nom, au lendemain du scrutin, aller plaider sur les aides ZFE.

Hervé MARTIN

Je vous entends, mais du coup on se retrouve... Enfin bon.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 10 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - GOUVERNANCE - SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC - REPRISE DE LA COMPETENCE DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Mme Séverine MONIN entre en séance.

Mme Julie FRECHE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 10. On va un petit peu accélérer maintenant, enfin on a encore quelques sujets importants. Monsieur le Vice-Président.

René REVOL

Très rapidement. Justement ici, la volonté démocratique des citoyens de Murviel-lès-Montpellier : ils avaient voté avec leur Conseil municipal pour rejoindre le périmètre de la Régie des eaux. Donc nous avons en conséquence engagé ce travail avec le Syndicat Bas Languedoc (SBL) il y a un an, et ce travail a abouti. Je précise que ce syndicat a la compétence de production et d'adduction d'eau, mais la compétence distribution de l'eau, elle est optionnelle. Il y a déjà des grandes villes de ce territoire, comme Sète ou Agde, qui ont leur propre façon de gérer. Eh bien Murviel-lès-Montpellier rentre dans ce système et donc nous lançons par là même les délibérations qui permettront à Murviel-lès-Montpellier d'être sous le régime de la Régie et de sa tarification à partir du 1^{er} janvier 2023.

Comme je sais que mon ami Éric PENSO m'écoute attentivement en ce moment, je lui précise que le Président et moi-même avons la ferme volonté qu'il en aille de même pour Clapiers. Et donc avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC), nous avons enclenché récemment une étude technique, juridique et financière pour étudier les conditions du passage de Clapiers dans le périmètre de la Régie au terme du contrat en cours – comme ses électeurs l'ont mandaté et comme son Conseil municipal l'a adopté à l'unanimité. Ce travail est en cours de travail, mais les premiers à le faire, c'est Murviel-lès-Montpellier, et saluons ce pas en avant.

Monsieur le Président

Madame le Maire de Murviel-lès-Montpellier ?

Isabelle TOUZARD

Simplement vraiment pour remercier René [REVOL] et toute l'équipe de la Régie des eaux pour tout le travail qui a été mené avec le Syndicat du Bas Languedoc. Parce que ce n'est pas simple, un transfert comme celui-là, donc vraiment, merci beaucoup pour votre écoute. La Commune de Murviel-lès-Montpellier adhère, et on a envie de rejoindre la Régie, parce que la politique menée au niveau de la Régie (la politique tarifaire, de gestion des réseaux, etc.) nous convient. Les futures tarifications sociales et écologiques, tout ça nous convient parfaitement. On est vraiment heureux d'y arriver. C'est un long processus, pas simple, mais merci beaucoup

pour toute l'énergie qui est dégagée.

Monsieur le Président

On met aux voix, la prochaine fois, ce sera Monsieur PENSO. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 11 : RESSOURCES - INSTAURATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) - REFONTE DU REGIME INDEMNITAIRE DES CATEGORIES A, B ET C - APPROBATION

Mme Julie FRECHE, MM. Stéphane CHAMPAY, Cyril MEUNIER (avec le pouvoir de Mme Florence AUBY) et Mikel SEBLIN (avec le pouvoir de M. Yves BARRAL) entrent en séance.

M. Bernard TRAVIER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Max LEVITA.

Monsieur le Président

Je donne la parole à Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président au Dialogue social et aux Ressources humaines, pour présenter cette délibération très importante pour les agents de la Collectivité, et dont je veux aussi saluer tout le travail et l'engagement dans sa délégation.

Joël RAYMOND

Merci, Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs, mes chers collègues. Oui, aujourd'hui je suis satisfait. Je suis satisfait parce que nous arrivons à une première étape sur un régime indemnitaire dont on a longtemps parlé dans cette Collectivité, mais qu'on n'a jamais réussi à mettre en œuvre. Aujourd'hui cette délibération elle est importante pour nous, les élus qui portons des politiques ambitieuses, tous, que ce soit sur les déchets, les mobilités, l'alimentation, mais aussi pour nos agents. Croyez-moi nos agents sont à la tâche, et c'est bien eux qui, au quotidien, portent les politiques que l'on souhaite mettre en œuvre. Le pôle RH notamment – Ville et Métropole, puisque comme vous le savez il est mutualisé – travaille depuis de longs mois maintenant avec les représentants du personnel et la direction générale, bien sûr Monsieur NYS, sur la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire.

Le RIFSEEP, késaco ? C'est un joli acronyme un peu barbare qui veut dire Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel. A la Métropole on a vu trois adjectifs pour qualifier sa mise en œuvre, on va dire : il est « *obligatoire* », il est « *ambitieux* » et il est « *équitable* ». Il remplacera les indemnités existantes et les nombreuses primes parfois, sans perte de rémunération pour les agents de notre Métropole. Il s'inscrit dans une démarche de simplification des règles de rémunération, avec deux objectifs : sécuriser les régimes indemnitaires d'une part, et une meilleure équité de traitement par rapport aux responsabilités dont font preuve les agents, d'autre part. L'idée c'est bien de réduire les écarts aussi dans certaines filières – il y a des filières administratives notamment où il y a des écarts importants – c'est la prise en compte des fonctions et de la technicité des agents, et puis c'est harmoniser et simplifier le régime indemnitaire.

Le RIFSEEP est issu d'un décret qui date de 2014 – je ne reviendrai pas sur la date. L'idée bien évidemment c'est une refonte en profondeur pour unifier les traitements, mais aussi avoir un socle commun, et ensuite avoir des primes – comme je le détaillerai tout à l'heure par rapport au complément indemnitaire. C'est bien évidemment pour la Métropole un levier pour d'une politique RH forte, plus globale, en faveurs de la reconnaissance des agents et de leur engagement professionnel. On a également inséré volontairement un pacte social, se traduisant par une exigence d'un service public de qualité et la reconnaissance en contrepartie et la valorisation des agents qui contribuent. On a démarré les négociations en octobre 2021, après plusieurs échanges avec les représentants du personnel, des allers-retours entre la direction générale et le pôle RH, avec bon nombre d'agents qui ont été associés. On arrive aujourd'hui à une première étape, dont je détaillerai tout à l'heure dans un calendrier la mise en œuvre.

Pour moi c'est une roue vertueuse qui permet d'avoir les 8 thèmes actions dans cette roue, qu'on va qualifier plutôt de sociale, et qui progresse en répondant pleinement aux activités des agents. Vous y trouverez dedans

la notion d'égalité hommes-femmes. Vous y trouverez le déroulé d'une carrière, qui est important pour un agent : il faut que quand il rentre dans notre Collectivité il puisse se projeter. Il y a bien évidemment une politique sociale et élargie, qu'on continuera, avec notamment la mise en place de tout ce qui est la partie santé et prévoyance. Il y a bien évidemment à répondre à un projet d'administration fédérateur et partagé, et qui a été, je dirai, mis en œuvre depuis l'arrivée de Monsieur le Directeur Général. Cela répond clairement à ce que l'on souhaite pour nos agents et notre Collectivité.

On vient là sur une politique RH de rémunération plus équitable et attractive. Je sais que, quand j'ai notamment pris cette délégation, nombre de collègues élus et agents sont venus vers moi en me disant : « *notre Métropole n'est plus attractive. Il faut la rendre plus attractive car il y a des personnes, dans leurs fonctions, dans leurs missions très particulières, qui vont vers d'autres collectivités* ». On a souhaité rendre notre Métropole, grâce au RIFSEEP, beaucoup plus attractive, en matière notamment de rémunération, mais on y viendra dans un second temps. C'est une politique salariale volontariste qu'on a mise en place. Je vous rappelle qu'il y a eu notamment de la déprécarisation dans certains services, il y a eu également des dégels de postes dans des directions, et il y a eu aussi des recrutements importants pour répondre notamment, aux demandes de mes chers collègues Vice-Présidents en charge des Déchets, en charge de l'Eau, en charge de la Mobilité, en charge de l'Alimentation, pour pouvoir porter les politiques. On s'en félicite, bien évidemment.

Il faut noter les objectifs, cinq grands principes qui sont ici mentionnés, pour apporter de l'équité, de la valorisation, des responsabilités et expertises de nos agents. Je l'ai déjà dit : il y a la notion de simplification et d'harmonisation, et ça ne vous a pas échappé, il y a 24 pages d'annexes qui résument toutes les fonctions que l'on a dans notre grande Collectivité – vous verrez que tout cela a été revu dans le détail. Il y a eu cette réévaluation du régime indemnitaire de base, qui renforce la politique sociale. Il y a le fait de mieux connaître les responsabilités, c'est aussi le but de la réorganisation qui a été mise en œuvre, avec les pôles que vous connaissez maintenant. Et puis favoriser un régime indemnitaire. Puisqu'il y a plusieurs pôles aujourd'hui mutualisés, la Ville avait validé un RIFSEEP comme quasiment les 30 autres communes – je ne pense pas faire une entorse à qui que ce soit, je crois que toutes les communes de la Métropole ont leur RIFSEEP. La Métropole ne l'avait pas. Eh bien, comme il y a beaucoup de directions mutualisées, il fallait bien avoir une harmonie entre le RIFSEEP Ville et le RIFSEEP Métropole. D'où un travail partenarial avec mon collègue Michel ASLANIAN, qui pendant les commissions a œuvré pour arriver à rabouter notre régime indemnitaire. bien évidemment, un dernier point : c'est la mobilité, la mobilité interne, faciliter les possibilités à l'ensemble de nos agents de pouvoir trouver une évolution de carrière sur les 8 000 postes aujourd'hui, qui sont entre la Ville et la Métropole.

J'ai bientôt fini, ne vous inquiétez pas. Vous avez la notion de simplification qui vous saute aux yeux. C'est-à-dire que vous avez l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) qui est versée mensuellement, qui est déterminée en appréciant le niveau de responsabilité requis dans l'exercice des fonctions de l'agent. Donc ça c'est, on va dire, c'est le socle. Et puis vous avez une part Complément d'Indemnité Annuel (CIA) : c'est une part variable, elle est versée chez nous en deux fois, tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent.

Si on rentre dans le détail – mais je vais bien évidemment vous renvoyer vers les 24 pages d'annexes que vous lirez bien évidemment, que vous avez déjà lus probablement – sur l'IFSE, vous avez donc les trois parts. La part fonctions, qui est plus ou moins le métier de l'agent qu'il exerce au quotidien. Vous avez une part sujétions, c'est la notion des travaux dangereux, des travaux d'assainissement, des travaux incommodes, ou le travail le week-end également qui peut faire partie de cette part. Celle-ci n'est pas finalisée et il y a un dialogue qui se poursuit avec les représentants du personnel. Il y a la part également bonifications, qui elle est liée à des missions particulières, individuelles, parfois conjoncturelles. Lorsque par exemple un agent encadre un apprenti ou un stagiaire, c'est une mission qui peut être bonifiée. Le fameux CIA, donc qui – je l'ai dit tout à l'heure – repose sur l'engagement professionnel et la manière de servir. Ce CIA, il a un montant (1 230 €) et il peut être porté jusqu'à 1 830 € par rapport à chaque agent en fonction de l'évaluation professionnelle et la satisfaction des objectifs fixés.

Dans le calendrier, on a une première étape, aujourd'hui, pour voter ce RIFSEEP, qui va grandement améliorer le régime indemnitaire de nos agents. Ensuite, au cours du mois d'avril jusqu'à juin, on va travailler avec des représentants du personnel sur la classification des postes dans les groupes de fonctions que vous avez en annexe, et on espère pouvoir appliquer le RIFSEEP pour un premier versement sur la paye du mois de juillet.

Je crois avoir fait le tour de cette délibération, bien évidemment je répondrai peut-être à vos questions.

Monsieur le Président

Assurément, Monsieur le Vice-Président. Merci de cette présentation, qu'on a souhaité la plus complète possible, puisque dans le budget sur lequel nous avons voté, il y avait une ligne budgétaire importante consacrée à la mise en œuvre du RIFSEEP. Vous en avez sa traduction. Nous sommes en retard et nous avons l'obligation de délibérer. J'ouvre les prises de parole. Monsieur SULTAN.

Charles SULTAN

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je ne voudrais pas faire le médecin de garde, mais lors de la Commission de Michel ASLANIAN, j'avais pointé la situation particulière des agents qui sont soumis au rythme des trois fois 8 h, avec toutes les conséquences sur ce que nous appelons le rythme nycthémeral, dont les impacts à court, à moyen et à long termes sont démontrés et reconnus par l'ensemble de la profession médicale. J'avais demandé qu'on prenne en compte cette situation. À l'évidence, ceci n'a pas été le cas. Est-ce qu'on peut avoir un commentaire sur le refus de ce qui représente une exception, incontestablement, mais qui constitue un risque sur la santé qui est extrêmement défavorable ?

Monsieur le Président

Merci. Y a-t-il d'autres prises de parole sur le RIFSSEP ? Non. Tu veux que je fasse la réponse, Joël [RAYMOND] ? Vas-y.

Joël RAYMOND

J'avais bien dit « *peut-être* ». Cher Docteur, Monsieur SULTAN, c'est une particularité que vous posez là. Je ne sais pas si je vais répondre de manière juste, mais les sujétions sont là pour prendre en compte les particularités dans notre grande Collectivité de travail. Soyez rassuré : nous regarderons ça de près. Je sais aussi que les représentants du personnel sont très attachés à faire valoir les quelques particularités des fonctions d'agents. Je pense à ceux qui travaillent le dimanche, par exemple en médiathèque. Je sais ceux qui travaillent parfois de nuit pour les ripeurs. On les prend en compte, pas doublement mais en tout cas on les a retenus, et pour les 1 607 heures, et pour le RIFSEEP, avec une sujétion qui sera proposée bien évidemment.

Monsieur le Président

Merci. C'est une délibération importante que nous prenons pour les agents de la Collectivité, pour justement prendre en compte un certain nombre de situations. Merci, Monsieur le Vice-Président, d'avoir rappelé aussi les efforts qui ont été faits pour déprécariser un certain nombre de situations. Je l'évoquais avec François VASQUEZ pour les ripeurs, dont certains avaient quasiment 7 années de contrats cumulés et c'était très difficile. On sait qu'il y a encore des situations de ce type, donc il y a un travail plus fin qui est opéré.

Ce RIFSEEP, il va nous permettre de travailler sur l'attractivité, mais aussi sur des règles de rémunération plus sociales, plus équitables et plus justes. D'abord il faut être très clair : 90 % des agents vont mesurer les effets du RIFSEEP. L'intégralité des catégories C, c'est-à-dire les plus petits revenus au sein de la Collectivité, vont bénéficier d'une augmentation de leur pouvoir d'achat, à la suite de l'enveloppe que nous avons délibérée dans le cadre du budget. Ça permet aussi une approche plus équitable entre les différents régimes indemnitaires des deux Collectivités mutualisés, Ville et Métropole. Parfois il y a des « *disparités de couloirs ou de bureaux* » qui ne sont pas satisfaisantes. Mais tout ça c'est le groupe Montpellier, et c'est une même communauté humaine au service des politiques publiques. C'est le choix qui a été fait par ce Conseil d'opérer un certain nombre de mutualisations nécessaires pour dégager des marges de manœuvre. Plus justes, parce que c'est ce travail fin qui commence en fonction des responsabilités occupées : travail le dimanche, travail de nuit, prise en compte donc de la pénibilité qui existe. C'est un choix très fort de la part de la collectivité, qui était nécessaire pour ces agents, qui va permettre de mieux reconnaître et de mieux valoriser. Ce n'est pas un poste de dépenses, mais le capital humain qui déploie l'ensemble des politiques publiques sur le territoire de la Métropole.

Monsieur le Vice-Président l'a dit : c'est un enjeu important pour nos agents, pour le service public que nous rendons. Nous voulons l'associer à un pacte social avec les agents, sur la qualité du service public, sa capacité à innover, à toujours être au rendez-vous de l'exemplarité du service public, qui est un élément important. Nous délibérons aujourd'hui pour mener le dialogue social à l'horizon de juin, et une effectivité pour les agents. C'est un effort important sur lequel il est demandé de délibérer, mais un effort de justice et de reconnaissance pour les agents.

Je voudrais enfin indiquer que le travail RH est fait de manière importante par le duo RAYMOND-

ASLANIAN, qui est en charge du personnel à la Ville. Nous devons le poursuivre, car dans l'agenda social nous attendent la protection sociale des agents, santé et prévoyance. Nous avons aussi un chantier important qui est devant nous, celui de la lutte contre l'absentéisme, qui est un sujet important, beaucoup à la Ville de Montpellier, un peu à la Métropole mais quand même. Y compris avec les dispositions liées à la Covid-19 les Autorisations Spéciales d'Absence (ASA) : il y a un certain nombre d'agents qui étaient en ASA qui vont reprendre leur activité, puisque les règles ont changé. On va devoir les accompagner du mieux possible. Ce chantier de l'absentéisme est devant nous et il est important. Il ne se règle pas à coup de caricatures ou de propos faciles, nous devons agir pour faire en sorte que nous puissions retrouver des taux qui soient conformes à l'ensemble des collectivités territoriales, et ça fera partie des discussions de l'agenda social.

Je propose de mettre aux voix la délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Donc négociations sur le RIFSEEP, sur l'enveloppe de 3,5 millions d'euros à destination des agents de la Métropole.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 12 : RESSOURCES - MODALITE D'ATTRIBUTION DE LA PRIME D'INTERESSEMENT A LA PERFORMANCE COLLECTIVE EN FAVEUR DES AGENTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Mme Isabelle TOUZARD sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 12. C'est Joël [RAYMOND], sur la prime d'intéressement collectif. C'est la même que l'an passé. Y a-t-il des demandes ? C'est très important pour les organisations syndicales, cette continuité. Monsieur DESSEIGNE.

Serge DESSEIGNE

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Comme d'habitude, j'ai pris position l'an dernier, il s'agit de 300 € qui rentrent dans le cadre des 1 607 heures – ça a été posé l'an dernier dans le cadre de la « prime des 1 607 heures ». Comme j'ai voté contre, je dirai toujours la même chose : je ne voterai pas cette prime qui est un ersatz par rapport au fait qu'on soit passé aux 1 607 heures. C'est une position politique que vous connaissez déjà, donc en tant que communiste, je ne la voterai pas.

Monsieur le Président

La constance. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? La prime de 300 € est adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : M. Serge DESSEIGNE.

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 13 : SOLIDARITES - PLAN LOGEMENT D'ABORD - CONVENTION D'OBJECTIFS 2022 ENTRE L'ETAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS EN CHARGE DE LA REALISATION DES ACTIONS 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Isabelle TOUZARD entre en séance.

MM. Abdi EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. Philippe SAUREL), Laurent JAOUL et René REVOL sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 13. Madame GIMENEZ, sur plan logement d'abord, convention d'objectifs 2022 entre l'État et la Métropole.

Clara GIMENEZ

Merci, Monsieur le Président. Vous le savez, le plan logement d'abord, la Métropole y est engagée depuis plusieurs années. On essaie de monter en puissance ce dispositif, et va se poser rapidement la question de la reconduction de ce plan quinquennal ou non, qui du coup arrive à terme à la fin de l'année. Simplement, cette délibération nous permet d'attribuer aux opérateurs les subventions de l'État et de la Collectivité C'est un plan national donc l'État investit massivement, mais la Collectivité aussi met, sur ses fonds propres, un certain nombre d'éléments.

Ces subventions, elles concernent plusieurs projets, que vous connaissez maintenant : le projet de nuit de la solidarité, qui a eu lieu le 20 janvier dernier, qui nous permet de compter le nombre de personnes à la rue. J'en profite pour en dire un mot rapidement, les chiffres ne nous ont pas encore été communiqués et vous seront communiqués prochainement. Simplement attirer votre attention sur le fait que nous avons fait le choix de travailler avec l'Université et la Maison des sciences de l'homme sur cette nuit de la solidarité, puisque pour nous ce n'est pas qu'un décompte dont il s'agit. *A priori* les chiffres qu'on va obtenir sont en baisse par rapport à la dernière édition. Néanmoins ils sont à relativiser avec un certain nombre de facteurs : le fait que c'était une nuit très froide en hiver et qu'il y a eu avec la Covid-19 des places d'hébergement supplémentaires. Donc on a des chiffres en baisse, mais il va s'agir de les contextualiser, et c'est pour ça qu'on passe par l'Université et par des scientifiques. On ne souhaite pas communiquer des chiffres qui seraient comme ça un peu abruptes et incompréhensibles, mais bien les travailler sur le fond pour savoir ce qu'ils veulent dire exactement.

Il y a également la question de l'Observatoire du sans-abrisme, qu'on travaille en lien étroit avec la Maison des sciences de l'homme, toujours dans la même démarche d'associer les scientifiques, les personnes à la rue elles-mêmes, mais aussi, et c'est en cours de réflexion, les personnels qui travaillent auprès de ces personnes sans abri qui font un travail formidable et qu'on n'associe pas toujours aux réflexions. On est en train de travailler avec eux sur ce sujet-là. Mais aussi des actions un peu plus classiques et qu'on passe chaque année. La prévention pour le maintien dans le logement. La plateforme d'accès aux droits liés à l'habitat. La plateforme métropolitaine logement d'abord, qui nous permet de coordonner le dispositif bail d'abord, qui permet aux personnes d'avoir un bail glissant à leur nom au bout de 12 mois, avec un accompagnement social. La mobilisation du logement abordable dans le parc privé, on en a déjà parlé ici avec le rapport qui nous avait été fait par la Fondation Abbé Pierre et ADAGE – si je ne dis pas de bêtises, mes excuses si j'oublie un des partenaires. On l'avait déjà évoqué, mais c'est un enjeu majeur dans une Ville où on sait que le logement est quelque chose de très tendu. Si on n'arrive pas à mobiliser le parc privé et qu'on compte uniquement sur les bailleurs sociaux, on aura du mal à loger tout le monde. Mais aussi la formation au logement d'abord, qui est une philosophie un peu différente par rapport à ce qu'on a fait jusqu'à présent, qui est de considérer que, d'abord un logement, et après on verra le reste, et à partir du logement on construit tout l'accompagnement autour de la santé, de l'insertion professionnelle, etc. On a besoin de former les professionnels de l'action sociale à cette nouvelle philosophie. Enfin des actions d'insertion professionnelle pour les jeunes de moins de 25 ans qui sont à la rue et le poste de médecin coordinateur à mi-temps sur le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO).

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ, sur cette présentation très complète. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 14 : SOLIDARITES - CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER - APPEL A PROJETS 2022 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire suivante. Contrat de Ville. Attribution de subventions. Y a-t-il des demandes de prise de parole auprès de Madame GIMENEZ ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient. Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Boris BELLANGER, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Serge DESSEIGNE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

AFFAIRE N° 15 : AMENAGEMENT DURABLE - MAITRISE FONCIERE - DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN ET DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER CONCERNANT LES PARCELLES CADASTREES LR 33, 34, 48, 79, 81 ET 134 - RETRAIT PARTIEL DE LA DELEGATION A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) ET DELEGATION A L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF) D'OCCITANIE SUR LES COPROPRIETES DU PIC SAINT-LOUP ET DE L'ESPEROU - APPROBATION

M. Abdi EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. Philippe SAUREL) entre en séance.

Mme Patricia MIRALLES, MM. Michel ASLANIAN (avec le pouvoir de Mme Maryse FAYE), Serge GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. Mohed ALTRAD), Hervé MARTIN (avec le pouvoir de Mme Agnès SAURAT), Jean-Luc MEISSONNIER et Cyril MEUNIER (avec le pouvoir de Mme Florence AUBY) sortent de séance.

Monsieur le Président

Je donne la parole à Madame MANTION, pour l'affaire 15, délégation du droit de préemption. Tu présentes ?

Coralie MANTION

Bonjour à toutes et tous. Vous savez que l'Etablissement Public Foncier (EPF) est depuis décembre dernier un nouveau partenaire non négligeable dans le projet de la Paillade, et il va nous aider grandement. Le projet de la Mosson est un projet d'ampleur de rénovation urbaine qui engendre plusieurs démolitions, et donc des portages immobiliers conséquents. Pour une meilleure efficacité dans les procédures d'acquisition et la gestion intercalaire des biens acquis, nous avons réparti les droits de préemption entre la SA3M et l'EPF. Cette délibération propose de déléguer le droit de préemption sur les copropriétés du Pic Saint-Loup et de l'Espérou à l'EPF

Je profite de ce focus sur la Paillade pour annoncer une très bonne nouvelle – je ne sais pas si, Michaël [DELAFOSSÉ], en introduction, tu l'as annoncé, j'étais en retard. Le comité d'engagement de l'ANRU a donné son avis sur l'avenant et ce sont 49,3 millions d'euros supplémentaires que nous avons obtenus sur le projet Mosson. En juillet dernier, nous signions enfin la convention ANRU. Dès le mois de janvier, soit à peine 6 mois après, nous étions déjà devant le comité de l'ANRU pour présenter un projet plus riche, plus abouti, plus ambitieux, un projet qui répond au dysfonctionnement du site et aux fractures du territoire. Le

plan guide de l'équipe d'urbanistes Passagers des Villes n'a pas changé. Alors que le quartier à l'heure actuelle est tourné vers le Grand Mail, et donc tourne le dos à la Mosson et au Rieutord, la future articulation se fera autour de grands cours paysagers traversants, reconfigurant le maillage viaire et permettant une renaturation des espaces publics qui sont à l'heure actuelle très minéraux. Des connexions avec le reste de la Ville et les communes voisines sont créées, les polarités commerciales sont redessinées pour les rendre plus attractives et l'offre de loisirs sera reconfigurée et valorisée.

Les évolutions que nous avons apportées sont dans le détail, mais elles sont significatives. Dans le secteur Saint-Paul – qui est le point de convergence des quartiers des Hauts de Massane et de la Paillade – il y a la reconfiguration du centre commercial Saint-Paul et la création des Halles méditerranéennes. Nous avons aussi l'implantation du siège social d'ACM et de la SERM à Saint-Paul pour amener de nouveaux actifs dans le quartier. Au cœur du quartier nous avons la démolition de la résidence Font del Rey et les groupes scolaires qui sont repositionnés en lisière de quartier pour favoriser la mixité sociale avec de nouvelles écoles aux Gêmeaux et au sud du quartier.

Ce projet auquel nous croyons fortement va transformer efficacement et durablement l'image, la vie et le quotidien de ce territoire. C'est ce projet cohérent, cette conviction, cette équipe motivée que nous sommes qui ont convaincu l'ANRU de compléter l'aide financière. En plus des 89 millions d'euros déjà alloués sur le projet Mosson, c'est à hauteur de 49 millions qu'il y a une rallonge. Nous avons donc un total, uniquement pour la Paillade – je ne parle pas des Cévennes – de 138 millions d'euros d'aide et de prêt pour un montant d'investissement total sur le territoire de 540 millions d'euros. Je tenais à annoncer quand même la bonne nouvelle aujourd'hui. On a eu la réponse hier.

Monsieur le Président

Merci. Je mets aux voix. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 16 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE L'ECO-CIRQUE LIEU-DIT "RASTOUBLE" A MONTPELLIER - REMISE GRACIEUSE - APPROBATION

M. Laurent JAOUL entre en séance.

Mmes Véronique BRUNET, Clara GIMENEZ et Hind EMAD (avec le pouvoir de M. Roger-Yannick CHARTIER) sortent de séance.

Monsieur le Président

Convention d'occupation temporaire de l'Éco-cirque.

Coralie MANTION

Délibération 16, je m'y attarde car il faut saluer la démarche courageuse de la famille BOUGLIONE, car il n'est jamais facile de bousculer les traditions. Ces circassiens sont depuis des générations, près d'un siècle, des dompteurs. À la mort d'un de leurs tigres, ils se sont questionnés sur la vie qu'ils avaient donnée à leurs animaux. Ils se sont demandés « *devons-nous faire subir de nouveau cet enfermement ?* ». Ils ont fini par comprendre que les animaux n'avaient pas leur place dans une cage et qu'ils avaient été des exploiters plutôt que des protecteurs. Ça a été une remise en question de leur métier et l'Éco-cirque 100 % humain est né.

Les BOUGLIONE ont modernisé le cirque traditionnel pour en faire un spectacle éthique et responsable, car ils sont allés au-delà de la question du bien-être animal. Il y a eu la suppression des 40 camions qui transportaient le matériel et le chapiteau. Tout est désormais stocké dans des conteneurs transportables par train et par péniche. La suppression des groupes électrogènes polluants : ils se raccordent maintenant au réseau et au fournisseur Enercoop, fournisseur d'énergie 100 % renouvelable. Il y a eu une mise en place du tri des déchets. Donc nous sommes vraiment là dans une démarche globale de transition écologique.

Malheureusement, pendant la crise sanitaire, les représentations ont dû être réduites voire supprimées. L'Éco-cirque s'est trouvé en grande difficulté financière, donc nous vous proposons d'annuler la redevance de

12 600 euros relative à l'occupation temporaire du terrain de la Rastouble.

Monsieur le Président

Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 17 : AMENAGEMENT DURABLE - VILLE DE MONTPELLIER - MODIFICATION N°14 DU PLU DE MONTPELLIER - APPROBATION

Mmes Clara GIMENEZ, Hind EMAD (avec le pouvoir de M. Roger-Yannick CHARTIER), MM. Michel ASLANIAN (avec le pouvoir de Mme Maryse FAYE), Serge GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. Mohed ALTRAD), Hervé MARTIN (avec le pouvoir de Mme Agnès SAURAT), Cyril MEUNIER (avec le pouvoir de Mme Florence AUBY), et René REVOL entrent en séance

Monsieur le Président

Je vous propose, mes chers collègues, de passer à l'affaire 17, où Madame MANTION présente la modification importante du PLU de la Ville de Montpellier, 300 000 habitants. Après on fait une pause d'une demi-heure, pour reprendre l'examen des affaires sur lesquelles il y aura peut-être des interrogations ou des débats. Madame MANTION, vous avez la parole.

Coralie MANTION

Nous arrivons là à la dernière étape de la modification n°14 du PLU de Montpellier, la dernière avant le PLUi. Nous avons reçu un avis favorable du Conseil municipal, de l'État, du Conseil départemental et du commissaire-enquêteur récemment, à la suite de l'enquête publique.

Je vais faire quelques focus sur quelques points – je ne vais pas énumérer tous les points de modifications. Sur des grands projets structurants comme la mise en place du livre blanc pour le CHU, nous faisons une modification de hauteur qui va permettre la reconstruction de l'Institut des formations au sein de l'enceinte du CHU.

Un autre focus sur Med Vallée, parce que vous savez qu'il est important, pour limiter l'expansion urbaine et l'artificialisation des sols, de reconverter les sites des bâtiments existants. Nous faisons une modification sur l'affectation d'un bâtiment pour le cibler pour Med Vallée sur le secteur d'Agropolis.

Autre point : la mise en place d'un projet structurant sur la Paillade. Vous savez que le sud de la Paillade va être complètement redessiné pour recréer une polarité. C'est l'entrée du quartier, changer l'image de ce quartier avec de nouveaux bâtiments, la démolition de la tour d'Assas. C'est une modification apportée dans le PLU de Montpellier.

Après il y a plus de points qui se rapprochent du projet de la ville durable avec l'optimisation du foncier, pour développer aussi la ville nature : protéger les espaces et patrimoines végétaux, préserver les espaces de pleine terre. Tout ça rentre dans notre objectif de Montpellier, une ville durable, qui se prépare aux dérèglements climatiques. Avec un exemple précis : l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) que nous avons mise sur le site actuel de Montpellier Business School – vous savez qu'il va partir à Cambacérès – pour justement préserver les espaces verts à l'heure actuelle, créer des percées, pour pouvoir optimiser ces parcelles. Ville nature, mais aussi augmentation de la capacité de plancher des activités. Il y a la sanctuarisation évidemment du parc Montcalm, 23 hectares. Ce grand poumon vert, qu'il est primordial de préserver en cœur de Montpellier, on sait le besoin d'accès à la nature pour tous les habitants de la Ville.

Des emplacements réservés pour un groupe scolaire avenue Villeneuve d'Angoulême, très important pour augmenter notre capacité d'accueil des plus jeunes. Il y aura un groupe scolaire, une crèche et aussi un jardin partagé, pour créer ce lien entre les écoliers et les habitants du quartier.

Ensuite nous avons la servitude de mixité sociale, parce qu'il est important aussi de l'augmenter pour pouvoir accueillir les personnes qui ont des difficultés à se loger dans le parc privé. Nous avons abaissé le seuil

d'application de cette servitude de logements sociaux, qui avant était à 1 000 m² et maintenant est passé à 800 m². Un relèvement de la part de logements locatifs : on est passé maintenant à 33 % du nombre de logements sociaux, mais aussi 33 % de surface de plancher. C'est très important, parce que si on reste uniquement sur le nombre de logements, on ne peut se retrouver qu'avec des petits logements, et l'idée aussi c'est d'avoir de grands logements sociaux. Il introduit une chose qui n'existait pas avant, la création de logements abordables pour permettre aussi aux foyers modestes d'accéder à la propriété. En plus de cette servitude de logements sociaux, nous avons créé une servitude qui n'existait pas du tout, une servitude de logements de grande taille. À partir des opérations de 1 800 m², il y a obligation aux aménageurs, aux promoteurs, de mettre des grands logements, au moins 13 % de T4 et au moins un T5, puisqu'on sait que les familles, une fois agrandies, partent de Montpellier dans les communes limitrophes, et on sait l'importance d'avoir cette mixité, cette multiplication de foyers diverse au sein de la Métropole.

Et dernier point : la carte de périmètres desservis par la ligne de tramway qui a été remise à jour, pour justement diminuer la place de la voiture. Dans ce secteur, c'est une seule place de stationnement qu'il faut par logement, alors qu'à hauteur de ce territoire, ce sont deux places de stationnement par logement. C'est une diminution de la place de la voiture dans l'espace public et dans l'habitation pour un seul objectif : diminuer l'usage de la voiture et donc diminuer notre empreinte carbone.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame MANTION, pour ce focus sur la modification 14 du PLU, qui sera la dernière modification pour la Ville de Montpellier avant la révision très attendue du PLUi fin-2023, début-2024 – si on arrive à la fin-2023 ce sera très bien. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame JANNIN, Madame DOMBRE-COSTE. Madame JANNIN, vous avez la parole.

Stéphanie JANNIN

Merci beaucoup. Monsieur le Président, chers collègues. Je vais rajouter un petit point au focus et à cette présentation qui vient d'être faite. Il concerne le point n° 12 de cette modification de PLU, c'est-à-dire le devenir de la résidence Léonard de Vinci. La résidence Léonard de Vinci, aujourd'hui, c'est quoi ? C'est un ensemble de 72 logements situés dans le quartier du Millénaire, environ 250 habitants, de toutes les générations, y habitent pour la plupart depuis l'origine de sa construction il y a une trentaine d'années. La résidence Léonard de Vinci, ce sont des aménagements extérieurs simples, sans ostentation, mais où l'on vit très bien, une entraide et des relations de voisinage naturelles au quotidien qui reflètent une qualité de vie riche et une très belle cohésion sociale. C'est aussi un urbanisme et une architecture là encore simples, harmonieux, dans une échelle intermédiaire entre la maison individuelle et le logement collectif. Ce sont aussi des logements qui ont tous un bel espace extérieur, jardin ou large terrasse, une entrée individualisée, de petits espaces collectifs partagés où s'organisent les jeux d'enfants, les plantations faites en commun, les ateliers de bricolage ou les partages de repas. Bref, exactement ce que l'on cherche et que l'on peine parfois malheureusement à trouver dans la construction des nouveaux quartiers et des nouvelles opérations immobilières.

Alors je me pose une question : pourquoi donc vouloir démolir la résidence Léonard de Vinci ? Nous venons de voter le plan climat, dans lequel vous avez conforté en priorité n° 1 la rénovation thermique des logements. Vous avez tout à fait raison de le faire, car cela va être un enjeu central des politiques publiques pour les 20 ans à venir – et d'ailleurs ça l'est déjà. Vous annoncez dans ce plan climat que nous venons de voter l'objectif de « *massification de la rénovation thermique* », avec un objectif de 13 500 logements rénovés d'ici la fin du mandat. Mais vous le savez, toute la complexité de la rénovation thermique des logements réside dans la difficulté de mener une politique publique qui dépend d'une décision privée, en l'occurrence celle de la copropriété de s'engager ou non dans ces travaux. La résidence Léonard de Vinci, c'est une construction qui a 30 ans. Il serait donc tout à fait logique écologiquement de la rénover, et ainsi de participer à la massification de la rénovation des logements sur notre territoire. D'ailleurs si ce n'est pas le bailleur social de la Collectivité qui impulse ce type de politique publique, qui donc le fera ?

Par ailleurs, si je me réfère à vos annonces en matière d'urbanisme, vous souhaitez rompre avec ce que vous appelez « *l'urbanisation à la parcelle* », c'est-à-dire le principe de démolir un groupe de maisons pour faire de la spéculation foncière et immobilière en construisant en lieu et place un immeuble. Très bien. Mais pourtant c'est exactement ce que vous proposez de faire pour Léonard de Vinci : démolir des maisons existantes où vivent des personnes depuis 30 ans pour la plupart, pour construire un immeuble à R+6, puisque c'est cette autorisation de hauteur importante qui est stipulée dans la modification de PLU dont nous parlons. Si je comprends bien, globalement, l'idée c'est de lutter contre la spéculation foncière dans le diffus, sauf si

celle-ci se fait au bénéfice d'ACM.

Alors je me pose toujours la question : pourquoi donc vouloir démolir cette résidence ? Je crains de devoir comprendre que cette démolition s'inscrit dans une stratégie plus large de valorisation du patrimoine foncier et immobilier occupé d'ACM, dans une approche strictement comptable et spéculative. Dans ce cas, il faudra nous parler de cette stratégie de valorisation foncière de nature à largement modifier le modèle d'ACM. Pour ma part, je ne crois fondamentalement pas que le rôle d'un bailleur social soit de faire de la spéculation foncière sur ses terrains, tel un promoteur immobilier privé finalement, ceci en déplaçant les locataires dans son parc immobilier un peu comme des pions. Tout cela est alarmant. Aujourd'hui, Léonard de Vinci, pour optimiser le patrimoine et spéculer, et demain quelle autre résidence, puis quelle autre, puis quelle autre ?

Alors je voterai donc contre cette délibération sur la modification du PLU, en vous demandant s'il vous plaît de renoncer à ce projet de démolition-spéculation, et en engageant à la place une rénovation thermique des logements avec le maintien des locataires en place. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame DOMBRE-COSTE.

Fanny DOMBRE-COSTE

Merci, Monsieur le Président. En tant que Première Adjointe au Maire de Montpellier, je veux souligner quelques points de cette affaire, qui semble très technique de prime abord, mais qui en réalité dessine la vision que nous avons pour Montpellier depuis maintenant un an et demi, et qui a été très justement exprimée par la Vice-Présidente. Elle traduit également un changement important dans la façon dont nous souhaitons construire et aménager notre Ville de 300 000 habitants, particulièrement après ces deux années éprouvantes de crise sanitaire, qui ont profondément changé la relation des habitants à leur logement et à l'espace public. Cela se traduit par une demande de plus d'espaces verts de proximité – c'est la raison pour laquelle nous sanctuarisons les 23 hectares du parc Montcalm – mais aussi par des demandes de logements plus grands – et c'est pour cette raison que nous introduisons cette nouvelle servitude, pour construire et produire plus de T4 et de T5. Nous voulons ainsi accompagner toutes les familles pour qu'elles puissent disposer dans Montpellier d'un parcours résidentiel adapté à leurs besoins.

Particulièrement conscients des problématiques du mal logement – encore démontré récemment par le rapport annuel de la Fondation de l'Abbé Pierre – nous renforçons également par cette modification les dispositions relatives à la servitude de mixité sociale. Nous relevons ainsi dans les programmes la part de logements sociaux et introduisons une exigence spécifique de création de logements abordables. Ces seuils seront plus importants encore dans les quartiers prioritaires.

Mais l'Adjointe en charge de l'Education que je suis ne peut que se féliciter que soit rendue possible par cette délibération l'implantation d'un groupe scolaire dans le quartier Croix d'argent, parce que nos écoles sur ce territoire de l'ouest montpellierain sont totalement congestionnées aujourd'hui par manque d'anticipation des besoins sur ce territoire, sur lequel il y a eu énormément de constructions. Ce n'est pas une seule école qui va être construite dans les années à venir sur ce secteur-là – ça montre la demande d'anticipation – ce sont bien deux écoles, puisqu'il y a l'école Croix d'argent, mais il y aura également l'école sur la ZAC Saint-Roch.

Par ailleurs, cette modification enfin nous permet – comme vous l'avez très justement dit Madame la Vice-Présidente – d'avancer concrètement sur les nombreux projets structurants du territoire à l'échelle de la Métropole : la réalisation du livre blanc du CHU récemment doté par l'État d'une enveloppe de 250 millions d'euros, le projet ambitieux de Med Vallée, mais aussi la rénovation urbaine du quartier de la Mosson, qui a été intensifiée dans son projet et surtout accélérée dans son délai, avec une enveloppe de 50 millions d'euros.

Vous l'avez compris : pour la majorité municipale de Montpellier que j'ai le plaisir de représenter ce matin, cette modification a été extrêmement attendue, sa concrétisation est une excellente nouvelle. Nous mettons en œuvre par des actes concrets la Ville que nous voulons pour demain, une Ville plus résiliente, plus solidaire, mais tout aussi ambitieuse en matière d'urbanisme et de développement économique. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame DOMBRE-COSTE. Je vais vous répondre sur Léonard de Vinci, dont tout à l'heure des résidents locataires s'étaient manifestés. Ils sont d'ailleurs reçus en ce moment même.

D'abord, ce dossier-là, un certain Président d'ACM – qui n'était pas Michel CALVO, mais son prédécesseur – et son Directeur général – qui s'étaient illustrés par une manière assez injuste de distribuer les masques à l'échelle de la Métropole, dont il avait la responsabilité du parc social – avaient engagé ce projet. Ce sont leurs plans. L'enjeu pour la résidence Léonard de Vinci, c'est qu'il n'est plus conforme au futur décret dit « *tertiaire* », c'est-à-dire la rénovation thermique et c'est sur la base des plans initiés auparavant que nous travaillons. Là il y a discussion avec l'ensemble des locataires.

Ensuite dire que le bailleur public ACM « *spécule* » ou que les gens qui vivent dans le parc social parfois « *sont traités comme des pions* » : attention aux mots. Enfin heureusement qu'à travers l'opération ANRU – dont Madame MANTION a très justement rappelé les grands enjeux – nous travaillons pour du relogement. Il y a des endroits, il faut dire les choses, où la dépréciation foncière, du cadre de vie, elle est totale. Au pied de la tour d'Assas où il y a eu une fusillade, quand vous y alliez le lendemain, tout le monde, pour de bonnes raisons, a envie de partir. On y serait, on voudrait partir. Donc on accompagne, on dialogue, on construit du projet. Je veux ici en profiter pour remercier tous les maires qui accompagnent ces stratégies de relogement, qui ne sont pas simples et qui nécessitent qu'on dialogue. Il ne s'agit pas de pions ! Il y a des propositions, il y a de l'accompagnement, tout comme là, avec la résidence Léonard de Vinci, il y a dialogue.

Après, c'est vrai, il faut refaire la ville sur la ville, la grande doctrine et la grande exigence du territoire qui connaît la plus forte croissance démographique en France, c'est de travailler sur du réinvestissement urbain. Les maires, nous avons collectivement ce dialogue, qui est dur, parce que ça fait 40 ans qu'on procède par extension. Tous, les uns les autres, nous essayons de changer de paradigme, et ce n'est pas simple, parce qu'ici il y a des opérations engagées, là on a une pression. Quand même, on a vu un envol des prix, qui n'est pas spécifique à la Métropole. Les attentes de logements sont les priorités de nos administrés. En même temps on essaie de changer ce paradigme et donc dire qu'ACM veut spéculer... Enfin, ce bailleur social historique, qui assume ses missions de manière forte, je crois que c'est sans doute la position d'opposition qui conduit à manquer de nuance sur le sujet.

Il y a dialogue avec les locataires de Léonard de Vinci. Il y a un projet dont nous héritons et sur lequel il ne faut pas tout jeter de ce qui a été fait de par le passé – ça, c'est trop simple. Là on a un enjeu, c'est la rénovation thermique. C'est vrai que c'est possible de réaliser un peu plus de logements sociaux. Tout le monde sait ici qu'on a besoin du logement social. Je ne crois pas d'ailleurs que les locataires de la résidence Léonard de Vinci soient hostiles au logement social, en tout cas j'en suis même convaincu. Donc nous travaillons.

Après, Madame JANNIN, l'urbanisation à la parcelle, c'était presque 60 % de la production immobilière sur la ville-centre. Pour beaucoup de collègues maires ici – souvent, ils le décrivent – des promoteurs qui viennent voir des personnes âgées en faisant flamber les prix d'acquisition et du foncier, pour ensuite avoir des prix de sortie. On essaye, à travers cette modification-là, de commencer à corriger cela. C'est l'exemple très emblématique de l'OAP sur la parcelle Sup de Co, avec un projet, porosité, protection des espaces verts existants, et puis un peu de désimperméabilisation – je parle sous le contrôle de Madame MANTION – et en même temps réceptacle de logements dans un territoire de projets. Voilà comment on essaye de travailler.

Ce qui est vrai, c'est que la villa détruite et d'un seul coup – comme rue de la Figueras, rue Monsieur-Teste ou avenue Louis-Ravas – un immeuble collectif, qui était souvent un immeuble d'investisseurs Pinel où c'était du T3 à 59 m², avec mais tous les collègues maires, nous essayons d'agir là-dessus. Ce sera une des orientations du PLUi, et d'ores et déjà des modifications de PLU de Montpellier. Je remercie les collègues des autres communes d'accepter ce débat sur la ville-centre, mais quand on introduit une servitude de mixité sociale, ça permet d'accroître la production de logement social, c'est demain l'office foncier solidaire qui va être effectif d'ici deux mois et qui va être un outil très précieux pour aider les classes moyennes à accéder à la propriété. C'est un outil qui, dans le dialogue avec tous les maires, a eu beaucoup de répondant et sur lequel nous pouvons fonder beaucoup d'espoir – mais on fera un point global politique du logement.

Et puis c'est une réponse. Vous savez, il y a une question qui nous a tous été posée : « *c'est quoi la ville d'après Covid-19 ?* » Madame DOMBRE-COSTE a répondu : c'est une ville d'espaces publics, d'espaces verts, où on essaie d'agir tout en conciliant les objectifs de logements. Mais dans la production de logements, dans la ville de la Covid-19, nous avons vu des logements extrêmement étroits, qui est la ville héritée, et il s'agit de ne rejeter la faute à personne, ça s'est passé comme ça. Eh bien là nous créons une servitude de mixité de grands relogements, pour faire en sorte que des familles puissent continuer à rester dans la ville-centre et ne soient pas obligées de se déplacer très loin en périphérie, pas chez les collègues de la Métropole mais au-delà. C'est un élément important de cette modification.

Alors j'espère que vous nous soutiendrez. Ça donne des orientations de ce que sera le PLUi futur – dont je veux saluer ici encore une fois l'engagement des maires. Ce n'est pas simple, parce que notre territoire est celui qui connaît la plus forte croissance démographique, mais il faut aller vers le réinvestissement urbain. Nous lancerons le moment venu un projet de territoire pour travailler ces sujets, parce qu'il faut que nous identifions les futurs gisements fonciers à venir, et dans tous les cas il faut qu'il y ait des plans, qu'il y ait des stratégies pour limiter l'urbanisation à la parcelle.

Quant aux locataires de la résidence Léonard de Vinci, ils sont reçus en ce moment même. Michel CALVO est très mobilisé sur ce sujet, il y aura dialogue. Si on pouvait éviter « *tout est bien, tout va bien* », oui, il y a des choses formidables qui existent, les gens ne sont pas des pions, on ne traite pas les gens de la Mosson comme des pions, on essaie de les reloger. Merci d'acquiescer en donnant acte de cela, Madame JANNIN. Merci. ACM n'est pas un opérateur de spéculation foncière, c'est un opérateur de solidarité territoriale. Tous les gens qui rentrent chez ce bailleur savent l'effort qui collectivement est accompli. Je pense, je crois que vos propos relevaient plus d'une maladresse que d'une conviction, et je vous en donne acte si tel est le cas.

Je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 5 voix

Ont voté contre : Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

Monsieur le Président

Je vous propose de lever la séance pour 30 minutes, en vous remerciant. Il y a un petit buffet.

Monsieur le Président propose une interruption de séance à 13h20.

La séance est suspendue.

Mme Michèle CASSAR quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Joël VERA.

Mme Fanny DOMBRE-COSTE quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Michaël DELAFOSSE.

Mme Clara GIMENEZ quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Serge DESSEIGNE.

Mme Stéphanie JANNIN quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

M. Boris BELLANGER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Véronique BRUNET

M. Christophe BOURDIN quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Christian ASSAF.

M. Michel CALVO quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Véronique BRUNET (le pouvoir de Mme Nicole MARIN-KHOURY accordé à M. Michel CALVO est annulé).

M. Abdi EL KANDOUSSI quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir de M. Philippe SAUREL accordé à M. Abdi EL KANDOUSSI est annulé).

M. Jean-Noël FOURCADE quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Bernard MODOT.

M. Sophiane MANSOURIA quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Mikel SEBLIN.

M. Jean-Luc SAVY quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Marie-Delphine PARPILLON.

Monsieur le Président propose la reprise de la séance à 13h50.

La séance reprend.

Monsieur le Président

Mes chers collègues, nous allons pouvoir reprendre, on a le quorum pour délibérer, on peut reprendre nos travaux. La séance est rouverte.

AFFAIRE N° 18 : AMENAGEMENT DURABLE - AVIS SUR LE PROJET DE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES D'OCCITANIE (SRC) - AVIS FAVORABLE SOUS RESERVE - ÉMISSION

Monsieur le Président

Affaire 18, sur le Schéma Régional des Carrières (SRC) d'Occitanie. Madame MANTION.

Coralie MANTION

Le Préfet de la Région sollicite l'avis de la Métropole sur le projet de schéma régional des carrières d'Occitanie. Il vise à définir les conditions générales d'implantation des carrières, les orientations en matière d'utilisation rationnelle et économe des ressources minérales primaires, les orientations relatives à la logistique, les mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts de l'activité. Les ressources minérales sont à l'heure actuelle indispensables au marché du BTP (c'est 86 % de la production de matériaux en région), mais elles doivent faire l'objet d'une exploitation raisonnée en limitant leur impact sur l'environnement (biodiversité, agriculture, paysage, eau, etc.) et sur le cadre de vie (poussière, bruit, qualité de l'air). L'Occitanie compte 491 carrières et consomme jusqu'à 40 millions de tonnes de granulats, soit entre 6 et 7 tonnes par an et par habitant, ce qui n'est vraiment pas négligeable. Au sein de la Métropole, nous avons quatre communes qui accueillent des carrières (Villeneuve-lès-Maguelone, Pignan, Castries, Beaulieu).

Le SRC a établi plusieurs scénarios au regard des différents critères (croissance démographique, grands projets, ligne à grande vitesse, route, évolution des modes de construction, etc.). Le scénario retenu intègre les objectifs du plan régional de prévention et de gestion des déchets, qui vise à valoriser 80 % des déchets inertes en sortie de chantier à partir de 2025, mais préconise quand même l'extension ou la création de carrières pour couvrir les besoins régionaux qui sont estimés à 15 millions de tonnes en 2031. Un petit bémol que nous mettons à cette analyse : nous trouvons que le recours aux matériaux alternatifs ne semble pas avoir été suffisamment développé, en particulier le bois, sachant que l'Occitanie est la deuxième région forestière de France, et l'emploi de la terre crue sur site aussi, qui n'a pas été développé dans l'analyse.

Les orientations du SRC sont : un, vers un approvisionnement économe et social ; deux, valoriser le recours aux ressources secondaires, recyclage des matériaux de chantier ; trois, favoriser une remise en état concertée et adaptée des lieux après exploitation ; quatre, recourir à une offre de transport à moindre impact sur l'environnement ; cinq, mettre en place une gouvernance de schéma régional des carrières sur la région neutre et représentative des différents acteurs ; et dernier point, respecter les enjeux environnementaux du territoire. Sur ce point-là, le projet de SRC définit trois niveaux de sensibilité environnementale avec des orientations associées. Le niveau un : les réserves naturelles nationales de type l'Estagnol, par exemple à Villeneuve-lès-Maguelone, interdisent strictement les nouvelles carrières dans ces espaces. Le niveau 2 : des espaces naturels sensibles, réserves de biodiversité ; nous avons un principe d'incompatibilité et cela nécessite pour les porteurs de projets de se rapprocher des gestionnaires des espaces concernés. Le niveau 3 : la zone Natura 2000 ou les Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), où il y a uniquement une précaution particulière en lien avec les gestionnaires des espaces concernés. C'est là notre bémol, parce qu'il ne nous paraît pas acceptable que les zones Natura 2000 et ZNIEFF soient classées en niveau 3 seulement, alors qu'elles sont intégrées dans le schéma régional de cohérence écologique pour définir la trame verte et bleue à l'échelle régionale.

Ce que nous proposons, c'est que la Métropole donne un avis favorable, mais sous réserve : un, de la réévaluation du potentiel de ressources secondaires et alternatives ; deux, la précision sur des granulats d'intérêts particuliers ; et trois, que les orientations relatives aux zones à enjeux environnementaux de niveau 2 s'appliquent également aux zones de niveau 3 de type Natura 2000 et ZNIEFF.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Allez-y.

Bernard MODOT

Bonjour. Je voulais intervenir, je suis déjà intervenu lors de la préparation en Commission. Je vais donner un exemple très précis pour étayer mon propos : vous avez à la Céreirède, côté Montpellier, une usine à béton, et juste à côté récemment a été implantée une station de concassage. Autant on ne peut être que pour la réutilisation des matériaux, autant quand on habite à côté d'une station de concassage c'est une catastrophe au niveau poussière. Nous sommes une Métropole en train de mettre en place une ZFE, un plan climat, pour améliorer la qualité de l'air, et ainsi de suite, on ne peut pas accepter de voir cette poussière envahir l'aire

hôtelière à côté, les maraîchers et les habitants. Ce quartier a connu l'A709, qui était un chantier exemplaire – pourtant en plein été – où Vinci arrosait et où les maraîchers ne subissaient pas les poussières qu'ils subissent actuellement avec cette usine de concassage. Quand je vois qu'il faut favoriser l'implantation de ces éléments au plus près de la production, la station de concassage de la Céreirède, mais je parle pour toutes les autres communes, il va falloir bien réfléchir aussi à protéger les habitants d'à côté, avec l'air qu'ils respirent.

Petite histoire : j'ai bu l'apéritif pas loin de là. Mon hôte avait bien nettoyé le jardin, c'était agréable, mais on n'avait pas fini le premier verre de pastis que déjà il fallait repasser l'éponge sur la table. Pour vous montrer comment, là, on détruit un modèle social quand même important.

Coralie MANTION

Oui, vous avez raison. Quand on dit au plus près des lieux de construction, ce n'est évidemment pas d'aller chercher des pierres dans les carrières d'Italie. L'idée vraiment de rester local, dans la région, et de ne pas aller chercher à l'autre bout de la France ou à l'autre bout de l'Europe pour se fournir. Evidemment, quand même, l'objectif c'est vraiment de développer les matériaux alternatifs de type bois, terre crue sur site, etc.

Bernard MODOT

(Début d'intervention hors micro) ...il faut être très précis là-dessus, et le document ne le porte pas. Je l'ai fait remarquer en Commission.

Monsieur le Président

Je parle à Madame MANTION qui suit ça : on va le rajouter. C'est sûr qu'il y a des activités dans les milieux très urbains, dont la Céreirède fait partie. La question se pose.

Je voudrais, puisqu'on parle de la Céreirède, Monsieur le Maire de Lattes, Mesdames et Messieurs les élus – je ne sais pas si Madame la Députée est encore là – saluer vraiment le travail qui a pu être mené avec les riverains. On les a rencontrés, il y a eu un échange très important sur une décision qui n'était pas la plus simple, et je veux ici saluer leur écoute, leur force de proposition pour réussir le projet. Nous tiendrons nos engagements sur un certain nombre d'aménagements pour accompagner le dernier maraîcher de Montpellier, le plus ancien. Il y a un certain nombre de choses qui ont été abordées, mais je tenais à vous le dire sur ce sujet, en profitant de votre intervention.

Monsieur le Maire, mais rapidement.

Cyril MEUNIER

Très, très, très rapidement, je voulais également féliciter le collectif des riverains qui a su garder mesure, qui a même eu une gestion plus qu'humaniste de la chose. Ils sont même allés rencontrer les Roms dans leurs conditions de vie.

Monsieur le Président

Ils ont visité le bidonville de Celleneuve.

Cyril MEUNIER

Ils sont allés les rencontrer pour faire leur connaissance et leur expliquer pourquoi ils avaient pris position sur un certain nombre de choses. Merci à eux. Merci également à vous-même pour l'écoute qui a été la vôtre, Président. Parce que ce n'est jamais simple à tenir, il y a une personne qui a été une cheville ouvrière, qui est votre Directeur de cabinet à la Ville de Montpellier, Grégory BOZONNET, qui a été remarquable également dans la tenue de ces discussions. C'est toujours simple de renvoyer l'écho de la réussite aux élus, mais il faut reconnaître à Grégory [BOZONNET] qu'il a été remarquable dans le maintien de la discussion, même dans les moments les plus difficiles.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire, pour vos propos. Il y aura comme promis un plan un peu global d'aménagement de la Céreirède, qui permettra de poser une stratégie d'ensemble sur cet espace-là. On aura l'occasion d'y revenir. Mais merci beaucoup, Monsieur le Maire, de vos propos.

Je propose de passer aux voix, en prenant en compte la remarque qui vient d'être formulée. Avis favorable avec les réserves dûment énoncées par Madame MANTION et vous-même. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 19 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS - CONCESSION D'AMENAGEMENT ODE A LA MER - AVENANT N°7 A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SA3M - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Patricia MIRALLES et M. Julien MIRO entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 19. Madame MANTION.

Coralie MANTION

Ode à la mer est un des projets phares de la Métropole, emblématique de la volonté de reconstruire d'abord en priorité la ville sur la ville, de recycler des territoires déjà bâtis et de contribuer activement à la transition écologique à l'heure de l'urgence climatique, qui impose de limiter l'étalement urbain et l'artificialisation des sols. C'est une vaste zone commerciale conçue pour et autour de la voiture qui va muter vers un urbanisme plus mixte, plus compact et plus dense, autour des stations de la ligne 3 de tramway. C'est un vrai défi urbain, car ce sera la première opération à atteindre la Zéro Artificialisation Nette (ZAN) des sols. Cette opération d'aménagement vertueuse sur le plan environnemental intègre la restauration des continuités hydrauliques et de biodiversité, et donc la démolition des bâtiments existants sur la zone commerciale du Fenouillet. Nous avons acquis récemment plusieurs locaux commerciaux sur la Commune de Pérols, dans l'attente de leur démolition dans le cadre de la renaturation du site. Nous souhaitons confier la gestion de ces biens à l'aménageur la SA3M, pour la perception des recettes de loyer et des charges auprès des locataires, l'entretien, la gestion et la maintenance incombant aux propriétaires desdits immeubles. C'est l'objet de cet avenant de la concession mis au vote que je vous propose d'approuver.

Monsieur le Président

Merci, Madame MANTION. Y a-t-il des demandes de prises de parole sur le sujet ? Je vous propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Je me permets juste d'indiquer que, dans le cadre du MIPIM, nous avons rencontré les propriétaires de Auchan pour évoquer la mutation de cette parcelle, cette immense nappe de parking et ce grand centre commercial, et que nous essayons d'avancer pour aller dans les principes qui ont été posés à l'instant de désimperméabilisation et de transformation de ces espaces. On est plutôt au départ, on aura l'occasion d'y revenir.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 20 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE PEROLS - BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE A LA MODIFICATION DE LA ZAC ODE ACTE 1 - MODALITES DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE - APPROBATION

Mme Hind EMAD (avec le pouvoir de M. Roger-Yannick CHARTIER) entre en séance.

M. Stéphane CHAMPAY sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 20. Monsieur ASSAF.

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Président. Dans cette affaire n° 20, qui concerne le bilan de la concertation ZAC Ode acte 1, à la fois pour des raisons de fond et des raisons de forme, il convient que ce soit le Vice-Président au Sport qui soit en charge de rapporter ce rapport, puisque cela touche essentiellement à la question du stade. Cette concertation s'est menée en parallèle à la concertation qui était menée par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) concernant le projet du stade Louis-Nicollin. S'agissant de ce rapport, qui se compose, vous l'avez vu, en deux parties, il s'agit d'abord d'établir le bilan de la concertation préalable, et ensuite de fixer les modalités de la participation du public qui va se poursuivre jusqu'à la création de la ZAC.

Donc établir un bilan. Je rappelle que cette concertation s'est déroulée de la fin août-2021 à février-2022, selon des modalités qui avaient été précisées en Conseil de Métropole le 28 juin 2021. Elles s'articulaient autour de trois points : un dossier comprenant entre autres une notice explicative, les états initiaux et des registres destinés à recueillir les observations du public qui a été mis à disposition dans l'enceinte même de l'Hôtel de Métropole, dans les Mairies de Lattes et de Pérols, et qui a également été mis en ligne sur internet. Ensuite, une réunion publique s'est déroulée le 31 août 2021, couplée comme je le disais avec celle concernant la concertation liée au projet de stade. Le public a pu, en plus des registres à sa disposition à la Métropole et dans les Mairies de Lattes et Pérols, adresser ses observations et propositions écrites durant toute la durée de la concertation par voie postale et par courrier électronique. Si on peut regretter que seulement 17 contributions ont été recueillies, il faut les mettre au regard des 450 qui ont été enregistrées dans le cadre de la concertation liée au stade et qui avaient obtenu d'ailleurs des réponses dans le rapport rendu public par les garantes de cette concertation.

Les préoccupations exprimées lors de cette concertation rejoignent celles qui ont été exprimées d'ailleurs lors de la concertation liée au stade, et elles peuvent se classer en sept thématique : le choix du site d'Ode pour le stade, les conditions de circulation et de stationnement, la tranquillité, la préservation des paysages et de la biodiversité, l'inondabilité, les surfaces commerciales et les dépenses afférentes aux aménagements publics. Des réponses, vous l'avez vu, ont été apportées dans la présente délibération. Je vous renvoie aux pages 4 à 7 de la délibération. D'autres réponses complémentaires seront apportées dans le cadre des études qui se poursuivent, et notamment dans l'étude d'impact de la ZAC, qui sera finalisée prochainement tenant compte des observations et remarques issues de cette concertation.

Enfin, s'agissant des modalités, les modalités suivantes sont proposées, vous l'avez vu : mise à disposition de l'étude d'impact finalisée, de l'avis de l'autorité environnementale et du présent bilan de la concertation, pendant 30 jours sur le site de la Métropole, avec recueil des avis du public.

Voilà concernant ce que l'on pouvait dire assez rapidement sur cette délibération n° 20.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur MEUNIER, Monsieur RICO.

Cyril MEUNIER

Rapidement, la Commune de Lattes va évidemment s'abstenir, car nous émettons encore un certain nombre de doutes quant à la pertinence de l'implantation du stade Louis-Nicollin à cet endroit. En particulier pour des raisons de sécurité et de gestion des flux, qui vont considérablement compliquer la vie des Lattois et des personnes qui iront dans les zones commerciales tout autour. Nous nous abstenons et nous demandons de nouveau à ce que le contournement nord et le pont au-dessus du Lez soient immédiatement mis en œuvre en matière d'étude et de réalisation pour pouvoir permettre à ce qu'Ode, dans sa globalité, stade inclus, puisse fonctionner. L'idée est de permettre d'utiliser les différents services et les différentes prestations qui seront à l'intérieur et intégrer les nouveaux habitants qui viennent dans le projet d'Ode à la mer, sans pour cela complètement scléroser la circulation est-ouest/ouest-est au sud de la Métropole. Nous nous abstiendrons tous les 4, puisque Jean-Noël FOURCADE se joint à nous sur ce vote.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Pérols, Jean-Pierre RICO. Et Madame MIRALLÈS, pardon.

Jean-Pierre RICO

Concernant cette affaire, la Ville de Pérols, bien évidemment, a pris acte de la modification du projet et du remplacement du projet de centre commercial par le stade Louis-Nicollin. Je tiens à saluer la qualité de la

concertation préalable qu'il y a eu. Je salue également l'ensemble des contributions et les réponses qui ont été apportées au cours des séances. Réponses qui ont été apportées par le Vice-Président de la Métropole mais également par les équipes de Nicollin et de la SA3M. Je salue également le bilan de la concertation tel qu'il a été rédigé. Si vous le lisez en détail, vous verrez que c'est ça a été relativement poussé. La Ville de Pérols est favorable à la poursuite de ce projet.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire Madame MIRALLÈS.

Patricia MIRALLÈS

Merci, Monsieur le Président. Très court. Bien évidemment que je soutiens ce projet, et je me joins à Monsieur MEUNIER et aux élus de Lattes sur la vigilance que nous devons avoir autour de ce stade et de la circulation. Merci.

Monsieur le Président

Merci. Je mets aux voix. Oui, Madame MANTION.

Coralie MANTION

Juste préciser que les Ecologistes voteront contre cette délibération. On ne va pas revenir dessus, puisqu'on a expliqué plusieurs fois notre position. Nous voterons contre le choix de la ZAC pour implanter le stade.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. C'est une conviction connue. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Je voudrais préciser qu'après ce processus de concertation, Laurent NICOLLIN – le club est porteur de ce projet, il s'agit d'un stade 100 % privé – travaillera encore quelques semaines et nous aurons l'occasion de nous exprimer sur le calendrier de réalisation de cet équipement sportif, et auquel sera adossé le projet de musée Louis NICOLLIN, qui sera un élément très important aussi du dispositif.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 13 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. René REVOL, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : Mme Florence AUBY, M. Jean-Noël FOURCADE, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 21 : AMENAGEMENT DURABLE - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°7 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE PEROLS - DISPENSE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Monsieur le Président

Affaire n° 21. Il s'agit de Pérols. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Monsieur le Maire ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 22 : AMENAGEMENT DURABLE - PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA) DU CHATEAU DES EVEQUES DE MONTPELLIER ET DE SON PARC - COMMUNE DE LAVERUNE - AVIS

Monsieur le Président

Affaire 22. Projet de périmètre aux abords du château des Évêques de Montpellier et de son parc sur la Commune de Laverune. Pas de prise de parole particulière ? Pas de question auprès de Madame la Vice-Présidente ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 23 : AMENAGEMENT DURABLE - REALISATION D'UN GIRATOIRE SUR LA RM5 - DEMANDE D'OUVERTURE CONJOINTE DE L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENQUETE PARCELLAIRE - COMMUNE DE PIGNAN - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 23. Commune de Pignan. Demande d'ouverture pour une enquête publique. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 24 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - OBJECTIFS ET MODALITES DE CONCERTATION PREALABLE AU TITRE DE L'ARTICLE L.103-2 DU CODE DE L'URBANISME DANS LE CADRE DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU POUR LA REALISATION DES ACCES MULTIMODAUX AUX FUTURS LYCEE ET HALLE DE SPORTS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 24. Il s'agit, sur la Commune de Cournonterral, de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) valant mise en conformité du PLU de la Commune de Cournonterral, dans la perspective de la réalisation annoncée de longue date du lycée à l'ouest de la Métropole sur la Commune de Cournonterral. Monsieur le Maire ?

William ARS

Cette délibération est l'occasion d'évoquer le sujet du lycée et d'une certaine façon de réagir à un article paru dans *La Gazette*, qui finalement attribue le retard de ce lycée au renouvellement des équipes métropolitaines et communales. Ce que je veux souligner à cette occasion, c'est que cette délibération illustre que nos équipes travaillent d'arrache-pied, en synergie, depuis le début sur la question du lycée et tous les sujets. Simplement rappeler quand même que la Région investit 45 millions d'euros sur cet équipement. La Métropole sur les mobilités, et la question notamment du terminus intermodal, investit jusqu'à 7 millions d'euros, que la Commune, entre les acquisitions foncières, la réalisation d'un gymnase et les mesures compensatoires est autour de 7 millions d'euros d'investissements aussi.

Alors si on doit rechercher des responsabilités sur ce retard, si on peut les lier sans doute à la crise de la Covid-19 qui n'a pas facilité le travail de nos équipes, mais surtout à nos prédécesseurs qui n'avaient pas fait le travail. Je suis désolé, quand j'ai été élu, le foncier n'était pas acquis pour l'assise de ce lycée, donc c'est quelque chose qui a dû être engagé et c'est aujourd'hui en passe d'être complètement réalisé. Je tenais à le souligner, parce qu'effectivement on a une délibération qui montre bien que nos équipes travaillent et se rencontrent régulièrement, qu'elles travaillent en synergie, que les trois collectivités sont très investies sur un dossier qui est d'une complexité rare, qui comporte des contraintes environnementales et hydrauliques notamment et que ça n'est simple pour personne, mais il fallait préciser que les responsabilités ne sont pas là où on a voulu les poser.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Madame RIBOT.

Catherine RIBOT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Ce projet, sur la Commune de Cournonterral, envisage la construction d'un lycée, d'un gymnase, d'une station multimodale et des travaux de voirie. Nous ne nions pas les besoins de création d'un établissement scolaire supplémentaire sur l'ouest de la Métropole mais l'emplacement choisi pose réellement problème. Alors que le déclin de la biodiversité n'est plus à démontrer, et qu'il doit être enrayeré, ce projet s'implante en zone Natura 2000. Ces sites Natura 2000 sont désignés pour protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatives de la biodiversité européenne. Ce projet doit donc être repositionné dans un secteur sans enjeu environnemental. Par ailleurs, alors que la future ligne 4 bus-tram desservira la Commune, ce ne sont pas moins de quatre parkings qui sont prévus : un parking pour la piscine, un parking pour la salle de sport, un pour les tennis, un pour le lycée. Cette multiplication de parkings ne répond absolument pas au « choc des mobilités » voulu par la Métropole. De plus, la programmation n'est pas optimale. La mutualisation des équipements sportifs doit être questionnée pour diminuer le coût pour les différentes collectivités et pour diminuer l'artificialisation des sols. Ce sont environ 12 hectares de terres agricoles qui vont être détruits. Il est donc primordial, à l'aune du dérèglement climatique, de revoir ce projet de bout en bout, programme et emplacement, pour diminuer l'empreinte environnementale. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Madame RIBOT. Monsieur le Maire va apporter quelques éléments de réponse.

William ARS

Oui, tout à fait. Simplement vous rappeler qu'effectivement ce projet a été décidé en 2015 ou 2016, que ça répond à un besoin extrêmement urgent des lycéens d'un territoire qui va des portes de Montpellier jusqu'à Sète, très clairement. Aucun lycée n'est positionné à l'ouest de Montpellier, et là nous réparons. Je dis « nous » parce que c'est nous qui sommes dans l'action désormais, nous réparons une injustice criante pour la jeunesse de ce territoire. Le site qui a été choisi ne l'a pas été par nous, mais quand même, quelques précisions techniques. Le parking de la piscine, il existe déjà ; donc il n'y a pas de création de parking supplémentaire. Pour ce qui est de la mutualisation, ça sera largement envisagé puisque de toute façon, au-delà de l'utilisation par les lycéens, cet équipement, dont le gymnase, sera à disposition de toutes les associations du territoire. Évidemment les associations de notre territoire de proximité, mais ce sont les populations de tout un territoire qui vont profiter de cela. Pour ce qui est des mobilités, les choses n'ont pas changé. Certes, c'est un territoire qui, en son temps – on ne va pas réécrire l'histoire en permanence – s'est vu promettre le tram. On a aujourd'hui une solution qui nous est apportée dans des délais extrêmement courts, solution sur laquelle je le rappelle, je n'ai jamais varié là-dessus à Cournonterral, mais nous avons deux points de vigilance sur les voies dédiées et les rabattements, sur lesquels il faudra travailler pour avoir une réponse satisfaisante. Mais on a aujourd'hui quelque chose qui répond aux attentes de nos populations, qui encore une fois étaient confrontées à un traitement injuste, à tous les niveaux.

Je veux bien qu'on remette sans arrêt en cause les projets une fois qu'ils sont lancés, qu'ils sont sur les rails et qu'on les annonce aux populations. Mais à force de réfléchir, de retourner, de changer de décision, on ne répond jamais aux besoins de nos populations. Là on a malgré tout une réponse qui correspond aux attentes de nos populations.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire, de vos arguments. Effectivement là on est sur un projet engagé qui est important, structurant pour l'ouest de la Métropole. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 10 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Florence BRAU.

AFFAIRE N° 25 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE PIGNAN - DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE PIGNAN - DECLARATION D'INTERET GENERAL, OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION AU TITRE DE L'ARTICLE L.103-2 DU CODE DE L'URBANISME - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 25. Monsieur RICO. Compatibilité du PLU. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Oui, Madame RIBOT. Allez-y.

Catherine RIBOT

La situation des gens du voyage, effectivement, n'est pas acceptable. La création de logements sociaux pour ces familles, effectivement, est indispensable. Mais l'urgence de sortir de l'habitat indigne ces populations vulnérables ne justifie pas n'importe quelle décision.

La route M5 – ancienne départementale 5 – est un axe structurant de l'aménagement du territoire. C'est une voie de transit, ce n'est pas une voie de desserte. L'urbanisme, les zones construites, qui plus est les zones d'habitation, ne peuvent pas franchir cette frontière physique, cette barrière. La traversée quotidienne des enfants pour aller à l'école, pour aller au centre du village, est dangereuse. Elle est trop périlleuse pour les familles, notamment pour les enfants. C'est une mise en danger des habitants qui ne peut pas être, selon nous, envisagée.

De plus, comme le projet de lycée, la délibération que nous venons de passer, la délibération n° 24, la création de ces logements se situe en zone Natura 2000. La réglementation des zones Natura 2000 est pourtant claire : seuls les équipements sont autorisés. Ce projet mérite donc en conséquence d'être repris pour le rendre plus vertueux et plus inclusif. Les logements peuvent être repositionnés en continuité urbaine de la commune. Il faudrait amplifier une mixité culturelle et sociale au sein de la commune, renaturons donc le site des terrains familiaux. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Madame RIBOT. Cette position a été évoquée avec Madame le Maire de Pignan sur ce sujet, qui n'est pas un sujet – et je vous remercie des propos – simple, sur lequel le territoire est très mobilisé. Elle a considéré que, en dialogue d'ailleurs avec ses habitants, c'était ce qu'il y avait de plus juste. On a suivi son avis. Elle n'était pas favorable pour faire autre chose. Voilà. Jean-Pierre [RICO], tu vas peut-être compléter.

Jean-Pierre RICO

Oui, tout à fait. Pour revenir sur le schéma métropolitain très rapidement des gens du voyage, il s'avère qu'on a un certain nombre d'obligations et d'engagements sur la période 2018-2024. Il nous reste 2 ans pour aller jusqu'au bout de ces engagements. Dans le cadre de ces engagements, nous avons pour obligation la réalisation de 200 places d'aire d'accueil et 680 places en aire de grand passage. Il s'avère que la Métropole est très volontariste sur ce sujet, aujourd'hui, un budget de 22 millions d'euros a été voté. Au 31 décembre 2021, nous avons déjà engagé 7,3 millions d'euros. Sur l'exercice 2022, nous avons voté assez récemment 4,5 millions d'euros pour continuer ces étapes. Puisque nous sommes inscrits au niveau du schéma départemental, nous sommes aujourd'hui à 70 % de nos engagements. On est le seul EPIC qui soit dans cette situation à l'échelle du Département – les autres sont plutôt en retrait. Demain arrive dans peu de temps, mais on risque d'être amenés à avoir cet été un certain nombre d'influences en la matière.

Dans le cadre de ces engagements, nous avons effectivement la lutte contre l'habitat indigne. L'objectif est de réaliser de l'habitat adapté. En l'occurrence, sur le contexte de Pignan, c'est fait en accord total avec Madame le Maire de Pignan. Nous avons des jardins partagés qui se sont transformés petit à petit en habitats indignes. Nous avons une douzaine de familles aujourd'hui installées sur place. L'objectif, dans le cadre de cette modification du PLU et à terme, c'est de pouvoir faire de l'habitat adapté, qui intégrera les contextes de logements sociaux et tout un accompagnement social qui va permettre d'assurer la scolarisation des enfants, mais également de pouvoir rattacher dans le social l'ensemble des familles qui vivent actuellement sur ce site. Voilà le but de ce projet, et pour réaliser ce projet, cette modification du PLU de la Commune de Pignan.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur RICO, qui est en charge de cette problématique de déploiement des aires d'accueil des gens du voyage. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 26 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION D'AUTORISATION D'IMPLANTATION ET DE RACCORDEMENT D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE TYPE RADARS URBAINS SUR LE MOBILIER URBAIN ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE MINISTERE DE L'INTERIEUR - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Serge GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. Mohed ALTRAD) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n°26. Convention d'autorisation et de raccordement d'installations électriques de type radars urbains sur le mobilier urbain. Il s'agit pour beaucoup de leurres, c'est en lien avec l'État, et des radars qui constatent les infractions à la vitesse qui mettent en danger la sécurité d'autrui. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 27 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION ENTRE SNCF RESEAU, L'ÉTAT, LA VILLE DE CASTELNAU-LE-LEZ ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE RELATIVE AU FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE DE L'ETUDE PRELIMINAIRE A LA CREATION D'UN OUVRAGE ET A LA SUPPRESSION DU PASSAGE A NIVEAU N°39 A CASTELNAU-LE-LEZ - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 27. Il s'agit d'un financement complémentaire pour la convention entre la SNCF, la Ville de Castelnau-le-Lez et la Métropole sur ce passage à niveau qui est accidentogène et que nous devons absolument arriver dans des délais sérieux à faire disparaître. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 28 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT - PIGNAN - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) SAINT-ESTEVE - AVIS DU CONSEIL DE METROPOLE SUR LA MODIFICATION DU PROGRAMME D'EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC - CONVENTION DE PARTICIPATION DE L'AMENAGEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 28. Concession d'aménagement, programme des équipements publics. Affaire 28. Y a-t-il des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 29 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAMWAY LIGNE 3 - DOUBLEMENT DE LA VOIE UNIQUE ACTUELLE ENTRE BOIRARGUES ET LE PARC DES EXPOSITIONS - CREATION DE DEUX NOUVELLES STATIONS DE DESSERTE DES SECTEURS DU CHEMIN DU MAS ROUGE ET DES HAUTS DE LATTES - AMENAGEMENT D'UNE COMMUNICATION SUR LA PLACE ERNEST GRANIER VERS LE FUTUR DEPOT DE GRAMMONT - APPROBATION

M. Serge GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. Mohed ALTRAD) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 29. C'est une affaire importante. Nous lançons les études pour le doublement des voies en direction de Lattes et Pérols, puisque vous savez qu'il y a une seule voie et qu'il y a la capacité à faire deux voies, ce qui est très important parce que ça va améliorer l'offre. Ça permettra d'avoir d'améliorer le service et la desserte en transport sur cette partie-là. Concernant Saint Jean de Vedas, il faut qu'on augmente le cadencement de la ligne 2, c'est en discussion avec le Maire. Y a-t-il des questions auprès de Madame FRÊCHE ? Monsieur le Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Oui, il n'y a pas que ça dans la délibération. Il y a la création de la station de Boirargues qu'on attend depuis 2016, qui n'avait pas été faite, donc merci. La création des Hauts de Lattes, puisque le projet va enfin démarrer après 8 ans de procédure. Naturellement, notre ami Jean-Noël FOURCADE – qui est mon opposant à Lattes, que nous représentons, voilà la bonne entente qu'il y a à la Commune de Lattes – m'a demandé de dire qu'il allait voter contre cette délibération. Non pas pour le prolongement de la voie en double à Pérols, ni la création de la station de Boirargues, mais pour la création de la station à Hauts de Lattes, vu qu'il a attaqué ce programme des Hauts de Lattes et que c'est son ADN politique. Comme on est très droits, on vous prévient, il vote contre cette délibération pour cette raison-là.

Monsieur le Président

Merci d'avoir apporté sa position. Monsieur le Maire, vous avez raison : il y a quand même deux nouvelles stations, une à Boirargues, qui va améliorer la situation pour tous les habitants de ce secteur, et c'était une très forte demande de la Commune. Nous ne pouvons pas lancer l'urbanisation sans avoir une offre de transports collectifs adaptés. Au-delà, dans le cadre du programme Ode à la mer, situé sur le rail de la ligne 3, on crée donc une nouvelle station à cet endroit. On a bien noté que Monsieur FOURCADE votera contre. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : M. Jean-Noël FOURCADE.

AFFAIRE N° 30 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAMWAY LIGNE 5 - CONVENTION DE FINANCEMENT ET DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, ACM HABITAT ET TAM POUR LES TRAVAUX DES RESIDENCES ACM HABITAT VAL DE CROZE 7 & 8 A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 30. Ce sont les conventions de financement entre ACM, la TaM et la Métropole pour la réalisation de la ligne 5 de tramway. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 31 : AMENAGEMENT DURABLE - PROGRAMME SAVOIR ROULER A VELO AUPRES D'ELEVES DE CM2 SCOLARISES SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX COMMUNES - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2021-617 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 31. Programme Savoir rouler à vélo auprès des élèves de CM2 sur les communes de la Métropole. Y a-t-il des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 32 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU BENEFICE DE L'ASSOCIATION DE PROMOTION DE LA PRATIQUE PEDAGOGIQUE DE LA MOTO DE L'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Subvention pour une association de promotion de la pratique pédagogique de la moto dans l'Hérault (15 000 euros). Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 33 : AMENAGEMENT DURABLE - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT - NOUVEAUX STATUTS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 33. Nouveau statut de Hérault Transport. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 34 : ENVIRONNEMENT - CONVENTIONS DE DEPLOIEMENT DU FINANCEMENT DU PLAN DE RELANCE RELATIF AUX PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX, POUR LE PROGRAMME PARTENARIAL DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 34. Conventions de déploiement des financements du plan de relance relatif aux projets alimentaires territoriaux. Nous avons reçu beaucoup d'argent de l'État dans le cadre du plan de relance là-dessus. Isabelle [TOUZARD], tu veux dire un mot ? Allez. Un mot.

Isabelle TOUZARD

Oui, simplement dire qu'entre cette délibération sur le plan de relance et puis la suivante liée au déploiement de projets d'agriculture urbaine avec ACM dans le cadre des quartiers fertiles, ce sont près de 3 millions d'euros qui sont consacrés à des projets liés à l'agriculture et à l'alimentation sur le territoire, ce qui est vraiment une première à cette échelle.

Je voudrais juste quand même souligner, Monsieur le Président, l'énorme travail qu'il y a derrière la gestion du plan de relance, parce que pour la première fois, la Métropole se retrouve en situation de gérer l'ensemble des 28 projets, de la Métropole elle-même mais aussi des six partenaires et des six communes impliqués. Un gros travail des services là aussi.

Et j'en profite pour dire qu'on lance « *les quatre saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable* ».

Monsieur le Président

Un document a été distribué à tout le monde.

Isabelle TOUZARD

Voilà, c'est la première saison. Il y en aura une, par définition, à chaque saison. J'en profite pour inviter mes collègues maires de communes qui le souhaitent, qui souhaitent développer avec les associations ou autres des actions sur leur territoire, de sensibilisation, de formation, d'animation en tout genre, qu'on peut les mettre en lumière avec ces quatre saisons.

Monsieur le Président

Merci, Madame TOUZARD. On reçoit, c'est très important quand même, 729 000 euros de recettes pour financer des postes, dont un – je veux insister là-dessus – qui va nous permettre d'aider des agriculteurs, des éleveurs, à s'implanter sur le territoire de la Métropole. Tout à l'heure, vous avez glissé en aparté les 1 000 hectares non cultivés qui pourraient être valorisés, et on obtient des crédits. Madame FOURCADE s'était occupée de ça à l'époque, sur la commune de Fabrègues il y a un très beau projet, au demeurant. Un de nos indicateurs aussi c'est de voir le nombre d'agriculteurs ou éleveurs augmenter sur le territoire de la Métropole.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 35 : ENVIRONNEMENT - PROGRAMME D'AGRICULTURE URBAINE ET PREFIGURATION SUR LE SITE D'AIGOUAL NORD QUARTIER MOSSON SOUTENU PAR LE DISPOSITIF QUARTIERS FERTILES DE L'ANRU - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE ACM HABITAT, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 35. C'est dans le cadre des projets ANRU. C'est ACM qui porte ça. Pas de question ? Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Julie FRÊCHE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 36 : ENVIRONNEMENT - PROJET REGIONAL ASSOCIATIF FILIERES LEGUMINEUSES A GRAINES D'OCCITANIE (FILEG) VISANT A DEVELOPPER UNE FILIERE LEGUMINEUSE EN OCCITANIE - ADHESION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 36. Adhérer à la filière légumineuse à graines d'Occitanie. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 37 : ENVIRONNEMENT - QUALITE DE L'AIR - ADHESION A L'ALLIANCE DES COLLECTIVITES POUR LA QUALITE DE L'AIR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 37. Qualité de l'air, adhésion à l'alliance des collectivités pour la qualité de l'air. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 38 : ENVIRONNEMENT - ADHESION A LA CHARTE D'ENGAGEMENT ECOWATT - APPROBATION

M. Yvon PELLET quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Claudine VASSAS-MEJRI.

Monsieur le Président

Affaire 38. Adhésion à la charte d'engagement EcoWatt, en lien avec l'ADEME. Monsieur PATERNOT, allez-y.

Bruno PATERNOT

Monsieur le Président, je me permets une intervention. Je ne suis pas intervenu sur le PCAET, et là je vais cumuler l'intervention 38, 42 et 60 : je fais du 4 en 1 pour nous permettre d'aller plus vite.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus, comme le disait ma grand-mère, « *c'est pas Versailles ici, alors quand on sort on éteint la lumière* ». C'est vrai, Montpellier...

Monsieur le Président

« Ce n'est pas le 14 juillet ».

Bruno PATERNOT

Montpellier Méditerranée Métropole, ce n'est pas Versailles. Nous nous engageons avec cette délibération à diminuer l'impact de l'éclairage public, et effectivement nous rénovons notre parc technique afin de faire baisser de plus de 50 % notre consommation, grâce aux nouvelles technologies LED, mais pas que. Nous réduisons de 50 % l'intensité lumineuse quand nous passons de la soirée à la nuit. Nous travaillons sur l'extinction en cœur de nuit. Je salue ici les Communes de Prades-le-Lez, Sussargues, Castries, Clapiers qui nous ont ouvert la voie, je remercie celles de Murviel-lès-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Grabels, Montaud, Lavérune, Jacou, Saint Jean de Védas, Saussan, Beaulieu, Castelnau-le-Lez qui avancent vers une forme d'extinction ou d'innovation, et je reste en contact avec celles et ceux qui y pensent, qui le mettent en débat et qui font avancer la démocratie sur ces questions-là.

Il ne s'agit pas de jouer les Amish, mais bien d'éclairer où il faut et quand il faut. Je vous annonce que nous sommes aussi en train de travailler sur comment est-ce qu'on éclaire plus et mieux. Par exemple de quelques minutes un peu plus tôt pour éviter l'accidentologie au moment où elle est la plus forte, c'est-à-dire quand on est entre chien et loup. En fait, il y a très peu d'accidents de la route à 4 h du matin. Par contre, à 16 h 50 - 17 h 30 en plein hiver, parce qu'on a l'impression qu'il fait jour et qu'en fait non, c'est à ce moment-là qu'il faut éclairer plus. À chaque saison, à chaque jour, à chaque ville, à chaque quartier son éclairage. L'urbaniste Chris BLACHE – que nous avons invité à Montpellier le 8 mars dernier – nous disait qu'il faut faire de « *l'acupuncture avec la lumière* ». On n'éclairera plus de la même façon le fond des étangs, la place de la Comédie et cœur de Métropole ou la gare Sud de France. On n'éclairera plus de la même façon à 17 h en hiver, à 23 h en automne, à 2 h du matin au printemps. On n'éclairera plus de la même façon l'église Saint-Roch, le cœur de ville de Montferrier-sur-Lez ou les nouvelles tours de la ZAC République.

Je salue ici les services qui sont au travail en ce moment : la SERM, le service gestion des ressources, qui changent leurs pratiques, leurs conceptions, leurs méthodes et leurs résultats. Quel travail ! Ce travail, c'est d'abord une volonté de la puissance publique, certes, mais c'est aussi un travail commun, hors du silo. Il ne s'agira pas de remplacer les lumières publiques par des lumières privées. Après avoir lancé le projet d'une Métropole exemplaire depuis le début de notre mandat et le COPIL lumière, je veux saluer ici PlanetOcean qui est notre première structure en délégation de service public qui s'engage officiellement pour revoir ses

éclairages, pour communiquer auprès du grand public, pour changer ses horaires d'extinction. Il est très important de saluer les très bons élèves. Après la Métropole, les partenaires. Après les partenaires, les structures liées à l'État, et nous avons commencé des partenariats avec l'Université, avec la SNCF. Après ces structures, les entreprises comme OC Santé, qui s'est engagée à supprimer la totalité de sa pollution lumineuse sur l'espace de la Métropole. Voilà pour 2022, et cela en partenariat étroit avec l'ADEME, l'ALEC, l'État, les régions, les associations, la recherche. On n'y arrivera pas seuls, et ça tombe bien parce qu'on a embarqué tout le monde avec nous, ici, mais ailleurs aussi.

Pour conclure je veux saluer mon collègue Renaud ANZIEU, élu à Versailles, qui a lancé tout un travail de balade urbaine et nocturne à l'image de celle que nous faisons sur la Métropole avec les associations féministes, les élus, le grand public. Alors, si Montpellier Méditerranée Métropole, « *c'est pas Versailles* », je me réjouis un petit peu que Versailles, c'est un peu Montpellier.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PATERNOT. C'est en tout cas par l'action que nous avons engagée et que vous pilotez, et dont les services se sont pleinement emparés, que nous rayonnons. Les exemples qui sont donnés sont inspirants. On peut se réjouir d'avoir eu un colloque à la faculté de droit, ouvert par le Doyen et le Président de l'Université sur ce sujet-là. De nombreux articles de presse ont mis en exergue les démarches et les choix que nous avons opérés, et puis qui montrent bien que l'enjeu, c'est la sécurité, l'ambiance, la redécouverte de la trame noire, qui est un enjeu stratégique. Surtout on constate que ça marche, puisqu'à 23 h, quand l'avenue Pierre Mendès France s'éteint, alors que c'est quand même une grande entrée de ville, qu'on avait pu lire quand on lançait ça sur les réseaux sociaux que ça allait être le psychodrame : eh bien, finalement, ça fonctionne. Quand on pose les choses, le dialogue se noue. PlanetOcean en changeant, on va travailler avec la SNCF, parce qu'il y a un enjeu. Dans un contexte où la sobriété énergétique est nécessaire et le coût de l'énergie augmente, il faut accentuer ces actions. Il y a un enjeu aussi d'ambiance. Dans les travaux du cœur de Métropole, la question de l'ambiance lumineuse, de la ville la nuit, compte beaucoup.

Monsieur PATERNOT, on a bien compris que votre intervention regroupait beaucoup de délibérations, pour une politique extrêmement transversale. Merci à vous et merci aux services qui, d'une culture très « *on éclaire* » maintenant sont dans un enjeu de questionnement de pratiques, et qui montrent l'innovation de nos politiques publiques.

Allez, donc on vote l'adhésion à l'unanimité ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 39 : ENVIRONNEMENT - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID - CLASSEMENT DU RESEAU - APPROBATION

M. Laurent JAOUL sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 39. Délégation du réseau de chaleur. Madame TOUZARD. Il y a la 39 et la 40.

Isabelle TOUZARD

Oui. C'est simplement pour dire que notre réseau de chaleur et de froid est performant sur Montpellier et donc maintenant est ce qu'on appelle « *classé* », parce qu'il a dépassé largement les 50 % d'énergies renouvelables qu'il insuffle, et pour d'autres considérations, de rentabilité, etc. Ça veut dire que, dorénavant, sur toutes les zones que vous voyez ici – l'objet de la délibération, c'est d'acter ce périmètre – toute nouvelle opération immobilière aura l'obligation de se connecter au réseau de chaleur et de froid. Ça c'est pour les futurs maîtres d'ouvrage, promoteurs, etc. C'est une donnée importante dans les futures opérations. A terme, ce sont plus de 30 000 équivalents logements qu'on raccorde pour la production de chaleur et de froid. On acte aussi dans cette délibération certaines dérogations, parce que, bien entendu, en fonction de certaines considérations techniques, il sera possible de déroger de façon très ponctuelle.

La délibération suivante est un avenant à la DSP avec la SERM qui pilote, sur différents travaux qui sont mis en œuvre un peu partout sur la Ville, pour soit étendre le réseau, soit créer de nouveaux équipements, etc. Je n'entre pas dans le détail, c'est un petit peu, à très grands traits, les principaux contenus de ces deux délibérations.

Monsieur le Président

Merci, Madame TOUZARD. Très important. On y reviendra dans le schéma directeur des énergies que nous aurons à délibérer. C'est un des leviers pour le PCAET. Y a-t-il des questions sur l'affaire 39 et 40 ? Je mets aux voix la 39. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 40 : ENVIRONNEMENT - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID - AVENANT N°7 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Arnaud MOYNIER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. Jean-Luc MEISSONNIER.

Monsieur le Président

La 40. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 41 : ENVIRONNEMENT - CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DU RESEAU DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE LA FOURNITURE D'ELECTRICITE AUX TARIFS REGLEMENTES DE VENTE - AVENANT DE PROROGATION DU CONTRAT DE CONCESSION DE LA VILLE DE MONTPELLIER ET DES CONVENTIONS AFFERENTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 41. C'est le prolongement, jusqu'à fin de la négociation, du contrat avec Enedis. On aura sans doute à revenir au mois de juin sur ce dossier selon la finalisation, ou pas, de la convention. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 42 : ENVIRONNEMENT - AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT (ALEC) - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 42. Attribution de subventions à l'ALEC dont nous parlions tout à l'heure. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Coralie MANTION, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

**AFFAIRE N° 43 : ENVIRONNEMENT - EXTENSION DES CONSIGNES DE TRI - PLAN BOOST
ECT DES ECO-ORGANISMES CITEO/ADELPHÉ - CANDIDATURE DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

Monsieur le Président

Affaire 43. Ces sont des conventions qu'on a passées l'année dernière sur les consignes. C'est la même dynamique sur la stratégie zéro déchet. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

**AFFAIRE N° 44 : ENVIRONNEMENT - MRBC MONTPELLIER REBUILDING CENTER -
CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT 2021 - AVENANT -
APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Geniès BALAZUN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 44. Madame SERRANO, rapidement.

Célia SERRANO

C'était juste une information.

Monsieur le Président

Une phrase.

Célia SERRANO

C'est une subvention pour permettre à MRBC de s'équiper. Juste pour information, au mois d'avril...

Monsieur le Président

Subvention d'investissement.

Célia SERRANO

D'investissement, exactement. Pour information, au mois d'avril, au centre d'art La Fenêtre, il y aura une exposition qui s'appelle « *Matière grise : matériaux, réemploi, architecture* ». C'est une exposition simultanée au Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de l'Hérault. Elle traite du réemploi dans le bâtiment et elle met finement en corrélation les matières grises du bâtiment avec la matière grise nécessaire justement à la transformation et à l'innovation. Restez connectés, ça va arriver en avril et c'est une super exposition. Merci.

Monsieur le Président

Madame SERRANO, nous invitons la Fédération Française du Bâtiment (FFB) au vernissage. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 45 : CYCLES DE L'EAU - RESSOURCES EN EAU - CONVENTION DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT PARTAGE RELATIVE A L'OBSERVATION QUANTITATIVE ET QUALITATIVE DE LA RESSOURCE KARSTIQUE DU LEZ, ASSOCIANT LE LABORATOIRE HYDROSCIENCES, LA METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX - ANNEE 2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 45. Comme nous, on a des choses à faire ensemble, René [REVOL], après, sauf remarque. C'est le lien avec la recherche. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 46 : CYCLES DE L'EAU - PLAN DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU LEZ-MOSSON - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA REGIE DES EAUX, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE BASSIN (EPTB) SYBLE ET LA SOCIETE CIVILE D'EXPLOITATION AGRICOLE (SCEA) DU SALET SUR LA RESTITUTION D'UN DEBIT SUPPLEMENTAIRE A LA SOURCE DU LEZ POUR ASSURER LA PERENNITE DES USAGES AVAL EXISTANTS - PERIODE 2022-2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 46. Plan de gestion de la ressource eau Lez-Mosson, convention entre la Métropole, la Régie des eaux, le Syble, la Société civile d'exploitation agricole du Salet, la source du Lez. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 47 : CYCLES DE L'EAU - CONVENTION OPERATIONNELLE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DES MESURES COMPENSATOIRES LIEES LA CREATION DE L'USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE (UPEP) VALEDEAU ENTRE LA REGIE DES EAUX, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS D'OCCITANIE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 47. Convention opérationnelle de gestion environnementale des mesures compensatoires liées à la création de Valédeau. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 48 : CYCLES DE L'EAU - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER SUPAGRO ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE RELATIF AU PROJET DE CHAIRE EAU ET AGRICULTURE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION CORRESPONDANT A LA DEUXIEME ANNEE D'EXECUTION DE LA CONVENTION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 48. Convention de partenariat entre Montpellier Supagro et la chaire eau agriculture, attribution d'une subvention. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 49 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - ÉCONOMIES D'EAU - OPERATION AQUAMETRO - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT (ALEC) DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 49. Convention sur le plan économies d'eau sur l'opération Aquamétre et l'ALEC, attribution de subvention. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Coralie MANTION, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 50 : CYCLES DE L'EAU - ADHESION A LA DEMARCHE "TERRITOIRES BIO PILOTES" DE LA FEDERATION NATIONALE D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 50. Adhésion à la démarche « *Territoires bio pilotes* » de la Fédération nationale d'agriculture biologique. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 51 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - ÉTUDE DE LA CONTRIBUTION DES EAUX SOUTERRAINES AUX CRUES DE LA MOSSON - CONVENTION DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT AVEC LE BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES (BRGM) - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. Geniès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY et Laurent JAOUL entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 51. Pareil, Véronique [NEGRET], sauf s'il y a sujet. GEMAPI, étude de la contribution des eaux souterraines aux crues de la Mosson, convention avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM). Qui est contre ? Vas-y, dis un mot.

Véronique NEGRET

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Nous votons sur la délibération dûment amendée en séance par Madame NÉGRET. Allez-y, Monsieur MODOT.

Bernard MODOT

En commission, je suis déjà intervenu là-dessus. Il me semble important de pencher un œil sur le Lantissargues, qui devient de plus en plus inquiétant ces derniers jours – il fallait le voir. Le Lantissargues risque de mettre en péril tous les travaux que l'on fait avec le PAPI 2 sur la Mosson, puisque le Lantissargues

va le rejoindre et il y a un sacré angle-droit du Lantissargues qui nous inquiète. Quand on voit le Lantissargues qui se remplit à ce point-là, et Montpellier qui d'un côté qui a la Restanque qui arrive, je pense qu'il serait urgent de commencer des études là aussi.

Monsieur le Président

Monsieur MODOT, vous avez parfaitement raison, c'est un gros sujet. ZAC de la Cité créative, ZAC de la Restanque : nous payons cash en termes de vulnérabilité l'imperméabilisation chaotique des sols, non réfléchi. Sur ces deux enjeux, vous avez à juste titre fait un point de vigilance. Sur la Restanque, il y a une réinterrogation du projet à l'aune de cette vulnérabilité. On aura l'occasion de parler sur la ZAC de la Cité créative. Il y avait une solution un peu bancal, il faut le dire, de 7 bassins de rétention. On va essayer de reprendre ça, mais c'est une vulnérabilité très forte et peut-être l'une des plus importantes actuellement.

Rapidement, Monsieur MODOT, s'il vous plaît.

Bernard MODOT

À titre indicatif, il y a à peu près 35 ans, de mémoire, j'habitais boulevard Pedro de Luna, c'était l'époque du Mas Drevon où on a enterré le Lantissargues. Avant de l'enterrer, je l'ai vu passer et en colère. C'est ce qui nous attend. Nous sommes en aval, Maurin surtout.

Monsieur le Président

Non, mais il y a toute une zone de vulnérabilité, Montpellier-Maurin-Lattes, qui est très claire, qui est à prendre en compte. Oui ? Madame MIRALLÈS

Patricia MIRALLÈS

Merci, Monsieur le Président. Simplement, sur le Lantissargues, je rappelle qu'il a été recalibré au moment de la deuxième ligne de tramway sur l'avenue Pedro de Luna. Je suis née là-bas et effectivement, nous avons eu souvent de grandes inondations. Je crois que nous devons continuer à pouvoir élargir le lit du Lantissargues et surtout pouvoir nettoyer ce Lantissargues qui, souvent, reçoit des choses qu'il ne devrait pas avoir, comme des carcasses de voitures, de vélos ou de trottinettes.

Monsieur le Président

C'est un des spots de la délinquance environnementale dont l'Adjoint à la Sécurité de la Ville de Montpellier, Monsieur COTE, avec Monsieur VILLETTE, qui suit à mon cabinet ces sujets, ont en ligne de mire.

Patricia MIRALLÈS

Comme ça a été fait sur la Mosson.

Monsieur le Président

Message d'impunité : ça suffit. Vous avez raison de le pointer. Ensuite ça imperméabilise et ça crée la vulnérabilité, il faut avoir conscience de ces actes. Quand ça déborde parce qu'il y a des gens qui ont jeté leurs déchets, ça met en danger des populations.

Je mets aux voix l'affaire 51. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 52 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - FORUM D'INFORMATION SUR LES RISQUES MAJEURS « IRISES » - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE IDEAL CONNAISSANCES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 52. Forum d'information sur les risques majeurs, convention de partenariat, 14^e édition. Qui est

contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 53 : ANIMATION DU TERRITOIRE - APPEL A PROJETS AUPRES DES OPERATEURS ARTISTIQUES ET CULTURELS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION DE GENERALISATION DE L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - LANCEMENT - REGLEMENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 53. Sujet culture. Appel à projets auprès d'opérateurs artistiques et culturels dans le cadre de la convention de généralisation de l'Éducation Artistique et Culturelle (EAC), 35 000 euros de crédits. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur PENSO ? Madame ROS-ROUART, vous avez la parole.

Sylvie ROS-ROUART

Merci, Monsieur le Président. Je voulais poser une question technique sur l'EAC, à savoir que dans l'appel à projets en page 2, il est inscrit « *cet appel à projets est strictement réservé à des acteurs privés, associations, compagnies* ». Si on coconstruit un projet avec une association, une compagnie, par exemple dans le cadre de l'option théâtre que nous avons à Castelnau-le-Lez, est-ce qu'on est éligible à cet appel à projets ?

Éric PENSO

Merci, Madame l'Adjointe à la culture de Castelnau-le-Lez pour votre question. Vous savez qu'on met le paquet sur cette convention généralisée autour de l'éducation artistique et culturelle. D'ailleurs je voudrais remercier et profiter de cet instant pour saluer les 20 communes qui ont d'ores et déjà signé cette convention. Je suis persuadé que d'autres collègues vont suivre, parce que c'est quelque chose de très fédérateur. Le comité de pilotage la semaine dernière l'a montré.

Pour répondre plus précisément à votre question, est-ce qu'une association, une commune, peuvent travailler ensemble, oui, bien sûr, ce sera possible. Ce sera d'autant plus vrai que ce sera ancré sur une réalité de territoire. Les conditions, c'est qu'il faut que cela bien sûr soit dans le cadre des objectifs de la convention et de l'appel à projets que nous lançons aujourd'hui, au service de l'animation de notre territoire et pas exclusivement au sein par exemple d'une classe ou d'une école, que cela favorise un parcours entre différents temps (temps scolaire, temps périscolaire, extrascolaire ou familial) et que ça puisse être ouvert à différents publics de la commune. Dans ce cas, il faut voir comment un projet porté par un collège ou un lycée, type classe théâtre, c'est ce que vous avez peut-être en tête...

Sylvie ROS-ROUART

Oui, c'est ça.

Éric PENSO

... peut s'ouvrir à l'ensemble du territoire communal ou intercommunal. Enfin, que ça s'inscrive dans un triptyque de l'EAC, tel que défini par les ministères de l'Éducation nationale et de la Culture, avec des temps d'acquisition de connaissances, de pratiques, de rencontres. Mais pour répondre brièvement à votre question, oui, c'est possible, et c'est même souhaitable.

Sylvie ROS-ROUART

Merci. Ça va soulager un tas de collectivités. J'en profite pour vous envoyer les félicitations et les encouragements de Madame la ministre BACHELOT, avec qui j'ai informellement échangé samedi, et dont j'ai tenu au courant de l'avancée de l'EAC, et qui nous dit de continuer sur notre lancée.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Nous devons à Madame BACHELOT – je ne sais pas si on l'avait dit – les deux FRAGONARD qui ont été placés dans les collections du musée – on avait délibéré. C'est un choix qui a été très fort de sa part comme ministre, avec d'autres choses.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 54 : HORS COMMISSION - FONDS D'AIDE A LA CREATION ET A LA DIFFUSION THEATRALE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - PREMIER SEMESTRE 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 54. Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale, 8 compagnies. Des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 55 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PARTIR EN LIVRE 2022 - CREATION DE DEUX RESIDENCES-MISSION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 55. Partir en livre, création de deux résidences d'artistes. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 56 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE CO-ORGANISATION ENTRE LE MUSEE FABRE, LE MO.CO ET ARTPRESS DE LA BIENNALE "APRES L'ECOLE, BIENNALE ARTPRESS DES JEUNES ARTISTES" EDITION 2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Serge GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. Mohed ALTRAD) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 56. Convention de co-organisation entre le musée Fabre, le MO.CO – ah, ça, c'est un super projet – et Artpress pour organiser une biennale à Montpellier avec l'ensemble des équipements culturels. Artpress, c'est une des grandes revues d'art contemporain, mobilisant tous les lieux et les institutions culturelles. Ce sera un événement au mois de novembre, Monsieur PENSO.

Éric PENSO

Du 1^{er} octobre au 27 novembre.

Monsieur le Président

Voilà. On délibère. On aura l'occasion d'en reparler. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 57 : ANIMATION DU TERRITOIRE - GRATUITE D'ACCES AU MUSEE FABRE - 12 ET 13 MARS 2022 - COLLECTIONS PERMANENTES ET EXPOSITION "LA BEAUTE EN PARTAGE" - APPROBATION

Monsieur le Président

Gratuité du musée Fabre le 12 et 13 mars 2022. C'est une régularisation. Le musée a accueilli le sommet des ministres des Affaires étrangères dans ses salles, et ça a nécessité une fermeture un dimanche, donc privé le public. Pour compenser, il y a une mesure de gratuité qui a été appliquée au week-end suivant, permettant de découvrir ou de redécouvrir cette magnifique expo, « *La beauté en partage* », qui maintenant est achevée.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 58 : ANIMATION DU TERRITOIRE - GRATUITE D'ACCES A L'EXPOSITION TEMPORAIRE "LE VOYAGE EN ITALIE DE LOUIS GAUFFIER" A L'OCCASION DE LA NUIT EUROPEENNE DES MUSEES - APPROBATION

Monsieur le Président

Gratuité d'accès à l'exposition d'été « *Le voyage en Italie de Louis GAUFFIER* » à l'occasion de la Nuit européenne des musées le 14 mai 2022. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur PENSO ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 59 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ADHESIONS AUX ASSOCIATIONS TRIPLANCAR, OCCITANIE MUSEES ET BOUCLIER BLEU FRANCE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 59. Adhésions aux associations Triplancar, Occitanie musées et Bouclier bleu France. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 60 : ANIMATION DU TERRITOIRE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE PLANET OCEAN - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 60. DSP relative à l'exploitation de PlanetOcean dont nous parlions tout à l'heure. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 61 : SOLIDARITES - CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET D'ACCES A L'EMPLOI ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - RAPPORT D'EXECUTION 2021 - APPROBATION

M. Serge GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. Mohed ALTRAD) entre en séance.

Mme Julie FRECHE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 61. Madame GIMENEZ tout à l'heure a présenté le plan pauvreté. Il s'agit du plan d'exécution et ce rapport doit faire l'objet d'un vote d'approbation. Y a-t-il des questions ? Des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN, allez-y.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Merci pour ce rapport, extrêmement fourni, sur cette convention entre la Métropole, la Ville et l'État sur la lutte contre la pauvreté.

Je dois bien admettre que ces 35 pages d'autosatisfaction m'ont donné un petit peu le sourire. Je voulais surtout faire remarquer qu'il me semble, selon moi, qu'il y a quelques omissions et qu'un certain nombre d'exploits de la Collectivité n'apparaissent pas. Par exemple, n'apparaissent pas les « *rochers anti-SDF* », que Monsieur COTE appelle « *dispositif anti-stationnement* », mais qui sont pourtant très représentatifs de votre vision de lutte contre la pauvreté : les pauvres, ok, mais loin du centre-ville. N'apparaît pas non plus votre action pour faire expulser les bidonvilles du Zénith. Pourtant, nous savons qu'au tribunal l'avocat de la Ville de Montpellier demandait de confirmer cette expulsion. Toujours dans les expulsions, n'apparaissent pas non plus les 18 mois d'acharnement de la Métropole pour faire expulser les réfugiés africains du squat de la Pompignane. Il y a encore quelques jours, ils recevaient une mise en demeure de votre part et aucune proposition de relogement. N'apparaît pas non plus l'absence de concertation avec les habitants du quartier de la Rauze, et le fait que derrière la solution apparemment merveilleuse du village de la transition, la réalité est qu'on place une centaine d'enfants entre une autoroute et un concasseur de gravats pour récupérer du foncier.

Enfin et surtout, derrière les tonnes de formules qui nous expliquent le travail incroyable de notre Métropole sur cette question de la pauvreté, pas un seul mot pour celles et ceux qui sont en première ligne, à savoir tous les salariés des secteurs du médico-social et du social. Pourtant, à Montpellier, cela fait des mois qu'ils se sont organisés pour porter la question de leurs conditions de travail, pour faire entendre leur voix. Si vous les écoutiez, vous entendriez que la première chose qu'ils demandent, c'est de pouvoir bien faire leur travail, de pouvoir accompagner convenablement les personnes qu'ils sont censés aider. Parce que là où vous donnez des chiffres sur tout ce que la Métropole fait pour lutter contre la pauvreté, eux, sur le terrain, sont confrontés aux conditions de vie des personnes qui se dégradent de jour en jour, à cause de tout ce qu'on ne fait pas, de tout ce que vous ne faites pas.

Monsieur le Président, lutter contre la pauvreté, ça ne veut pas dire cacher la misère et se féliciter de ne plus la voir, mais cela signifie mettre de vrais moyens humains et financiers et prendre soin des moyens humains qui s'occupent de ce travail, aux côtés de l'État bien sûr, pour que plus personne finalement ne dorme à la rue dans notre Ville. Face à ce rapport qui est incomplet et malhonnête, je m'abstiendrai donc. Merci.

Monsieur le Président

Madame MIRALLÈS, vous avez demandé la parole.

Patricia MIRALLÈS

Merci, Monsieur le Président. Je voudrais revenir sur ce que vient de dire notre collègue, et lui dire que, même si on n'est pas toujours d'accord sur tout, Monsieur le Président, je tiens quand même à souligner ce que vous avez fait sur le camp à Celleneuve. Je crois qu'il y a eu une prise de conscience de beaucoup de personnes, et surtout des riverains qui vont accueillir autour de chez eux, à la Rauze, ces personnes qui, depuis 8 ans, 10 ans parfois, sont à Montpellier. Nous avons travaillé tous ensemble, avec vous Monsieur le Président, avec le collectif, avec la Préfecture pour faire en sorte que nous soyons un exemple. Ce village de transit, ce n'est peut-être pas l'idéal, mais en tous les cas c'est beaucoup mieux que là où ils sont aujourd'hui. Nous allons continuer à travailler avec eux, parce que ces enfants, ils n'ont rien demandé. Mais ça sera sûrement nos ouvriers, nos ingénieurs, nos entrepreneurs de demain, et nous leur devons de pouvoir leur donner la même

qualité que nos petits Montpelliérains. Je voulais saluer tout ce travail qui démarre, parce qu'il faudra continuer à être solidaire, à pouvoir aller leur rendre visite, faire des actions avec les associations et avec les riverains. Une fois de plus, je remercie tous ces riverains qui ont accepté, pas sans peur au départ, mais qui nous font confiance. Je crois que plutôt que dire toujours ce qui ne va pas, c'est bien de dire quand les choses vont bien. Merci.

Monsieur le Président

Madame la Députée, je tiens vraiment publiquement à vous remercier de cette intervention. Vous m'aviez écrit dans des termes et aujourd'hui votre propos montre qu'avec le soutien de cette Assemblée, nous avons pu trouver une solution digne à une situation d'immense précarité que les acteurs associatifs dénonçaient du bidonville de Celleneuve avec le visage de transition. Ces sujets sont très durs, très complexes. Mais quand on se met autour de la table, on arrive à avancer. Sur le village de transition, sur le bidonville de Celleneuve, nous avons avancé. Comme quand on s'est mis autour de la table pour le squat des Beaux-arts, comme nous nous sommes mis autour de la table sur le squat du Court-circuit, comme nous avons posé la fermeté – comme le rappelait Madame MANTION tout à l'heure – que face aux marchands de sommeil qui sont les exploitants de misère à Font del Rey. J'ai toujours dit ici que je n'accepterai pas ceux qui tiennent des squats en monnayant sur la détresse des gens, cela, ils nous trouveront sur leur chemin. Ça c'est un message. Si la presse le reprend, il y en a un qui se reconnaîtra.

Effectivement il y a des acteurs associatifs, il y a des élus de toutes sensibilités qui se mobilisent là-dessus pour trouver des solutions à des gens qui sont en grande fragilité, et notre Métropole en a beaucoup. Ce rapport, il montre tous les efforts que nous cherchons à accomplir. Ce n'est pas simple. D'ailleurs, quand on voit demain ce qui nous attend dans l'accueil des réfugiés ukrainiens notamment, nous savons que les efforts sont devant nous. Mais les choix qui ont été les nôtres depuis 18 mois, ils ont été volontaristes, ils ont pu susciter des incompréhensions, mais ils ont permis de trouver des solutions. Y compris quand des méthodes sur lesquelles je ne me retrouve pas se sont opérées, en l'occurrence le bidonville du Zénith, qui s'est mobilisé pour essayer de trouver des solutions de relogement ? C'est la Ville de Montpellier, sa Métropole, certaines communes que je veux ici remercier. Madame WEBER, qui siège au Département, vous avez répondu présent. Evidemment, tout ça n'est pas parfait, parce qu'au pays de Victor HUGO, où ce discours remarquable « *Détruire la misère* » de 1849 doit toujours inlassablement nous habiter, il faut continuer à travailler.

Tout comme ont été très blessantes les mises en cause lors de ce Conseil de Métropole, où certains ont fait le choix de ne pas soutenir l'obtention des crédits pour financer le village de transition, contre précisément les acteurs associatifs, les travailleurs du social, Coallia, la Fondation Abbé Pierre, dans leurs convictions qui sont les leurs, avec lesquels nous essayons de travailler.

En tout cas, la bonne nouvelle, c'est que, dans quelques semaines, à Celleneuve, il n'y aura plus de bidonville, il y aura une solution de transition. L'engagement de ma part et celle de Monsieur le Préfet est bien d'être dans la transition. 100 % des enfants seront scolarisés. C'est-à-dire que le droit non négociable à l'éducation sera appliqué. Par contre, il y a une chose qui est sûre : les marchands de sommeil, qui instrumentalisent les détresses des réfugiés, des gens en situation de vulnérabilité, là, nos mains ne doivent pas trembler. Je le dis très clairement à Font del Rey et ailleurs.

Ce rapport pose les choses et je salue Madame GIMENEZ pour son implication en ayant signé le plan pauvreté. Ça nous a permis d'obtenir tous ces crédits supplémentaires pour pouvoir nous mobiliser sur ces sujets. Et nous avançons.

Chère collègue, dans votre propos, vous pouvez tout voir en noir. Mais vous pouvez aussi, comme vous avez su le faire parfois, mesurer les efforts accomplis : squat des Beaux-arts, habitat intercalaire, quasi-réquisitionnement de logements ou de bureaux pour trouver des solutions. Voilà ce que nous avons, les uns et les autres, essayé d'engager.

Madame GIMENEZ, dans son excellente intervention tout à l'heure disait qu'il y avait la nuit de la solidarité où beaucoup de bénévoles sont allés recenser les gens en situation de vulnérabilité. On aura la restitution de ces travaux, parce qu'à chaque situation, il faut des réponses individuelles. Ce travail, il est colossal. On a donné des moyens à tout un tas d'acteurs associatifs pour que justement ils puissent, de manière partenariale, agir. Je crois que ce rapport, même si tout est loin d'être parfait, assurément, c'est colossal. Tout est loin d'être parfait. Il montre quand même qu'il y a un cap qui est très clair : c'est d'honorer la grande tradition humaniste et de fraternité de ce territoire, et qu'inlassablement on est attaché à œuvrer à la dignité des personnes.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 62 : SOLIDARITES - FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES (FAJ3M) - BILAN 2021

Monsieur le Président

Affaire 62. Présentation du FAJ3M. Ce sont les aides qui sont attribuées aux jeunes entre 18 et 25 ans, qui sont des efforts de solidarité pour des jeunes gens qui sont en situation de difficulté, soit pour le logement, soit pour l'emploi, soit pour le permis de conduire, etc. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 63 : SOLIDARITES - DELEGATION DE COMPETENCE DE L'ETAT D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - CONVENTIONS 2022-2027 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 63. Délégation de compétence de l'État d'attribution d'aides à la pierre. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame VASSAS-MEJRI ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 64 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 19 LOGEMENTS SOCIAUX A LATTES ET VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64. Construction de logements sociaux, effort de solidarité dans la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Subventions à Un toit pour tous. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, Mme Clara GIMENEZ, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 65 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "SAINT-VINCENT" - ROUTE DE SAINT-VINCENT A PRADES-LE-LEZ - ABROGATION DE LA DECISION MD2020-529 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM 3F OCCITANIE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 65. Construction de 32 logements sociaux à Prades-le-Lez, effort de solidarité. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Florence BRAU.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 66 : SOLIDARITES - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2019-2024 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 85 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 66. Attribution de subventions pour réhabiliter 85 logements dans différentes communes de la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 67 : SOLIDARITES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "HABITAT" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Julie FRECHE entre en séance

Monsieur le Président

Affaire 67. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « *Habitat* » à un certain nombre d'acteurs comme Habitat et Humanisme, Gammes, Compagnons bâtisseurs, CNL 34, ADIL 34, CLCV, Habiter Enfin. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Yvon PELLET, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Claudine VASSAS MEJRI, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 68 : ATTRACTIVITE - ACCORD DE CONSORTIUM AGENCE SPATIALE EUROPEENNE (ESA) BUSINESS INCUBATION CENTER (BIC) SUD FRANCE - RENOUVELLEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 68. Accord avec l'Agence spatiale européenne et le BIC pour travailler ensemble. Il y a une super société d'observation astronomique actuellement incubée, Monsieur DUPUY, remarquable. Y a-t-il des questions auprès de Madame EMAD ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 69 : ATTRACTIVITE - ACTUALISATION DU DOCUMENT TYPE "CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT" DU BIC DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

M. Joël RAYMOND sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 69. Contrat d'accompagnement du BIC de la Métropole avec les entreprises. Y a-t-il des questions ?
Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 70 : ATTRACTIVITE - CONTRAT-TYPE D'INCUBATION "FRENCH TECH TREMLIN" - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 70. Contrat-type d'incubation « *French tech tremplin* ». Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 71 : ATTRACTIVITE - MARCHE INTERNATIONAL DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER (MIPIM) 2022 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SA3M ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 71. Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM), convention de partenariat entre la Métropole et la SA3M et la SERM. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 72 : ATTRACTIVITE - REINVESTISSEMENT DU PARC D'ACTIVITES ÉCONOMIQUES "LAUZE-MARCEL DASSAULT" - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - PRISE EN CONSIDERATION DES ETUDES REALISEES - POURSUITE DE LA DEMARCHE DE REINVESTISSEMENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 72. Réinvestissement du parc d'activités économiques de la Lauze à Saint Jean de Védas. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 73 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 73. Monsieur MEUNIER. Soutien aux congrès, avec un certain nombre de subventions pour accueillir des événements. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE,

Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 74 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES - CONVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 74. Attribution de fonds d'équipement aux communes. Il s'agit de la Commune de Cournonterral pour la réalisation de la halle de sport, et de la Commune de Vendargues, Monsieur le Maire, pour l'espace jeunes. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 75 : RESSOURCES - FONDS DE CONCOURS DE LA VILLE DE MONTPELLIER A MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LE PROGRAMME D'OPERATIONS LIEES AU DEVELOPPEMENT DES MOBILITES ALTERNATIVES A LA VOITURE - CONVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 75. Fonds de concours de la Ville de Montpellier à la Métropole. Participation. Il faut prendre acte de la participation de la Ville de Montpellier à hauteur de 25 millions d'euros, qui sont évidemment liés à la réalisation de la ligne 5 du tramway, la Ville de Montpellier étant principalement concernée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité. Merci aux élus de Montpellier d'avoir soutenu cette délibération pour la Métropole.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 76 : RESSOURCES - TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES POUR 2022 - ADOPTION

M. Joël RAYMOND entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 76. Taux d'imposition des taxes directes 2022, stabilité des taux, cotisation foncière des entreprises, foncier bâti et foncier non bâti. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 77 : RESSOURCES - TAUX D'IMPOSITION DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM) POUR 2022 - ADOPTION

M. Michel ASLANIAN quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme Séverine SAINT-MARTIN (le pouvoir de Mme Maryse FAYE accordé à M. Michel ASLANIAN est annulé).

Monsieur le Président

Affaire 77. TEOM, 12,35 %. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Vous avez entendu le point de vigilance de Monsieur VASQUEZ tout à l'heure. Quand dans son intervention

il a fait référence à la fiscalité, c'est cette taxe, et la stratégie zéro déchet doit nous permettre de maîtriser ce taux.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 78 : RESSOURCES - TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PREVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) - FIXATION DU PRODUIT 2022 - ADOPTION

Monsieur le Président

Taxe sur la GEMAPI, stabilité du taux. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 79 : RESSOURCES - CONCESSION CAMBACERES A MONTPELLIER - GARANTIE DE DEUX EMPRUNTS CONTRACTES PAR LA SA3M - APPROBATION

M. Guy LAURET quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Concession Cambacères, garantie d'emprunts à hauteur de 80 % par la Métropole, contractés auprès de la SA3M et auprès de la Caisse d'épargne, normalement à des taux encore intéressants. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-CÔSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 80 : RESSOURCES - TARIFS DU MONTPELLIER INTERNATIONAL BUSINESS INCUBATOR (MIBI) - MISE A JOUR - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2021-657 - APPROBATION

Monsieur le Président

Tarifs du MIBI. Y a-t-il des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 81 : RESSOURCES - TARIFS DU MUSEE HENRI PRADES - MISE A JOUR - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2021-657 - APPROBATION

Monsieur le Président

Tarifs du musée Henri Prades à Lattara. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 82 : RESSOURCES - TARIFS DU PARKING LE VICARELLO - MISE A JOUR - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2021-657 - APPROBATION

Monsieur le Président

Tarifs du parking Le Vicarello. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 83 : RESSOURCES - RELATIONS INSTITUTIONNELLES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - MODIFICATION DES SERVICES COMMUNS - AVENANTS AUX CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur RAYMOND. Affaire 83. Réorganisation de l'administration, conventions de services communs des pôles. La réorganisation a été adoptée en CT.

Joël RAYMOND

Évidemment, la 83 est importante puisque...

Monsieur le Président

C'est l'informatique.

Joël RAYMOND

... puisque c'est celle que vous avez reçu deux fois. Vous l'avez reçue une première fois dans l'envoi, vous l'avez tous remarqué je suppose, vous l'avez reçue dans le paquet commun, et puis vous avez reçu une modification avec le dernier envoi il y a 3 jours.

Je vous explique clairement pourquoi. Lors d'un comité technique, qui s'est tenu le vendredi 18, les organisations syndicales ont mentionné le peu de temps qu'elles avaient à analyser l'organisation des services relatifs à la Direction des Relations Institutionnelles et Événementielles, (DRIE), et le Service Administratif et Financier (SAF). Du coup, l'affaire 83 a été modifiée et n'a de teneur que pour les pôles dont la réorganisation a été arrêtée en comité technique une semaine auparavant, à savoir le pôle proximité des espaces publics, le pôle développement humain, le pôle des finances, conseil, gestion et le pôle numérique et des données ; 4 pôles qui sont réorganisés, qui vont pouvoir enclencher notamment le recrutement des postes nécessaires pour avoir une complétude entre les moyens que l'on se fixe et ce que l'on va mettre en œuvre auprès des habitants. Je pense notamment au pôle service numérique, où un certain nombre de postes sont ouverts. Je crois qu'au total ça doit être près de 20, dont certains ont été dégelés, comme je l'ai dit tout à l'heure, dans l'affaire précédente.

Je reviendrai vers vous, rassurez-vous, pour l'organisation, pour les 2 directions ou services qui ne peuvent être présentes dans cette délibération, puisqu'elles n'ont pas été validées en comité technique. Ça s'appelle la transparence, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Monsieur le Vice-Président, merci, c'est le fruit du dialogue. Je mets aux voix, dûment amendée. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Je veux préciser une chose, de manière très claire : il y a le dialogue, mais le cap politique sera tenu, Monsieur le Vice-Président, notamment sur la mutualisation des questions d'informatique entre la Ville et la Métropole. C'est un enjeu important pour ensuite travailler sur les enjeux de qualité de services aux usagers d'une part, et aussi dans notre capacité à dégager des marges de manœuvre sur des sujets qui sont importants. Parce que,

normalement, une mutualisation ça commence par ça, souvent.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 84 : RESSOURCES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Mme Isabelle TOUZARD quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 84. Tableau des effectifs. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur RAYMOND. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 85 : RESSOURCES - REMUNERATION ET COMPENSATION DES ASTREINTES - MODIFICATION DE LA LISTE DES BENEFICIAIRES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 85. Rémunération et compensation des astreintes, modification de la liste des bénéficiaires. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 86 : HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (SPL) L'OR AMENAGEMENT - CREATION DU GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE (GIE) LOA² - ADHESION DE LA SPL AU GIE - APPROBATION

Monsieur le Président

Organisme extérieur, aménagement et création du groupement d'intérêt économique GIE LOA², adhésion de la SPL au GIE. C'est dans le cadre de la SPL de l'Étang de l'or. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 87 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - MODIFICATIONS STATUTAIRES RELATIVES A L'OBJET SOCIAL - APPROBATION

Monsieur le Président

SA3M, modifications statutaires. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 88 : HORS COMMISSION - DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL DE METROPOLE AU PRESIDENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 88. Délégations au Conseil de Métropole en matière d'habitat et d'énergie. Y a-t-il des questions ?
Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 89 : HORS COMMISSION - COMPOSITION DES COMMISSIONS METROPOLITAINES - APPROBATION

M. René REVOL quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 89. Composition des commissions métropolitaines. Ce sont des demandes. Commission ressources, inscription d'un élu de la Commune de Grabels ; environnement, Commune de Grabels, et pour aménagement durable, Madame le Maire, Florence BRAU, Commune Prades-le-Lez. On pourra essayer de faire en sorte qu'il y ait toujours des représentants.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 90 : RESSOURCES - MANDAT SA3M POUR LA REALISATION DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 90. Mandat de la SA3M pour la réalisation de la Cité des arts, compte rendu annuel à la collectivité, exercice 2020. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 91 : RESSOURCES - MANDAT SA3M POUR L'INTEGRATION DES SERVICES DE LA MEDIATHEQUE FEDERICO FELLINI AU SEIN DE LA MEDIATHEQUE EMILE ZOLA - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 91. Mandat de la SA3M sur les travaux de Zola. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 92 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Représentations du Conseil de Métropole. Il s'agit de désigner à l'IUT Montpellier Sète Madame BRAU, Monsieur ASSAF suppléant. Pour l'association que nous allons créer, Capitale Européenne de la Culture ; on

fait une association avec Sète. On propose Monsieur PENSO comme titulaire et son suppléant Monsieur CALVAT, et Madame SERRANO titulaire, Madame GIMENEZ suppléante. Et au Printemps des comédiens : aujourd'hui, l'association n'est composée que de représentants du Département. C'est la Métropole qui exerce la compétence dans le cadre de la convention de transfert. Donc je propose d'y aller. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRECOSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
IUT Montpellier Sète	Florence BRAU (titulaire) Christian ASSAF (suppléant)
Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture	Eric PENSO (titulaire) Renaud CALVAT (suppléant) Célia SERRANO (titulaire) Clara GIMENEZ (suppléante)
Printemps des Comédiens	Michaël DELAFOSSE

Aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 93 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "CULTURE"- EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Patricia MIRALLES quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique culture. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, Mme Mathilde BORNE, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Fanny DOMBRECOSTE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

AFFAIRE N° 94 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur ASSAF. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique sports, trophée taurin, course camarguaise. Qui est contre ? Coralie [MANTION] ? Ah, tu veux dire un mot Laurent [JAOUL] ?

Laurent JAOUL

Monsieur le Président, je voudrais simplement saluer le travail de Christian ASSAF et de Jean-Luc MEISSONNIER, qui ont organisé cette remise des trophées taurins de Montpellier Méditerranée Métropole sur la Ville de Montpellier, avec les arlésiennes, les manadiers, le Président de la Fédération française de la course camarguaise. Ils ont amené les traditions de nos villages dans la ville, et ça c'était vraiment une réussite. Je tiens vraiment à les remercier.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur JAOUL, pour votre propos. Madame SERRANO, je pense que ce sera une intervention sensiblement différente, mais constante à celle exprimée l'année dernière. Allez-y. Et Jean-Luc [MEISSONNIER] après.

Célia SERRANO

Oui, c'est un peu différent, parce que nous, les élus écologistes, évidemment comme chaque année nous voterons contre cette délibération, puisque nous considérons que les animaux ne sont pas des objets de jeu. Ils méritent le respect et la tranquillité. Il existe bien d'autres moyens de donner un spectacle qu'en utilisant les animaux. Les cirques, on en parlait tout à l'heure avec BOUGLIONE, font leur mutation. Il reste encore un secteur qui, sous couvert de tradition, persiste à faire souffrir des animaux pour le plaisir de seulement quelques personnes. C'est dommage.

Monsieur le Président

Merci, Madame SERRANO. Monsieur MEISSONNIER, Maire de Baillargues, qui va sans doute rejoindre l'intervention de Monsieur JAOUL.

Jean-Luc MEISSONNIER

Ce que je regrette, cher Président, c'est d'avoir réveillé Coralie [MANTION]. Ça allait passer à l'unanimité, là on aurait été vraiment ravis.

Pour parler plus sérieusement, je ne vais pas convaincre les gens qui ne sont pas convaincus des bienfaits d'un élevage de cette race des bious, dont la finalité est la course camarguaise. Pourquoi ? Parce que, je ne vais pas revenir sur le côté économique, culturel, tradition et même sportif puisqu'il y a les rasateurs derrière, qui semble échapper à quelques-uns d'entre nous, mais je viendrai un peu *a contrario* conforter votre choix de préserver les zones naturelles. Cette race-là est la seule à pouvoir préserver, surtout sur les zones littorales, des zones naturelles, qui font un écosystème magnifique de filtration au niveau de tout un biotope. Mais ça, peut-être aussi, vous ne vous êtes pas trop penchés là-dessus. C'est la seule race qui peut préserver cela. On parlait tout à l'heure du pastoralisme, il ne peut se faire dans nos garrigues. Je suis manadier maintenant, j'ai 40 bêtes pour le moment, et on monte les taureaux l'hiver dans nos garrigues. Pourquoi ? Parce que déjà ce sont des endroits où ils sont beaucoup plus à l'abri, et en même temps ils débroussaillent tout l'hiver, ils débroussaillent les chênes, ils nous font des coupe-feu naturels. Beaucoup de maires qui sont dans l'arrière-pays nous demandent de pouvoir ramener les bêtes : ça leur permet d'éviter un débroussaillage mécanique, qui génère des coûts. C'est un peu paradoxal. Vous êtes contre des choses où il faudrait être pour, et vous ne relevez pas les choses qui peuvent relever d'un bienfait naturel.

Je vous remercie et je remercie cette Assemblée de voter majoritairement quand même pour quelque chose qui nous tient à cœur : la course camarguaise, qui est la finalité d'un élevage spécifique, je le rappelle ici. J'ai eu plusieurs élevages, je peux parler de ce que je connais. J'ai eu des élevages de salers, j'ai eu des élevages

de taureaux espagnols sur la race retinta. Mais la vache camarguaise est une vache qui est appropriée à un territoire, qui est le nôtre, qui fait partie de nos traditions, de notre culture et qui en même temps ramène un côté sportif élitiste. Vous n'avez qu'à venir dans nos courses du trophée et vous verrez que l'animal est préservé. Je rappelle aussi que nos taureaux sont les seuls dans cette race-là au monde à arriver jusqu'à 15 ans, alors que si à l'époque j'élevais des taureaux salers, vous savez, à 3 ans, comme on dit dans le jargon local, « *on les faisait péter* », on les amenait à la boucherie. J'ai aussi un élevage de moutons, et les agneaux, vous savez, ils ne dépassent pas 6 mois ; après, ils ne sont pas bons à manger. Donc la race camarguaise, c'est une race à préserver, à développer et à conserver. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur ASSAF, peut-être la synthèse ?

Christian ASSAF

La synthèse est délicate en la matière, mais je désespère, Monsieur le Président, de convaincre une certaine partie de cette Assemblée, non pas pour créer de l'adhésion autour de la course camarguaise, mais quand même d'enlever un certain nombre de préjugés.

D'abord remercier Laurent JAOUL. En effet, la remise des trophées taurins, organisée conjointement par Jean-Luc MEISSONNIER et moi-même, a été un véritable succès. Je crois qu'une partie des nombreux maires présents à cette soirée-là peuvent aussi saluer l'honneur qu'on a fait quand même à une partie non négligeable de notre territoire qui se consacre avant tout à de l'élevage. Rappeler également que la Fédération française de course camarguaise est une fédération agréée par le ministère Jeunesse et Sports, que de ce fait elle est même enseignée, il y a des sensibilisations qui sont faites dans les écoles.

Peut-être inviter nos collègues Ecologiques à revoir leur position, à venir – je l'avais déjà dit, c'est une invitation que je renouvellerai chaque année – assister à une course libre, à venir visiter un élevage, à venir rencontrer de nombreux vétérinaires qui sont présents dans le mouvement de la bouvine, bref, à venir constater de vous-même qu'au même titre que la filière équine, la course libre est très respectueuse et met l'animal au centre de son attention. Pour l'édition 2022, nous donnons rendez-vous avec Jean-Luc [MEISSONNIER] à tous les amateurs de la bouvine dimanche à Mauguio, pour la première course du trophée taurin.

Monsieur le Président

Merci. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 8 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK.

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. François VASQUEZ.

AFFAIRE N° 95 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 95. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique sports. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, Mme Florence AUBY, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Serge GUISEPPIN, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 96 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE" ET "CONTRAT DE VILLE" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 96. Subventions développement économique et contrat de Ville. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique NEGRET, M. Yvon PELLET, M. Joël RAYMOND, M. Manu REYNAUD, M. François RIO, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Joëlle URBANI, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

Monsieur le Président

Merci beaucoup mes chers collègues pour cette séance dense du Conseil. On a des délibérations structurantes qui ont été adoptées. Merci pour la qualité des débats et la clarté des propos de chacun.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15h30.



**Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**

N°MD2021-398 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries dans le lotissement Val Paradis - Commune de Grabels

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL GROUPE ou toute société s'y substituant, plusieurs parcelles constituant les voies du lotissement Val Paradis, sur la Commune de Grabels. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-548 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au réaménagement de 31 prêts contractés par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS - Maintien de la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de réitérer la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement de 31 prêts d'un montant total de 26 671 269,42 € souscrits par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS.

N°MD2021-878 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 26 logements sociaux, résidence ' Quatro ', ZAC de Roque Fraisse lot 29 B2, à Saint Jean de Védas - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 3 341 736 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 26 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Quatro », ZAC de Roque Fraisse Lot 29 B2 à Saint Jean de Védas. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-945 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 32 logements sociaux, résidence ' Eden Roch ', ZAC Nouveau Saint-Roch à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme globale de 4 680 840 € représentant 100 % du prêt souscrit par ACM HABITAT, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 32 logements locatifs sociaux, résidence « Eden Roch », ZAC Nouveau Saint Roch à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

N°MD2021-947 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 15 logements sociaux, résidence ' Sky Lodge ', 616 rue Georges Denizot à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme globale de 1 991 928 € représentant 100 % du prêt souscrit par ACM HABITAT, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Sky Lodge », 616 rue Georges-Denizot à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

N°MD2021-970 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM ERILIA pour la construction de 12 logements sociaux - Résidence ' Rue du Docteur Malabouche ', rue du Docteur Malabouche à Cournonterral - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme globale de 1 060 614 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM ERILIA auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, résidence rue du Docteur Malabouche à Cournonterral. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

N°MD2021-999 - 28/12/21 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention de servitude entre Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS- Autorisation de signature

Objet : Décision abrogée par la MD2022-070.

N°MD2021-1022 - 03/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au déclassement du domaine public des parcelles LR 336 et LR 339 avenue de Louisville - Commune de Montpellier

Objet : Il convient de prononcer le déclassement du domaine public de deux parcelles LR 336 (134 m²) et LR 339 (128 m²) situées avenue de Louisville à Montpellier, accessoires de voirie, dont la désaffectation sera constatée a posteriori, avant de pouvoir les aliéner.

N°MD2021-1027 - 27/12/21 - Direction de la Communication

Décision relative au marché N°G1D0038CO - Fabrication, Pose et Dépose d'articles de Pavoisement

Objet : Il s'agit d'un marché qui a pour objet la fabrication, la pose et la dépose de supports de communication pour le pavoisement de différents sites afin de promouvoir des événements. L'accord-cadre est attribué au groupement CA C FAIT.COM sis à Castries, il est conclu pour une période initiale de 1 an, reconductible 3 fois par période d'un an et un montant maximum 300 000 €.

N°MD2021-1076 - 22/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMITI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 29/11/2017 est conclu avec la société COMITI pour une période de six mois, jusqu'au 31/05/2022 et pour une redevance mensuelle HT et HC à payer par la société de 517,72 €.

N°MD2021-1077 - 22/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 30/10/2015 est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de six mois, jusqu'au 30/04/2022 et pour une redevance mensuelle HT et HC à payer par ladite société de 1 252,76 €.

N°MD2021-1079 - 22/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BSWEB PriceComparator au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 01/05/2016, est conclu avec la société BSWEB PRICECOMPARATOR pour une période de six mois à compter du 01/11/2021 et jusqu'au 30/04/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap alpha s'élève à 754,31 €.

N°MD2021-1080 - 22/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société E-TUMBA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 2/10/2017 est conclu avec la société E-TUMBA pour une période de six mois, jusqu'au 30/04/2022 et pour une redevance mensuelle HT et HC à payer par ladite société de 844,63 €.

N°MD2021-1084 - 03/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°2926S17.01 - Maîtrise d'œuvre pour la construction du conservatoire à rayonnement régional de Montpellier - Avenant n°3 - Autorisation de signature

Objet : Afin de réajuster la rémunération de la maîtrise d'œuvre en raison de travaux supplémentaires, un avenant n°3 est conclu avec ARCHITECTURE STUDIO 75012 Paris, mandataire du groupement, pour un montant de 248 276,80 € HT portant le nouveau montant du marché à 4 543 402,16 € HT.

N°MD2021-1085 - 24/12/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°2 au marché M9D0148VD - Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone - Lot 2 : Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions sur le point propreté de Pignan - Autorisation de signature

Objet : L'avenant n°2 au lot n°2 au marché MD0148VD a pour objet d'introduire des prix nouveaux pour prendre en compte les adaptations techniques dans le cadre des travaux sur la déchèterie de Pignan et d'actualiser le montant du marché au regard des quantités réellement exécutées à la fin octobre 2021. L'avenant est signé avec l'entreprise COLAS France sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 14 745,47 € HT, portant le nouveau montant du marché à 189 177,47 € HT et la durée du marché est prolongée en conséquence d'un mois.

N°MD2021-1108 - 12/01/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de fournitures de prestations d'infogérance et de prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information (S.I.) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Elle a pour objet la passation d'un marché de fourniture de prestations d'infogérance et de prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information. Les membres du groupement ainsi constitué ont décidé de désigner en tant que coordonnateur du groupement Montpellier Méditerranée Métropole, à ce titre chargée de l'ensemble de la procédure jusqu'à la notification du marché pour le compte des membres du groupement. La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

N°MD2021-1118 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature par traité d'adhésion à Ordonnance d'Expropriation des parcelles AL 241, AL 243, AL 244 - Route de Mende - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent à accepter les termes du traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation des parcelles AL 241 – AL 243 – AL 244 situées route de Mende à Montpellier, précisant les conditions d'indemnisation de la Commune de Montpellier, qui sont fixées à un euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Ces emprises sont nécessaires à la ligne 5 du tramway.

N°MD2021-1131 - 11/01/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative aux avenants de transfert des marchés n°4962AT17 et n°4826AT17 - Aménagements paysagers de Castries et Prades-le-Lez de la SAS CMEVE à la SERPE SASU à la suite d'une fusion-absorption

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant de transfert du marché d'aménagements paysagers de Castries et Prades-le-Lez de la SAS CMEVE à la SERPE SASU à la suite de la fusion-absorption. Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

N°MD2021-1144 - 01/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de Dominique GAUTHIER de trente-cinq de ses œuvres

Objet : Il s'agit d'un don de Monsieur Dominique GAUTHIER de 35 de ses œuvres d'une valeur totale de 129 100 €. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2021-1150 - 06/01/22 - Direction de la Communication

Décision relative à l'attribution du marché N°G1B0093CO - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement des projets d'amélioration urbaine - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'une consultation qui concerne la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement des projets d'amélioration urbaine. Le marché est conclu avec l'entreprise SAS CHARBONNEAU CONSULTANT sise à Montreuil (93), pour un montant maximum de 90 000 € HT, et une durée de 2 ans, à compter de sa date de notification jusqu'à fin 2023.

N°MD2021-1151 - 24/12/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la Communauté Emmaüs Montpellier pour la collecte d'objets et de meubles dans l'espace réemploi de la déchèterie de Baillargues/Castries

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public qui a pour objet de mettre à disposition d'EMMAÛS Montpellier une zone de dépôt à la déchèterie de Baillargues/Castries, destinée aux déchets pouvant être réemployés. La déchèterie est ainsi utilisée comme lieu de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables.

N°MD2021-1156 - 02/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de l'Office Central de la Coopération de l'Ecole de l'Hérault (OCCE 34) dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : Déjà locataire du lot B05 de 59,51 m², l'Office Central de la Coopération de l'Ecole de l'Hérault est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot. L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

N°MD2021-1164 - 06/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 1 : Achat de torchères - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : La SERM est mandataire, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'opération de travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST. La SERM souhaite passer un avenant avec la FBI BIOME France sise Villers-Cotterets (02) pour prendre en compte des travaux et fournitures supplémentaires impactant le lot 1 « achat de torchères » pour un montant de 38 899,98 € HT portant le nouveau montant du marché à 545 584,98 € HT.

N°MD2021-1166 - 06/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 2 : tuyauteries et raccordement des torchères - Autorisation de signature de l'avenant n°1

Objet : La SERM est mandataire, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'opération de travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST. La SERM souhaite passer un avenant avec la SOCIETE TRAVAUX METALLIQUES INDUSTRIELS SETOIS (TMIS) à Frontignan pour contractualiser les prix provisoires notifiés par ordre de service au cours de l'exécution du marché et de prendre en compte les surcoûts liés à des circonstances imprévues et impactant le lot n°2 « travaux de tuyauteries et raccordement des torchères » pour un montant de 77 749 € HT portant le nouveau montant du marché à 686 609 € HT.

N°MD2021-1167 - 06/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 3 : charpente métallique et installation des torchères - Autorisation de signature de l'avenant n°1

Objet : La SERM est mandataire agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de l'opération de travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST. La SERM souhaite passer un avenant avec le groupement CMA SARL et DARVER, sis à Vic-la-Gardiole (34) pour contractualiser les prix provisoires notifiés par ordre de service au cours de l'exécution du marché et de prendre en compte les surcoûts liés à des circonstances imprévues impactant le lot 3 « charpente métallique et l'installation des torchères » du marché pour un montant de 48 148,87 €HT portant le nouveau montant du marché à 595 084,74 € HT.

N°MD2021-1170 - 06/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 4 : Électricité et automatismes - Autorisation de signature de l'avenant n°1

Objet : La SERM est mandataire agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de l'opération de travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST. La SERM souhaite passer un avenant avec la société INEO MPLR AGENCE INDUSTRIE pour contractualiser les prix provisoires notifiés par ordre de service au cours de l'exécution du marché et de prendre en compte les surcoûts liés à des circonstances imprévues et impactant le lot 4 « travaux d'électricité et automatismes » du contrat de mandat pour un montant de 16 775,44 € HT portant le nouveau montant du marché à 182 975,44 € HT.

N°MD2021-1183 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain - Parcelle cadastrée AV 3 Association du Scoutisme Français de l'Hérault - Commune de Jacou

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de L'ASSOCIATION SCOUTISME FRANÇAIS DE L'HERAULT un prt à usage de terrain jusqu'au 31/12/2022, sur la parcelle AV n°3 située sur la Commune de Jacou, pour accueillir plusieurs rassemblements au cours de l'année. L'association est reconnue d'utilité publique et les actions conduites respectent l'intérêt métropolitain. Le prêt est consenti et acceptée à titre gratuit.

N°MD2021-1186 - 20/01/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au protocole d'accord transactionnel entre Mme DURIOT et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : A la suite d'un litige qui les oppose et d'un accord à l'amiable consenti, il s'agit d'autoriser la signature d'un protocole d'accord transactionnel entre Madame DURIOT ancienne agent de la Collectivité et Montpellier Méditerranée Métropole, pour un montant de 5 500 €.

N°MD2021-1191 - 15/12/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M0B0058EP - Utilisation et maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Afin de répondre aux besoins des agents de la Métropole dans la gestion des arrêtés de circulation et de stationnement, un avenant n°1 au marché d'utilisation et de maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement est signé avec l'entreprise SOGELINK sise à Caluire (69) pour un montant de 5 900 € HT portant le nouveau montant du marché à 59 300 € HT.

N°MD2021-1196 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt de demandes de subventions dans le cadre du label Pays d'art et d'histoire

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue décerner par le Ministère de la Culture le 21/11/2019, le label Pays d'art et d'histoire, ce label étant susceptible de donner lieu à des subventions de différents organismes publics, il est donc nécessaire de déposer des demandes de subventions les plus larges possible auprès de l'Etat, des collectivités territoriales, de l'Union Européenne, ainsi que de tout partenaire public susceptible d'apporter un soutien financier dans le cadre de ce label.

N°MD2021-1197 - 24/12/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°1 au marché global de performance - conception et réalisation du process de tri et exploitation et maintenance du centre de tri DEMETER

Objet : Il est conclu avec la SOCIETE MONTPELLIERAINE DE TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS (SMTVD) un avenant n°1 au marché global de performance du mandataire pour prendre en compte les modifications intervenues du fait de la crise sanitaire liée à la Covid-19, d'une part et, d'autre part, du fait des évolutions règlementaires de tri. L'avenant n°1 a une incidence financière sur le montant initial du marché de 852 840,63 € HT, portant le nouveau montant total estimatif du marché à 40 716 339,63 € HT.

N°MD2021-1202 - 27/12/21 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Ancienne Gare ' avec la société ' SNC IP1R ' sur la Commune de Fabrègues.

Objet : Il s'agit d'une décision en vue d'autoriser la signature de la convention de PUP conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SNC IP1R, sise à Issy-les-Moulineaux (97), relative à une opération de construction de 28 logements sur la Commune de Fabrègues.

N°MD2021-1211 - 31/12/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M0D0037DS - Prestations de nettoyage et d'entretien des équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 à 6 - Attributions

Objet : Afin d'assurer des prestations de nettoyage et d'entretien des équipements sportifs de la Métropole, il est nécessaire d'avoir recours à des prestataires extérieurs. Les lots suivants sont attribués à la société SUD SERVICE sise Castelnau-le-Lez pour une durée de 12 mois pour chaque lot, pouvant être reconduite 3 fois :

- Lot n°1 "Gymnases et Palais des sports René-Bougnol", pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 112 500 € HT ;
- Lot n°2 "Stade de la Mosson - Mondial 98", pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 295 000 € HT ;
- Lot n°3 "Complexe sportif Yves-du-Manoir", pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 132 000 € HT ;
- Lot n°5 "Piscine Olympique Angelotti", pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 752 000 € HT ;
- Le lot n°4 "Réseau des piscines" est attribué au candidat DERICHEBOURG PROPRETE sis 94470 Boissy-Saint-Léger, pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 436 000 € HT, et une durée de 12 mois pouvant être reconduite 3 fois ;
- Le lot n°6 "Façades de la Piscine Olympique Angelotti" est attribué au candidat ACAD sis 34980 Saint-Gély-du-Fesc, pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 92 000 € HT et une durée de 12 mois pouvant être reconduite 3 fois.

N°MD2021-1219 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F OCCITANIE pour la construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Claret ', rue de Claret à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 126 287 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM 3F OCCITANIE auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Claret », rue de Claret à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

N°MD2021-1225 - 04/01/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M0B0035RI - Utilisation, maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M0B0035RI à l'entreprise SIMPLICITI SAS, sise à Saint-Aunès. Il concerne l'utilisation, la maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING. Il est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, reconductible trois fois, et pour un montant de 60 000 € HT pour la durée totale du marché.

N°MD2021-1232 - 20/01/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision modificative au marché n°M9D0085EA - Réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier - lot 1 - Jacques Coeur

Objet : Il s'agit d'une décision modificative au marché n°M9D0085EA pour la réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier - lot 1- Jacques Coeur. Il est proposé de modifier les précédentes décisions afin de permettre l'utilisation du Budget Principal et des budgets annexes.

N°MD2021-1235 - 27/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AT 460 - Propriété des époux PETEL - Rue du Chèvrefeuille - Commune de Pérols

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux PETEL, la parcelle cadastrée AT 460 d'une superficie de 62 m², située rue du Chèvrefeuille à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis, à savoir une régularisation d'emprise voirie.

N°MD2021-1240 - 27/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un réseau électrique ENEDIS - Parcelle cadastrée BD 72 - Commune de Castries

Objet : Il s'agit d'autoriser le passage d'un réseau électrique de la société ENEDIS sur la parcelle BD 72 propriété de Montpellier Méditerranée Métropole pour alimenter l'aire d'accueil des gens du voyage de la Commune de Castries par l'instauration d'une servitude.

N°MD2021-1242 - 24/12/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°1 au marché M9D0148VD - Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone - Lot 4 : Équipement de mise en sécurité des quais sur les points propreté de Villeneuve-lès Maguelone et Pignan

Objet : L'avenant n°1 au lot n°4 du marché M9D0148VD attribué à la société MP INDUSTRIES sise à Gardanne (13), a pour objet d'introduire des prix nouveaux pour prendre en compte les sujétions nouvelles imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux et d'actualiser les quantités prévisionnelles. L'adoption de prix nouveaux et l'actualisation des quantités prévisionnelles entraînent une moins-value de 2 099,40 € portant le nouveau montant prévisionnel du lot 4 à 154 548,60 € HT, et prologant son délai d'exécution d'un mois, portant celui-ci à 7 mois.

N°MD2021-1244 - 27/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à M. et Mme Abdelkader HADDADI des lots de copropriété n°442 et n°111 de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38

Objet : Par arrêté préfectoral du 25/02/2021, la constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas a été déclarée d'utilité publique. Dans cet immeuble, Monsieur et Madame HADDADI sont propriétaires des deux lots de copropriété n°442 et n°111 consistant en un local commercial libre de toute occupation d'une superficie de 66 m² et son garage en sous-sol. Il convient d'acquérir ce bien au prix de 82 000 € dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson engagé par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-1246 - 28/12/21 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative au marché n°M0C0008EP - Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét - Attribution du marché

Objet : Il s'agit d'une consultation qui concerne des prestations de conception et réalisation d'œuvres artistiques sur les arches du pont André Vézinhét. Ce marché a été attribué au groupement LINEUP URBANART/ZEST FRACK NOTO, dont LINEUP URBANART sis à Montpellier est le mandataire pour un montant global et forfaitaire de 131 500 € HT pour la réalisation de l'œuvre et d'un maximum 22 500 € HT pour les prestations rémunérées selon un accord cadre à bons de commande, relatives à l'entretien ultérieur de l'œuvre HT.

La durée du marché est de 4 ans et 6 mois, décomposée comme suit :

- une période de préparation de 2 mois ;
- une période de réalisation des œuvres de 4 mois ;
- une période d'entretien des œuvres de 4 ans à compter de leur réception.

N°MD2021-1247 - 27/12/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition foncière de 31 m² du bien immobilier sise 299 rue Fontcouverte à MONTPELLIER, propriété de M. MERIEUX pour la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 31 m² du bien immobilier sise 299 rue Fontcouverte à MONTPELLIER, cadastrée section HZ n°220, appartenant à Monsieur MERIEUX, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 18 493,30 €.

N°MD2021-1248 - 27/12/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°134 (volume B1) au sein de la copropriété ' le domaine de la Coustaude ' située 1 chemin de la Coustaude à SAINT JEAN DE VÉDAS pour la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°134 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n°420, 422, 424, appartenant à Monsieur LEONARDON et Madame DUBOIS, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 7 150 €.

N°MD2021-1249 - 06/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole - Marché public de maîtrise d'oeuvre - Autorisation de signature de l'avenant n°3

Objet : La SERM est mandataire, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'opération de travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST. Elle souhaite passer un avenant n°3 avec la société NALDEO sise à Saint-Quentin-en-Yvelines (78) afin d'attribuer une rémunération complémentaire au maître d'œuvre pour la gestion de l'épidémie de la Covid-19, d'un montant de 14 745,50 € HT portant le nouveau montant du marché à 239 348,50 € HT.

N°MD2021-1250 - 30/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'attribution du marché en groupement de commande n°G1D0006MG Acquisition et livraison de fournitures d'hygiène - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'un marché d'acquisition et de livraison de fournitures d'hygiène en groupement de commandes pour Montpellier Méditerranée Métropole et les Communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Laverune, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Grabels, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone qui est attribué à la société IGUAL, sise à Villeneuve-lès-Maguelone, pour une durée de 1 an à compter de sa notification, reconductible 3 fois soit 4 ans maximum au total. L'accord-cadre est un marché à bons de commande sans minimum mais avec un maximum annuel de 1 103 120 € HT.

N°MD2021-1252 - 20/01/22 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°G1D0039CO - Groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour des prestations vidéos - Lots 1 et 2 - Attributions

Objet : Il s'agit d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour des prestations vidéos. Le marché a été attribué comme suit :

- Lot 1 : Prestations de captation, réalisation, production et diffusion vidéo en direct et/ou en différé d'événements publics sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et sur leurs réseaux sociaux, attribué à la société SYNOPLÉ sise à Paris, sur la base d'un accord-cadre mono-attributaire avec montant maximum annuel fixé à 100 000 € HT.

- Lot 2 : Réalisation, montage, mise en forme web des vidéos sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et sur leurs réseaux sociaux, attribué aux sociétés K-PRODZ (1^{er}) sise à Nîmes et PY PRODUCTIONS (2^{ème}) sise à Viols-le-Fort, sur la base d'un accord-cadre multi-attributaire avec maximum annuel fixé à 250 000 € HT et attribution en cascade.

Les accords-cadres prennent effet à compter de leurs notifications. Leurs durées sont de 1 an renouvelable trois fois 1 an.

N°MD2021-1256 - 30/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 - Marché n°4775MG17 Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains

Objet : Un avenant n°1 au marché de travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains est passé avec la SAS SERRANO, sise à Villeneuve-lès-Maguelone. L'avenant a pour objet de modifier la date de départ et la date de fin d'exécution. Il n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

N°MD2021-1257 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 45 m² issue de la parcelle DV522 - Avenue du Maréchal Leclerc - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des copropriétaires, représentés par leur syndic, une emprise d'une superficie de 45 m² issue de la parcelle DV 522, nécessaire à l'élargissement du trottoir situé avenue du Maréchal-Leclerc sur la Commune de Montpellier. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu.

N°MD2021-1258 - 30/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la signature d'un avenant n°2 - Marché n°4775MG17 "travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains" - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°2 est signé avec la société SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE sise à Feyzin (69) pour le marché de travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains. Cet avenant a pour objet de modifier la date de départ et la date de fin d'exécution et n'entraîne aucune incidence financière sur le montant initial du marché.

N°MD2021-1259 - 17/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets 2021 Réduction des déchets ménagers assimilés - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de la stratégie en matière de prévention et gestion des déchets et notamment au travers d'un objectif « zéro déchet », Montpellier Méditerranée Métropole a décidé le lancement d'un appel à projets destiné à soutenir les initiatives locales et aider le déploiement d'opérations de réduction des déchets ménagers et assimilés, visant à tendre in fine vers le zéro déchet et favoriser localement une dynamique autour de cette thématique. Le jury de l'appel à projets s'est réuni le 07/12/2021 et a retenu 7 associations auxquelles des subventions seront versées pour un montant de 100 000 €.

N°MD2021-1260 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement de la convention de partenariat avec le Secours Populaire - Fédération de l'Hérault

Objet : Il s'agit d'une convention entre Le Secours Populaire Français – Fédération de l'Hérault et le musée Fabre, qui a pour objectif de consolider et de pérenniser les actions favorisant l'insertion et l'autonomie sociale des personnes accompagnées par Le Secours Populaire Français – Fédération de l'Hérault, en vue de valoriser ces actions auprès d'autres structures et de développer le réseau de collaboration. Cette convention est conclue pour un an reconductible deux fois.

N°MD2021-1262 - 29/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété de la SCI LOGISTRI AGRITECH - Parcelle TY 294 - rue du Pilory - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'un droit de préemption à l'occasion de la vente par la SCI LOGISTRI AGRITECH, d'un terrain nu, situé rue du Pilory, cadastrée section TY 294, à Montpellier, au prix de 510 000 € TTC. L'acquisition de ce bien est nécessaire afin de procéder à un redéploiement des équipements publics de la zone.

N°MD2021-1264 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer les parcelles cadastrées BN 120, BN 121, CL 65 et OM 1 dans le domaine public métropolitain - Commune de Montpellier

Objet : La Métropole souhaite engager une procédure de transfert d'office à la Ville de Montpellier en vue d'intégrer dans le domaine public métropolitain :

- les parcelles cadastrées BN 120 et BN 121 situées rue des Tourterelles, permettant d'assurer un cheminement piéton inter-quartiers ;
- la parcelle cadastrée CL 65 nécessaire au classement de la totalité de l'impasse Blazy dans le domaine public, pour faciliter sa gestion et son entretien ;
- la parcelle cadastrée OM 1 ancienne voie ferrée secondaire liée à la desserte des entrepôts, rue de l'Industrie, dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation sur le secteur Restanque. L'enquête publique pourrait se dérouler sur une période de 15 jours début mars 2022 compte tenu des délais de procédure.

N°MD2021-1267 - 05/01/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une Convention constitutive de Groupement de Commandes entre le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc et Montpellier Méditerranée Métropole - Raccordement AEP et EU du Parc d'activité des 4 chemins à Fabrègues

Objet : Il s'agit d'une convention constitutive de groupement de commandes entre le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc (SBL) et Montpellier Méditerranée Métropole pour le raccordement du Parc d'activité des 4 chemins à Fabrègues. Le SBL est désigné en qualité de coordonnateur du groupement. Les travaux de raccordement sont estimés à 1 360 000 € HT et répartis entre SBL pour une estimation de 1 100 000 € HT et Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant estimatif de 260 000 € HT. La durée prévisionnelle d'exécution des travaux est de 5 mois.

N°MD2021-1269 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement de la convention avec l'association Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale (SOMIS) pour le maintien d'une permanence hebdomadaire d'écrivain public à la médiathèque Jean-Jacques ROUSSEAU

Objet : Une convention entre la Métropole et l'association SOMIS (Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale) a été mise en place pour la période 2019-2021, instituant une permanence hebdomadaire d'écrivain public à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau. Cette convention est arrivée à échéance, une nouvelle pour la période 2022-2024 est donc signée reprenant les mêmes termes et conditions que la précédente.

N°MD2021-1271 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE Née PASTEAU de la parcelle cadastrée BT 10 située 4 rue du Pergasan à JUVIGNAC

Objet : Il s'agit de l'acquisition d'une parcelle de 2 000 m² sur laquelle est édifiée une villa, située à Juvignac, 4 rue du Pergasan, dans le cadre du projet MED VALLEE. Cette acquisition est réalisée au prix de 540 000 €, auxquels il convient d'ajouter les frais de notaire.

N°MD2021-1272 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise en place d'une convention entre les médiathèques Jean-Jacques ROUSSEAU, William SHAKESPEARE et Federico GARCIA-LORCA avec le Domaine d'O pour la saison 2021/2022

Objet : Il s'agit d'une convention de partenariat entre les médiathèques Jean-Jacques Rousseau, William Shakespeare, et Federico Garcia-Lorca avec le Domaine d'O pour la saison 2021-2022. Cette convention a pour but l'accueil d'artistes, la mise en place d'ateliers de théâtre, de parcours entre les médiathèques concernées et le domaine d'O, la valorisation et la communication autour de projets communs et la participation des médiathèques lors d'événements forts du domaine d'O. Elle est consentie à titre gracieux.

N°MD2021-1274 - 20/01/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°4689DS17 - Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 2

Objet : Il s'agit de la signature de l'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune. Il a pour objet le transfert de propriété des droits et obligations liés au marché de la société CHABANNE ENERGETIQUE au profit de la société CHABANNE INGENIERIE, dont le siège social est désormais sis au 38, quai Pierre Scize à Lyon (69009). Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

N°MD2021-1275 - 11/01/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M1D0080EP - Travaux d'aménagement de l'Avenue du 8 Mai 1945 sur la Commune de Vendargues - Autorisation de signature

Objet : Des travaux d'aménagement de l'avenue du 8 Mai 1945 sont nécessaires sur la Commune de Vendargues. Le marché a été attribué au groupement BRAULT MTP / BRAULT TP sise à Vendargues, pour un montant estimatif de 879 797,50 € HT. Le prend effet à compter de la date de notification pour une durée de 40 semaines, période de préparation de 1 mois comprise.

N°MD2021-1276 - 25/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre et l'Opéra Orchestre National de Montpellier

Objet : Il s'agit d'une convention de partenariat entre l'Opéra Orchestre National de Montpellier d'une part et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole d'autre part dans le cadre de l'organisation de l'exposition « Musique ! La vie musicale montpelliéraine, de 1875 à nos jours » (titre provisoire). La convention a pour objet de déterminer les obligations et les responsabilités de chaque partie.

N°MD2021-1277 - 31/12/21 - Direction des Sports

Décision relative à l'accord-cadre n°M1B0059DS - Achat de produits pharmaceutiques et de matériels de secourisme pour Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Un marché d'achat de produits pharmaceutiques et de matériels de secourisme pour Montpellier Méditerranée Métropole est attribué à l'entreprise DUMONT SECURITE sise à Ambérieu-en-Bugey (01), pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un montant maximum annuel de 27 000 € HT. Il prend effet à compter de sa notification, pour une durée initiale d'un an, reconductible deux fois pour une période d'un an.

N°MD2021-1278 - 07/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative au renouvellement de la mise à disposition d'un agent de catégorie A auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit du renouvellement de la mise à disposition d'un agent auprès de la Métropole jusqu'au 30/04/2022.

N°MD2021-1279 - 04/01/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Inoxy Films - Site Hélios bâtiment L - Commune de Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société INOXY FILM, sise à Paris (75011), pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel. La location concerne un local dans le site Hélios dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, sur la Commune de Fabrègues (34960). Le contrat est conclu pour une période de 3 mois à compter de sa signature. Le montant de la redevance pour la durée de la location est de 350 € HT soit 420 € TTC.

N°MD2021-1280 - 06/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n°OT 8M14H - Coordonnateur environnement dans le cadre de la ligne 5 de tramway - Attribution

Objet : Il est proposé d'autoriser la signature du marché portant sur une mission de coordonnateur environnement dans le cadre de la 5^{ème} ligne de tramway avec l'entreprise EGIS STRUCTURE ET ENVIRONNEMENT sise à Montpellier, pour un montant de 185 585 € HT et une durée de 5 ans à compter de sa notification.

N°MD2021-1281 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la convention de partenariat entre le musée Fabre et l'Association des Amis du musée Fabre pour la souscription publique du triptyque de Yan Pei-Ming, l'Impossible Rencontre - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention entre le musée Fabre et l'Association des Amis du musée Fabre (AMF) afin de définir les modalités de leur collaboration pour la gestion et le suivi des recettes liées à l'urne installée et destinée à recevoir les dons en argent liquide dans le cadre de cette souscription publique.

N°MD2021-1282 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise d'une œuvre attribuée à Pauline Gauffier (Rome, vers 1775 - Florence, 1801), L'Oiseau volé

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par son Président Claude CAZES d'une huile sur toile attribuée à Pauline GAUFFIER (Rome, vers 1775 – Florence, 1801), L'Oiseau volé, vers 1790-1800, achetée chez Christie's New York pour un montant de 47 500 dollars. Cette huile sur toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2021-1283 - 21/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un immeuble à usage commercial - 42 et 44 rue Frédéric Bazille - Parcelle EX 469 - Commune de Montpellier

Objet : A l'occasion de la vente par la SCI LA MULTICOLORE, d'un immeuble à usage commercial libre de toute occupation, situé 42 et 44 rue Frédéric Bazille, cadastré section EX 469, la Ville de Montpellier a exercé le droit de préemption au prix de 700 000 € plus 42 000 € de commission d'agence proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, afin de permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de réaliser une structure d'accueil des familles sans domicile dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il convient donc d'approuver l'intervention de la Métropole à l'acte d'acquisition par la Ville de Montpellier en qualité de tiers payeur et l'acquisition in fine du bien par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-1284 - 30/12/21 -

Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour un appui complémentaire à l'accompagnement des pôles portant sur la concertation, dans le cadre de la nouvelle organisation de l'administration mutualisée - Marché M1B0119VI - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le principe de passer commande auprès de l'UGAP pour un appui complémentaire à l'accompagnement des pôles portant sur la concertation, dans le cadre de la nouvelle organisation de l'administration mutualisée. Ce complément se révèle nécessaire à la suite de la première phase de diagnostic. Le montant total estimé de ce marché est de 88 000 € pour les années 2021 et 2022.

N°MD2022-001 - 04/01/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision modificative relative à l'agrément de candidature de la société J&M BUILDING dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez

Objet : Il s'agit de corriger l'erreur de surface de plancher dans la décision n°MD2021-1193. En effet, la candidature de la société J&M BUILDING est agréée en vue de l'acquisition du lot 3D de 1 550 m², et non 2 480 m² comme il a été mentionné, dans le Quartier Eurêka. L'utilisateur final sera la société SYNOX dont l'activité est l'intégration et l'édition de plateformes IoT (déploiement internet des objets et projets connectés). La société prévoit un effectif de 60 personnes à 3 ans.

N°MD2022-003 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au classement dans le domaine public des emprises "voirie" Lotissement les Jardins d'Hélios Commune de Cournonterral

Objet : Dans le cadre de la convention de Projet Urbain Partenarial signée entre la Ville de Cournonterral et la société ANGELOTTI AMENAGEMENT, "Lotissement les Jardins d'Hélios" il a été convenu que les voiries et espaces communs soient rétrocédés à la Métropole au titre des participations apportées par le promoteur. La transaction est consentie à l'euro symbolique.

N°MD2022-004 - 21/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession de la parcelle AK 262 - Le Clos des Oliviers - Commune de Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur JAY la parcelle AK 262 d'une superficie de 20 m², située « Lotissement Le Clos des Oliviers » sur la Commune de Vendargues. Cette cession aura lieu au prix de 100 € le mètre carré, soit un montant total de 2000 €.

N°MD2022-005 - 03/01/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la concession Parc Marianne à Montpellier (SERM) - Projet Urbain Partenarial (PUP) Mas Combelle - Convention tripartite de Projet Urbain Partenarial (PUP) pour le lot MC2 (REAL PROMOTION / LES VILLAGES D'OR) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver les termes de la convention de PUP à signer avec REAL PROMOTION / LES VILLAGES D'OR et la SERM, dans le cadre d'un périmètre de PUP approuvé le 14/05/2021, pour le lot MC 2 du secteur "Mas Combelle" (PUP inclus dans la concession de la ZAC Parc Marianne avec la SERM). Le projet porté par REAL PROMOTION / LES VILLAGES D'OR a pour objet la réalisation d'un projet de constructions mixtes comportant des logements et de l'activité. Il est prévu une participation du promoteur de 1 346 150 €, dont 1 329 890 € en numéraire et 16 320 € en apport de terrains en nature.

N°MD2022-006 - 20/01/22 - Direction du Contrôle de Gestion

Décision relative au marché n°M1C0009CG d'audit externe - Analyse critique rétrospective et prospective de l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1C0009CG d'audit externe relatif à l'analyse critique rétrospective et prospective de l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST à l'entreprise ANTEA sise à Pérols, pour un montant de prestations de 52 800 € HT pour la partie prix global et forfaitaire et la partie prix unitaires sans minimum mais avec un maximum de 50 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée allant jusqu'à la restitution intégrale des conclusions de l'ensemble des phases de la mission.

N°MD2022-007 - 20/01/22 - Direction des Sports

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES) pour l'année 2022

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion, pour l'année 2022, de Montpellier Méditerranée Métropole à L'ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS EN CHARGE DU SPORT (ANDES) pour un montant de 4 986 €.

N°MD2022-008 - 19/01/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative aux renouvellements d'adhésions à des organismes économiques extérieurs - Autorisation

Objet : Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans. Le montant de ces cotisations est estimé à 10 000 €.

N°MD2022-009 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition et au classement dans le domaine public métropolitain - Impasse Guizard - Commune de Grabels

Objet : La parcelle AX 164 est acquise afin de permettre l'intégration dans le domaine public métropolitain de l'impasse Guizard sur la Commune de Grabels. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis, auprès de chaque propriétaire indivis titré.

N°MD2022-010 - 06/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelles AA26, AA27, AA28, AA29, AA46 à Montferrier-sur-Lez

Objet : La Métropole acquiert partie des parcelles cadastrées situées à Montferrier-sur-Lez, d'une surface totale de 3 542 m² appartenant au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 37 191 € toutes indemnités confondues.

N°MD2022-011 - 04/01/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société YNOV sur la Zac Cambacérès à Montpellier

Objet : La candidature de la société YNOV est agréée en vue de la location du lot E1 de 1 800 m² dans la ZAC Cambacérès pour une période de 30 à 36 mois, destiné à accueillir des bâtiments modulaires et provisoires d'une surface totale de 1 745 m² regroupant des espaces de formation, d'exposition, des bureaux et des ateliers, dans l'attente de la livraison de son bâtiment définitif. La société prévoit un effectif de 20 personnes à 3 ans.

N°MD2022-012 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 450 - Impasse des Aramons - Commune de Juvignac

Objet : La Métropole acquiert la parcelle BM 450 auprès de Monsieur LABORY pour permettre l'intégration de l'impasse des Aramons à Juvignac dans le domaine public métropolitain. La cession est consentie à l'euro symbolique compte tenu du bien acquis et du transfert de charges.

N°MD2022-013 - 03/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition de personnel auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle, Montpellier Contemporain, MoCo

Objet : Il s'agit d'autoriser la mise à disposition de 18 agents de Métropole Méditerranée Métropole auprès du MO.CO. du 01/01/2022 au 31/12/2022.

N°MD2022-014 - 07/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition de personnel auprès de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole (SAEML-SFMA)

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de la mise à disposition de Monsieur MAYOR, agent de la Métropole, auprès de la SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SERVICES FUNERAIRES (SAEML-SFMA) de Montpellier Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au 31/12/2022.

N°MD2022-015 - 03/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition de personnel auprès du Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de mise à disposition de deux agents auprès du COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC) de Montpellier Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au 31/12/2022.

N°MD2022-016 - 26/01/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M1D0074AT - Travaux de la rue Emile Combes à Castelnau-le-Lez - Attribution du marché

Objet : En vue de travaux nécessaires, rue Emile-Combes à Castelnau-le-Lez, le marché a été attribué à l'entreprise COLAS France sise à Vendargues, pour un montant de 319 004,50 € HT et une durée de 45 jours calendaires auxquels s'ajoutent 30 jours calendaires de préparation.

N°MD2022-017 - 03/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de l'Office de Tourisme Métropolitain à compter du 1er janvier 2022 pour une durée de 3 ans

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de mise à disposition de Madame CORBOBESSE, agent Métropole, auprès de l'OFFICE DE TOURISME du 01/01/2022 au 31/12/2024.

N°MD2022-018 - 03/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie B auprès de La Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au 31/12/2022

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de mise à disposition de Monsieur MAZARS, agent de la Métropole ; auprès de la MISSION LOCALE DES JEUNES de Montpellier Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au 31/12/2022.

N°MD2022-020 - 11/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à une mise à disposition partielle de Montpellier Méditerranée Métropole de 3 agents de la Commune de Pignan

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de la mise à disposition partielle de 3 agents du service urbanisme de la Ville de Pignan auprès de Montpellier Méditerranée Métropole. Les mises à disposition ont lieu à compter du 01/01/2021, sans limitation de durée.

N°MD2022-022 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle A 1447 - Avenue de Nîmes - Commune de Saint-Brès

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur MALIGNON et Madame ALBRESPIY, la parcelle A 1447 d'une superficie de 898 m², située sur la Commune de Saint-Brès, afin de régulariser la situation juridique de cette emprise déjà aménagée en voirie. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

N°MD2022-024 - 07/02/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°05MOE18 - Maîtrise d'œuvre partielle pour la réalisation des infrastructures hydrauliques et paysagères du parc Gérard-Bruyère - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°05MOE18 « Maîtrise d'œuvre partielle pour la réalisation des infrastructures hydrauliques et paysagères du parc Gérard-Bruyère » avec le groupement BRL INGENIERIE (mandataire) et AGENCE PAYSAGES (co-traitant). Il a pour objet de modifier le montant du marché en intégrant les prestations supplémentaires rendues nécessaires en cours de chantier pour la bonne réalisation de l'ensemble des travaux relatifs aux infrastructures hydrauliques et paysagères du Parc Gérard-Bruyère, demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre. L'avenant porte le montant total estimatif annuel du marché à 336 607,50 € HT, et la durée globale prévisionnelle d'exécution du marché à 38 mois.

N°MD2022-025 - 20/01/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M1D0087DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du tennis - Open Sud de France 2022 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0087DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du tennis – Open Sud de France 2022 » à l'entreprise OCCITANIE EVENTS, sise à Pérols, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum fixé à 500 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 06/02/2022.

N°MD2022-026 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de dépôts de biens culturels maritimes appartenant à l'Etat (DRASSM) au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention afin de renouveler le dépôt de 29 objets appartenant au Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM) du Ministère de la Culture au sein de la collection permanente du Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades.

N°MD2022-027 - 26/01/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M1C0021EP - Création d'un espace piéton rue Lino Ventura à Montpellier - Attribution du marché

Objet : Le marché subséquent n°M1C0021EP – Création d'un espace piéton rue Lino-Ventura à Montpellier a été attribué au groupement GUINTOLI / EHTP / SIORAT sis à Mauguio pour un montant de 86 799,30 € HT et une durée de 45 jours calendaires dont 30 jours calendaires de préparation.

N°MD2022-028 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt d'un mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades avec Ville de Roanne - Autorisation signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec la Ville de Roanne, d'une convention de prêt par celle-ci d'un objet archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" qui se déroule au Site archéologique Lattara – Musée Henri-Prades.

N°MD2022-029 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt d'un mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades avec la Ville de Chalon-sur-Saône - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de prêt par la Ville de Chalon-sur-Saône de 16 objets ou lots d'objets archéologiques dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" qui se déroule au Site archéologique Lattara – Musée Henri-Prades

N°MD2022-030 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt d'un mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades avec la Ville de Châteauroux - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention pour le prêt par la Ville de Châteauroux d'un objet archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" qui se déroule au Site archéologique Lattara – Musée Henri-Prades.

N°MD2022-031 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais liés à la résidence littéraire de l'autrice Annie FERRET et à l'autorisation de dépôt des demandes de subventions afférentes

Objet : L'autrice Annie FERRET est accueillie en résidence de création littéraire de mars à fin mai 2022. Il s'agit d'autoriser la prise en charge de sa bourse de création et de ses frais de déplacement ainsi que d'autoriser le dépôt des demandes de subventions pour cette résidence de création littéraire, notamment auprès du Centre National du Livre.

N°MD2022-032 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais des auteurs invités de la 37^{ème} Comédie du Livre et à l'autorisation du dépôt des demandes de subventions afférentes à la manifestation

Objet : La 37^{ème} Comédie du Livre se déroulera du 13 au 22/05/2022. Les auteurs qui participeront à cette édition seront rémunérés selon les prescriptions du Centre National du Livre. Leurs frais de déplacement, hébergement et restauration seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit d'autoriser le dépôt des demandes de subventions les plus larges possible dans le cadre de cette manifestation.

N°MD2022-033 - 21/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à un avenant n°2 dans la convention d'occupation pour une station radioélectrique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TDF - Rond-point de Girac à Clapiers - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Métropole à signer, avec la société TDF sise à Montrouge (92), un avenant n°2 à la convention d'occupation, dans le cadre du projet de ligne 5 de tramway, dans lequel est représenté le nouvel emplacement d'une antenne radioélectrique de TDF, située rond-point de Girac à Clapiers. Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

N°MD2022-034 - 06/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°133 (Volume B1) au sein de la copropriété 'le domaine de la Coustaude' à Saint Jean de Védas pour la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert un lot privatif au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n°420, 422, 424, appartenant à Monsieur RIEUTORT, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 7 150 €.

N°MD2022-035 - 06/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 273m² de bien immobilier (cadastré BT n°2) au lieudit LAURIOL à CLAPIERS appartenant à l'Indivision CAMMAL-MICHEL pour la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 273 m² du bien immobilier situé lieudit lauriol à Clapiers, cadastré section BT n°2, appartenant à l'Indivision CAMMAL-MICHEL, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 19 018 €.

N°MD2022-036 - 17/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public Tabac TPL le Campus - 5ème ligne de tramway

Objet : A la suite de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 13/12/2021, Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 2^{ème} indemnisation à la SNC « TPL LE CAMPUS » exploitant un commerce de tabac, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway. Le montant de l'indemnisation est fixé à 22 430 € de juin 2020 à février 2021, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission.

N°MD2022-038 - 21/01/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent portant sur des missions d'avant-projet dans le cadre du contrat de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle

Objet : L'avancement du projet d'aménagement des espaces publics Comédie Esplanade Triangle nécessite la réalisation de nouvelles prestations d'études dans le cadre du mandat d'études et de travaux confié à la SA3M. Pour ce faire, il est décidé d'attribuer un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle au groupement TER/TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, correspondant à des prestations d'études d'avant-projet (AVP), pour un montant de 607 180 € HT. Sa durée est de 10 mois.

N°MD2022-039 - 11/01/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché M1B0085EA - Diagnostic amont et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0085EA à société SEPIA sise à Paris. Il concerne le diagnostic amont et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant de 49 800 € HT et pour une durée de 6 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-040 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'une parcelle cadastrée AZ 161 - Avenue Justin Bec - Commune de Saint Georges d'Orques

Objet : La Métropole acquiert auprès de Madame TESSE, la parcelle AZ 161 d'une superficie de 1 380 m² située le long de la rue Justin-Bec afin d'aménager un quai bus aux normes PMR, sur la Commune de Saint Georges d'Orques. La transaction est acceptée au prix de 1 €/m² soit un montant total de 1 380 €. L'acte notarié sera rédigé aux frais de la Métropole.

N°MD2022-041 - 26/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au dépôt et à l'octroi d'autorisations d'urbanisme sur la parcelle cadastrée SI n°132 à Montpellier - Réalisation d'une centrale géothermique - secteur CAMBACERES

Objet : Il s'agit d'une demande d'autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisations d'urbanismes par la SERM en tant que concessionnaire du contrat de délégation de service public portant sur le réseau de chaleur et froid sur la Ville de Montpellier, pour la réalisation de la centrale géothermique du secteur Cambacérès.

N°MD2022-042 - 11/01/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - ASTIER MOINE"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître GONZAGUE Phelip, avocat, à la suite de l'assignation devant le Tribunal Judiciaire déposée par Madame Hélène ASTIER épouse MOINE, Madame Aude MOINE et Madame Gaëlle MOINE à l'encontre de Montpellier Méditerranée Métropole dans la procédure d'expertise en cours relative aux désordres affectant l'hôtel de Strasbourg sis 39 boulevard de Strasbourg à Montpellier.

N°MD2022-045 - 21/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision complémentaire à la décision n°MD2021-1160 de préemption de la Propriété CUADRADO - Villa - Parcelle BT 11 - 2 rue du Pergasan - Commune de Juvignac

Objet : Il s'agit d'une décision complémentaire à la décision n°MD2021-1160 du 02/12/2021 de préemption de la propriété de Monsieur CUADRADO et Madame DEPAULE, une villa avec terrain, située 2 rue du Pergasan à Juvignac, cadastrée section BT 11, acquise dans le cadre du projet MED VALLEE. Elle a pour objet d'autoriser Monsieur CUADRADO et Madame DEPAULE à occuper ladite villa, à titre gracieux et pour une durée de 4 mois non renouvelable, après son acquisition par la Métropole.

N°MD2022-047 - 19/01/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'attribution d'un marché n°M1D0059MG - Travaux de plomberie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit de signer l'accord-cadre n°M1D0059MG avec l'entreprise SERVICES MAINTENANCE ENERGIES, sise à Montpellier. Il concerne les travaux de plomberie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant maximum de 2 040 000 € HT et pour une durée d'un an à compter du 15/02/2022 ou de sa date de notification.

N°MD2022-048 - 19/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion, pour l'année 2022, de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du GROUPEMENT DES AUTORITES RESPONSABLES DE TRANSPORT pour un montant de 23 927,40 €.

N°MD2022-049 - 26/01/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M1D0027AT - Travaux d'aménagement de la rue du Mas d'Armand à Grabels - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit du marché subséquent n°M1D0027AT – Travaux d'aménagement de la rue du Mas d'Armand à Grabels, attribué à l'entreprise EIFFAGE et pour une durée de 5 mois. Des prestations supplémentaires ont été nécessaires pour mener à bien les travaux, d'où l'élaboration de l'avenant d'un montant de 15 322,75 € HT, portant le montant total du marché à 392 000 € HT, soit une augmentation de 4,07 %.

N°MD2022-051 - 12/01/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un marché n°M1B0096DE de rédaction et réalisation d'interviews filmés, réalisation d'illustration de supports de communication et d'infographies et prise de vues - Lots 1, 2 et 3 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer marché n°M1B0096DE de rédaction et réalisation d'interviews filmés, réalisation d'illustration de supports de communication et d'infographies et prise de vues - Lots 1, 2 et 3 comme suit :

- lot n°1 "Réalisation d'interviews filmées", à l'entreprise SAS LE MAS MEDIA, sise à Montpellier, pour un montant de 24 200 € HT ;
- lot n°2 "Réalisation d'illustrations", à l'illustrateur Christophe COUDOUY, sise à Montpellier, pour un montant de 12 000 € HT ;
- lot n°3 "infographies et prises de vues", à l'entreprise SAS LE MAS MEDIA, sise à Montpellier; pour un montant de 8 400 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de leurs notifications pour une durée de 12 mois non reconductibles.

N°MD2022-052 - 02/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au projet de coopération COOPALIM - Fès (Maroc) - Mission d'expertise - Changement de dates de mission

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole soutient depuis 2018 le projet Let's Food Cities (Coopalim). Ce projet dans le suivi du Pacte de Milan, a pour objectif principal d'encourager la transition des villes vers des systèmes alimentaires territoriaux durables en favorisant la coopération entre collectivités françaises et étrangères.

Dans ce cadre la Métropole a choisi de proposer et de travailler avec la Ville de Fès (Maroc), ville jumelle de la Ville de Montpellier sur, entre autre, la problématique de mise en place d'un marché paysan en circuit court. Le projet arrivant à échéance et la mise en place d'une mission d'expertise à Fès qui n'a pu se tenir en 2021 à cause de la crise de la Covid-19, il est proposé de reporter les dates de la mission au premier semestre 2022, si la situation sanitaire le permet. La mission sera composée par 2 élus(es) et 3 techniciens(nes) pour un montant maximum de 7 000 € TTC.

N°MD2022-054 - 19/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°M1D0017EM de travaux de reprise du platelage bois du tramway sur la plateforme Du Guesclin entre Antigone et la gare Saint-Roch

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M1D0017EM de travaux de reprise du platelage bois du tramway sur la plateforme Du Guesclin entre Antigone et la gare Saint-Roch attribué au groupement d'entreprises SPORT ENVIRONNEMENT / LAQUET. En raison de la pandémie (difficulté d'approvisionnement en bois exotique et forte hausse du coût d'achat), il convient de prendre en compte le surcoût financier et de modifier les délais contractuels du marché en permettant une phase supplémentaire de travaux en 2023, objet de l'avenant n°1.

Le montant estimé de l'avenant est de 150 000 € HT portant le nouveau montant du marché à 2 014 664,64 € HT, soit une hausse de 8.4 % du montant initial du marché.

N°MD2022-055 - 08/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement des adhésions aux associations French régional American Museum (FRAME), International Council of Museums (ICOM), Club 2e (Club des utilisateurs de Flora), AFROA (Association Française des Régisseurs d'œuvres d'Art), Club Innovation & Culture France (CLIC) et Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC) - 2022 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement des adhésions, pour l'année 2022, aux associations suivantes :

- FRENCH REGIONAL AMERICAN MUSEUM (FRAME) pour le montant de 6 500 € ;
- INTERNATIONAL COUNCIL OF MUSEUMS (ICOM) pour le montant de 1 110 € ;
- CLUB 2E (Club des utilisateurs de Flora) pour le montant de 60 € ;
- AFROA (Association Française des Régisseurs d'œuvres d'Art) pour le montant de 40 € ;
- CLUB INNOVATION & CULTURE FRANCE (CLIC) pour le montant de 810 € ;
- LABORATOIRE DES MEDIATIONS EN ART CONTEMPORAIN (LMAC) pour le montant de 100 €.

Le montant totale des adhésions est de 8 620 €.

N°MD2022-056 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'acceptation du legs de Monsieur Alain Bernard PERIO d'un ensemble de biens en meubles, tableaux et bibelots à Montpellier Méditerranée Métropole - Musée Fabre

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte pour le musée Fabre, le legs d'un ensemble de biens en meubles, tableaux et bibelots de la « FONDATION LE REFUGE » qui consent à l'exécution du testament de Monsieur Alain-Bernard PÉRIO. Ce legs est évalué à 58 110 €. La Métropole consent également de régler les frais de déclaration de succession d'un montant de 473,54 € et accepte la délivrance de legs ultérieur si les objets manquants étaient retrouvés.

N°MD2022-057 - 19/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR)

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion, pour 2022, de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ASSOCIATION POUR LA GESTION INDEPENDANTE DES RESEAUX DE TRANSPORT PUBLIC (AGIR) afin de bénéficier d'un appui technique sur la question des mobilités. Le montant de la cotisation s'élève à 18 000 € HT.

N°MD2022-058 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mécénat conclue le 27 juillet 2018 entre le musée Fabre et Altran technologies - Avenant n°3 - Autorisation de signature

Objet : ALTRAN TECHNOLOGIES s'est engagé le 27/07/2018 aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole en apportant ses compétences en vue de la création et du développement d'un dispositif de médiation numérique des collections permanentes du musée Fabre et en particulier des collections d'arts graphiques. Deux avenants ont été signés en date du 21/05/2019 et 28/07/2020. Les deux parties ont convenu de signer un troisième avenant afin de prolonger la durée de la convention initiale et définir la contribution supplémentaire d'ALTRAN TECHNOLOGIES.

N°MD2022-059 - 02/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Sébastien Soufflet - Domaine de Viviers à Jacou

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail précaire avec Monsieur SOUFFLET, agriculteur à Jacou. Le bail concerne la location qu'un local fermé et une partie de l'auvent, pour une superficie de 60 m² chacun, situé sur la parcelle cadastrée section AV n°3, situé Domaine de Viviers à Jacou. Le bail est consenti et accepté à pour une durée de 1 an à compter de sa signature. Il fixe un loyer annuel de 100 €.

N°MD2022-061 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de Monsieur Christian JACCARD de trente-neuf de ses œuvres

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Christian JACCARD domicilié à Paris, de trente-neuf de ses œuvres, d'une valeur totale de 406 000 €. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-062 - 26/01/22 - Direction des Sports

Décision modificative relative au marché n° 06/TRAV/20 - Infrastructures et aménagements des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère - Lots n° 3 à 6

Objet : Il s'agit de modifier l'article 1 de la décision n°MD2021-497 en date du 20/05/2021 attribuant les lots n°3 à 6 du marché n°06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère ».

N°MD2022-065 - 19/01/22 - Direction des Mobilités

Décision modificative relative à une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM pour la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eau et création d'une voirie provisoire dans le cadre de la réalisation de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France

Objet : Dans le cadre de la réalisation de l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France, une convention d'occupation précaire et temporaire est conclue entre la SERM et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eau et la création d'une voirie provisoire rendue nécessaire pour assurer les mouvements tournants depuis la route de Vauguières vers le boulevard Pénélope, en passant par les parcelles SL 107 et SL 145, propriétés de la SERM. Cette décision abroge la décision n°MD2021-1220.

N°MD2022-066 - 12/01/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise ANTIKYTERA pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise ANTIKYTERA pour l'occupation d'une surface de 21,20 m² au sein du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31/12/2024 et pour une redevance mensuelle HT et HC de 299,98 €.

N°MD2022-067 - 02/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Félicita Films - Site Hélios bâtiment L - Commune de Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société FELICITA FILMS, sise à Paris 17^{ème}, pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel. La location concerne un local d'environ 79 m² dans le bâtiment L du site Hélios, lieudit Mante sur la Commune de Fabrègues. Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 30/09/2022. Le montant mensuel de la redevance est de 230,4 € HT soit 276,49 € TTC.

N°MD2022-068 - 09/02/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M0D0074EA - Réhabilitation EU et création poste de refoulement sur la Commune de Fabrègues - Attribution

Objet : Un marché de réhabilitation EU et de création d'un poste de refoulement sur la Commune de Fabrègues est passé avec le groupement RAMPA TP/POMPAGE RHÔNE ALPES pour un montant estimatif de 488 388,60 € HT. L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service pour une durée de 22 semaines.

N°MD2022-070 - 26/01/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention de servitude pour la réalisation d'ouvrages entre ENEDIS et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS envisage des travaux relatifs au passage de lignes électriques sous-terraines sur un terrain de la Métropole sis à Montpellier. Il est nécessaire de passer une convention de servitude pour la réalisation de ces ouvrages entre ENEDIS et Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-071 - 12/01/22 - Mission Cité Intelligente

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie data - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée à l'association OCCITANIE DATA. La cotisation d'adhésion à cette association s'élève pour l'année 2022 à 8 300 € HT.

N°MD2022-072 - 24/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n°9.142 de Mission OCTA (Organisme Contrôle Technique Agréé) Sécurité des personnes et solidité des ouvrages dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le PEM Sud de France - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du marché n°9.142 avec l'entreprise BUREAU VERITAS sise à Puteaux (92). Il concerne la Mission OCTA (Organisme Contrôle Technique Agréé) « sécurité des personnes et solidité des ouvrages », dans le cadre de l'extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare. Il est conclu pour un montant de 38 000 € HT. La durée prévisionnelle du présent marché est de 7 ans à compter de sa notification.

N°MD2022-075 - 25/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au marché n°M1B0074HP - Hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social des ménages - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer à l'association L'AVITARELLE le marché d'hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social des ménages, pour un montant maximum de 40 000 € HT pour la période initiale, et 35 000 € HT pour la période de reconduction. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible par période de 1 an pour une durée maximale de 1 reconduction.

N°MD2022-076 - 19/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière - Copropriété sise au 3 Avenue Georges Clemenceau - Mme Vareille - Lot 4 - UF 4001 - dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°4 au sein d'une copropriété située 3 avenue Georges-Clémenceau à Montpellier, cadastrée section EV n°282, appartenant à Madame VAREILLE, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 14 999 €.

N°MD2022-077 - 17/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière dans le cadre du projet de cinquième ligne de tramway sise au 5 rue du Pas du Loup à MONTPELLIER - Mme FAULQUIER - UF4930

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 650 m² du bien immobilier sise 5 rue du Pas du Loup à Montpellier, cadastrée section IK n°146, appartenant à Madame FAULQUIER, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 381 909 €.

N°MD2022-079 - 14/02/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M1D0018VD de traitement des collectes des encombrants des Communes de la Métropole de Montpellier - Lots 1, 2 et 3 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0018VD de traitement des collectes des encombrants des Communes de la Métropole de Montpellier - Lots 1, 2 et 3 à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS sise à Montpellier. Les marchés sont conclus pour un montant de :

- Lot 1 : 4 206 162,75 € HT - Encombrants Secteur Centre ;
- Lot 2 : 276 259,89 € HT - Encombrants Secteur Est ;
- Lot 3 : 190 662,36 € HT - Encombrants Secteur Ouest.

Ils sont conclus pour une période initiale d'un an, reconductibles tacitement pour 6 mois puis 2 fois 3 mois pour les deux périodes suivantes. La durée maximale du contrat est de 2 ans. Pour chacun des 3 lots, l'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

N°MD2022-081 - 21/01/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Grives II ' au sein du périmètre de PUP dit ' Les Grives ' avec le propriétaire foncier Monsieur SABATIER sur la Commune de Saint-Drézéry

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et le propriétaire foncier Monsieur SABATIER relative à une opération de construction d'un logement individuel sur la Commune de Saint-Drézéry. Cette opération s'inscrit dans un périmètre de PUP qui comprendra au total 46 logements.

N°MD2022-084 - 18/01/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un permis de démolir concernant un abri de jardin situé en partie sur le domaine public au 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier - Agrandissement de l'espace voirie

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant un abri de jardin situé conjointement sur la parcelle BL 267 et le Domaine Public, au 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier. La démolition a pour objet de libérer de l'espace voirie sur le domaine public.

N°MD2022-086 - 01/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société KINVENT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société KINVENT pour une période de douze mois jusqu'au 31/01/2023. La redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 117,97 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 671,63 €.

N°MD2022-087 - 01/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPECIALIST WANTED au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société SPECIALIST WANTED pour une période de douze mois jusqu'au 31/01/2023. La redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 29,85 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 422,97 €.

N°MD2022-088 - 25/01/22 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie d'avances de la Direction des Finances de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances, il est nécessaire d'ajouter des dépenses autorisées.

N°MD2022-090 - 08/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement des adhésions aux associations Sites et cités remarquables de France, ADMICAL, FNCC et au GIP Cafés Culture pour l'année 2022 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'année 2022, aux associations suivantes :

- SITES ET CITES REMARQUABLES DE FRANCE, association des villes et pays d'art et d'histoire : 4 800 € ;
- ADMICAL : 2 000 € ;
- FNCC : 2 495 € ;
- GIP CAFES CULTURE : 5 000 €.

N°MD2022-091 - 11/02/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Cœur de village ' avec la société ' SAS HELENIS ' sur la Commune de Vendargues

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SAS HELENIS relative à une opération construction de 42 logements sur la Commune de Vendargues. La réalisation de ce programme nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure pour un montant prévisionnel de 984 675,68 € HT.

N°MD2022-093 - 11/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession d'un fonds de commerce - Salon de toilettage pour chiens - Parcelle KS1 lots 187 et 188 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit de l'acquisition du fonds de commerce « Bon chic, bon chien » situé dans les garages de la rue de Las Sorbes, parcelle KS 1 lots 187 et 188, située angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU prévue pour élargissement de voie, pour un montant de 20 000 €.

N°MD2022-094 - 11/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS1 lot 187 et 188 - Rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit de l'acquisition de deux garages, parcelle KS 1 lots 187 et 188, situé angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU, pour un montant de 30 000 €.

N°MD2022-095 - 16/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative relative à la décision n°D2018-393 concernant l'adhésion au groupement de commande pour la fourniture d'électricité de gaz et de bois - Imputation des dépenses

Objet : La décision n°MD2018-393 comporte une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses. Il convient de la modifier afin de préciser que les dépenses prévues concernant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux groupement de commandes piloté par le SYNDICAT HERAULT ENERGIES pour la fourniture d'électricité, de gaz et de bois, seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-096 - 16/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative relative à la décision MD2019-446 concernant le marché n° M8D0018MG18 de prestation de gardiennage pour les bâtiments métropolitains - Imputation des dépenses

Objet : La décision MD2019-446 concernant le marché n°M8D0018MG18 de prestation de gardiennage pour les bâtiments métropolitains comporte une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses. Il convient de la modifier afin de préciser que les dépenses prévues pour ce marché de prestation de gardiennage seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-097 - 25/01/22 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie de recettes de la Communication des Actes et Documents Administratifs (CADA)

Objet : Pour assurer le bon fonctionnement de la régie, il est nécessaire d'ouvrir un compte de dépôt de fonds.

N°MD2022-098 - 11/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire de locaux dans l'immeuble "Coupole Sud" sis 329 rue Léon Blum à Montpellier

Objet : A la suite de l'acquisition auprès de la SCI SQUIRREL des lots de copropriété constituant le plateau de bureaux du 6^{ème} étage de l'immeuble Coupole Sud ainsi que de 5 places de stationnement en sous-sol, la société BNP PARIBAS, occupant actuel des locaux devant les libérer au 31/12/2021, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour afin d'occuper les locaux nouvellement acquis jusqu'au 31/01/2022, moyennant le paiement d'une indemnité d'un montant de 9 345,97 € TTC et d'une provision sur charges de 1090,30 € TTC.

N°MD2022-099 - 10/02/22 - Direction des Sports

Décision relative à un accord-cadre à bons de commande pour une mission de géomètre et des prestations de services connexes pour l'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre relatif à des missions de géomètre et des prestations de services connexes, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier, au groupement composé des sociétés RELIEF GE (mandataire solidaire) et MACE CAMPAGNOLO (cotraitant), pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 150 000 € HT. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de quatre ans.

N°MD2022-102 - 26/01/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à des travaux de démolition et de reconstruction d'un mur de soutènement à Saint Georges d'Orques - Convention d'occupation temporaire des parcelles privées des époux MASSERNI et de Mme MULA

Objet : Les travaux de démolition et de reconstruction d'un mur de soutènement à Saint Georges d'Orques par la Métropole nécessite de passer une convention d'occupation temporaire des parcelles privées des époux MASSERNI et de Madame MULA. La convention est conclue pour une durée de 3 mois et est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 1 an.

N°MD2022-103 - 20/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à la cession de 3 véhicules de la régie de collecte immatriculés DZ393EX, AC036BQ et BQ033ZV

Objet : Le broyeur HUSMANN HFG – 5 immatriculé DZ393EX étant déclaré épave, est cédé à titre gratuit à la société AUBORD RECYCLAGE FER & METAUX, DEMOLITION.

Les véhicules immatriculés AC036BQ et BQ033ZV, sont cédés à la société LANGUEDOC MATERIELS, pour un montant de 2 000 € par véhicule soit un total de 4 000 €, l'enlèvement étant à la charge de l'acheteur.

N°MD2022-105 - 01/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SAFEINSIGHT dans l'immeuble Cap Sigma à Grabels

Objet : La candidature de la société SAFEINSIGHT est agréée en vue de la mise à disposition gratuite du lot CS 0.4 de 43,50 m² dans l'immeuble Cap Sigma afin d'entreposer un spectromètre de masse, dans l'attente de sa prise à bail dans les locaux de Cap Alpha. Cette mise à disposition est accordée pour une durée de 1 mois renouvelable.

N°MD2022-106 - 01/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGICONIX dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société DIGICONIX est agréée en vue de la domiciliation dans le lot BO2A de l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire, dans les locaux de la société GO2SCALE (même gérant). L'entreprise, spécialisée dans la programmation informatique, projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans. La durée de cette domiciliation est conditionnée par la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2024 ou le départ de la société GO2SCALE de l'immeuble.

N°MD2022-110 - 16/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°G1D0052MG - Groupement de commandes pour l'achat de carburant et électricité pour véhicules - Attributions des lots n°1, 2, 4 et 5

Objet : Dans le cadre du marché n°G1D0052MG « Groupement de commandes achat de carburant et électricité pour véhicules », conclu pour une période initiale allant de sa date de notification jusqu'au 31/12/2022, pour les lots 4 et 7 et, concernant les autres lots, jusqu'au 31/12/2022, pour une période initiale courant de sa notification, ou si sa notification est antérieure à cette date, à compter des dates suivantes :

- Pour le lot n°1 : 19/03/2022 ;
- Pour le lot n°2 : 26/03/2022 ;
- Pour le lot n°3 : 19/03/2022 ;
- Pour le lot n°5 : 30/07/2022 ;
- Pour le lot n°6 : 30/07/2022 ;

Reconductible 3 fois 1 an, Montpellier Méditerranée Métropole attribue :

- le Lot n°1 « Fourniture de carburant avec cartes accréditatives sur le territoire national et les pays de l'Europe », à la société TOTAL MARKETING FRANCE sise à Nanterre (92), sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 4 400 000 € HT ;
- le lot 2 « Fourniture et livraison de carburant en vrac » à la société RAMOND sise à Lodève (34), sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 240 000 € HT ;
- le lot 4 « Fourniture de superéthanol E85 sur le territoire national » à la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE sise à Nanterre (92), sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 85 500 € HT ;
- le lot 5 « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditative centre » à la société GNVERT sise à Noisy le Grand (93) sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 540 000 € HT.

N°MD2022-113 - 02/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un copieur vétuste de marque Toshiba n°CFJF62912

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un copieur vétuste de marque Toshiba modèle n°FJF62912 à l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE à Montpellier (ENSAD). La cession est à titre gracieux en raison de la vétusté du copieur et des missions de service public de l'ENSAD.

N°MD2022-116 - 08/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°G1C0032MG ' Maintenance et réparation de véhicules électriques de marque Goupil et engin électriques du même type ' - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché G1C0032MG à la société MOBILECO, sise à Montpellier. Il concerne la maintenance et la réparation de véhicules électriques de marque Goupil et engin électriques du même type. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31/12/2022, reconductible 2 fois 1 an. Cet accord-cadre à bons de commande est conclu sans minimum ni maximum.

N°MD2022-117 - 21/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière - Copropriété sise au 3 Avenue Georges Clemenceau - Mme VAREILLE - Lot 4 - UF 4001 - dans le cadre de la ligne 5 de tramway - Retrait de la décision n°MD2022-076 du 19 janvier 2022

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°4 au sein d'une copropriété située 3 avenue Georges-Clémenceau à Montpellier, cadastrée section EV n°282, appartenant à Madame VAREILLE, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 14 999 €.

N°MD2022-121 - 17/02/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à un avenant n°1 à la Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour le marché G0D0065EP de maintenance et travaux de voirie - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour le marché n°G0D0065EP de maintenance et travaux de voirie. Il a pour objet de corriger une erreur matérielle sur les montants maximums annuels de Montpellier Méditerranée Métropole. Par ailleurs, et afin d'assurer une continuité de service sur le territoire de la Métropole, il convient de modifier la répartition financière du lot 10 "asphalte coulé" en transférant 80 000 € HT de la part Ville vers la part Métropole.

N°MD2022-123 - 09/02/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la construction de 678 logements sociaux - Garantie globale des emprunts mobilisés par l'OPH ACM Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations entre le 15 mars 2019 et le 15 septembre 2020 - Délibération n°M2019-182 du 18 avril 2019 - Modification

Objet : Il est proposé de modifier la délibération n°M2019-182 du 18/04/2019, relative à la garantie globale des emprunts mobilisés par ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la période du 15/03/2019 au 15/09/2020, afin de prendre en compte de la liste définitive des opérations concernées, représentant 678 logements contre 726 prévus initialement, le montant définitif des prêts garantis à 100 % s'élevant à 84 803 875 € contre 92 506 410 € prévus initialement, ainsi que les caractéristiques financières actualisées de ces prêts.

N°MD2022-124 - 26/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain à la Commune de Castries à l'occasion de la vente de la propriété de la SCI LES NECTARINES - 58 rue Redier - Parcelle AH 221 - Commune de Castries

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déléguer le droit de préemption à la Commune de CASTRIES à l'occasion de la vente de la propriété de la SCI LES NECTARINES à savoir un appartement avec parking, constituant les lots 7 et 11 de la copropriété 58 rue Antoine-Redier à Castries, cadastrée section AH 221. Cette délégation permet à la Commune de Castries de se porter acquéreur du bien afin de mener une opération de logement social.

N°MD2022-125 - 11/02/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M1D0004EA - Études de ruissellement et des schémas directeurs hydrauliques

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0004EA à la société INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE sise à Aix-en-Provence. Il concerne les études de ruissellement et des schémas directeurs hydrauliques. Le marché est conclu sur la base d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum, ni maximum pour une période initiale d'un an à compter de sa notification avec une reconduction de 3 ans.

N°MD2022-126 - 08/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête SCI VINCI INVESTISSEMENT -Cour d'Appel de Montpellier"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES devant la Cour d'appel de Montpellier consécutivement à l'appel déposé à l'encontre du Jugement de l'Expropriation du Département de l'Hérault n°21/34 du 24/11/2021 par la Société VINCI INVESTISSEMENT dans le cadre de la fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée CH 107, ZAC des Commandeurs, sise sur la Commune de Lattes.

N°MD2022-127 - 02/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un permis de démolir pour un garage et une clôture situés devant le 45 rue de Triolet à Montpellier - prise de possession du Domaine Public

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole de déposer un permis de démolir un garage et une clôture situés sur un espace à vocation de voirie et adjacent à la parcelle cadastrée AW 175 au 45 rue de Triolet à Montpellier.

N°MD2022-128 - 09/02/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°5167EA18 de prestation de géo-détection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5167EA18 de prestation de géo-détection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole conclu avec la société ADRE RESEAUX sise à Eysines (33). Il a pour objet d'ajouter des références au Bordereau des Prix Unitaires. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-135 – 04/02/2022 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 de prorogation de la convention d'occupation temporaire entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Ancien Hôtel de Ville - Pôle numérique French Tech

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe avec la Commune de Montpellier un avenant n°1 de prorogation à la convention d'occupation temporaire du 19/02/2022 concernant la mise à disposition de l'Ancien Hôtel de Ville dans le cadre de l'opération « French Tech ». L'avenant proroge la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée d'un an jusqu'au 19/02/2023. Les autres clauses et conditions de la convention restent inchangées.

N°MD2022-137 - 08/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2200325-3 et n°2200326-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt des requêtes :

- n°2200325-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21/01/2022 par un agent de la Ville sollicitant la somme de 13 200 € à titre de provision en réparation de ses préjudices extra-patrimoniaux subis consécutivement à un accident de service ;

- n°2200326-3 en indemnisation près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21/01/2022 par ce même agent sollicitant la somme de 13 200 € en réparation de ses préjudices extra-patrimoniaux subis consécutivement à un accident de service.

N°MD2022-140 - 17/02/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent M1D0100EP - Travaux d'extension et de réhabilitation du parking des Libertés à Castries et aménagement des abords - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M1D0100EP à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANÉE sise Vendargues. Il concerne les travaux d'extension et de réhabilitation du parking des libertés et aménagement des abords sur la Commune de Castries. Il est conclu pour un montant estimatif de 403 225,85 € HT et pour une durée de 4 mois, période de préparation de 1 mois non comprise. Il prend effet à compter de la date fixée par ordre de service de démarrage.

N°MD2022-142 - 02/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez

Objet : La candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS est agréée en vue du renouvellement de son bail pour le lot 5 de 112,50 m² dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez, pour une période de 36 mois. Son activité est la conception, l'industrialisation et la fabrication de cartes électroniques assemblées. La société compte 5 salariés et prévoit un effectif de 10 personnes à 3 ans.

N°MD2022-145 - 10/02/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M1B0032RI - Assistance à maîtrise d'ouvrage organisationnelle et fonctionnelle dans le cadre des projets de plateformes e-service et e-administration mutualisées de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage organisationnelle et fonctionnelle dans le cadre des projets de plateformes e-service et e-administration mutualisées de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'entreprise SAS COMOIE sise à Toulouse, sans minimum et un montant maximum estimé à 80 000 € HT, réparti sur les 2 années du marché.

N°MD2022-146 - 16/02/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à la convention de travaux entre TaM (agissant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole) et RTE - Réseau de Transport d'Électricité pour la réalisation de travaux de dévoiement de la ligne 63 kV Castelnau - Quatre Seigneurs dans le cadre des travaux de la 5ème ligne de tramway de Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de travaux signée entre TaM (agissant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole) et la RTE - RESEAU DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITE, pour la réalisation de travaux de dévoiement de la ligne 63 kV Castelnau-le-Lez - Quatre Seigneurs dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway.

N°MD2022-150 - 07/02/22 - Direction des Finances

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et de l'Association des Maires du Département de l'Hérault

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion et du versement de la cotisation à L'ASSOCIATION DE MAIRES DE FRANCE et des PRESIDENTS D'INTERCOMMUNALITE et celle des MAIRES DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT au titre de l'année 2022 pour un montant total de 11 680 € TTC.

N°MD2022-152 - 11/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI LES HAUTS DE LABOURNAC - immeuble à usage industriel - Parcelle AD 54 - 225 route de Nîmes - Commune de Baillargues

Objet : Il s'agit d'autoriser la Métropole à exercer son droit de préempter, à l'occasion de la vente par la SCI LES HAUTS DE LABOURNAC, d'un ensemble immobilier à usage industriel occupé, situé 225 route de Nîmes à Baillargues, cadastré section AD 54, au prix révisé de 420 000 € plus 31 920 € de commission d'agence. L'acquisition de ce bien est nécessaire à la réalisation d'un nouveau parc d'activités sur la zone de Veymala à Baillargues.

N°MD2022-154 - 10/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS est agréée en vue de la location du lot CG 3.4 de 151 m² dans l'immeuble Cap Gamma pour une période de 9 mois. ID SOLUTIONS est un laboratoire de recherche spécialisé dans le développement, la production, le marketing, la vente et l'assistance technique dans le domaine du diagnostic biologique. La société prévoit un effectif de 45 personnes à 3 ans.

N°MD2022-161 - 11/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention d'occupation temporaire de l'auditorium du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades par l'association du Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier (CINEMED) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention régissant la mise à disposition de l'auditorium du Site archéologique Lattara-Musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, au profit de L'ASSOCIATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANÉEN (CINEMED) à titre ponctuel et non exclusif, afin d'y organiser des séances de projection audiovisuelles gratuites destinées au public scolaire de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'occasion de l'édition 2022 du CINEMED.

N°MD2022-164 - 08/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'exposition "Les Etrusques. Une civilisation en Méditerranée" organisée par la Société Contemporanea Progetti au musée de la Romanité de la Ville de Nîmes du 15 avril au 23 octobre 2022

Objet : Il s'agit d'une convention qui concerne le prêt de six objets par le Site archéologique Lattara – musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Société CONTEMPORANEA PROGETTI qui organise l'exposition "Les Etrusques. Une civilisation en Méditerranée" qui se déroulera du 15/04 au 23/10/2022 au musée de la Romanité de la Ville de Nîmes.

N°MD2022-166 - 08/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2200453-4 TA Référé précontractuel- Société l'Atelier A/S Marguerit"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU consécutivement au dépôt de la requête n°2200453-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28/01/2022 par la société l'Atelier A/S MAGUERIT tendant à l'annulation de la procédure de passation de l'accord-cadre de prestations de services engagée par la SA3M ayant pour objet la mission de conception urbaine en vue de l'aménagement du secteur PAGEZY-ANTIGONE à Montpellier.

N°MD2022-171 - 10/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société PREDICTCAN dans l'immeuble Cap Delta à Grabels

Objet : La candidature de la société PREDICTCAN est agréée en vue de la location du lot CD BO8B de 67,52 m² dans l'immeuble Cap Delta pour une période de 36 mois. La société est spécialisée dans la R&D et la prestation de service dans le domaine de la santé et des biotechnologies, notamment de modèles dérivés du patient souffrant de cancer pour tester les effets thérapeutiques et la toxicité médicamenteuse de nouvelles molécules. Elle prévoit un effectif de 5 personnes à 3 ans.

N°MD2022-181 - 08/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2200522-1 et n°2200523-1 TA - Monsieur Franck MERICAN et Autres"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de :
- la requête n°2200522-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 02/02/2022 par Monsieur MERICAN et autres contre la décision de Montpellier Méditerranée Métropole de débiter les travaux d'aménagement de la parcelle cadastrée section DO n°39 à Montpellier révélée par le commencement desdits travaux et ce, dans le cadre du projet de village de transition ;
- la requête en référé suspension n°2200523-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 02/02/2022 par Monsieur MERICAN et autres tendant à la suspension de l'exécution de la décision de Montpellier Méditerranée Métropole de débiter les travaux d'aménagement de la parcelle cadastrée section DO n°39 à Montpellier révélée par le commencement des travaux et ce, dans le cadre du projet de village de transition.

N°MD2022-185 - 10/02/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M1B0117RI - Maintenance et évolution de la gamme ArcGIS d'ESRI pour l'année 2022 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0117RI à l'entreprise ESRI France sise à Meudon (92). Il concerne la maintenance et l'évolution de la gamme ArcGIS d'ESRI pour l'année 2022 permettant de bénéficier d'un support technique. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et un maximum de 87 162,20 € HT. Ce marché prend effet à compter de sa notification et jusqu'au 31/12/2022.

N°MD2022-207 - 18/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGITALLOCAL dans une partie de l'Espace Numérique Collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech à Montpellier

Objet : La candidature de la société DIGITALLOCAL est agréée en vue de la mise à disposition d'une partie de l'espace numérique collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech pour l'animation d'un atelier numérique. Cette mise à disposition est conclue pour une durée de 10,5 mois jusqu'au 31/12/2022.

N°MD2022-208 - 18/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA d'une partie de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech

Objet : La candidature de la société L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA est agréée en vue de la mise à disposition, une fois par semaine, d'une salle de réunion et d'une partie de l'espace numérique collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech pour des étudiants porteurs du Statut national Étudiant-Entrepreneur et des Alumni, dans le cadre d'ateliers menés dans le cadre du dispositif PEPITE-LR. Cette mise à disposition est conclue jusqu'au 31/12/2022.

N°MD2022-286 - 11/03/22 - Direction des Sports

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Piscine de la Motte Rouge - Université de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation temporaire conclue entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition de la piscine de la Motte Rouge sise au sein du Centre Sportif Universitaire de Montpellier. Elle a pour objet d'autoriser la Métropole à entamer les premières phases de travaux de réhabilitation de la piscine dans l'attente de la cession définitive du site à la Métropole en cours de finalisation avec les services de l'État. La mise à disposition est consentie à titre gratuit pour une durée de 18 mois.



Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°MD2021-398 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries dans le lotissement Val Paradis - Commune de Grabels

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL GROUPE ou toute société s'y substituant, plusieurs parcelles constituant les voies du lotissement Val Paradis, sur la Commune de Grabels. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-548 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au réaménagement de 31 prêts contractés par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS - Maintien de la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de réitérer la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement de 31 prêts d'un montant total de 26 671 269,42 € souscrits par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS.

N°MD2021-878 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 26 logements sociaux, résidence ' Quatro ', ZAC de Roque Fraisse lot 29 B2, à Saint Jean de Védas - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 3 341 736 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 26 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Quatro », ZAC de Roque Fraisse Lot 29 B2 à Saint Jean de Védas.

La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-945 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 32 logements sociaux, résidence ' Eden Roch ', ZAC Nouveau Saint-Roch à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme globale de 4 680 840 € représentant 100 % du prêt souscrit par ACM HABITAT, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 32 logements locatifs sociaux, résidence « Eden Roch », ZAC Nouveau Saint Roch à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

N°MD2021-947 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 15 logements sociaux, résidence ' Sky Lodge ', 616 rue Georges Denizot à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme globale de 1 991 928 € représentant 100 % du prêt souscrit par ACM HABITAT, auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Sky Lodge », 616 rue Georges-Denizot à Montpellier. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

N°MD2021-970 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM ERILIA pour la construction de 12 logements sociaux - Résidence ' Rue du Docteur Malabouche ', rue du Docteur Malabouche à Cournonterral - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme globale de 1 060 614 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM ERILIA auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, résidence rue du Docteur Malabouche à Cournonterral. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

N°MD2021-999 - 28/12/21 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention de servitude entre Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS- Autorisation de signature

Objet : Décision abrogée par la MD2022-070.

N°MD2021-1022 - 03/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au déclassement du domaine public des parcelles LR 336 et LR 339 avenue de Louisville - Commune de Montpellier

Objet : Il convient de prononcer le déclassement du domaine public de deux parcelles LR 336 (134 m²) et LR 339 (128 m²) situées avenue de Louisville à Montpellier, accessoires de voirie, dont la désaffectation sera constatée a posteriori, avant de pouvoir les aliéner.

N°MD2021-1027 - 27/12/21 - Direction de la Communication

Décision relative au marché N°G1D0038CO - Fabrication, Pose et Dépose d'articles de Pavoisement

Objet : Il s'agit d'un marché qui a pour objet la fabrication, la pose et la dépose de supports de communication pour le pavoisement de différents sites afin de promouvoir des événements. L'accord-cadre est attribué au groupement CA C FAIT.COM sis à Castries, il est conclu pour une période initiale de 1 an, reconductible 3 fois par période d'un an et un montant maximum 300 000 €.

N°MD2021-1076 - 22/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMITI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 29/11/2017 est conclu avec la société COMITI pour une période de six mois, jusqu'au 31/05/2022 et pour une redevance mensuelle HT et HC à payer par la société de 517,72 €.

N°MD2021-1077 - 22/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 30/10/2015 est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de six mois, jusqu'au 30/04/2022 et pour une redevance mensuelle HT et HC à payer par ladite société de 1 252,76 €.

N°MD2021-1079 - 22/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BSWEB PriceComparator au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 01/05/2016, est conclu avec la société BSWEB PRICECOMPARATOR pour une période de six mois à compter du 01/11/2021 et jusqu'au 30/04/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap alpha s'élève à 754,31 €.

N°MD2021-1080 - 22/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société E-TUMBA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 2/10/2017 est conclu avec la société E-TUMBA pour une période de six mois, jusqu'au 30/04/2022 et pour une redevance mensuelle HT et HC à payer par ladite société de 844,63 €.

N°MD2021-1084 - 03/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°2926S17.01 - Maîtrise d'œuvre pour la construction du conservatoire à rayonnement régional de Montpellier - Avenant n°3 - Autorisation de signature

Objet : Afin de réajuster la rémunération de la maîtrise d'œuvre en raison de travaux supplémentaires, un avenant n°3 est conclu avec ARCHITECTURE STUDIO 75012 Paris, mandataire du groupement, pour un montant de 248 276,80 € HT portant le nouveau montant du marché à 4 543 402,16 € HT.

N°MD2021-1085 - 24/12/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°2 au marché M9D0148VD - Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone - Lot 2 : Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions sur le point propreté de Pignan - Autorisation de signature

Objet : L'avenant n°2 au lot n°2 au marché MD0148VD a pour objet d'introduire des prix nouveaux pour prendre en compte les adaptations techniques dans le cadre des travaux sur la déchèterie de Pignan et d'actualiser le montant du marché au regard des quantités réellement exécutées à la fin octobre 2021.

L'avenant est signé avec l'entreprise COLAS France sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 14 745,47 € HT, portant le nouveau montant du marché à 189 177,47 € HT et la durée du marché est prolongée en conséquence d'un mois.

N°MD2021-1108 - 12/01/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de fournitures de prestations d'infogérance et de prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information (S.I.) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Elle a pour objet la passation d'un marché de fourniture de prestations d'infogérance et de prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information. Les membres du groupement ainsi constitué ont décidé de désigner en tant que coordonnateur du groupement Montpellier Méditerranée Métropole, à ce titre chargée de l'ensemble de la procédure jusqu'à la notification du marché pour le compte des membres du groupement. La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

N°MD2021-1118 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature par traité d'adhésion à Ordonnance d'Expropriation des parcelles AL 241, AL 243, AL 244 - Route de Mende - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent à accepter les termes du traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation des parcelles AL 241 – AL 243 – AL 244 situées route de Mende à Montpellier, précisant les conditions d'indemnisation de la Commune de Montpellier, qui sont fixées à un euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Ces emprises sont nécessaires à la ligne 5 du tramway.

N°MD2021-1131 - 11/01/22 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative aux avenants de transfert des marchés n°4962AT17 et n°4826AT17 - Aménagements paysagers de Castries et Prades-le-Lez de la SAS CMEVE à la SERPE SASU à la suite d'une fusion-absorption

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant de transfert du marché d'aménagements paysagers de Castries et Prades-le-Lez de la SAS CMEVE à la SERPE SASU à la suite de la fusion-absorption. Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

N°MD2021-1144 - 01/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de Dominique GAUTHIER de trente-cinq de ses œuvres

Objet : Il s'agit d'un don de Monsieur Dominique GAUTHIER de 35 de ses œuvres d'une valeur totale de 129 100 €. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2021-1150 - 06/01/22 - Direction de la Communication

Décision relative à l'attribution du marché N°G1B0093CO - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement des projets d'amélioration urbaine - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'une consultation qui concerne la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement des projets d'amélioration urbaine. Le marché est conclu avec l'entreprise SAS CHARBONNEAU CONSULTANT sise à Montreuil (93), pour un montant maximum de 90 000 € HT, et une durée de 2 ans, à compter de sa date de notification jusqu'à fin 2023.

N°MD2021-1151 - 24/12/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la Communauté Emmaüs Montpellier pour la collecte d'objets et de meubles dans l'espace réemploi de la déchèterie de Baillargues/Castries

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public qui a pour objet de mettre à disposition d'EMMAÛS Montpellier une zone de dépôt à la déchèterie de Baillargues/Castries, destinée aux déchets pouvant être réemployés. La déchèterie est ainsi utilisée comme lieu de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables.

N°MD2021-1156 - 02/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de l'Office Central de la Coopération de l'Ecole de l'Hérault (OCCE 34) dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : Déjà locataire du lot B05 de 59,51 m², l'Office Central de la Coopération de l'Ecole de l'Hérault est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot. L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

N°MD2021-1164 - 06/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 1 : Achat de torchères - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : La SERM est mandataire, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'opération de travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST. La SERM souhaite passer un avenant avec la FBI BIOME France sise Villers-Cotterets (02) pour prendre en compte des travaux et fournitures supplémentaires impactant le lot 1 « achat de torchères » pour un montant de 38 899,98 € HT portant le nouveau montant du marché à 545 584,98 € HT.

N°MD2021-1166 - 06/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 2 : tuyauteries et raccordement des torchères - Autorisation de signature de l'avenant n°1

Objet : La SERM est mandataire, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'opération de travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST. La SERM souhaite passer un avenant avec la SOCIETE TRAVAUX METALLIQUES INDUSTRIELS SETOIS (TMIS) à Frontignan pour contractualiser les prix provisoires notifiés par ordre de service au cours de l'exécution du marché et de prendre en compte les surcoûts liés à des circonstances imprévues et impactant le lot n°2 « travaux de tuyauteries et raccordement des torchères » pour un montant de 77 749 € HT portant le nouveau montant du marché à 686 609 € HT.

N°MD2021-1167 - 06/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 3 : charpente métallique et installation des torchères - Autorisation de signature de l'avenant n°1

Objet : La SERM est mandataire agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de l'opération de travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST. La SERM souhaite passer un avenant avec le groupement CMA SARL et DARVER, sis à Vic-la-Gardiole (34) pour contractualiser les prix provisoires notifiés par ordre de service au cours de l'exécution du marché et de prendre en compte les surcoûts liés à des circonstances imprévues impactant le lot 3 « charpente métallique et l'installation des torchères » du marché pour un montant de 48 148,87 € HT portant le nouveau montant du marché à 595 084,74 € HT.

N°MD2021-1170 - 06/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 4 : Électricité et automatismes - Autorisation de signature de l'avenant n°1

Objet : La SERM est mandataire agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de l'opération de travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST. La SERM souhaite passer un avenant avec la société INEO MPLR AGENCE INDUSTRIE pour contractualiser les prix provisoires notifiés par ordre de service au cours de l'exécution du marché et de prendre en compte les surcoûts liés à des circonstances imprévues et impactant le lot 4 « travaux d'électricité et automatismes » du contrat de mandat pour un montant de 16 775,44 € HT portant le nouveau montant du marché à 182 975,44 € HT.

N°MD2021-1183 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain - Parcelle cadastrée AV 3 Association du Scoutisme Français de l'Hérault - Commune de Jacou

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de L'ASSOCIATION SCOUTISME FRANÇAIS DE L'HERAULT un prêt à usage de terrain jusqu'au 31/12/2022, sur la parcelle AV n°3 située sur la Commune de Jacou, pour accueillir plusieurs rassemblements au cours de l'année. L'association est reconnue d'utilité publique et les actions conduites respectent l'intérêt métropolitain. Le prêt est consenti et acceptée à titre gratuit.

N°MD2021-1186 - 20/01/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au protocole d'accord transactionnel entre Mme DURIOT et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : A la suite d'un litige qui les oppose et d'un accord à l'amiable consenti, il s'agit d'autoriser la signature d'un protocole d'accord transactionnel entre Madame DURIOT ancienne agent de la Collectivité et Montpellier Méditerranée Métropole, pour un montant de 5 500 €.

N°MD2021-1191 - 15/12/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M0B0058EP - Utilisation et maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Afin de répondre aux besoins des agents de la Métropole dans la gestion des arrêtés de circulation et de stationnement, un avenant n°1 au marché d'utilisation et de maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement est signé avec l'entreprise SOGELINK sise à Caluire (69) pour un montant de 5 900 € HT portant le nouveau montant du marché à 59 300 € HT.

N°MD2021-1196 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au dépôt de demandes de subventions dans le cadre du label Pays d'art et d'histoire

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue décerner par le Ministère de la Culture le 21/11/2019, le label Pays d'art et d'histoire, ce label étant susceptible de donner lieu à des subventions de différents organismes publics, il est donc nécessaire de déposer des demandes de subventions les plus larges possible auprès de l'Etat, des collectivités territoriales, de l'Union Européenne, ainsi que de tout partenaire public susceptible d'apporter un soutien financier dans le cadre de ce label.

N°MD2021-1197 - 24/12/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°1 au marché global de performance - conception et réalisation du process de tri et exploitation et maintenance du centre de tri DEMETER

Objet : Il est conclu avec la SOCIETE MONTELLIERAINE DE TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS (SMTVD) un avenant n°1 au marché global de performance du mandataire pour prendre en compte les modifications intervenues du fait de la crise sanitaire liée à la Covid-19, d'une part et, d'autre part, du fait des évolutions règlementaires de tri. L'avenant n°1 a une incidence financière sur le montant initial du marché de 852 840,63 € HT, portant le nouveau montant total estimatif du marché à 40 716 339,63 € HT.

N°MD2021-1202 - 27/12/21 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Ancienne Gare ' avec la société ' SNC IP1R ' sur la Commune de Fabrègues.

Objet : Il s'agit d'une décision en vue d'autoriser la signature de la convention de PUP conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SNC IP1R, sise à Issy-les-Moulineaux (97), relative à une opération de construction de 28 logements sur la Commune de Fabrègues.

N°MD2021-1211 - 31/12/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M0D0037DS - Prestations de nettoyage et d'entretien des équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 à 6 - Attributions

Objet : Afin d'assurer des prestations de nettoyage et d'entretien des équipements sportifs de la Métropole, il est nécessaire d'avoir recours à des prestataires extérieurs. Les lots suivants sont attribués à la société SUD SERVICE sise Castelnau-le-Lez pour une durée de 12 mois pour chaque lot, pouvant être reconduite 3 fois :

- Lot n°1 "Gymnases et Palais des sports René-Bournol", pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 112 500 € HT ;
- Lot n°2 "Stade de la Mosson - Mondial 98", pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 295 000 € HT ;
- Lot n°3 "Complexe sportif Yves-du-Manoir", pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 132 000 € HT ;
- Lot n°5 "Piscine Olympique Angelotti", pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 752 000 € HT ;
- Le lot n°4 "Réseau des piscines" est attribué au candidat DERICHEBOURG PROPRETE sis 94470 Boissy-Saint-Léger, pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 436 000 € HT, et une durée de 12 mois pouvant être reconduite 3 fois ;
- Le lot n°6 "Façades de la Piscine Olympique Angelotti" est attribué au candidat ACAD sis 34980 Saint-Gély-du-Fesc, pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 92 000 € HT et une durée de 12 mois pouvant être reconduite 3 fois.

N°MD2021-1219 - 18/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F OCCITANIE pour la construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Claret ', rue de Claret à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 1 126 287 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM 3F OCCITANIE auprès de LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Claret », rue de Claret à Montpellier.

La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

N°MD2021-1225 - 04/01/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M0B0035RI - Utilisation, maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M0B0035RI à l'entreprise SIMPLICITI SAS, sise à Saint-Aunès. Il concerne l'utilisation, la maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING. Il est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, reconductible trois fois, et pour un montant de 60 000 € HT pour la durée totale du marché.

N°MD2021-1232 - 20/01/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision modificative au marché n°M9D0085EA - Réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier - lot 1 - Jacques Coeur

Objet : Il s'agit d'une décision modificative au marché n°M9D0085EA pour la réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier - lot 1- Jacques Coeur. Il est proposé de modifier les précédentes décisions afin de permettre l'utilisation du Budget Principal et des budgets annexes.

N°MD2021-1235 - 27/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AT 460 - Propriété des époux PETEL - Rue du Chèvrefeuille - Commune de Pérols

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux PETEL, la parcelle cadastrée AT 460 d'une superficie de 62 m², située rue du Chèvrefeuille à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis, à savoir une régularisation d'emprise voirie.

N°MD2021-1240 - 27/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un réseau électrique ENEDIS - Parcelle cadastrée BD 72 - Commune de Castries

Objet : Il s'agit d'autoriser le passage d'un réseau électrique de la société ENEDIS sur la parcelle BD 72 propriété de Montpellier Méditerranée Métropole pour alimenter l'aire d'accueil des gens du voyage de la Commune de Castries par l'instauration d'une servitude.

N°MD2021-1242 - 24/12/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°1 au marché M9D0148VD - Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone - Lot 4 : Équipement de mise en sécurité des quais sur les points propreté de Villeneuve-lès Maguelone et Pignan

Objet : L'avenant n°1 au lot n°4 du marché M9D0148VD attribué à la société MP INDUSTRIES sise à Gardanne (13), a pour objet d'introduire des prix nouveaux pour prendre en compte les sujétions nouvelles imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux et d'actualiser les quantités prévisionnelles. L'adoption de prix nouveaux et l'actualisation des quantités prévisionnelles entraînent une moins-value de 2 099,40 € portant le nouveau montant prévisionnel du lot 4 à 154 548,60 € HT, et prologant son délai d'exécution d'un mois, portant celui-ci à 7 mois.

N°MD2021-1244 - 27/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à M. et Mme Abdelkader HADDADI des lots de copropriété n°442 et n°111 de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38

Objet : Par arrêté préfectoral du 25/02/2021, la constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas a été déclarée d'utilité publique. Dans cet immeuble, Monsieur et Madame HADDADI sont propriétaires des deux lots de copropriété n°442 et n°111 consistant en un local commercial libre de toute occupation d'une superficie de 66 m² et son garage en sous-sol. Il convient d'acquérir ce bien au prix de 82 000 € dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson engagé par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-1246 - 28/12/21 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative au marché n°M0C0008EP - Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét - Attribution du marché

Objet : Il s'agit d'une consultation qui concerne des prestations de conception et réalisation d'œuvres artistiques sur les arches du pont André Vézinhét. Ce marché a été attribué au groupement LINEUP URBANART/ZEST_FRACK NOTO, dont LINEUP URBANART sis à Montpellier est le mandataire pour un montant global et forfaitaire de 131 500 € HT pour la réalisation de l'œuvre et d'un maximum 22 500 € HT pour les prestations rémunérées selon un accord cadre à bons de commande, relatives à l'entretien ultérieur de l'œuvre HT.

La durée du marché est de 4 ans et 6 mois, décomposée comme suit :

- une période de préparation de 2 mois ;
- une période de réalisation des œuvres de 4 mois ;
- une période d'entretien des œuvres de 4 ans à compter de leur réception.

N°MD2021-1247 - 27/12/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition foncière de 31 m² du bien immobilier sise 299 rue Fontcouverte à MONTPELLIER, propriété de M. MERIEUX pour la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 31 m² du bien immobilier sise 299 rue Fontcouverte à MONTPELLIER, cadastrée section HZ n°220, appartenant à Monsieur MERIEUX, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 18 493,30 €.

N°MD2021-1248 - 27/12/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°134 (volume B1) au sein de la copropriété ' le domaine de la Coustaude ' située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS pour la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°134 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n°420, 422, 424, appartenant à Monsieur LEONARDON et Madame DUBOIS, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 7 150 €.

N°MD2021-1249 - 06/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole - Marché public de maîtrise d'oeuvre - Autorisation de signature de l'avenant n°3

Objet : La SERM est mandataire, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'opération de travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST. Elle souhaite passer un avenant n°3 avec la société NALDEO sise à Saint-Quentin-en-Yvelines (78) afin d'attribuer une rémunération complémentaire au maître d'œuvre pour la gestion de l'épidémie de la Covid-19, d'un montant de 14 745,50 € HT portant le nouveau montant du marché à 239 348,50 € HT.

N°MD2021-1250 - 30/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'attribution du marché en groupement de commande n°G1D0006MG Acquisition et livraison de fournitures d'hygiène - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'un marché d'acquisition et de livraison de fournitures d'hygiène en groupement de commandes pour Montpellier Méditerranée Métropole et les Communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Grabels, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone qui est attribué à la société IGUAL, sise à Villeneuve-lès-Maguelone, pour une durée de 1 an à compter de sa notification, reconductible 3 fois soit 4 ans maximum au total. L'accord-cadre est un marché à bons de commande sans minimum mais avec un maximum annuel de 1 103 120 € HT.

N°MD2021-1252 - 20/01/22 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°G1D0039CO - Groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour des prestations vidéos - Lots 1 et 2 - Attributions

Objet : Il s'agit d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour des prestations vidéos. Le marché a été attribué comme suit :

- Lot 1 : Prestations de captation, réalisation, production et diffusion vidéo en direct et/ou en différé d'événements publics sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et sur leurs réseaux sociaux, attribué à la société SYNOPLÉ sise à Paris, sur la base d'un accord-cadre mono-attributaire avec montant maximum annuel fixé à 100 000 € HT.

- Lot 2 : Réalisation, montage, mise en forme web des vidéos sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et sur leurs réseaux sociaux, attribué aux sociétés K-PRODZ (1^{er}) sise à Nîmes et PY PRODUCTIONS (2^{ème}) sise à Viols-le-Fort, sur la base d'un accord-cadre multi-attributaire avec maximum annuel fixé à 250 000 € HT et attribution en cascade.

Les accords-cadres prennent effet à compter de leurs notifications. Leurs durées sont de 1 an renouvelable trois fois 1 an.

N°MD2021-1256 - 30/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 - Marché n°4775MG17 Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains

Objet : Un avenant n°1 au marché de travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains est passé avec la SAS SERRANO, sise à Villeneuve-lès-Maguelone. L'avenant a pour objet de modifier la date de départ et la date de fin d'exécution. Il n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

N°MD2021-1257 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 45 m² issue de la parcelle DV522 - Avenue du Maréchal Leclerc - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des copropriétaires, représentés par leur syndic, une emprise d'une superficie de 45 m² issue de la parcelle DV 522, nécessaire à l'élargissement du trottoir situé avenue du Maréchal-Leclerc sur la Commune de Montpellier. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu.

N°MD2021-1258 - 30/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la signature d'un avenant n°2 - Marché n°4775MG17 "travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains" - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°2 est signé avec la société SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE sise à Feyzin (69) pour le marché de travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains. Cet avenant a pour objet de modifier la date de départ et la date de fin d'exécution et n'entraîne aucune incidence financière sur le montant initial du marché.

N°MD2021-1259 - 17/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets 2021 Réduction des déchets ménagers assimilés - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de la stratégie en matière de prévention et gestion des déchets et notamment au travers d'un objectif « zéro déchet », Montpellier Méditerranée Métropole a décidé le lancement d'un appel à projets destiné à soutenir les initiatives locales et aider le déploiement d'opérations de réduction des déchets ménagers et assimilés, visant à tendre in fine vers le zéro déchet et favoriser localement une dynamique autour de cette thématique. Le jury de l'appel à projets s'est réuni le 07/12/2021 et a retenu 7 associations auxquelles des subventions seront versées pour un montant de 100 000 €.

N°MD2021-1260 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement de la convention de partenariat avec le Secours Populaire - Fédération de l'Hérault

Objet : Il s'agit d'une convention entre Le Secours Populaire Français – Fédération de l'Hérault et le musée Fabre, qui a pour objectif de consolider et de pérenniser les actions favorisant l'insertion et l'autonomie sociale des personnes accompagnées par Le Secours Populaire Français – Fédération de l'Hérault, en vue de valoriser ces actions auprès d'autres structures et de développer le réseau de collaboration. Cette convention est conclue pour un an reconductible deux fois.

N°MD2021-1262 - 29/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété de la SCI LOGISTRI AGRITECH - Parcelle TY 294 - rue du Pilory - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'un droit de préemption à l'occasion de la vente par la SCI LOGISTRI AGRITECH, d'un terrain nu, situé rue du Pilory, cadastrée section TY 294, à Montpellier, au prix de 510 000 € TTC. L'acquisition de ce bien est nécessaire afin de procéder à un redéploiement des équipements publics de la zone.

N°MD2021-1264 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer les parcelles cadastrées BN 120, BN 121, CL 65 et OM 1 dans le domaine public métropolitain - Commune de Montpellier

Objet : La Métropole souhaite engager une procédure de transfert d'office à la Ville de Montpellier en vue d'intégrer dans le domaine public métropolitain :

- les parcelles cadastrées BN 120 et BN 121 situées rue des Tourterelles, permettant d'assurer un cheminement piéton inter-quartiers ;
- la parcelle cadastrée CL 65 nécessaire au classement de la totalité de l'impasse Blazy dans le domaine public, pour faciliter sa gestion et son entretien ;
- la parcelle cadastrée OM 1 ancienne voie ferrée secondaire liée à la desserte des entrepôts, rue de l'Industrie, dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation sur le secteur Restanque. L'enquête publique pourrait se dérouler sur une période de 15 jours début mars 2022 compte tenu des délais de procédure.

N°MD2021-1267 - 05/01/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une Convention constitutive de Groupement de Commandes entre le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc et Montpellier Méditerranée Métropole - Raccordement AEP et EU du Parc d'activité des 4 chemins à Fabrègues

Objet : Il s'agit d'une convention constitutive de groupement de commandes entre le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc (SBL) et Montpellier Méditerranée Métropole pour le raccordement du Parc d'activité des 4 chemins à Fabrègues. Le SBL est désigné en qualité de coordonnateur du groupement. Les travaux de raccordement sont estimés à 1 360 000 € HT et répartis entre SBL pour une estimation de 1 100 000 € HT et Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant estimatif de 260 000 € HT. La durée prévisionnelle d'exécution des travaux est de 5 mois.

N°MD2021-1269 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement de la convention avec l'association Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale (SOMIS) pour le maintien d'une permanence hebdomadaire d'écrivain public à la médiathèque Jean-Jacques ROUSSEAU

Objet : Une convention entre la Métropole et l'association SOMIS (Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale) a été mise en place pour la période 2019-2021, instituant une permanence hebdomadaire d'écrivain public à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau. Cette convention est arrivée à échéance, une nouvelle pour la période 2022-2024 est donc signée reprenant les mêmes termes et conditions que la précédente.

N°MD2021-1271 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE Née PASTEAU de la parcelle cadastrée BT 10 située 4 rue du Pergasan à JUVIGNAC

Objet : Il s'agit de l'acquisition d'une parcelle de 2 000 m² sur laquelle est édifiée une villa, située à Juvignac, 4 rue du Pergasan, dans le cadre du projet MED VALLEE. Cette acquisition est réalisée au prix de 540 000 €, auxquels il convient d'ajouter les frais de notaire.

N°MD2021-1272 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise en place d'une convention entre les médiathèques Jean-Jacques ROUSSEAU, William SHAKESPEARE et Federico GARCIA-LORCA avec le Domaine d'O pour la saison 2021/2022

Objet : Il s'agit d'une convention de partenariat entre les médiathèques Jean-Jacques Rousseau, William Shakespeare, et Federico Garcia-Lorca avec le Domaine d'O pour la saison 2021-2022. Cette convention a pour but l'accueil d'artistes, la mise en place d'ateliers de théâtre, de parcours entre les médiathèques concernées et le domaine d'O, la valorisation et la communication autour de projets communs et la participation des médiathèques lors d'événements forts du domaine d'O. Elle est consentie à titre gracieux.

N°MD2021-1274 - 20/01/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°4689DS17 - Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 2

Objet : Il s'agit de la signature de l'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune. Il a pour objet le transfert de propriété des droits et obligations liés au marché de la société CHABANNE ENERGETIQUE au profit de la société CHABANNE INGENIERIE, dont le siège social est désormais sis au 38, quai Pierre Scize à Lyon (69009). Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

N°MD2021-1275 - 11/01/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M1D0080EP - Travaux d'aménagement de l'Avenue du 8 Mai 1945 sur la Commune de Vendargues - Autorisation de signature

Objet : Des travaux d'aménagement de l'avenue du 8 Mai 1945 sont nécessaires sur la Commune de Vendargues. Le marché a été attribué au groupement BRAULT MTP / BRAULT TP sise à Vendargues, pour un montant estimatif de 879 797,50 € HT. Le prend effet à compter de la date de notification pour une durée de 40 semaines, période de préparation de 1 mois comprise.

N°MD2021-1276 - 25/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre et l'Opéra Orchestre National de Montpellier

Objet : Il s'agit d'une convention de partenariat entre l'Opéra Orchestre National de Montpellier d'une part et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole d'autre part dans le cadre de l'organisation de l'exposition « Musique ! La vie musicale montpelliéraine, de 1875 à nos jours » (titre provisoire). La convention a pour objet de déterminer les obligations et les responsabilités de chaque partie.

N°MD2021-1277 - 31/12/21 - Direction des Sports

Décision relative à l'accord-cadre n°M1B0059DS - Achat de produits pharmaceutiques et de matériels de secourisme pour Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Un marché d'achat de produits pharmaceutiques et de matériels de secourisme pour Montpellier Méditerranée Métropole est attribué à l'entreprise DUMONT SECURITE sise à Ambérieu-en-Bugey (01), pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un montant maximum annuel de 27 000 € HT. Il prend effet à compter de sa notification, pour une durée initiale d'un an, reconductible deux fois pour une période d'un an.

N°MD2021-1278 - 07/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative au renouvellement de la mise à disposition d'un agent de catégorie A auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit du renouvellement de la mise à disposition d'un agent auprès de la Métropole jusqu'au 30/04/2022.

N°MD2021-1279 - 04/01/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Inoxy Films - Site Hélios bâtiment L - Commune de Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société INOXY FILM, sise à Paris (75011), pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel. La location concerne un local dans le site Hélios dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, sur la Commune de Fabrègues (34960). Le contrat est conclu pour une période de 3 mois à compter de sa signature. Le montant de la redevance pour la durée de la location est de 350 € HT soit 420 € TTC.

N°MD2021-1280 - 06/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n°OT 8M14H - Coordonnateur environnement dans le cadre de la ligne 5 de tramway - Attribution

Objet : Il est proposé d'autoriser la signature du marché portant sur une mission de coordonnateur environnement dans le cadre de la 5^{ème} ligne de tramway avec l'entreprise EGIS STRUCTURE ET ENVIRONNEMENT sise à Montpellier, pour un montant de 185 585 € HT et une durée de 5 ans à compter de sa notification.

N°MD2021-1281 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la convention de partenariat entre le musée Fabre et l'Association des Amis du musée Fabre pour la souscription publique du triptyque de Yan Pei-Ming, l'Impossible Rencontre - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention entre le musée Fabre et l'Association des Amis du musée Fabre (AMF) afin de définir les modalités de leur collaboration pour la gestion et le suivi des recettes liées à l'urne installée et destinée à recevoir les dons en argent liquide dans le cadre de cette souscription publique.

N°MD2021-1282 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise d'une œuvre attribuée à Pauline Gauffier (Rome, vers 1775 - Florence, 1801), L'Oiseau volé

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par son Président Claude CAZES d'une huile sur toile attribuée à Pauline GAUFFIER (Rome, vers 1775 – Florence, 1801), L'Oiseau volé, vers 1790-1800, achetée chez Christie's New York pour un montant de 47 500 dollars. Cette huile sur toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2021-1283 - 21/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'un immeuble à usage commercial - 42 et 44 rue Frédéric Bazille - Parcelle EX 469 - Commune de Montpellier

Objet : A l'occasion de la vente par la SCI LA MULTICOLORE, d'un immeuble à usage commercial libre de toute occupation, situé 42 et 44 rue Frédéric Bazille, cadastré section EX 469, la Ville de Montpellier a exercé le droit de préemption au prix de 700 000 € plus 42 000 € de commission d'agence proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, afin de permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de réaliser une structure d'accueil des familles sans domicile dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il convient donc d'approuver l'intervention de la Métropole à l'acte d'acquisition par la Ville de Montpellier en qualité de tiers payeur et l'acquisition in fine du bien par Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-1284 - 30/12/21 -

Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour un appui complémentaire à l'accompagnement des pôles portant sur la concertation, dans le cadre de la nouvelle organisation de l'administration mutualisée - Marché M1B0119VI - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le principe de passer commande auprès de l'UGAP pour un appui complémentaire à l'accompagnement des pôles portant sur la concertation, dans le cadre de la nouvelle organisation de l'administration mutualisée. Ce complément se révèle nécessaire à la suite de la première phase de diagnostic. Le montant total estimé de ce marché est de 88 000 € pour les années 2021 et 2022.

N°MD2022-001 - 04/01/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision modificative relative à l'agrément de candidature de la société J&M BUILDING dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez

Objet : Il s'agit de corriger l'erreur de surface de plancher dans la décision n°MD2021-1193. En effet, la candidature de la société J&M BUILDING est agréée en vue de l'acquisition du lot 3D de 1 550 m², et non 2 480 m² comme il a été mentionné, dans le Quartier Eurêka. L'utilisateur final sera la société SYNOX dont l'activité est l'intégration et l'édition de plateformes IoT (déploiement internet des objets et projets connectés). La société prévoit un effectif de 60 personnes à 3 ans.

N°MD2022-003 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au classement dans le domaine public des emprises "voirie" Lotissement les Jardins d'Hélios Commune de Cournonterral

Objet : Dans le cadre de la convention de Projet Urbain Partenarial signée entre la Ville de Cournonterral et la société ANGELOTTI AMENAGEMENT, "Lotissement les Jardins d'Hélios" il a été convenu que les voiries et espaces communs soient rétrocédés à la Métropole au titre des participations apportées par le promoteur. La transaction est consentie à l'euro symbolique.

N°MD2022-004 - 21/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession de la parcelle AK 262 - Le Clos des Oliviers - Commune de Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur JAY la parcelle AK 262 d'une superficie de 20 m², située « Lotissement Le Clos des Oliviers » sur la Commune de Vendargues. Cette cession aura lieu au prix de 100 € le mètre carré, soit un montant total de 2000 €.

N°MD2022-005 - 03/01/22 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la concession Parc Marianne à Montpellier (SERM) - Projet Urbain Partenarial (PUP) Mas Combelle - Convention tripartite de Projet Urbain Partenarial (PUP) pour le lot MC2 (REAL PROMOTION / LES VILLAGES D'OR) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver les termes de la convention de PUP à signer avec REAL PROMOTION / LES VILLAGES D'OR et la SERM, dans le cadre d'un périmètre de PUP approuvé le 14/05/2021, pour le lot MC 2 du secteur "Mas Combelle" (PUP inclus dans la concession de la ZAC Parc Marianne avec la SERM). Le projet porté par REAL PROMOTION / LES VILLAGES D'OR a pour objet la réalisation d'un projet de constructions mixtes comportant des logements et de l'activité. Il est prévu une participation du promoteur de 1 346 150 €, dont 1 329 890 € en numéraire et 16 320 € en apport de terrains en nature.

N°MD2022-006 - 20/01/22 - Direction du Contrôle de Gestion

Décision relative au marché n°M1C0009CG d'audit externe - Analyse critique rétrospective et prospective de l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1C0009CG d'audit externe relatif à l'analyse critique rétrospective et prospective de l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST à l'entreprise ANTEA sise à Pérols, pour un montant de prestations de 52 800 € HT pour la partie prix global et forfaitaire et la partie prix unitaires sans minimum mais avec un maximum de 50 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée allant jusqu'à la restitution intégrale des conclusions de l'ensemble des phases de la mission.

N°MD2022-007 - 20/01/22 - Direction des Sports

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES) pour l'année 2022

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion, pour l'année 2022, de Montpellier Méditerranée Métropole à L'ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS EN CHARGE DU SPORT (ANDES) pour un montant de 4 986 €.

N°MD2022-008 - 19/01/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative aux renouvellements d'adhésions à des organismes économiques extérieurs - Autorisation

Objet : Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans. Le montant de ces cotisations est estimé à 10 000 €.

N°MD2022-009 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition et au classement dans le domaine public métropolitain - Impasse Guizard - Commune de Grabels

Objet : La parcelle AX 164 est acquise afin de permettre l'intégration dans le domaine public métropolitain de l'impasse Guizard sur la Commune de Grabels. Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis, auprès de chaque propriétaire indivis titré.

N°MD2022-010 - 06/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelles AA26, AA27, AA28, AA29, AA46 à Montferrier-sur-Lez

Objet : La Métropole acquiert partie des parcelles cadastrées situées à Montferrier-sur-Lez, d'une surface totale de 3 542 m² appartenant au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 37 191 € toutes indemnités confondues.

N°MD2022-011 - 04/01/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société YNOV sur la Zac Cambacérès à Montpellier

Objet : La candidature de la société YNOV est agréée en vue de la location du lot E1 de 1 800 m² dans la ZAC Cambacérès pour une période de 30 à 36 mois, destiné à accueillir des bâtiments modulaires et provisoires d'une surface totale de 1 745 m² regroupant des espaces de formation, d'exposition, des bureaux et des ateliers, dans l'attente de la livraison de son bâtiment définitif. La société prévoit un effectif de 20 personnes à 3 ans.

N°MD2022-012 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 450 - Impasse des Aramons - Commune de Juvignac

Objet : La Métropole acquiert la parcelle BM 450 auprès de Monsieur LABORY pour permettre l'intégration de l'impasse des Aramons à Juvignac dans le domaine public métropolitain. La cession est consentie à l'euro symbolique compte tenu du bien acquis et du transfert de charges.

N°MD2022-013 - 03/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition de personnel auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle, Montpellier Contemporain, MoCo

Objet : Il s'agit d'autoriser la mise à disposition de 18 agents de Métropole Méditerranée Métropole auprès du MO.CO. du 01/01/2022 au 31/12/2022.

N°MD2022-014 - 07/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition de personnel auprès de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole (SAEML-SFMA)

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de la mise à disposition de Monsieur MAYOR, agent de la Métropole, auprès de la SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SERVICES FUNÉRAIRES (SAEML-SFMA) de Montpellier Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au 31/12/2022.

N°MD2022-015 - 03/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition de personnel auprès du Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de mise à disposition de deux agents auprès du COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC) de Montpellier Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au 31/12/2022.

N°MD2022-016 - 26/01/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M1D0074AT - Travaux de la rue Emile Combes à Castelnau-le-Lez - Attribution du marché

Objet : En vue de travaux nécessaires, rue Emile-Combes à Castelnau-le-Lez, le marché a été attribué à l'entreprise COLAS France sise à Vendargues, pour un montant de 319 004,50 € HT et une durée de 45 jours calendaires auxquels s'ajoutent 30 jours calendaires de préparation.

N°MD2022-017 - 03/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de l'Office de Tourisme Métropolitain à compter du 1er janvier 2022 pour une durée de 3 ans

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de mise à disposition de Madame CORBOBESSE, agent Métropole, auprès de l'OFFICE DE TOURISME du 01/01/2022 au 31/12/2024.

N°MD2022-018 - 03/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie B auprès de La Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au 31/12/2022

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de mise à disposition de Monsieur MAZARS, agent de la Métropole ; auprès de la MISSION LOCALE DES JEUNES de Montpellier Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au 31/12/2022.

N°MD2022-020 - 11/01/22 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à une mise à disposition partielle de Montpellier Méditerranée Métropole de 3 agents de la Commune de Pignan

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de la mise à disposition partielle de 3 agents du service urbanisme de la Ville de Pignan auprès de Montpellier Méditerranée Métropole. Les mises à disposition ont lieu à compter du 01/01/2021, sans limitation de durée.

N°MD2022-022 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle A 1447 - Avenue de Nîmes - Commune de Saint-Brès

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur MALIGNON et Madame ALBRESPI, la parcelle A 1447 d'une superficie de 898 m², située sur la Commune de Saint-Brès, afin de régulariser la situation juridique de cette emprise déjà aménagée en voirie. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

N°MD2022-024 - 07/02/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°05MOE18 - Maîtrise d'œuvre partielle pour la réalisation des infrastructures hydrauliques et paysagères du parc Gérard-Bruyère - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°05MOE18 « Maîtrise d'œuvre partielle pour la réalisation des infrastructures hydrauliques et paysagères du parc Gérard-Bruyère » avec le groupement BRL INGENIERIE (mandataire) et AGENCE PAYSAGES (co-traitant). Il a pour objet de modifier le montant du marché en intégrant les prestations supplémentaires rendues nécessaires en cours de chantier pour la bonne réalisation de l'ensemble des travaux relatifs aux infrastructures hydrauliques et paysagères du Parc Gérard-Bruyère, demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre. L'avenant porte le montant total estimatif annuel du marché à 336 607,50 € HT, et la durée globale prévisionnelle d'exécution du marché à 38 mois.

N°MD2022-025 - 20/01/22 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M1D0087DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du tennis - Open Sud de France 2022 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0087DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du tennis – Open Sud de France 2022 » à l'entreprise OCCITANIE EVENTS, sise à Pérols, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum fixé à 500 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 06/02/2022.

N°MD2022-026 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de dépôts de biens culturels maritimes appartenant à l'Etat (DRASSM) au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention afin de renouveler le dépôt de 29 objets appartenant au Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM) du Ministère de la Culture au sein de la collection permanente du Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades.

N°MD2022-027 - 26/01/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M1C0021EP - Création d'un espace piéton rue Lino Ventura à Montpellier - Attribution du marché

Objet : Le marché subséquent n°M1C0021EP – Création d'un espace piéton rue Lino-Ventura à Montpellier a été attribué au groupement GUINTOLI / EHTP / SIORAT sis à Mauguio pour un montant de 86 799,30 € HT et une durée de 45 jours calendaires dont 30 jours calendaires de préparation.

N°MD2022-028 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt d'un mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades avec la Ville de Roanne - Autorisation signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, avec la Ville de Roanne, d'une convention de prêt par celle-ci d'un objet archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" qui se déroule au Site archéologique Lattara – Musée Henri-Prades.

N°MD2022-029 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt d'un mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades avec la Ville de Chalon-sur-Saône - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de prêt par la Ville de Chalon-sur-Saône de 16 objets ou lots d'objets archéologiques dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" qui se déroule au Site archéologique Lattara – Musée Henri-Prades

N°MD2022-030 - 11/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt d'un mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades avec la Ville de Châteauroux - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention pour le prêt par la Ville de Châteauroux d'un objet archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" qui se déroule au Site archéologique Lattara – Musée Henri-Prades.

N°MD2022-031 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais liés à la résidence littéraire de l'autrice Annie FERRET et à l'autorisation de dépôt des demandes de subventions afférentes

Objet : L'autrice Annie FERRET est accueillie en résidence de création littéraire de mars à fin mai 2022. Il s'agit d'autoriser la prise en charge de sa bourse de création et de ses frais de déplacement ainsi que d'autoriser le dépôt des demandes de subventions pour cette résidence de création littéraire, notamment auprès du Centre National du Livre.

N°MD2022-032 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la prise en charge des frais des auteurs invités de la 37^{ème} Comédie du Livre et à l'autorisation du dépôt des demandes de subventions afférentes à la manifestation

Objet : La 37^{ème} Comédie du Livre se déroulera du 13 au 22/05/2022. Les auteurs qui participeront à cette édition seront rémunérés selon les prescriptions du Centre National du Livre. Leurs frais de déplacement, hébergement et restauration seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit d'autoriser le dépôt des demandes de subventions les plus larges possible dans le cadre de cette manifestation.

N°MD2022-033 - 21/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à un avenant n°2 dans la convention d'occupation pour une station radioélectrique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TDF - Rond-point de Girac à Clapiers - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Métropole à signer, avec la société TDF sise à Montrouge (92), un avenant n°2 à la convention d'occupation, dans le cadre du projet de ligne 5 de tramway, dans lequel est représenté le nouvel emplacement d'une antenne radioélectrique de TDF, située rond-point de Girac à Clapiers. Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

N°MD2022-034 - 06/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°133 (Volume B1) au sein de la copropriété 'le domaine de la Coustaude' à Saint Jean de Védas pour la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert un lot privatif au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située à Saint Jean de Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n°420, 422, 424, appartenant à Monsieur RIEUTORT, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 7 150 €.

N°MD2022-035 - 06/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'acquisition de 273m² de bien immobilier (cadastré BT n°2) au lieudit LAURIOL à CLAPIERS appartenant à l'Indivision CAMMAL-MICHEL pour la réalisation de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 273 m² du bien immobilier situé lieudit lauriol à Clapiers, cadastré section BT n°2, appartenant à l'Indivision CAMMAL-MICHEL, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 19 018 €.

N°MD2022-036 - 17/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public Tabac TPL le Campus - 5ème ligne de tramway

Objet : A la suite de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 13/12/2021, Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 2^{ème} indemnisation à la SNC « TPL LE CAMPUS » exploitant un commerce de tabac, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway. Le montant de l'indemnisation est fixé à 22 430 € de juin 2020 à février 2021, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission.

N°MD2022-038 - 21/01/22 - Mission Espaces Publics

Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent portant sur des missions d'avant-projet dans le cadre du contrat de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle

Objet : L'avancement du projet d'aménagement des espaces publics Comédie Esplanade Triangle nécessite la réalisation de nouvelles prestations d'études dans le cadre du mandat d'études et de travaux confié à la SA3M. Pour ce faire, il est décidé d'attribuer un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle au groupement TER/TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, correspondant à des prestations d'études d'avant-projet (AVP), pour un montant de 607 180 € HT. Sa durée est de 10 mois.

N°MD2022-039 - 11/01/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché M1B0085EA - Diagnostic amont et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0085EA à société SEPIA sise à Paris. Il concerne le diagnostic amont et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant de 49 800 € HT et pour une durée de 6 mois à compter de sa notification.

N°MD2022-040 - 13/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition d'une parcelle cadastrée AZ 161 - Avenue Justin Bec - Commune de Saint Georges d'Orques

Objet : La Métropole acquiert auprès de Madame TESSE, la parcelle AZ 161 d'une superficie de 1 380 m² située le long de la rue Justin-Bec afin d'aménager un quai bus aux normes PMR, sur la Commune de Saint Georges d'Orques. La transaction est acceptée au prix de 1 € /m² soit un montant total de 1 380 €. L'acte notarié sera rédigé aux frais de la Métropole.

N°MD2022-041 - 26/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au dépôt et à l'octroi d'autorisations d'urbanisme sur la parcelle cadastrée SI n°132 à Montpellier - Réalisation d'une centrale géothermique - secteur CAMBACERES

Objet : Il s'agit d'une demande d'autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisations d'urbanismes par la SERM en tant que concessionnaire du contrat de délégation de service public portant sur le réseau de chaleur et froid sur la Ville de Montpellier, pour la réalisation de la centrale géothermique du secteur Cambacérès.

N°MD2022-042 - 11/01/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - ASTIER MOINE"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître GONZAGUE Phelip, avocat, à la suite de l'assignation devant le Tribunal Judiciaire déposée par Madame Hélène ASTIER épouse MOINE, Madame Aude MOINE et Madame Gaëlle MOINE à l'encontre de Montpellier Méditerranée Métropole dans la procédure d'expertise en cours relative aux désordres affectant l'hôtel de Strasbourg sis 39 boulevard de Strasbourg à Montpellier.

N°MD2022-045 - 21/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision complémentaire à la décision n°MD2021-1160 de préemption de la Propriété CUADRADO - Villa - Parcelle BT 11 - 2 rue du Pergasan - Commune de Juvignac

Objet : Il s'agit d'une décision complémentaire à la décision n°MD2021-1160 du 02/12/2021 de préemption de la propriété de Monsieur CUADRADO et Madame DEPAULE, une villa avec terrain, située 2 rue du Pergasan à Juvignac, cadastrée section BT 11, acquise dans le cadre du projet MED VALLEE. Elle a pour objet d'autoriser Monsieur CUADRADO et Madame DEPAULE à occuper ladite villa, à titre gracieux et pour une durée de 4 mois non renouvelable, après son acquisition par la Métropole.

N°MD2022-047 - 19/01/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'attribution d'un marché n°M1D0059MG - Travaux de plomberie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit de signer l'accord-cadre n°M1D0059MG avec l'entreprise SERVICES MAINTENANCE ENERGIES, sise à Montpellier. Il concerne les travaux de plomberie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour un montant maximum de 2 040 000 € HT et pour une durée d'un an à compter du 15/02/2022 ou de sa date de notification.

N°MD2022-048 - 19/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion, pour l'année 2022, de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du GROUPEMENT DES AUTORITES RESPONSABLES DE TRANSPORT pour un montant de 23 927,40 €.

N°MD2022-049 - 26/01/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent n°M1D0027AT - Travaux d'aménagement de la rue du Mas d'Armand à Grabels - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit du marché subséquent n°M1D0027AT – Travaux d'aménagement de la rue du Mas d'Armand à Grabels, attribué à l'entreprise EIFFAGE et pour une durée de 5 mois. Des prestations supplémentaires ont été nécessaires pour mener à bien les travaux, d'où l'élaboration de l'avenant d'un montant de 15 322,75 € HT, portant le montant total du marché à 392 000 € HT, soit une augmentation de 4,07 %.

N°MD2022-051 - 12/01/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un marché n°M1B0096DE de rédaction et réalisation d'interviews filmés, réalisation d'illustration de supports de communication et d'infographies et prise de vues - Lots 1, 2 et 3 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer marché n°M1B0096DE de rédaction et réalisation d'interviews filmés, réalisation d'illustration de supports de communication et d'infographies et prise de vues - Lots 1, 2 et 3 comme suit :

- Lot n° 1 "Réalisation d'interviews filmées", à l'entreprise SAS LE MAS MEDIA, sise à Montpellier, pour un montant de 24 200 € HT ;
- Lot n° 2 "Réalisation d'illustrations", à l'illustrateur Christophe COUDOUY, sise à Montpellier, pour un montant de 12 000 € HT ;
- Lot n° 3 "infographies et prises de vues", à l'entreprise SAS LE MAS MEDIA, sise à Montpellier; pour un montant de 8 400 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de leurs notifications pour une durée de 12 mois non reconductibles.

N°MD2022-052 - 02/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative au projet de coopération COOPALIM - Fès (Maroc) - Mission d'expertise - Changement de dates de mission

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole soutient depuis 2018 le projet Let's Food Cities (Coopalim). Ce projet dans le suivi du Pacte de Milan, a pour objectif principal d'encourager la transition des villes vers des systèmes alimentaires territoriaux durables en favorisant la coopération entre collectivités françaises et étrangères.

Dans ce cadre la Métropole a choisi de proposer et de travailler avec la Ville de Fès (Maroc), ville jumelle de la Ville de Montpellier sur, entre autre, la problématique de mise en place d'un marché paysan en circuit court. Le projet arrivant à échéance et la mise en place d'une mission d'expertise à Fès qui n'a pu se tenir en 2021 à cause de la crise de la Covid-19, il est proposé de reporter les dates de la mission au premier semestre 2022, si la situation sanitaire le permet. La mission sera composée par 2 élus(es) et 3 techniciens(nes) pour un montant maximum de 7 000 € TTC.

N°MD2022-054 - 19/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°M1D0017EM de travaux de reprise du platelage bois du tramway sur la plateforme Du Guesclin entre Antigone et la gare Saint-Roch

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°M1D0017EM de travaux de reprise du platelage bois du tramway sur la plateforme Du Guesclin entre Antigone et la gare Saint-Roch attribué au groupement d'entreprises SPORT ENVIRONNEMENT / LAQUET. En raison de la pandémie (difficulté d'approvisionnement en bois exotique et forte hausse du coût d'achat), il convient de prendre en compte le surcoût financier et de modifier les délais contractuels du marché en permettant une phase supplémentaire de travaux en 2023, objet de l'avenant n°1.

Le montant estimé de l'avenant est de 150 000 € HT portant le nouveau montant du marché à 2 014 664,64 € HT, soit une hausse de 8.4 % du montant initial du marché.

N°MD2022-055 - 08/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement des adhésions aux associations French régional American Museum (FRAME), International Council of Museums (ICOM), Club 2e (Club des utilisateurs de Flora), AFROA (Association Française des Régisseurs d'œuvres d'Art), Club Innovation & Culture France (CLIC) et Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC) - 2022 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement des adhésions, pour l'année 2022, aux associations suivantes :

- FRENCH REGIONAL AMERICAN MUSEUM (FRAME) pour le montant de 6 500 € ;
- INTERNATIONAL COUNCIL OF MUSEUMS (ICOM) pour le montant de 1 110 € ;
- CLUB 2E (Club des utilisateurs de Flora) pour le montant de 60 € ;
- AFROA (Association Française des Régisseurs d'œuvres d'Art) pour le montant de 40 € ;
- CLUB INNOVATION & CULTURE FRANCE (CLIC) pour le montant de 810 € ;
- LABORATOIRE DES MEDIATIONS EN ART CONTEMPORAIN (LMAC) pour le montant de 100 €.

Le montant totale des adhésions est de 8 620 €.

N°MD2022-056 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'acceptation du legs de Monsieur Alain Bernard PERIO d'un ensemble de biens en meubles, tableaux et bibelots à Montpellier Méditerranée Métropole - Musée Fabre

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte pour le musée Fabre, le legs d'un ensemble de biens en meubles, tableaux et bibelots de la « FONDATION LE REFUGE » qui consent à l'exécution du testament de Monsieur Alain-Bernard PÉRIO. Ce legs est évalué à 58 110 €. La Métropole consent également de régler les frais de déclaration de succession d'un montant de 473,54 € et accepte la délivrance de legs ultérieur si les objets manquants étaient retrouvés.

N°MD2022-057 - 19/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR)

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion, pour 2022, de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ASSOCIATION POUR LA GESTION INDEPENDANTE DES RESEAUX DE TRANSPORT PUBLIC (AGIR) afin de bénéficier d'un appui technique sur la question des mobilités. Le montant de la cotisation s'élève à 18 000 € HT.

N°MD2022-058 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mécénat conclue le 27 juillet 2018 entre le musée Fabre et Altran technologies - Avenant n°3 - Autorisation de signature

Objet : ALTRAN TECHNOLOGIES s'est engagé le 27/07/2018 aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole en apportant ses compétences en vue de la création et du développement d'un dispositif de médiation numérique des collections permanentes du musée Fabre et en particulier des collections d'arts graphiques. Deux avenants ont été signés en date du 21/05/2019 et 28/07/2020. Les deux parties ont convenu de signer un troisième avenant afin de prolonger la durée de la convention initiale et définir la contribution supplémentaire d'ALTRAN TECHNOLOGIES.

N°MD2022-059 - 02/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Sébastien Soufflet - Domaine de Viviers à Jacou

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail précaire avec Monsieur SOUFFLET, agriculteur à Jacou. Le bail concerne la location qu'un local fermé et une partie de l'auvent, pour une superficie de 60 m² chacun, situé sur la parcelle cadastrée section AV n°3, situé Domaine de Viviers à Jacou. Le bail est consenti et accepté à pour une durée de 1 an à compter de sa signature. Il fixe un loyer annuel de 100 €.

N°MD2022-061 - 18/01/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de Monsieur Christian JACCARD de trente-neuf de ses œuvres

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Christian JACCARD domicilié à Paris, de trente-neuf de ses œuvres, d'une valeur totale de 406 000 €. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°MD2022-062 - 26/01/22 - Direction des Sports

Décision modificative relative au marché n° 06/TRAV/20 - Infrastructures et aménagements des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère - Lots n° 3 à 6

Objet : Il s'agit de modifier l'article 1 de la décision n°MD2021-497 en date du 20/05/2021 attribuant les lots n°3 à 6 du marché n°06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère ».

N°MD2022-065 - 19/01/22 - Direction des Mobilités

Décision modificative relative à une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM pour la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eau et création d'une voirie provisoire dans le cadre de la réalisation de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France

Objet : Dans le cadre de la réalisation de l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France, une convention d'occupation précaire et temporaire est conclue entre la SERM et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eau et la création d'une voirie provisoire rendue nécessaire pour assurer les mouvements tournants depuis la route de Vauguières vers le boulevard Pénélope, en passant par les parcelles SL 107 et SL 145, propriétés de la SERM. Cette décision abroge la décision n°MD2021-1220.

N°MD2022-066 - 12/01/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise ANTIKYTERA pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise ANTIKYTERA pour l'occupation d'une surface de 21,20 m² au sein du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31/12/2024 et pour une redevance mensuelle HT et HC de 299,98 €.

N°MD2022-067 - 02/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Félicita Films - Site Hélios bâtiment L - Commune de Fabrègues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société FELICITA FILMS, sise à Paris 17^{ème}, pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel. La location concerne un local d'environ 79 m² dans le bâtiment L du site Hélios, lieudit Mante sur la Commune de Fabrègues. Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 30/09/2022. Le montant mensuel de la redevance est de 230,41€ HT soit 276,49 € TTC.

N°MD2022-068 - 09/02/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M0D0074EA - Réhabilitation EU et création poste de refoulement sur la Commune de Fabrègues - Attribution

Objet : Un marché de réhabilitation EU et de création d'un poste de refoulement sur la Commune de Fabrègues est passé avec le groupement RAMPA TP/POMPAGE RHÔNE ALPES pour un montant estimatif de 488 388,60 € HT. L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service pour une durée de 22 semaines.

N°MD2022-070 - 26/01/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative à une convention de servitude pour la réalisation d'ouvrages entre ENEDIS et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS envisage des travaux relatifs au passage de lignes électriques sous-terraines sur un terrain de la Métropole sis à Montpellier. Il est nécessaire de passer une convention de servitude pour la réalisation de ces ouvrages entre ENEDIS et Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-071 - 12/01/22 - Mission Cité Intelligente

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie data - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée à l'association OCCITANIE DATA. La cotisation d'adhésion à cette association s'élève pour l'année 2022 à 8 300 € HT.

N°MD2022-072 - 24/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n°9.142 de Mission OCTA (Organisme Contrôle Technique Agréé) Sécurité des personnes et solidité des ouvrages dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le PEM Sud de France - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du marché n°9.142 avec l'entreprise BUREAU VERITAS sise à Puteaux (92). Il concerne la Mission OCTA (Organisme Contrôle Technique Agréé) « sécurité des personnes et solidité des ouvrages », dans le cadre de l'extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare. Il est conclu pour un montant de 38 000 € HT. La durée prévisionnelle du présent marché est de 7 ans à compter de sa notification.

N°MD2022-075 - 25/01/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative au marché n°M1B0074HP - Hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social des ménages - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer à l'association l'AVITARELLE le marché d'hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social des ménages, pour un montant maximum de 40 000 € HT pour la période initiale, et 35 000 € HT pour la période de reconduction. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible par période de 1 an pour une durée maximale de 1 reconduction.

N°MD2022-076 - 19/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière - Copropriété sise au 3 Avenue Georges Clemenceau - Mme Vareille - Lot 4 - UF 4001 - dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°4 au sein d'une copropriété située 3 avenue Georges-Clémenceau à Montpellier, cadastrée section EV n°282, appartenant à Madame VAREILLE, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 14 999 €.

N°MD2022-077 - 17/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière dans le cadre du projet de cinquième ligne de tramway sise au 5 rue du Pas du Loup à MONTPELLIER - Mme FAULQUIER - UF4930

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 650 m² du bien immobilier sise 5 rue du Pas du Loup à Montpellier, cadastrée section IK n°146, appartenant à Madame FAULQUIER, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant total de 381 909 €.

N°MD2022-079 - 14/02/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M1D0018VD de traitement des collectes des encombrants des Communes de la Métropole de Montpellier - Lots 1, 2 et 3 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0018VD de traitement des collectes des encombrants des Communes de la Métropole de Montpellier - Lots 1, 2 et 3 à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS sise à Montpellier. Les marchés sont conclus pour un montant de :

- Lot 1 : 4 206 162,75 € HT - Encombrants Secteur Centre ;
- Lot 2 : 276 259,89 € HT - Encombrants Secteur Est ;
- Lot 3 : 190 662,36 € HT - Encombrants Secteur Ouest.

Ils sont conclus pour une période initiale d'un an, reconductibles tacitement pour 6 mois puis 2 fois 3 mois pour les deux périodes suivantes. La durée maximale du contrat est de 2 ans. Pour chacun des 3 lots, l'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

N°MD2022-081 - 21/01/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Grives II ' au sein du périmètre de PUP dit ' Les Grives ' avec le propriétaire foncier Monsieur SABATIER sur la Commune de Saint-Drézéry

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et le propriétaire foncier Monsieur SABATIER relative à une opération de construction d'un logement individuel sur la Commune de Saint-Drézéry. Cette opération s'inscrit dans un périmètre de PUP qui comprendra au total 46 logements.

N°MD2022-084 - 18/01/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un permis de démolir concernant un abri de jardin situé en partie sur le domaine public au 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier - Agrandissement de l'espace voirie

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant un abri de jardin situé conjointement sur la parcelle BL 267 et le Domaine Public, au 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier. La démolition a pour objet de libérer de l'espace voirie sur le domaine public.

N°MD2022-086 - 01/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société KINVENT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société KINVENT pour une période de douze mois jusqu'au 31/01/2023. La redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 117,97 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 671,63 €.

N°MD2022-087 - 01/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPECIALIST WANTED au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société SPECIALIST WANTED pour une période de douze mois jusqu'au 31/01/2023. La redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 29,85 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 422,97 €.

N°MD2022-088 - 25/01/22 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie d'avances de la Direction des Finances de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances, il est nécessaire d'ajouter des dépenses autorisées.

N°MD2022-090 - 08/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement des adhésions aux associations Sites et cités remarquables de France, ADMICAL, FNCC et au GIP Cafés Culture pour l'année 2022 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'année 2022, aux associations suivantes :

- SITES ET CITES REMARQUABLES DE FRANCE, association des villes et pays d'art et d'histoire : 4 800 € ;
- ADMICAL : 2 000 € ;
- FNCC : 2 495 € ;
- GIP CAFES CULTURE : 5 000 €.

N°MD2022-091 - 11/02/22 - Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Cœur de village ' avec la société ' SAS HELENIS ' sur la Commune de Vendargues

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SAS HELENIS relative à une opération construction de 42 logements sur la Commune de Vendargues. La réalisation de ce programme nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure pour un montant prévisionnel de 984 675,68 € HT.

N°MD2022-093 - 11/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession d'un fonds de commerce - Salon de toilettage pour chiens - Parcelle KS1 lots 187 et 188 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit de l'acquisition du fonds de commerce « Bon chic, bon chien » situé dans les garages de la rue de Las Sorbes, parcelle KS 1 lots 187 et 188, située angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU prévue pour élargissement de voie, pour un montant de 20 000 €.

N°MD2022-094 - 11/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS1 lot 187 et 188 - Rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit de l'acquisition de deux garages, parcelle KS 1 lots 187 et 188, situé angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève à Montpellier en application de la réserve C 23 du PLU, pour un montant de 30 000 €.

N°MD2022-095 - 16/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative relative à la décision n°D2018-393 concernant l'adhésion au groupement de commande pour la fourniture d'électricité de gaz et de bois - Imputation des dépenses

Objet : La décision n°MD2018-393 comporte une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses. Il convient de la modifier afin de préciser que les dépenses prévues concernant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux groupement de commandes piloté par le SYNDICAT HERAULT ENERGIES pour la fourniture d'électricité, de gaz et de bois, seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-096 - 16/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative relative à la décision MD2019-446 concernant le marché n° M8D0018MG18 de prestation de gardiennage pour les bâtiments métropolitains - Imputation des dépenses

Objet : La décision MD2019-446 concernant le marché n°M8D0018MG18 de prestation de gardiennage pour les bâtiments métropolitains comporte une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses. Il convient de la modifier afin de préciser que les dépenses prévues pour ce marché de prestation de gardiennage seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2022-097 - 25/01/22 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie de recettes de la Communication des Actes et Documents Administratifs (CADA)

Objet : Pour assurer le bon fonctionnement de la régie, il est nécessaire d'ouvrir un compte de dépôt de fonds.

N°MD2022-098 - 11/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire de locaux dans l'immeuble "Coupole Sud" sis 329 rue Léon Blum à Montpellier

Objet : A la suite de l'acquisition auprès de la SCI SQUIRREL des lots de copropriété constituant le plateau de bureaux du 6^{ème} étage de l'immeuble Coupole Sud ainsi que de 5 places de stationnement en sous-sol, la société BNP PARIBAS, occupant actuel des locaux devant les libérer au 31/12/2021, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour afin d'occuper les locaux nouvellement acquis jusqu'au 31/01/2022, moyennant le paiement d'une indemnité d'un montant de 9 345,97 € TTC et d'une provision sur charges de 1090,30 € TTC.

N°MD2022-099 - 10/02/22 - Direction des Sports

Décision relative à un accord-cadre à bons de commande pour une mission de géomètre et des prestations de services connexes pour l'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre relatif à des missions de géomètre et des prestations de services connexes, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier, au groupement composé des sociétés RELIEF GE (mandataire solidaire) et MACE CAMPAGNOLO (cotraitant), pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 150 000 € HT. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de quatre ans.

N°MD2022-102 - 26/01/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à des travaux de démolition et de reconstruction d'un mur de soutènement à Saint Georges d'Orques - Convention d'occupation temporaire des parcelles privées des époux MASSERNI et de Mme MULA

Objet : Les travaux de démolition et de reconstruction d'un mur de soutènement à Saint Georges d'Orques par la Métropole nécessite de passer une convention d'occupation temporaire des parcelles privées des époux MASSERNI et de Madame MULA. La convention est conclue pour une durée de 3 mois et est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 1 an.

N°MD2022-103 - 20/01/22 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à la cession de 3 véhicules de la régie de collecte immatriculés DZ393EX, AC036BQ et BQ033ZV

Objet : Le broyeur HUSMANN HFG – 5 immatriculé DZ393EX étant déclaré épave, est cédé à titre gratuit à la société AUBORD RECYCLAGE FER & METAUX, DEMOLITION.

Les véhicules immatriculés AC036BQ et BQ033ZV, sont cédés à la société LANGUEDOC MATERIELS, pour un montant de 2 000 € par véhicule soit un total de 4 000 €, l'enlèvement étant à la charge de l'acheteur.

N°MD2022-105 - 01/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SAFEINSIGHT dans l'immeuble Cap Sigma à Grabels

Objet : La candidature de la société SAFEINSIGHT est agréée en vue de la mise à disposition gratuite du lot CS 0.4 de 43,50 m² dans l'immeuble Cap Sigma afin d'entreposer un spectromètre de masse, dans l'attente de sa prise à bail dans les locaux de Cap Alpha. Cette mise à disposition est accordée pour une durée de 1 mois renouvelable.

N°MD2022-106 - 01/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGICONIX dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société DIGICONIX est agréée en vue de la domiciliation dans le lot BO2A de l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire, dans les locaux de la société GO2SCALE (même gérant).

L'entreprise, spécialisée dans la programmation informatique, projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans. La durée de cette domiciliation est conditionnée par la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2024 ou le départ de la société GO2SCALE de l'immeuble.

N°MD2022-110 - 16/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°G1D0052MG - Groupement de commandes pour l'achat de carburant et électricité pour véhicules - Attributions des lots n°1, 2, 4 et 5

Objet : Dans le cadre du marché n°G1D0052MG « Groupement de commandes achat de carburant et électricité pour véhicules », conclu pour une période initiale allant de sa date de notification jusqu'au 31/12/2022, pour les lots 4 et 7 et, concernant les autres lots, jusqu'au 31/12/2022, pour une période initiale courant de sa notification, ou si sa notification est antérieure à cette date, à compter des dates suivantes :

- Pour le lot n°1 : 19/03/2022 ;
- Pour le lot n°2 : 26/03/2022 ;
- Pour le lot n°3 : 19/03/2022 ;
- Pour le lot n°5 : 30/07/2022 ;
- Pour le lot n°6 : 30/07/2022 ;

reconductible 3 fois 1 an, Montpellier Méditerranée Métropole attribue :

- le Lot n°1 « Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Europe », à la société TOTAL MARKETING FRANCE sise à Nanterre (92), sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 4 400 000 € HT ;
- le lot 2 « Fourniture et livraison de carburant en vrac » à la société RAMOND sise à Lodève (34), sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 240 000 € HT ;
- le lot 4 « Fourniture de superéthanol E85 sur le territoire national » à la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE sise à Nanterre (92), sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 85 500 € HT ;
- le lot 5 « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive centre » à la société GNVERT sise à Noisy le Grand (93) sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 540 000 € HT.

N°MD2022-113 - 02/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un copieur vétuste de marque Toshiba n°CFJF62912

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède un copieur vétuste de marque Toshiba modèle n°FJF62912 à l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE à Montpellier (ENSAD). La cession est à titre gracieux en raison de la vétusté du copieur et des missions de service public de l'ENSAD.

N°MD2022-116 - 08/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°G1C0032MG ' Maintenance et réparation de véhicules électriques de marque Goupil et engin électriques du même type ' - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché G1C0032MG à la société MOBILECO, sise à Montpellier. Il concerne la maintenance et la réparation de véhicules électriques de marque Goupil et engin électriques du même type. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31/12/2022, reconductible 2 fois 1 an. Cet accord-cadre à bons de commande est conclu sans minimum ni maximum.

N°MD2022-117 - 21/01/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à une acquisition foncière - Copropriété sise au 3 Avenue Georges Clemenceau - Mme VAREILLE - Lot 4 - UF 4001 - dans le cadre de la ligne 5 de tramway - Retrait de la décision n°MD2022-076 du 19 janvier 2022

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°4 au sein d'une copropriété située 3 avenue Georges-Clémenceau à Montpellier, cadastrée section EV n°282, appartenant à Madame VAREILLE, dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway pour un montant de 14 999 €.

N°MD2022-121 - 17/02/22 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative à un avenant n°1 à la Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour le marché G0D0065EP de maintenance et travaux de voirie - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour le marché n°G0D0065EP de maintenance et travaux de voirie. Il a pour objet de corriger une erreur matérielle sur les montants maximums annuels de Montpellier Méditerranée Métropole. Par ailleurs, et afin d'assurer une continuité de service sur le territoire de la Métropole, il convient de modifier la répartition financière du lot 10 "asphalte coulé" en transférant 80 000 € HT de la part Ville vers la part Métropole.

N°MD2022-123 - 09/02/22 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la construction de 678 logements sociaux - Garantie globale des emprunts mobilisés par l'OPH ACM Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations entre le 15 mars 2019 et le 15 septembre 2020 - Délibération n°M2019-182 du 18 avril 2019 - Modification

Objet : Il est proposé de modifier la délibération n°M2019-182 du 18/04/2019, relative à la garantie globale des emprunts mobilisés par ACM HABITAT auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la période du 15/03/2019 au 15/09/2020, afin de prendre en compte de la liste définitive des opérations concernées, représentant 678 logements contre 726 prévus initialement, le montant définitif des prêts garantis à 100 % s'élevant à 84 803 875 € contre 92 506 410 € prévus initialement, ainsi que les caractéristiques financières actualisées de ces prêts.

N°MD2022-124 - 26/01/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain à la Commune de Castries à l'occasion de la vente de la propriété de la SCI LES NECTARINES - 58 rue Redier - Parcelle AH 221 - Commune de Castries

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déléguer le droit de préemption à la Commune de CASTRIES à l'occasion de la vente de la propriété de la SCI LES NECTARINES à savoir un appartement avec parking, constituant les lots 7 et 11 de la copropriété 58 rue Antoine-Redier à Castries, cadastrée section AH 221. Cette délégation permet à la Commune de Castries de se porter acquéreur du bien afin de mener une opération de logement social.

N°MD2022-125 - 11/02/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°M1D0004EA - Études de ruissellement et des schémas directeurs hydrauliques

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1D0004EA à la société INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE sise à Aix-en-Provence. Il concerne les études de ruissellement et des schémas directeurs hydrauliques. Le marché est conclu sur la base d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum, ni maximum pour une période initiale d'un an à compter de sa notification avec une reconduction de 3 ans.

N°MD2022-126 - 08/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête SCI VINCI INVESTISSEMENT -Cour d'Appel de Montpellier"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES devant la Cour d'appel de Montpellier consécutivement à l'appel déposé à l'encontre du Jugement de l'Expropriation du Département de l'Hérault n°21/34 du 24/11/2021 par la Société VINCI INVESTISSEMENT dans le cadre de la fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée CH 107, ZAC des Commandeurs, sise sur la Commune de Lattes.

N°MD2022-127 - 02/02/22 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un permis de démolir pour un garage et une clôture situés devant le 45 rue de Triolet à Montpellier - prise de possession du Domaine Public

Objet : Il s'agit d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole de déposer un permis de démolir un garage et une clôture situés sur un espace à vocation de voirie et adjacent à la parcelle cadastrée AW 175 au 45 rue de Triolet à Montpellier.

N°MD2022-128 - 09/02/22 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°5167EA18 de prestation de géo-détection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5167EA18 de prestation de géo-détection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole conclu avec la société ADRE RESEAUX sise à Eysines (33). Il a pour objet d'ajouter des références au Bordereau des Prix Unitaires. L'avenant est sans incidence financière.

N°MD2022-135 – 04/02/2022 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 de prorogation de la convention d'occupation temporaire entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Ancien Hôtel de Ville - Pôle numérique French Tech

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe avec la Commune de Montpellier un avenant n°1 de prorogation à la convention d'occupation temporaire du 19/02/2022 concernant la mise à disposition de l'Ancien Hôtel de Ville dans le cadre de l'opération « French Tech ». L'avenant proroge la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée d'un an jusqu'au 19/02/2023. Les autres clauses et conditions de la convention restent inchangées.

N°MD2022-137 - 08/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2200325-3 et n°2200326-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt des requêtes :

- n°2200325-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21/01/2022 par un agent de la Ville sollicitant la somme de 13 200 € à titre de provision en réparation de ses préjudices extra-patrimoniaux subis consécutivement à un accident de service ;
- n°2200326-3 en indemnisation près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21/01/2022 par ce même agent sollicitant la somme de 13 200 € en réparation de ses préjudices extra-patrimoniaux subis consécutivement à un accident de service .

N°MD2022-140 - 17/02/22 - Direction Services aux Territoires

Décision relative au marché subséquent M1D0100EP - Travaux d'extension et de réhabilitation du parking des Libertés à Castries et aménagement des abords - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent n°M1D0100EP à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE sise Vendargues. Il concerne les travaux d'extension et de réhabilitation du parking des libertés et aménagement des abords sur la Commune de Castries. Il est conclu pour un montant estimatif de 403 225,85 € HT et pour une durée de 4 mois, période de préparation de 1 mois non comprise. Il prend effet à compter de la date fixée par ordre de service de démarrage.

N°MD2022-142 - 02/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez

Objet : La candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS est agréée en vue du renouvellement de son bail pour le lot 5 de 112,50 m² dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez, pour une période de 36 mois. Son activité est la conception, l'industrialisation et la fabrication de cartes électroniques assemblées. La société compte 5 salariés et prévoit un effectif de 10 personnes à 3 ans.

N°MD2022-145 - 10/02/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M1B0032RI - Assistance à maîtrise d'ouvrage organisationnelle et fonctionnelle dans le cadre des projets de plateformes e-service et e-administration mutualisées de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage organisationnelle et fonctionnelle dans le cadre des projets de plateformes e-service et e-administration mutualisées de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'entreprise SAS COMOIE sise à Toulouse, sans minimum et un montant maximum estimé à 80 000 € HT, réparti sur les 2 années du marché.

N°MD2022-146 - 16/02/22 - Direction des Mobilités

Décision relative à la convention de travaux entre TaM (agissant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole) et RTE - Réseau de Transport d'Électricité pour la réalisation de travaux de dévoiement de la ligne 63 kV Castelnau - Quatre Seigneurs dans le cadre des travaux de la 5ème ligne de tramway de Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de travaux signée entre TaM (agissant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole) et la RTE - RESEAU DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITE, pour la réalisation de travaux de dévoiement de la ligne 63 kV Castelnau-le-Lez - Quatre Seigneurs dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway.

N°MD2022-150 - 07/02/22 - Direction des Finances

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et de l'Association des Maires du Département de l'Hérault

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion et du versement de la cotisation à L'ASSOCIATION DE MAIRES DE FRANCE et des PRESIDENTS D'INTERCOMMUNALITE et celle des MAIRES DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT au titre de l'année 2022 pour un montant total de 11 680 € TTC.

N°MD2022-152 - 11/02/22 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI LES HAUTS DE LABOURNAC - immeuble à usage industriel - Parcelle AD 54 - 225 route de Nîmes - Commune de Baillargues

Objet : Il s'agit d'autoriser la Métropole à exercer son droit de préempter, à l'occasion de la vente par la SCILLES HAUTS DE LABOURNAC, d'un ensemble immobilier à usage industriel occupé, situé 225 route de Nîmes à Baillargues, cadastré section AD 54, au prix révisé de 420 000 € plus 31 920 € de commission d'agence. L'acquisition de ce bien est nécessaire à la réalisation d'un nouveau parc d'activités sur la zone de Veymala à Baillargues.

N°MD2022-154 - 10/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS est agréée en vue de la location du lot CG 3.4 de 151 m² dans l'immeuble Cap Gamma pour une période de 9 mois. ID SOLUTIONS est un laboratoire de recherche spécialisé dans le développement, la production, le marketing, la vente et l'assistance technique dans le domaine du diagnostic biologique.

La société prévoit un effectif de 45 personnes à 3 ans.

N°MD2022-161 - 11/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention d'occupation temporaire de l'auditorium du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades par l'association du Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier (CINEMED) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention régissant la mise à disposition de l'auditorium du Site archéologique Lattara-Musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, au profit de L'ASSOCIATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN (CINEMED) à titre ponctuel et non exclusif, afin d'y organiser des séances de projection audiovisuelles gratuites destinées au public scolaire de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'occasion de l'édition 2022 du CINEMED.

N°MD2022-164 - 08/02/22 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'exposition "Les Etrusques. Une civilisation en Méditerranée" organisée par la Société Contemporanea Progetti au musée de la Romanité de la Ville de Nîmes du 15 avril au 23 octobre 2022

Objet : Il s'agit d'une convention qui concerne le prêt de six objets par le Site archéologique Lattara – musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Société CONTEMPORANEA PROGETTI qui organise l'exposition "Les Etrusques. Une civilisation en Méditerranée" qui se déroulera du 15/04 au 23/10/2022 au musée de la Romanité de la Ville de Nîmes.

N°MD2022-166 - 08/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2200453-4 TA Référé précontractuel- Société l'Atelier A/S Marguerit"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU consécutivement au dépôt de la requête n°2200453-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28/01/2022 par la société l'Atelier A/S MAGUERIT tendant à l'annulation de la procédure de passation de l'accord-cadre de prestations de services engagée par la SA3M ayant pour objet la mission de conception urbaine en vue de l'aménagement du secteur PAGEZY-ANTIGONE à Montpellier.

N°MD2022-171 - 10/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société PREDICTCAN dans l'immeuble Cap Delta à Grabels

Objet : La candidature de la société PREDICTCAN est agréée en vue de la location du lot CD BO8B de 67,52 m² dans l'immeuble Cap Delta pour une période de 36 mois. La société est spécialisée dans la R&D et la prestation de service dans le domaine de la santé et des biotechnologies, notamment de modèles dérivés du patient souffrant de cancer pour tester les effets thérapeutiques et la toxicité médicamenteuse de nouvelles molécules. Elle prévoit un effectif de 5 personnes à 3 ans.

N°MD2022-181 - 08/02/22 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2200522-1 et n°2200523-1 TA - Monsieur Franck MERICAN et Autres"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de :

- la requête n°2200522-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 02/02/2022 par Monsieur MERICAN et autres contre la décision de Montpellier Méditerranée Métropole de débiter les travaux d'aménagement de la parcelle cadastrée section DO n°39 à Montpellier révélée par le commencement desdits travaux et ce, dans le cadre du projet de village de transition ;
- la requête en référé suspension n°2200523-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 02/02/2022 par Monsieur MERICAN et autres tendant à la suspension de l'exécution de la décision de Montpellier Méditerranée Métropole de débiter les travaux d'aménagement de la parcelle cadastrée section DO n°39 à Montpellier révélée par le commencement des travaux et ce, dans le cadre du projet de village de transition.

N°MD2022-185 - 10/02/22 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°M1B0117RI - Maintenance et évolution de la gamme ArcGIS d'ESRI pour l'année 2022 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°M1B0117RI à l'entreprise ESRI France sise à Meudon (92). Il concerne la maintenance et l'évolution de la gamme ArcGIS d'ESRI pour l'année 2022 permettant de bénéficier d'un support technique. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et un maximum de 87 162,20 € HT. Ce marché prend effet à compter de sa notification et jusqu'au 31/12/2022.

N°MD2022-207 - 18/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGITALocal dans une partie de l'Espace Numérique Collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech à Montpellier

Objet : La candidature de la société DIGITALocal est agréée en vue de la mise à disposition d'une partie de l'espace numérique collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech pour l'animation d'un atelier numérique. Cette mise à disposition est conclue pour une durée de 10,5 mois jusqu'au 31/12/2022.

N°MD2022-208 - 18/02/22 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA d'une partie de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech

Objet : La candidature de la société L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA est agréée en vue de la mise à disposition, une fois par semaine, d'une salle de réunion et d'une partie de l'espace numérique collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech pour des étudiants porteurs du Statut national Étudiant-Entrepreneur et des Alumni, dans le cadre d'ateliers menés dans le cadre du dispositif PEPITE-LR. Cette mise à disposition est conclue jusqu'au 31/12/2022.

N°MD2022-286 - 11/03/22 - Direction des Sports

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Piscine de la Motte Rouge - Université de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation temporaire conclue entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition de la piscine de la Motte Rouge sise au sein du Centre Sportif Universitaire de Montpellier. Elle a pour objet d'autoriser la Métropole à entamer les premières phases de travaux de réhabilitation de la piscine dans l'attente de la cession définitive du site à la Métropole en cours de finalisation avec les services de l'État. La mise à disposition est consentie à titre gratuit pour une durée de 18 mois.